

**La Notion de Brevetabilité  
considérée  
sous l'angle du concept de cause  
en Droit civil**

**(Étude de Droit français et de Droit comparé)**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*présentée et soutenue le vendredi 9 décembre 1938, à 14 heures*

PAR

**Alain CASALONGA**

**Ingénieur des Arts et Manufactures**

---

*Président : M. PERCEROU, Professeur*

*Suffragants : { M. ESCARRA, Professeur.  
                          { M. ESMEIN, Professeur.*

---

PARIS

**LIBRAIRIE DALLOZ**

**11, RUE SOUFFLOT, 11**

---

1938





THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552009\\_0075](https://archive.org/details/IA41552009_0075)



**La Notion de Brevetabilité  
considérée  
sous l'angle du concept de cause  
en Droit civil**

**(Étude de Droit français et de Droit comparé)**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*présentée et soutenue le vendredi 9 décembre 1938, à 14 heures*

**PAR**

**Alain CASALONGA**

---

*Président : M. PERCEROU, Professeur*

*Suffragants : { M. ESCARRA, Professeur.  
                  { M. ESMEIN, Professeur.*

---

**PARIS**

**LIBRAIRIE DALLOZ**

**11, RUE SOUFFLOT, 11**

---

**1938**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les Thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*





## Introduction.

---

**1. Notion de brevetabilité.** — La notion de brevetabilité n'est donnée dans la loi du 5 juillet 1844 qu'en des termes assez généraux et le législateur n'a apporté de précisions que dans la définition des causes de non brevetabilité.

Pourtant cette notion de brevetabilité est interprétée par une doctrine très ferme et par une jurisprudence étoffée qui paraît en général donner aisément des réponses très claires aux questions qui se posent, dans la pratique, à l'occasion de l'interprétation d'un brevet d'invention.

Il semblerait même que le législateur actuel ne cherche pas à modifier sur ce point le texte de la loi pourtant bien ancienne du 5 juillet 1844 ; on n'ignore pas cependant toutes les critiques, peut-être excessives, que beaucoup d'inventeurs, d'industriels, de juristes, ont faites de cette loi qui semble néanmoins avoir été assez heureusement étudiée puisqu'elle a résisté au temps et que sept projets de lois, s'échelonnant depuis 1909 jusqu'en 1928, n'ont pas résisté aux discussions parlementaires et n'ont pas donné le jour à une loi nouvelle.

A l'heure actuelle à la suite de la discussion par le Sénat, en juin 1934, du rapport n° 55 de M. le Sénateur Marcel Plaisant le dernier projet a été renvoyé à la Chambre des députés le 29 juin 1934, imprimé sous le numéro 3721, distribué et renvoyé à la commission du commerce et de l'industrie où il attend qu'une nouvelle offensive le ramène devant les députés.

Les points sur lesquels il y a eu désaccord, tant au sein de la Chambre des députés qu'entre le Sénat et cette chambre, ne sont pas à envisager ici. Mais ce qu'il y a de remarquable, c'est que la définition de la brevetabilité, telle qu'elle résulte des articles 1

et 2 de la loi de 1844, n'a subi aucune modification dans les projets de loi successifs auxquels nous venons de faire allusion.

Ce n'est que sur les causes de non brevetabilité (protection du produit chimique) et de nullité (antériorité constituée par un brevet français même non délivré) que le législateur a porté son effort.

Il semblerait donc, dans ces conditions, tout à fait inutile de se préoccuper de préciser un concept qui paraît clair à tout le monde ; pourquoi faire appel à des notions de droit civil pour compliquer des questions qui paraissent très simples ?

Mais il n'y a là qu'une apparence. A chaque instant on s'aperçoit au cours des débats qui se déroulent devant un tribunal ou devant un collège d'experts qu'il est dans certains cas très difficile de savoir s'il est possible de protéger par un brevet une invention déterminée.

C'est à cette difficulté que nous voulons tenter de porter remède en dégageant une notion essentielle des motifs très variés qui ont présidé à la création du droit des brevets d'invention et contribué à son développement d'abord par le législateur, ensuite par la doctrine et par la jurisprudence.

**2. Caractère de contrat synallagmatique attribué au brevet d'invention.** — Il est admis par de nombreux auteurs, suivant en cela le rapporteur de la loi de 1844, qu'il faut voir dans le brevet d'invention l'acte instrumentaire constatant qu'un lien de droit s'est noué entre un inventeur et la collectivité. Un brevet peut être considéré comme une sorte de contrat synallagmatique passé entre l'Etat et l'inventeur.

Or, pour interpréter tout contrat il convient de tenir compte des motifs qui ont poussé les contractants à s'entendre ; il faut apprécier le contrat dans son ensemble et il est utile de connaître l'état d'esprit et le but de l'inventeur, les mobiles ainsi que les desiderata de la Société partie au contrat. Ce sont, en effet, comme l'a dit M. Josserand (1), « les mobiles qui colorent nos

(1) L. Josserand, « *Les mobiles dans les actes juridiques du droit privé* ». Paris, 1928, n° 157, p. 200.



« actes, qui leur donnent leur signification véritable ; c'est la fin  
« qui justifie les moyens ou qui les condamne... le but règne  
« souverainement dans le domaine des institutions juridiques ».

**3. La cause.** — C'est pourquoi il nous a semblé intéressant d'examiner la notion de brevetabilité sous l'angle du concept de cause en droit civil, dans la mesure où la cause en droit civil peut s'identifier avec le but de l'obligation.

Nous ne cherchons pas à prendre parti, disons-le tout de suite, sur la question de savoir si la notion de cause est utile ou non en droit privé, si elle ne fait pas double emploi avec d'autres notions.

Nous ne voulons pas davantage nous livrer à un essai de construction doctrinale en bâtissant dans notre matière un édifice fragile puisque les bases sur lesquelles on pourrait le fonder se réduisent sensiblement à une phrase du rapporteur de la loi de 1844 et à un arrêt de la Cour de cassation.

Nous le répétons, notre intention n'est pas là. Nous avons seulement cherché à présenter la notion de brevetabilité sous un aspect nouveau.

Le concept de cause permet en effet de favoriser les droits individuels tout en respectant ceux de la collectivité.

Nous croyons, d'autre part, que l'angle sous lequel nous envisagerons la notion de brevetabilité nous permettra de mieux comprendre et de mieux coordonner des solutions en apparence éparses, données tant par le législateur de 1844 que par certaines décisions de jurisprudence qui, sans employer la terminologie civile de la cause, ont fait inconsciemment appel à l'esprit qui a animé et anime encore les magistrats lorsqu'ils ont à juger d'espèces civiles.

Autrement dit, la notion de cause ne nous paraît être qu'une manière d'écran coloré au travers duquel nous considérons la notion de brevetabilité. Cet écran, en modifiant ou, comme disent les physiciens, en contrastant l'aspect habituel de cette notion, nous permettra d'y faire apparaître des solutions dont le dessin échapperait à une analyse moins poussée.



**4. Examen de la brevetabilité à l'aide de la notion de cause en droit civil.** — Nous allons examiner la brevetabilité à travers la notion civiliste de la cause, car c'est en droit civil principalement que s'est introduit ce concept dont la jurisprudence a développé les conséquences en élargissant son domaine d'application ; mais il convient de remarquer que le brevet d'invention susceptible d'être considéré, nous l'avons dit, comme un contrat passé entre l'inventeur et l'Etat, est presque un contrat administratif ; c'est peut-être un contrat dont le caractère administratif est assez faible : il participe dans une certaine mesure de la nature d'un contrat d'adhésion dont les clauses sont fixées par la loi qui en constitue le cahier des charges et conditions générales. Mais il se rattache tout de même, par son caractère juridique, au droit public.

On pourrait donc être amené à interpréter la notion de brevetabilité à la lumière de la notion de cause en droit administratif. La cause tend, en effet, depuis ces dernières années, à apparaître dans une branche du droit où on n'aurait pas cru qu'elle dût prendre place. M. Vedel, en particulier, dans une thèse fort intéressante a cherché à faire une construction de la notion de cause en droit administratif français.

Cependant nous ne croyons pas qu'il faille rattacher le brevet d'invention au droit administratif ; il suffit de tenir compte de l'influence du droit public. La nature exorbitante du droit commun, nature qui caractérise le brevet d'invention permet d'expliquer que la cause du contrat passé entre l'inventeur et la collectivité offre un aspect plus objectif que la cause en droit civil. L'équilibre entre les prestations de ce contrat synallagmatique particulier que constitue le brevet d'invention n'est pas une équivalence rigoureuse, car les prestations sont inégales. Le principe de l'autonomie de la volonté n'est pas admis d'une manière aussi complète que dans un contrat synallagmatique ordinaire, mais la volonté des contractants existe réellement, comme elle doit exister d'ailleurs dans tout contrat ; elle est simplement limitée non pas par l'utilité publique, mais par l'intérêt de la collectivité ; c'est pourquoi nous donnerons de la cause un dessin voisin

de celui de la cause en droit civil, mais cependant assez différent.

**5. Caractère aléatoire.** — De plus, le caractère aléatoire du droit de propriété industrielle efface, dans une certaine mesure, le principe d'autonomie de la volonté qui domine le droit civil des obligations et des contrats. Ceci nous paraît expliquer qu'on n'ait pas encore songé à envisager la notion de brevetabilité sous l'angle un peu civiliste de la cause.

Nous indiquerons que si la jurisprudence tient compte inconsciemment et d'une manière très objective de la cause du contrat, considérée du point de vue de la société, elle n'a pas jusqu'à présent envisagé l'autre aspect de la cause, c'est-à-dire celui qui est tourné vers le breveté ; elle n'a pas eu à s'en préoccuper parce que la société est vraiment la partie la plus importante, à tel point que certains esprits se refusent à considérer le brevet d'invention comme un contrat ; mais nous croyons, et c'est là le mérite de la prise en considération de la notion de cause (envisagée non pas comme une construction doctrinale, mais comme un simple procédé technique d'exposition et de justification), que l'aspect individualiste ne doit pas disparaître sous l'aspect social.

Comme l'a dit si fortement Duguit « l'activité de l'homme est toujours dominée par le double sentiment de son caractère social et de son autonomie individuelle », et l'autonomie individuelle ne doit pas disparaître complètement. Nous montrerons qu'il est possible d'en tenir compte en propriété industrielle.

**6. Intérêt offert par l'examen du but visé par l'inventeur et la collectivité.** — En résumé, pour connaître avec précision la nature de l'objet d'un brevet d'invention, c'est-à-dire pour connaître le contenu du droit exclusif temporaire accordé au breveté par la collectivité, il ne suffit pas d'étudier l'objet matériel du contrat, c'est-à-dire la prestation accordée par l'inventeur à la Société ; il faut encore considérer le but du contrat, cet élément en quelque sorte immatériel, subjectif, qui se trouve à notre avis



dans la dépendance de la notion de cause. On ne peut pas, en effet, étudier l'objet brevetable en lui-même, indépendamment du but, des motifs et des mobiles qui le colorent.

C'est, nous le répétons, en pénétrant les motifs du contrat passé entre l'inventeur et la collectivité que l'on peut comprendre et distinguer la véritable nature de la notion de brevetabilité.

Nous préciserons en particulier qu'il est nécessaire, pour qu'il y ait brevetabilité, que le contrat ait à la fois et un objet et une cause.

### **7. Plan.** — Ces considérations nous dictent notre plan.

Dans une première partie, après avoir donné un aperçu de la notion de cause en droit civil, nous procéderons à une analyse juridique du brevet d'invention, envisagé comme un contrat passé entre l'inventeur et la collectivité.

Dans une deuxième partie nous entrerons dans le vif du sujet en étudiant l'objet du contrat précité et en cherchant à séparer d'une part l'idée inventive du moyen et du résultat industriel et d'autre part l'application nouvelle de la combinaison nouvelle. Nous verrons que la notion de cause nous amènera à la détermination d'un critère objectif permettant d'assurer la distinction entre ces notions en apparence distinctes mais en réalité difficiles à séparer les unes des autres.

Nous constaterons également que les causes de nullité sont réunies par un lien de connexité étroit par l'intermédiaire du concept de cause.

Nous tenterons enfin de montrer que le plan juridique sur lequel nous avons tenu à placer la notion de brevetabilité permet de réunir des concepts différents et des solutions jurisprudentielles diverses en les justifiant ou en les expliquant à la lumière d'une théorie juridique imprégnée de morale et d'équité.

---

# PREMIÈRE PARTIE

## DE LA CAUSE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Notions historiques sommaires sur la cause en droit civil.

---

##### SECTION I<sup>re</sup>

##### **Du droit romain au Code civil.**

**8. Historique.** — Avant d'examiner la brevetabilité d'une invention sous l'angle très particulier de la notion de cause, nous avons estimé indispensable de donner un aperçu rapide de l'histoire de ce concept qui a fait son apparition principalement en droit civil.

Disons, tout de suite, que nous ne chercherons pas à esquisser, même à grands traits, l'histoire de la cause et des nombreuses théories juridiques auxquelles ce concept a donné naissance ; la matière en est épuisée depuis l'œuvre magistrale de M. Capitant (1). Notre seul but sera de mettre en lumière les points singuliers de l'évolution historique du concept de cause pour en mieux faire comprendre la nature réelle et la philosophie.

**9. I. Droit romain.** — Cette notion trouve dans le droit romain un appui et des précédents, mais les Romains n'ont jamais eu de

(1) H. Capitant, « *De la cause des obligations* ». Paris, 1923, 3<sup>e</sup> éd., 1927.



conception unitaire concernant la cause et ils n'ont pas compris ce concept juridique dans le sens que les modernes lui donnent.

Il ne faut pas s'en étonner car le droit primitif est essentiellement formaliste. Dans un désir naturel de simplification, les civilisations anciennes et même la plus évoluée et la plus formée, la civilisation romaine, éprouvaient la nécessité d'un mode de preuve commode et pratique de la validité d'un acte ou d'un contrat ; lorsque les formes solennelles, qui devaient revêtir tout acte juridique, étaient observées, l'acte était valable ; si les formes n'étaient pas observées, l'acte était nul même s'il correspondait à la volonté de son auteur.

Les anciens ignoraient le principe moderne de l'autonomie de la volonté qui se traduit simplement par ce fait que le consentement des parties suffit pour créer le droit. Autrement dit, le simple pacte, dépourvu de formes, le pacte nu, n'engendrait pas d'action, d'après la tradition romaine ; il pouvait seulement créer une exception.

**10. Divers sens du mot « *causa* ».** — Le caractère abstrait et formaliste de l'ancien droit ne constituait pas une atmosphère favorable au développement de la notion juridique de cause telle que nous la concevons actuellement. C'est ce qui explique que les Romains aient donné au mot « *causa* » des acceptions juridiques très différentes les unes des autres.

Selon M. Capitant (1), les quatre sens les plus usuels auraient été :

1<sup>o</sup> la cause efficiente de l'obligation, c'est-à-dire l'acte juridique qui lui donne naissance (2) ;

2<sup>o</sup> le fait nécessaire pour donner force obligatoire aux conventions synallagmatiques autres que les contrats consensuels, c'est-à-dire l'exécution de l'obligation d'une des parties ;

3<sup>o</sup> en matière de libéralité, le mot « *causa* » sert à désigner le but même, c'est-à-dire l'*animus donandi* et le simple motif qui détermine à faire la donation ou le legs ;

(1) H. Capitant, « *De la cause des obligations* », t. I, 1923, pp. 112 et 113.

(2) Gaius, fragment 1. *D.* 44.7 *de obl. et act* ; Ulpien, *D.*, 12.1., *de reb. cred.*, 9. p. r.

4<sup>o</sup> enfin, dans un grand nombre de textes, le mot « *causa* » désigne indubitablement le but visé par celui qui accomplit l'acte.

Comme l'exprime d'ailleurs très nettement M. Capitant (1), le concept du but poursuivi par les contractants ou, d'une manière générale, par tout sujet de droit qui s'oblige volontairement, s'est introduit en droit romain comme un correctif nécessaire du système des actes abstraits et il s'est développé au fur et à mesure que le rôle de la volonté devenait plus grand, sans jamais y prendre toutefois la place prépondérante qu'il occupe dans notre technique juridique moderne.

Si, en effet, dans les contrats abstraits solennels du vieux droit romain, tels que le *nexum*, l'*expensilatio*, la *stipulatio*, les obligations étaient engendrées sans qu'il fût nécessaire de se préoccuper de la volonté des parties ou du but visé par les contractants, il n'en fut pas toujours de même car, dans une certaine mesure, la théorie des *condictiones sine causa* vint faire pénétrer, dans la technique juridique moderne, l'équité sous la forme de la notion de but (2).

A l'époque classique, la *querela non numeratae pecuniae* qui opérait, par le *mutuum*, un renversement de la charge de la preuve en permettant au demandeur de s'affranchir de l'obligation de restituer les deniers prêtés, lorsque le créancier prêteur ne faisait pas la preuve du versement des deniers, marqua encore l'introduction, en droit romain, de la notion de but, c'est-à-dire de cause, dans le sens où on l'entend habituellement en droit civil.

**11. Les contrats innomés.** — Mais, c'est surtout en matière de contrats innomés que l'on voit apparaître l'influence de la volonté individuelle de chaque contractant, alors que les contrats nommés, tous individualisés, possédaient chacun un domaine d'application très limité, indépendant de la volonté des sujets de droit.

(1) H. Capitant, *op. cit.*, p. 112, n<sup>o</sup> 56.

(2) H. Capitant, *op. cit.*, p. 87, n<sup>o</sup> 43.

Le système des contrats innomés reposait sur une théorie générale qui était la suivante : l'exécution unilatérale de toute convention synallagmatique faisait naître une obligation contractuelle et de plus, au Bas-Empire tout au moins, était posé le principe suivant lequel, toutes les fois qu'une convention synallagmatique avait été passée et que l'une des parties n'exécutait pas son obligation, l'autre pouvait l'y contraindre ou intenter l'action pour obtenir un résultat pécuniaire.

L'élément réel qui servait de fondement aux contrats innomés, la prestation qui les accompagnait nécessairement, s'est réduit de plus en plus et a fini par laisser apparaître la volonté des contractants (1). Mais les juriconsultes romains n'ont jamais conçu clairement le lien de connexité qui réunit les obligations réciproques des contractants dans un contrat synallagmatique.

C'est principalement lorsque le droit romain a admis les contrats consensuels que le juge devait interpréter, selon la bonne foi, *ex fide bona*, et en particulier, les contrats innomés qui ne se forment qu'après l'exécution préalable, par une des parties, de sa prestation, que l'on voit poindre la notion de but. La classification en groupes qui en a été faite au Bas-Empire, met en relief, d'une manière frappante, la prépondérance du but visé par la partie qui a exécuté sa prestation ; ces groupes sont les suivants :

*Do ut des*

*Do ut facias*

*Facio ut des*

*Facio ut facias.*

Ces formules admirables de profondeur et de concision résument toutes les transactions humaines ; elles ont constitué le point de départ de la théorie juridique moderne de la cause envisagée comme le but visé par le *praestans*, c'est-à-dire le but visé par la partie qui a exécuté son obligation.

En fait, les Romains n'ont jamais opéré de distinction entre la chose ou le fait, objet de chaque obligation, et la cause, dans le

(1) Lévy-Bruhl, *Cours de droit romain* (professé à la Faculté de droit de Paris en 1934-1935), p. 220.



sens moderne, c'est-à-dire le but juridique déterminant le sujet de droit à contracter. Dans les textes romains, « *causa* » signifiait la source de l'obligation, une chose ou « *res* », un fait, un « *factum* », c'est-à-dire une cause efficiente et non pas le but juridique de l'obligation. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le mot « *causa* » dans le célèbre texte d'Ulpien citant Ariston sur le « *sunallagma* » (*D.*, 2, 14, 7, 2) : « *Sed et si in alium contractum res non transeat, subsit tamen causa... Ariston... respondit esse obligationem.* »

C'est donc par une sorte de jeu de mots que les jurisconsultes de notre ancien droit, les romanistes et, en particulier, les canonistes du moyen âge ont, d'après M. Capitant, tiré de ce texte une théorie de la cause et de la résolution des contrats en posant le principe qu'une obligation peut servir de cause à une autre. Les mots « chose » et « cause » ont d'ailleurs la même étymologie et la confusion faite par nos anciens jurisconsultes était excusable.

**12. Conclusion.** — En résumé, on peut dire que c'est vraiment des textes romains concernant plus particulièrement les contrats innomés qu'est sortie la théorie de la cause telle qu'elle figure dans le Code civil et même la théorie de l'article 1184 visant la résolution judiciaire des contrats.

Le contre-sens, qu'ont commis les glossateurs en interprétant les textes romains, a permis, quelle que soit l'opinion que l'on puisse se faire sur l'utilité ou l'intérêt juridique de la théorie de la cause, de faire triompher dans notre droit les principes de morale et d'équité, en permettant à la volonté des parties de se manifester librement.

**13. II. Les canonistes.** — A la différence des jurisconsultes romains, les canonistes ont aperçu le lien de connexité ou la liaison étroite unissant les obligations réciproques d'un contrat consensuel et ils ont reconnu force obligatoire au pacte nu, c'est-à-dire à la promesse simple, dépourvue de formes, parce que celui qui violait sa promesse commettait un péché. Ce principe, con-

traire aux traditions romaines, n'a triomphé qu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle sous l'influence de l'école du Droit des gens et de Grotius.

Les canonistes, les premiers, ont jeté les bases morales et juridiques du droit de résolution judiciaire et de l'exception d'inexécution dite « *exceptio non adimpleti contractus* ». L'esprit de la règle posée par les canonistes est le suivant : « Pourquoi exécuterais-je ma prestation si l'autre partie n'offre pas d'exécuter la sienne ? »

L'assise morale, donnée par les canonistes à leur système, a été résumée par eux dans la formule bien connue : « *Frangenti fidem non est fides servanda* » (vis-à-vis de celui qui a manqué à la bonne foi, on n'est pas obligé de respecter la bonne foi).

Cette règle se trouve également formulée en termes très larges, concernant tout engagement et s'appliquant à toutes les conventions synallagmatiques, que ce soit un contrat consensuel ou un contrat innomé, dans le célèbre texte de la Summa d'Hostiensis (xiii<sup>e</sup> siècle, livr. 2, de jure, n<sup>o</sup> 3) : « *Non servandi fidem non est fides servanda* ». On voit apparaître la possibilité d'annuler une convention pour la survenance d'un événement (manquement à la parole donnée) postérieur à la formation de la dite convention. La théorie moderne de la cause est née.

On peut dire encore avec M. Capitant (1) que ce sont les canonistes qui, sans avoir eu de la cause une idée nette et unique, l'ont néanmoins conçue comme le but moral d'une opération juridique. Ils ont dégagé la notion de cause finale ou « *causa finalis* » que l'on trouve très rarement dans l'œuvre des glossateurs alors qu'elle apparaît souvent chez les post-glossateurs.

**14. III. Bartole et ses successeurs.** — Bartole distingue, entre ce qu'il appelle la « *causa finalis* », qui est la fin ou le but poursuivi, et la « *causa impulsiva* », qui est le simple motif poussant une personne à s'obliger. Les successeurs de Bartole ont continué à opérer la distinction entre la « *causa finalis* » ou but moral,

(1) H. Capitant, *op. cit.*, p. 130, n<sup>o</sup> 66 ; Comp. Chevrier : « *Essai sur l'histoire de la cause dans l'obligation* », 1925.

qu'ils appelaient aussi « *causa proxima* » et la « *causa impulsiva* », qu'ils désignaient encore sous le nom de « *causa remota* ». Peu à peu, la notion de cause-prestation, la notion romaine de cause, constituée par le *negotium*, finit par devenir artificielle, par s'effacer devant la « *causa finalis* », à ce point que les post-glossateurs n'ont plus compris le sens romain du mot « *causa* » dans le célèbre texte d'Ulpien (*D.*, 2, 14, 7, 2).

Nous n'insisterons pas davantage sur les nombreuses variations subies par la notion de cause dans l'ancien droit français.

**15. IV. Domat.** — Nous allons arriver à Domat. Celui-ci n'a fait, si l'on en croit M. Capitant (1), que suivre les idées de son siècle mais il fut le premier à les cristalliser en un système juridique, fondement de la théorie moderne de la cause.

Domat, reprenant les conceptions des post-glossateurs, a été amené à rechercher, surtout en matière de libéralité, le critère permettant de distinguer la « *causa finalis* » de la « *causa impulsiva* », c'est-à-dire le but du motif et il a été tout naturellement conduit à interpréter les textes romains d'une manière, il est vrai incorrecte (2) mais utile, si l'on en croit les causalistes, pour le développement du principe de l'autonomie de la volonté.

Avec Domat, la cause va se confondre avec le but et le simple consentement suffit pour lier entre eux juridiquement les contractants ; les vieilles distinctions du droit romain entre contrats formels et contrats consensuels, entre contrats nommés et contrats innomés, ne sont plus en vigueur.

Domat a donné sur la manifestation de volonté des parties et plus particulièrement sur le but poursuivi, quelques explications brèves mais formulées d'une manière très claire dans son célèbre « *Traité des lois civiles dans leur ordre naturel* » ; dans cet ouvrage, Domat pose le principe dont s'inspireront les rédacteurs du Code

(1) H. Capitant, *op. cit.*, p. 151.

(2) Voir, au sujet de la méprise commise par Domat dans l'interprétation de certains textes du Digeste, la thèse de M. Jean Dabin « *La théorie de la cause* », Liège, 1919, pp. 14 et s. et « *Les récentes destinées de la théorie de la cause des obligations* », Belgique judiciaire, 1929, pp. 330 et s.



civil, principe d'après lequel, dans les conventions synallagmatiques, « l'engagement de l'un est le fondement de l'engagement de l'autre » (1).

D'après M. Capitant (2), malgré la rédaction un peu imprécise de Domat, ce dernier s'est rendu compte que dans un contrat synallagmatique, chaque partie contracte parce qu'elle a en vue l'exécution de la prestation promise par l'autre partie. M. Capitant cite un passage concernant la vente (Liv. I, tit. II, sect. 1) dans lequel Domat dit, en s'exprimant d'une manière très nette : « le « contrat de vente est une convention par laquelle l'un donne « une chose *pour* un prix d'argent en monnaie publique et l'autre « donne le prix *pour* avoir la chose... On n'achète les choses que « *pour* les avoir et les posséder ». L'importance du but poursuivi a pris toute sa valeur dans un système où la volonté des contractants est prépondérante.

Domat conçoit également, dans son *Traité des lois civiles*, que l'absence de cause puisse déterminer la nullité de l'obligation lorsque cette absence se produit *postérieurement* à la formation du contrat. Il dit, en effet (Liv. I, tit. 1, sect. 5, n° 13) : « dans les

(1) Nous tenons à donner en entier le passage de ces « *Lois civiles* » dans lequel Domat pose les bases de la théorie moderne de la cause : « la matière « des conventions est la diversité infinie des manières *volontaires* dont les « hommes règlent entre eux les communications et les commerces de leur « industrie et de leur travail et de toutes choses selon leurs besoins... Dans « ces trois premières sortes de conventions (les conventions synallagmatiques classées précédemment par Domat en trois catégories) il se fait « un commerce où rien n'est gratuit et l'engagement de l'un est le fondement de celui de l'autre et dans les conventions mêmes où un seul paroît « obligé comme dans le prêt d'argent, l'obligation de celui qui prête a été « précédée de la part de l'autre de ce qu'il devoit donner pour former la « convention ; ainsi, l'obligation qui se forme dans ces sortes de conventions au profit de l'un des contractants a toujours *sa cause* de la part « de l'autre et l'obligation seroit nulle si, dans la vérité, elle étoit *sans cause*. Dans les donations... l'acceptation forme la convention et l'engagement de celui qui donne a son fondement sur quelque motif raisonnable et juste comme un service rendu ou quelqu'autre mérite du donataire ou le seul plaisir de faire du bien et *ce motif tient lieu de cause* de la part de celui qui reçoit et ne donne rien », liv. I, tit. I, sect. 1, nos 5 et 6.

(2) H. Capitant, *op. cit.*, p. 156, n° 79.

« conventions où quelqu'un se trouve obligé, sans aucune cause, « l'obligation est nulle et il en est de même si la cause vient à « cesser ». Les grandes lignes de la théorie moderne de la cause sont tracées ; dès lors la cause est devenue le support nécessaire de l'obligation qui ne peut plus se former sans cause, c'est-à-dire sans but et qui doit disparaître si la cause originaire disparaît, c'est-à-dire si le but visé par les contractants ne peut plus être atteint.

**16. V. De Domat au Code civil.** — A partir de Domat jusqu'au Code civil la théorie de la cause n'a pas été modifiée.

Pothier a suivi complètement les idées de Domat (1) et a pres senti, malgré la confusion qu'il fait parfois entre la cause efficiente et la cause finale, le sens moderne du mot « cause » ; sa compréhension est particulièrement claire dans les libéralités où c'est « *l'animus donandi* », c'est-à-dire le désir de gratifier qui est, pour Pothier, la cause de la libéralité.

Lorsque l'on consulte les travaux préparatoires du Code civil, on peut se rendre compte, d'après les indications données par Bigot du Préameneu (2) et par Portalis (3) que les articles correspondants du Code (4) paraissent inspirés des travaux de Pothier et, par suite, des conceptions de Domat.

(1) Pothier, *Obligations* nos 42 et 43 : « Tout engagement doit avoir une cause honnête. Dans les contrats intéressés, la cause de l'engagement que contracte l'une des parties est ce que l'autre lui donne ou s'engage de lui donner ou le risque dont elle se charge. Dans les contrats de bienfaisance, la libéralité que l'une des parties fait exercer envers l'autre est une cause suffisante de l'engagement qu'elle contracte envers elle, mais lorsqu'un engagement n'a aucune cause, ou ce qui est la même chose, lorsque la cause, pour laquelle il a été contracté, est une fausse cause, l'engagement est nul et le contrat qui le renferme est nul. »

(2) Bigot du Préameneu, *Exposé des motifs* ; Locré, t. XII, p. 139, no 29 ; Fenet, t. XII, p. 228.

(3) Portalis, séance du 20 nivôse an XII ; Locré, t. XIV, pp. 77 et 78, no 1.

(4) C. civ., Cf : art. 1108-4 qui exige « une cause licite dans l'obligation » ; art. 1131 d'après lequel est nulle toute obligation « sans cause ou sur fausse cause ou sur une cause illicite » ; art. 1132 qui valide les conventions dont la cause n'est pas exprimée ; art. 1133, définissant ce qu'il faut entendre par cause illicite.

Au lendemain du Code civil, les commentateurs donnèrent de la cause une théorie que l'on peut appeler « classique », et que nous allons exposer rapidement ; cette théorie a été et est encore fortement battue en brèche, la notion de cause paraissant, pour certains, artificielle et inutile, de sorte que l'obscurité qui a longtemps régné dans cette matière n'a pas encore complètement disparu.

## SECTION II

### **Théories modernes.**

#### § 1<sup>er</sup>. — *Théorie classique.*

17. — Avant de parler des diverses théories modernes sur la cause en droit civil, nous avons tenu à exposer rapidement la théorie que l'on peut baptiser de « classique » comme l'a fait M. Josserand (1).

Cette théorie, donnée par les divers commentateurs du Code civil, a constitué une base sur laquelle la doctrine et la jurisprudence ont érigé des édifices juridiques assez divers.

L'assimilation de la cause au but, assimilation que nous avons vu se développer au cours de l'évolution historique précédant la rédaction du Code civil, semble s'estomper, s'évanouir, dans une certaine mesure, principalement sous l'effet de la recherche, parfois vaine, d'un critère permettant de séparer le motif ou le mobile subjectif, poussant le sujet de droit à contracter, d'avec le but qui doit seul rentrer dans le cercle juridique du contrat ou de l'acte, alors que le motif ou le mobile doit en être exclu.

18. I. **Esprit de la théorie classique.** — Précisons tout de suite que cette distinction entre le motif et la cause ou but de l'obligation, distinction que les post-glossateurs avaient esquissée en considérant que le motif était antérieur à l'acte, alors que le but ou la cause finale lui était postérieur, a été, en quelque sorte, la

(1) L. Josserand, *Les mobiles dans les actes juridiques du droit privé*. Paris, 1928, p. 142, n° 109.



pierre d'achoppement sur laquelle est venu se briser la théorie classique et, avec elle, les théories des auteurs qui ont voulu conserver, en droit civil, une théorie unitaire, objective, de la cause, c'est-à-dire une théorie ne tenant pas compte, sinon de tous les motifs déterminant les contractants, tout au moins des motifs déterminants essentiels qui doivent certainement réagir juridiquement tant sur la formation que sur l'exécution de l'acte ou du contrat.

Cette difficulté, rencontrée en droit civil et dans d'autres branches de la science juridique, ne doit pas étonner car un même mobile se réfère parfois au passé ou à l'avenir, suivant le point de vue où l'on se place. Si j'achète, par exemple, un poste de T. S. F. nouveau modèle, c'est sans doute pour ma satisfaction personnelle, pour écouter le soir des auditions musicales ; mais, c'est peut-être aussi parce que l'appareil que je possède ne marche plus ou, encore, parce que je viens de toucher une somme d'argent sur laquelle je ne comptais pas ; le mobile qui se réfère à l'avenir est le premier ; les mobiles qui se réfèrent au passé sont les deux suivants, en entendant par avenir ce qui est postérieur au contrat d'achat et par passé ce qui lui est antérieur.

Le but immédiat et direct que j'ai visé en achetant cet appareil, celui qui fait pour ainsi dire corps avec le contrat, c'est l'obligation de mon vendeur de me livrer l'appareil acheté ; ce but est baptisé par la théorie classique du nom de « cause » de mon obligation de payer le prix. Autrement dit, dans un contrat comme le contrat synallagmatique de vente, les obligations des parties se servent réciproquement de cause ; mais, la cause, telle que l'a définie la théorie classique, est, en quelque sorte, ce que M. Josserand (1) appelle le mobile « intentionnel » ou l'« intention ». Ce mobile, essentiellement objectif, caractérise chaque type de contrat. Dans le contrat de vente envisagé par nous, l'obligation assumée par l'acheteur est toujours, en effet, celle qui consiste à payer un prix ; la cause de l'obligation du vendeur est toujours la remise d'une chose ou l'exécution d'un acte ou d'une abstention, d'un *facere* ou d'un *non facere*.

(1) L. Josserand, *op. cit.*, p. 24, nos 16 et s.

**19. Le but lointain.** — D'après les commentateurs du Code civil, le but lointain ou le motif subjectif ne constitue pas la cause de l'obligation.

Dans l'exemple que nous avons choisi, le désir d'écouter le soir des auditions musicales ne constitue pas un motif susceptible de réagir sur l'exécution du contrat de vente. Si les émissions nocturnes étaient supprimées, postérieurement à l'achat de mon poste, je ne pourrais pas demander la résolution judiciaire de mon contrat en prenant pour prétexte que le but visé par moi n'a pas été atteint ; nous montrerons cependant que la jurisprudence, dans un désir de morale et d'équité, s'est vue obligée de tenir compte, précisément de ces motifs subjectifs et, plus particulièrement, du but lointain, en annulant un contrat visant un but illicite (vente de maison de tolérance, contrat de jeu ou de pari).

**20. Le motif et le but.** — Mais, dans ces conditions, comment opérer, avec certitude, dans tous les cas, la distinction entre le motif, se référant au passé et antérieur à l'acte, et le but qui lui est postérieur ? Le critère paraissant, à première vue, le plus facile à utiliser est celui que nous avons précisément employé, sans le dire : la position du motif dans le temps. S'il se réfère au passé, c'est un motif ; s'il se réfère à l'avenir, c'est le but ou la cause finale des anciens glossateurs.

Dans cette acception, le mot « cause » paraît mal choisi puisque la cause dans les sciences de la nature est, en général, considérée comme l'antécédent de l'effet et, en quelque sorte, comme l'antithèse du but poursuivi ; en réalité, le mot « cause » s'explique lorsqu'on se rapporte à l'origine même de cette notion qui, comme on l'a montré, a pris ses racines dans la théorie des contrats innomés et, plus tard, dans les conventions synallagmatiques consensuelles pour lesquelles les obligations de chaque partie se servent réciproquement de cause, de telle sorte que chaque obligation est, suivant la partie qu'on envisage, la cause de l'autre obligation.

Il n'y a plus alors d'antithèse avec la définition que l'on en

pourrait donner en science, si l'on se souvient des nombreuses réactions d'équilibre dont la nature est prodigue et que l'homme a su utiliser en chimie et en physique. Dans ces réactions, des phénomènes contraires se trouvent simultanément cause et effet respectifs les uns des autres.

## 21. II. Caractéristiques essentielles de la théorie classique. —

Après avoir indiqué rapidement l'esprit de la théorie dite « classique », nous voulons préciser que cette théorie opère une distinction entre les conventions synallagmatiques et les actes unilatéraux. Pour les premiers, selon la formule de Domat (1) « l'engagement de l'un est le fondement de celui de l'autre ». Cette conception, comme nous le montrerons, a été critiquée par M. Capitant qui en propose une autre que nous examinerons ultérieurement (2).

Dans les contrats unilatéraux, il convient de distinguer les actes à titre gratuit et les actes à titre onéreux.

Dans les premiers la cause de l'engagement du débiteur réside dans l'intention libérale, dans le désir de gratifier, dans ce que nos anciens auteurs appelaient « *l'animus donandi* ».

Dans les seconds, dits « intéressés », c'est-à-dire dans les contrats *réels*, comme le prêt où il n'y a qu'une seule obligation, la cause est la prestation effectuée par le créancier ou bien, parfois, elle réside dans une obligation préexistante.

Comme type de contrat où l'obligation se forme *re*, nous citerons le prêt d'argent dans lequel l'emprunteur s'engage à rendre la somme qui lui a été prêtée parce qu'il l'a reçue. Dans l'exemple donné par M. Josserand l'engagement assumé par un héritier au profit d'un légataire d'une somme d'argent a pour cause l'obligation mise à la charge de l'héritier par le testateur (3).

Tels sont les trois types de contrats pour lesquels la théorie classique donne trois notions différentes de la cause. Nous sommes loin d'une conception unitaire.

(1) Domat, *Lois civiles*, liv. I, tit. I, sect. 1.

(2) Cf. *infra*, § 3.

(3) L. Josserand, *op. cit.*, p. 145, n° 109.



## 22. Caractère objectif et psychologique de la notion de cause.

— Comme nous l'avons fait remarquer, cette théorie est plutôt objectiviste en ce sens qu'elle donne à la cause une fonction que l'on peut qualifier de « catégorisation », la cause d'un contrat ou d'un acte étant la même pour chaque type de contrat ou d'acte envisagé.

D'autre part, la distinction de la cause et du motif subjectif, personnel à chaque individu et variable avec lui, a été et est encore, comme nous allons le voir, l'objet des vaines recherches de la doctrine.

Enfin, pour achever de mettre en lumière les points saillants de la théorie classique, nous tenons à signaler une caractéristique que nous retrouverons au cours de l'étude que nous ferons en propriété industrielle : c'est le caractère psychologique et intellectuel de la notion de cause.

Bien que la cause, au sens classique du mot, soit, comme le dit Josserand (1) : « une valeur *constante*, donc une *valeur abstraite* » qui n'est pas influencée par la personnalité des parties et qui est essentiellement impersonnelle, elle n'en doit pas moins être opposée à *l'objet*, extérieur à la personnalité des parties et formant, d'après l'article 1108 du Code civil « la matière de l'engagement ».

La cause, comme le dit si fortement Josserand semble bien, tant pour les rédacteurs que pour les interprètes du Code civil, rassembler en elle tous les facteurs psychologiques du contrat ou de l'acte juridique envisagé (2). « Les deux notions, dit-il (de « cause et d'objet), s'opposent irréductiblement, comme dans « une thèse plus générale s'opposent le monde extérieur et le « monde interne, le *moi* et le *non-moi*. »

**23. III. La cause et l'objet.** — La distinction entre la cause et l'objet que nous venons d'aborder et dont M. Josserand a donné une si belle image, dans les quelques lignes que nous venons de citer, a paru, autrefois, fort obscure ; elle l'est encore pour maints esprits.

(1) L. Josserand, *op. cit.*, p. 150, n° 112.

(2) L. Josserand, *op. cit.*, pp. 140 et 141, n° 108.

Les commentateurs du Code civil se sont efforcés, pendant longtemps, à trouver des critères objectifs destinés à faciliter cette distinction.

On connaît le célèbre critère du professeur Oudot (1) qui crut trouver le « sésame » de cet insoluble problème. « Demandez-vous, disait-il, *pourquoi* l'obligation a été contractée ; la réponse à cette question sera la cause », autrement dit, l'objet d'une obligation était la réponse à la question : « *quid debetur* ? » ; la cause était la réponse à la question : « *cur debetur* ? ».

Toullier disait également : « par la cause d'une obligation ou « d'un contrat, le Code entend le motif qui détermine à faire la « promesse qu'il contient, le *pourquoi* elle a été faite » (2).

Barde écrit encore que la cause est « la raison d'être de l'obligation, son *pourquoi* » (3).

Il est inutile d'insister longuement sur l'impuissance d'un tel critère. Une obligation ne répond pas à un seul pourquoi. Les motifs qui poussent un contractant à se lier juridiquement sont très nombreux et il faut, de toute évidence, savoir quel motif, parmi tous ces motifs, il convient de désigner du nom de cause. En d'autres termes, pour répondre à la question « *cur debetur* ? », il faut, au préalable, savoir ce qu'est la cause et en quoi elle se différencie du motif. Nous sommes ramenés au problème que nous avons indiqué précédemment et que la doctrine n'a pu, jusqu'à présent, résoudre d'une manière satisfaisante.

**24. Le but.** — Pour séparer la cause de l'objet, certains esprits ont également pensé à la notion de but, notion qui, comme on l'a indiqué, s'est dégagée insensiblement au cours de l'évolution historique dont nous avons tracé les linéaments.

Demolombe, en particulier, écrit « la cause, dont le Code Napoléon s'occupe dans les articles 1108 et 1131 c'est celle qui détermine essentiellement la partie à s'obliger et qui est le *but direct*

(1) Oudot, cité par Mourlon.

(2) Toullier, t. VI, n° 166 ; *comp.* Larombière, art. 1131, n° 2.

(3) Baudry Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, t. I, n° 297.

« *et immédiat* que cette partie se propose d'atteindre en s'obligeant » (1).

Nous revenons, avec cet auteur et avec les nombreux auteurs qui l'ont suivi, à des conceptions plus claires.

De plus, selon Demolombe (2), il ne faut pas parler de la cause du contrat mais de la cause des obligations assumées par les parties au contrat et, comme pour un même acte il peut y avoir plusieurs obligations comportant plusieurs objets distincts, à chacune de ces obligations correspond également une cause distincte (3).

On voit ainsi apparaître par cette identification avec le but immédiat, avec ce que Josserand appelle l'« intention » qui fait partie intégrante du contrat, une valeur juridique dont l'existence est indispensable pour la validité de l'obligation ; c'est le support nécessaire de cette dernière qui, sans elle, « ne peut avoir aucun effet » (4) et ce support est toujours le même pour un acte déterminé.

## § 2. — *Critique de la théorie classique par les anti-causalistes.*

25. — Au premier rang des anti-causalistes, signalons tout de suite en France MM. Timbal (5) et Planiol (6) et en Belgique, M. Dabin (7).

26. I. **Fausseté de la théorie classique.** — D'après Planiol, la théorie classique de la cause est à la fois fausse et inutile. Elle est fausse tout d'abord, tant pour les contrats synallagmatiques

(1) Demolombe, t. XXIV, n° 345.

(2) Demolombe, *op. cit.*, nos 347.

(3) Demolombe, *op. cit.*, n° 47, « de même qu'il y faut autant d'objets qu'il y a d'obligations, de même il y faut autant de causes ».

(4) C. civ., art. 1131.

(5) Timbal, *De la cause dans les contrats et les obligations*, thèse Toulouse, 1882.

(6) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II.

(7) Dabin, *La théorie de la cause*, thèse Liège, 1919 ; *Les récentes destinées de la cause des obligations*, extrait de *La Belgique judiciaire*, 1929.



que pour les contrats réels et les libéralités. Pour les premiers, il est impossible logiquement, disent les anti-causalistes, que deux obligations, issues du même contrat et qui naissent en même temps, soient chacune d'elles la cause de l'autre car une cause et un effet ne peuvent être contemporains.

Pour les contrats réels, dire que l'obligation de l'emprunteur, du déposant ou du gagiste, a pour cause la prestation qu'il a reçue, c'est faire la confusion entre la cause finale et la cause efficiente, c'est-à-dire entre le but et la source de l'obligation, confusion qui a été faite par les anciens auteurs : c'est le fameux contre-sens commis par les glossateurs en interprétant les textes du *Digeste*.

En ce qui concerne les libéralités, dire que la cause est « *l'animus donandi* » (le désir de gratifier), indépendamment des motifs qui colorent la volonté du donateur, c'est prononcer des paroles vides de sens, car, qu'est-ce qu'une volonté dépourvue de motifs et comment en apprécier la valeur morale ? Ces critiques, en ce qui concerne la fausseté de la théorie de la cause, ont été réfutées d'une manière pertinente par M. Capitant et par M. Josserand auxquels nous renvoyons le lecteur (1).

En réponse à l'argument le plus frappant des anti-causalistes, celui de l'impossibilité de la co-existence dans le temps d'une cause et d'un effet, nous signalons la remarquable comparaison de M. Josserand (2) au cours de laquelle l'auteur fait observer que « l'action concomitante de deux forces différentes peut être « rattachée à la loi de causalité comme deux électricités de noms « contraires s'attirent l'une l'autre simultanément ; l'attraction « de chacune d'elles s'explique par l'action que l'autre exerce « sur elle ; elle constitue, à la fois, un effet et une cause qui agissent et se réalisent concurremment en vue d'un résultat commun ».

**27. Du principe de causalité.** — Nous voyons ainsi apparaître à côté de la cause et intimement lié à ce concept, le principe que

(1) H. Capitant, *op. cit.*, p. 29 ; L. Josserand, *op. cit.*, nos 113 et s.

(2) L. Josserand, *op. cit.*, p. 152.

l'on peut appeler *de causalité*, principe d'ailleurs distinct de la notion de cause, comme le fait remarquer très justement M. Ripert (1) ; cette loi qui réunit en un faisceau unique les obligations d'une même opération synallagmatique d'une manière telle que, si l'une d'entre elles tombe pour manque de cause, l'autre tombe également en entraînant dans sa chute toute l'opération, se comprend, en effet, de la manière la plus satisfaisante lorsqu'on fait appel au concept de cause.

On peut justifier la chute d'une telle opération synallagmatique par la rupture de l'équilibre qui doit toujours exister, dans un contrat, entre les prestations.

On peut aussi expliquer ce phénomène juridique, que le Code civil a régi dans son article 1184, par la manifestation du principe d'équité ou, comme dit la Cour de cassation (2) « *de cette règle d'équité* qui ne permet pas de laisser un des contractants dans le lien du contrat dont l'autre partie ne lui fournirait pas l'équivalent », c'est-à-dire, en quelque sorte, par le jeu du principe d'équivalence entre les prestations (3).

Quoi qu'il en soit, il est permis de penser que l'expression : « loi de causalité » est plus cohérente et harmonieuse car elle renferme en elle toutes les autres en les expliquant.

**28. Fonction justificative du principe de causalité.** — D'autre part, le principe de causalité peut justifier le rôle de la cause sur le contrat après sa formation. C'est, en effet, le déséquilibre postérieur au contrat qui entraîne la chute de ce dernier lorsqu'une des obligations tombe.

Et si, pour certains auteurs, dont M. Maury (4), la notion de cause n'est qu'un aspect de la notion de justice c'est selon nous parce qu'elle permet d'annuler une obligation lorsque sa

(1) G. Ripert, *La règle morale dans les obligations civiles*, 3<sup>e</sup> éd. Paris, 1935, p. 143, note 2.

(2) Cass. 29 nov. 1865. *D. P.* 1866.1, p. 27 ; *S.* 1866.1, p. 21.

(3) Maury, *Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français*. Toulouse, t. I, pp. 264 et s., notamment p. 287.

(4) Maury, *op. cit.*, t. II, p. 448.

cause disparaît ou devient illicite après la naissance de cette obligation. La notion de cause est alors la traduction juridique d'un principe d'équité : elle réalise dans le droit la justice commutative, selon la belle expression de M. Maury.

**29. II. Inutilité de la théorie classique.** — Nous allons ainsi au devant de l'objection la plus forte que puissent fournir les anti-causalistes : l'inutilité du concept de cause. Cette inutilité se révèle, pour eux, dans les conventions synallagmatiques où, selon la conception classique, ce sont les obligations respectives des parties qui se servent réciproquement de cause, de sorte que, la même prestation jouant, dans de telles opérations juridiques, simultanément le rôle d'objet et de cause, il paraît y avoir confusion complète entre ces deux concepts.

Or, nous venons de répondre par avance, à l'objection précitée, puisque la notion de cause paraît la plus adéquate pour comprendre le fonctionnement du principe de la résolution judiciaire des contrats synallagmatiques, pour inexécution par une des parties de son obligation.

Par ailleurs, les anti-causalistes, dont Planiol, font encore remarquer qu'il est inutile de faire appel, pour annuler un contrat, à la notion de cause illicite puisque l'on a toujours à sa disposition la notion d'objet illicite.

Dire que la cause est illicite dans un contrat synallagmatique, cela revient à dire que la contre-prestation a un objet illicite. Il est donc sans intérêt, dans un tel contrat, de parler de cause.

Cette critique semble sérieuse pour les opérations synallagmatiques ; elle l'est beaucoup moins en matière de libéralité où le motif se distingue nettement de l'objet ; mais alors, disent les anti-causalistes, parler de cause c'est faire la confusion entre la cause et le motif, confusion critiquée par la plupart des auteurs.

Nous nous contenterons d'indiquer qu'en droit civil, tout au moins, la réponse à la critique des anti-causalistes est faite par la jurisprudence ; celle-ci a utilisé une théorie, jugée par elle commode, pour annuler des conventions et des actes qui lui paraissaient passés en vue d'un but illicite. Elle n'a pas hésité

à faire entrer dans le concept classique de cause, concept objectif et un peu stérile par son objectivité même, une partie des motifs subjectifs, ceux qui lui ont paru déterminants, c'est-à-dire tels qu'en leur absence les parties n'auraient pas contracté. La jurisprudence a ainsi utilisé le rôle de la cause sur l'exécution des conventions et postérieurement à leur formation.

Avant de montrer comment la jurisprudence a pris parti en faveur de la théorie de la cause en droit civil, pour des raisons de fait plutôt que pour des raisons de droit, nous comptons indiquer rapidement quelles ont été les idées des auteurs modernes.

### § 3. — *Conception de M. Capitant.*

**30. La cause, but commun visé par les contractants.** — M. Capitant définit la cause par la notion de but ; pour séparer le but du motif, le célèbre juriste déclare vouloir intégrer dans le contrat la fin poursuivie lorsqu'elle a été la raison déterminante de l'accord des volontés et, pour qu'il en soit ainsi « il convient, dit-il, que la fin poursuivie ait été *commune aux deux parties* » (1).

Dans les contrats synallagmatiques, M. Capitant garde la théorie classique en la modifiant d'une manière subtile : l'obligation de chaque contractant n'a plus pour cause l'obligation de l'autre, mais « la *volonté* d'obtenir l'exécution de la prestation qui lui est promise en retour » (2).

Cette définition ne modifie pas, d'une manière considérable, le concept classique ; elle fait simplement apparaître le caractère en quelque sorte psychologique de la notion de cause, mais elle ne change pas son essence, invariable pour chaque type de contrat.

**31. Du lien de connexité entre les obligations de chaque partie.** — M. Capitant, à notre avis, a eu le très grand mérite de mettre en lumière, d'une façon remarquable, que la notion de cause dans les opérations synallagmatiques pouvait, seule, réali-

(1) H. Capitant, *op. cit.*, p. 12, n° 4.

(2) H. Capitant, *op. cit.*, pp. 29 et 31, n° 13. *Comp.* Jossierand, *op. cit.*, pp. 143 et s.



ser l'interdépendance entre les obligations réciproques de chaque partie.

Il a peut-être confondu avec la cause le lien de connexité réunissant les obligations d'un contrat synallagmatique, mais il importe peu ; ce lien de connexité s'explique en effet d'une manière très logique, lorsque l'on fait appel au concept de cause si l'on veut bien comprendre que ce lien n'est autre chose qu'une loi de causalité réunissant les deux obligations d'une manière telle que, l'une tombant, l'autre ne peut subsister et entraîne dans sa chute celle de tout le contrat. Comme le remarque M. Capitant, si l'on ne tenait pas compte de la notion classique de cause, chaque obligation « vivrait d'une vie propre, indépendante de celle de l'autre. L'une pourrait périr, cela importerait « peu, l'autre n'en subsisterait pas moins (1) ».

Avec cet auteur, la notion de cause paraît être arrivée, en droit civil, à une conception unitaire : le *but commun* visé par les contractants.

M. Capitant, conformément à la théorie classique, sépare, ou prétend séparer, le motif de la cause, telle que nous venons de la définir, et cela, tout en justifiant la jurisprudence civile concernant l'annulation des conventions et des obligations ayant une cause illicite ; à cet effet il s'appuie toujours sur le même critère : la recherche du mobile *commun* aux deux parties.

### 32. Critique de la conception de M. Capitant par M. Ripert. —

M. Ripert critique la confusion opérée par M. Capitant entre la cause de l'obligation et le lien de causalité réunissant les obligations réciproques d'un contrat synallagmatique ; il repousse, également, le critère proposé par M. Capitant pour séparer la cause du motif subjectif, variable avec chaque individu, ou du but lointain, également variable avec la mentalité du contractant, motif et but qui ne doivent pas rentrer dans le cercle juridique du contrat (2).

M. Ripert ne peut pas concevoir ce qu'il faut entendre par :

(1) H. Capitant, *op. cit.*, n° 16.

(2) G. Ripert, *op. cit.*, n° 33.

*but commun poursuivi par les parties.* Il fait remarquer, que cette fin, poursuivie par les parties, existe dans leur pensée avant la conclusion de l'acte, et constitue par suite un motif déterminant antérieur au dit acte. Ce motif ne doit donc pas, d'après la théorie classique, admise par M. Capitant, être retenu juridiquement.

De plus, comment imaginer dans un contrat un acte de volition portant sur le même objet et visant le même but. L'exemple, donné par M. Ripert, d'un prêt d'argent, fait à un joueur pour lui permettre de continuer à jouer, est particulièrement clair à cet égard. Celui qui prête est animé par une pensée coupable ; il en est de même pour le joueur qui emprunte mais les deux mobiles ou motifs ne sont pas les mêmes et les parties n'ont pas en vue le même but (1).

Planiol et Dabin ne conçoivent pas non plus cette possibilité d'une fin commune poursuivie par les deux parties au contrat (2) ; enfin, d'après M. Ripert, la distinction entre le but du contrat et le motif déterminant n'est en définitive qu'une question de preuve (3).

#### § 4. — *Conception de M. Josserand.*

**33. Théorie des mobiles.** — Pour M. Josserand, la conception classique de la cause est largement dépassée ; son objectivisme relatif s'efface ; elle devient franchement subjectiviste. La cause est un mobile, mais un mobile particulier : « *le mobile-but* », par opposition au motif causal qui se réfère au passé, c'est-à-dire au motif antérieur à la conclusion de l'acte juridique, alors que le « *mobile-but* », appelé également par M. Josserand « *mobile-téléologique* », se réfère à l'avenir (4).

Le mobile-but est, selon M. Josserand, une forme élargie de la notion de cause. Ce serait la cause jurisprudentielle.

(1) G. Ripert, *op. cit.*, p. 69.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 1036 *bis* ; Dabin, *Les récentes destinées de la théorie de la cause des obligations* (Ext. de la Belgique judiciaire, 1929).

(3) G. Ripert, *op. cit.*, pp. 71 et 72, n° 34.

(4) L. Josserand, *op. cit.*, nos 15, 16 et 120.

La cause, dans le sens classique du mot, serait ce qu'il appelle « *l'intention* ». C'est, au fond, ce que Demolombe désignait par « le but direct et immédiat ». Ce concept juridique caractérise chaque type de contrat ; il lui donne un numéro d'ordre dans sa catégorie.

Nous sommes en présence d'une thèse juridique très souple, à ce point que M. Dabin prétend y trouver la meilleure preuve de l'impuissance et de l'inutilité de la théorie de la cause.

Le triomphe du mobile sur la cause, triomphe que marque l'effort de M. Josserand, devrait faire rentrer dans le néant, d'après le juriste belge, une théorie qui n'en est sortie que par accident, à l'occasion de la méprise de Domat dans l'interprétation de certains textes du *Digeste* (1).

**34.** — Nous rappelons, à ce propos, que nous ne cherchons pas à prendre parti, d'une manière quelconque, sur la valeur juridique des diverses théories exposées.

Nous avons insisté sur le développement de la cause en droit civil, car nous nous servons ultérieurement des notions parfois contradictoires dégagées de l'étude du droit civil, lorsque nous passerons à l'application de ces concepts à la matière qui nous intéresse : la propriété industrielle.

A cet égard, les conceptions de M. Josserand sont intéressantes et nous aurons l'occasion de les retrouver.

**35. Le « moi » et le « non-moi ».** — En particulier, M. Josserand a mis en lumière d'une façon tout à fait remarquable, dans un passage déjà cité (2), l'opposition que l'on peut faire entre l'objet et la cause d'un contrat ; l'objet relève plutôt de ce qui est extérieur au sujet de droit, de ce qu'il appelle, très finement, le *non-moi*, alors que la cause relève, par sa nature intellectuelle, du « moi » de chaque sujet de droit. Elle fait partie de la grande famille des motifs et des mobiles ; elle est un élément du monde

(1) Dabin, *op. cit.*, pp. 330 et s.

(2) Cf. *suprà* n° 22.

psychologique tandis que l'objet paraît plutôt devoir être classé dans le monde matériel.

Qu'il nous soit permis de citer, pour bien mettre ce point en valeur, car nous le reprendrons plus tard, quelques paroles de M. Révérand particulièrement claires : « La cause, c'est-à-dire « la satisfaction, appartient au domaine de la psychologie. L'objet « au contraire, est du domaine du monde extérieur. La cause est « une notion abstraite qui ne tombe pas sous nos sens ; l'objet « quelque chose de concret que nous pouvons palper (1). »

### § 5. — *Conception de M. Maury.*

**36. La cause ou l'équivalent économique voulu.** — La conception de M. Maury est très intéressante en droit civil et nous tenons à la signaler, car elle permet de réaliser une certaine unité dans la conception de la cause ; le mérite en est grand puisque les anti-causalistes et, en particulier, Planiol proclament la vanité d'un tel effort.

M. Maury a précisément cherché à supprimer la dualité apparente de la notion de cause (2). Alors que, dans les théories dites subjectives et, particulièrement dans la conception de M. Josserand, la cause est le mobile dont le droit tient compte, dans la conception objective de M. Maury, la cause serait l'équivalence entre les prestations, c'est-à-dire la raison d'être économique de l'obligation.

D'après le savant professeur, la cause dans les libéralités est le motif déterminant du disposant ; dans les contrats intéressés, c'est, en se plaçant au point de vue individuel, *l'équivalent économique voulu* et, en se plaçant au point de vue social, le *but commun* ou le *résultat prévu*.

Nous n'insisterons pas davantage sur les idées de M. Maury,

(1) Révérand, *La cause et le motif dans les contrats et dans les libéralités*. Thèse Paris, 1930, pp. 23 et 24.

(2) Maury, *op. cit.*, t. II, p. 448.



idées très nuancées qui voient leur plein épanouissement en droit civil, dans la théorie juridique de l'enrichissement sans cause, et dont le caractère économique est à retenir.

**37.** — L'aperçu que nous venons de donner des diverses théories modernes les plus marquantes concernant la théorie de la cause en droit civil doit être complété par quelques mots sur le développement jurisprudentiel de cette notion ; nous en profiterons pour étudier rapidement les opinions d'un civiliste réputé, M. Demogue, dont les conceptions sur la cause reflètent un état d'esprit objectif, résolu à tenir compte de la jurisprudence, en tant que fait, et désireux de ne pas se perdre dans les méandres d'une doctrine parfois contradictoire.

#### § 6. — *La cause dans la jurisprudence du droit civil.*

**38.** De l'annulation des conventions passées en vue d'un but illicite. — Il nous paraît indispensable de mettre en évidence l'état d'esprit de la jurisprudence civile, car la théorie moderne de la cause est pratiquement l'œuvre de cette jurisprudence. Sans cette dernière toutes les théories que nous avons examinées ne seraient, comme l'a rappelé d'une manière si heureuse M. Demogue (1), qu'un de ces jeux de la pensée, brillants et charmants il est vrai, mais un peu futiles, auxquels se plait parfois l'esprit français.

C'est vraiment la jurisprudence, non seulement des cours et des tribunaux, mais surtout de la Cour suprême qui a fait de cette théorie pleine d'obscurités une arme sociale efficace pour faire régner la moralité et l'équité dans les contrats.

On peut résumer en peu de mots la théorie jurisprudentielle de la cause en l'opposant au système étroit que nous avons appelé la théorie classique de la cause.

La jurisprudence a élargi le concept de cause en y faisant péné-

(1) R. Demogue, *Traité des obligations en général*, t. II, p. 539.

trer une partie des motifs et, pour contrôler la moralité d'un contrat, elle l'a annulé pour cause illicite lorsqu'il avait été conclu dans un *but illicite*.

**39. Recherche du motif déterminant.** — Autrement dit, pour apprécier un contrat, la jurisprudence a cherché à l'examiner dans son ensemble en pénétrant les motifs ou les mobiles qui ont poussé les contractants à se lier entre eux juridiquement ; mais elle n'a tenu compte que des motifs suffisamment rapprochés, du but immédiat et direct de l'obligation. Elle a senti en effet le danger qu'il y aurait à faire entrer dans son examen les buts trop éloignés.

Nous sommes donc en présence de l'appréciation d'un juge du fait qui juge un peu en équité, en considérant si le motif a été déterminant, et qui sait qu'il ne doit pas aller trop avant dans l'appréciation d'un but trop lointain.

Pour bien faire comprendre l'état d'esprit de la jurisprudence prenons l'exemple simple choisi par M. Demogue : imaginons une personne qui passe avec une autre un marché d'armes. Ce marché, si l'on s'en tient au système classique de la cause, est un contrat de vente, en apparence tout à fait régulier. En effet, dans la théorie classique, l'obligation du vendeur a pour cause le paiement du prix ; l'obligation de l'acheteur a pour cause la livraison des armes que le vendeur doit lui céder en échange de la somme précitée.

Mais formulons l'hypothèse que l'acheteur ait passé sa commande pour fomenter une révolution dans un pays étranger. Le magistrat, en pareil cas, devra annuler le contrat pour cause illicite, étant donné la nature du but visé par l'acheteur ; le caractère illicite de ce but, entraînant la chute d'une des obligations, doit provoquer la chute de l'autre obligation et, par voie de conséquence, la nullité du contrat tout entier, même son inexistence, par suite de la rupture de l'équilibre que traduit la loi de causalité reliant les obligations réciproques des parties.

Pour montrer l'importance des considérations de fait dans les décisions de la jurisprudence, nous renvoyons le lecteur à un

arrêt de la Cour suprême (Cass. req., 26 oct. 1910 (S. 1912.1. p. 337, note Loubers), rapporté par M. Josserand (1).

M. Planiol (2), anti-causaliste notoire, a d'ailleurs reconnu lui-même la valeur pratique de la théorie de la cause lorsqu'il s'agit de l'annulation des actes juridiques, à titre onéreux ou à titre gratuit, passés en vue d'un but illicite ou immoral. L'article 6 du Code civil n'aurait pu, en effet, suffire lorsque le caractère illicite ou l'immoralité, au lieu de colorer l'objet du contrat, se portent sur les motifs ou sur le but.

**40. La cause, élément d'exécution du contrat.** — Nous rencontrons de nouveau (3) le caractère justificatif de la cause en jurisprudence, caractère qui se manifeste principalement par la possibilité d'annuler un contrat pour un motif survenant *après sa formation*. Cette possibilité offerte par la notion de cause est très importante du point de vue social. C'est, en effet, une voie ouverte ou, tout au moins, amorcée vers la révision des contrats, révision admise en droit administratif mais, jusqu'à présent, toujours repoussée par la Cour de cassation.

La notion de cause dans la jurisprudence civile se présente donc à la fois comme un élément de validité du contrat et comme un élément d'exécution puisqu'elle peut modifier l'aspect du contrat en l'anéantissant après sa formation, soit parce que le motif est devenu illicite, soit parce qu'il a disparu postérieurement à cette formation.

Nous reviendrons sur ce point lorsque nous parlerons des contrats aléatoires (4).

### § 7. — *Conception de M. Demogue.*

**41. Confusion pratique entre la cause et l'objet.** — M. Demogue, avons-nous déjà dit, est un juriste soucieux de modeler ses concepts juridiques sur les faits, c'est-à-dire sur les décisions

(1) L. Josserand, *op. cit.*, n° 212.

(2) Planiol, *op. cit.*, t. 2, n° 1039.

(3) Cf. *suprà*, n° 28.

(4) Cf. *infra*, n° 47.

de nos cours et tribunaux. C'est l'application, à la science du droit, de la méthode expérimentale qui a si bien réussi à la science moderne ; nous ne cachons pas notre sympathie pour une telle méthode.

Or, M. Demogue, dans son magistral « *Traité des obligations* » n'hésite pas à étudier dans un même chapitre l'objet et la cause. Il opère systématiquement une confusion entre ces deux notions que tant d'auteurs se sont efforcés de séparer, comme nous l'avons montré précédemment, et l'on ne peut pas dire pourtant que M. Demogue soit un anti-causaliste. Il justifie la jurisprudence qui a su se servir des enseignements de la doctrine, en restant, en quelque sorte, à mi-chemin entre le but immédiat et le but lointain qu'elle qualifie parfois de motif et qu'elle oppose précisément à la cause ou à l'objet.

M. Demogue ne se rattache donc à aucun des théoriciens précédents ; il se refuse à donner de la cause une définition prétendue unitaire et susceptible de renfermer dans son sein la notion classique et étroite ainsi que la notion élargie par la jurisprudence, c'est-à-dire, d'une part, le but immédiat et direct et, d'autre part, le but lointain ou final. Il ne cherche pas davantage à établir ce critère impossible à trouver qui doit séparer le motif de la cause ou de l'objet. Il raisonne comme la jurisprudence et il la suit étroitement. Or, cette dernière sépare de l'objet ou de la cause le motif ou le but éloigné lorsque cette séparation lui semble possible ; dans le cas contraire, elle fait tout simplement rentrer le motif dans la notion de cause ou d'objet (1).

**42. La cause, aspect particulier de l'objet.** — Pour M. Demogue, dans les contrats synallagmatiques, conformément à la doctrine émise par la majorité des auteurs, chaque obligation est la cause de celle de l'autre partie et, dit-il, « la cause... est « l'objet d'une obligation vu en se plaçant au point de vue du

(1) Il y a lieu de remarquer que nous employons actuellement, indifféremment, le mot « objet » ou le mot « cause » ; cette contradiction, avec tout l'exposé qui précède, n'est qu'apparente ainsi qu'on le verra plus loin.



« co-contractant et non de l'obligé et en tenant compte du lien « qui réunit les obligations émanant de personnes différentes « et qui fait que l'une tombant, l'autre tombe aussi (1) ».

La théorie de la cause ne serait donc, sauf dans quelques cas, qu'une façon d'envisager celle de l'objet, à condition de bien comprendre le mot « objet », de ne pas y voir une chose matérielle mais bien le contenu de l'obligation, l'action de donner, de faire ou de ne pas faire comme le dit l'article 1126 du Code civil (2).

La cause devenue dans la pensée de M. Demogue un aspect particulier de l'objet de l'obligation est, comme l'objet, dominée par l'utilité sociale. C'est, dit le savant professeur « le pouvoir « social intervenant dans les contrats privés, c'est la surveillance « de la Société sur l'utilité, la moralité de ses actes » (3).

**43. La cause et l'intérêt social.** — Il semble résulter des idées de M. Demogue que le critère jurisprudentiel permettant de séparer le motif de l'objet ou de la cause n'est autre que l'intérêt social, l'intérêt de la collectivité.

La jurisprudence se voit contrainte d'établir un compromis pour résoudre le conflit, qui se pose pour elle, entre le désir de moraliser les rapports privés, de les faire entrer dans le cadre social, en les annulant s'ils en sortent, et le désir non moins naturel de respecter la sécurité des contractants, en évitant de troubler les rapports juridiques par un examen trop attentif des motifs pour lesquels les sujets de droit contractent (4).

Ce conflit entre l'intérêt collectif et l'intérêt individuel explique le caractère hésitant de la jurisprudence qui, très sagement, n'a pas voulu aller trop loin dans la socialisation du droit. Ainsi se trouve justifié le lien étroit reliant le motif à la cause, ainsi que la cause à l'objet.

**44. Utilité de la cause en droit civil.** — Nous retenons plus

(1) R. Demogue, *op. cit.*, p. 531.

(2) R. Demogue, *op. cit.*, p. 534.

(3) R. Demogue, *op. cit.*, p. 753.

(4) R. Demogue, *op. cit.*, p. 530.

particulièrement la conception de M. Demogue parce que nous rappellerons, au cours des explications que nous comptons donner ultérieurement sur la notion de brevetabilité, la force du lien reliant la cause à l'objet, lien social tellement étroit que, pour certains esprits, la cause en droit civil ne serait qu'un aspect de l'objet.

Que ce soit un aspect particulier ou que ce soit un concept juridique distinct de celui de l'objet, peu nous chaut. Il ne s'agit pas de savoir si une théorie juridique est vraie ou fausse ; il faut, croyons-nous, rechercher si elle est utile ou inutile. Or la considération de cet aspect particulier de l'objet est utile : les faits ont parlé ; il convient donc de l'étudier.

Nous comptons montrer que cette utilité se manifeste également dans d'autres branches du droit et, plus particulièrement dans cette branche de la propriété intellectuelle que l'on a appelée « propriété industrielle ». Toutefois, avant d'indiquer comment la cause a fait son apparition en dehors du droit civil, nous tenons à donner quelques explications sur l'aspect que prennent les notions de cause et d'objet dans un type de contrat qui nous intéresse plus spécialement, nous voulons dire, dans les contrats aléatoires.

### SECTION III

#### **Des contrats aléatoires.**

**45. Définition.** — Les contrats aléatoires sont définis par deux articles différents du Code civil, les articles 1104, al. 2 et 1964.

Tous les auteurs sont d'accord pour donner la préférence à l'article 1104, al. 2, d'après lequel un contrat est aléatoire « lorsque l'équivalent (de ce que fournit chaque partie) consiste « dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, « d'après un événement incertain ». Ces contrats s'opposent aux contrats dits « *commutatifs* » dans lesquels chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose, regardée comme l'équi-

valent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle.

Nous avons retenu ces contrats parce qu'ils offrent des réactions particulières lorsqu'on cherche à leur appliquer la théorie de la cause.

Le Code civil donne des contrats aléatoires une énumération nullement limitative. Citons, pour fixer l'esprit, quelques types de contrats aléatoires : le jeu, le pari, la rente viagère, l'assurance maritime et le prêt à la grosse aventure. Le contrat d'assurance terrestre est maintenant régi, comme on le sait, par la loi du 13 juillet 1930.

Le contrat commutatif ordinaire peut d'ailleurs se transformer en contrat aléatoire, selon la volonté des parties, et l'un des moyens utilisés est l'insertion d'une clause de non-garantie ou de non-responsabilité.

#### § 1<sup>er</sup>. — *La résolution judiciaire et le principe de causalité.*

**46. La résolution judiciaire.** — On admet encore, tant dans la doctrine que dans la jurisprudence, que les contrats aléatoires ne suivent pas le droit commun de l'article 1184 du Code civil en ce qui concerne le principe de la résolution judiciaire. Chaque partie, estime-t-on, spéculant sur un risque ou sur un aléa, constituant l'élément essentiel du contrat, il ne lui est pas possible de demander à l'autre partie la résolution pour inexécution de l'engagement pris par cette autre partie car elle priverait cette dernière des chances qu'elle a déjà courues et qu'elle espère voir continuer. L'acceptation, par chaque partie, du risque qu'elle consent à courir la rend inapte à demander contre l'autre la résolution judiciaire.

Mais, en général, ces exceptions au droit commun doivent être édictées par le législateur. C'est ainsi que le Code civil interdit au crédientier, dans le contrat de constitution de rente viagère à titre onéreux, de demander le remboursement du capital au débirentier qui se refuse à payer les arrérages (1) ; le crédi-

(1) C. civ., art. 1978.

rentier n'a pas davantage le droit de demander la résolution judiciaire du contrat ; il a seulement le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur.

Cette dérogation à la règle générale posée par l'article 1184 est d'ailleurs contraire à la tradition. Pothier admettait, en effet, la résolution du contrat de rente viagère conformément au droit commun et Planiol (1) fait remarquer que les travaux préparatoires ne font pas connaître les motifs de cette dérogation au droit commun. Il observe qu'on n'a jamais pu en donner une explication rationnelle.

Cette disposition du Code civil est spéciale aux rentes viagères et elle ne s'applique pas au bail à nourriture dont on peut demander librement la résolution.

Il en est de même pour les assurances maritimes. L'article 346 du Code de commerce, relatif à la faillite en matière d'assurances maritimes, prévoit pour l'assuré la possibilité de demander la résiliation du contrat lors de la faillite de l'assureur, si le risque subsiste encore ; l'assureur a le même droit en cas de faillite de l'assuré.

Pour les assurances terrestres, la loi du 13 juillet 1930 a prévu formellement la résiliation de droit, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assureur.

On voit que la règle posée par l'article 1184 du Code civil s'applique parfois à quelques contrats aléatoires ; mais, le caractère aléatoire du contrat, malgré les exceptions précitées qui ramènent au droit commun, fait plutôt reculer l'application de la loi de causalité ; ce recul se traduit plus particulièrement par la disparition du rôle de la cause sur l'exécution du contrat.

**47. La cause, élément de validité du contrat.** — Nous avons montré, en effet, au cours des explications précédentes que la fonction justificatrice de la cause, fonction qui se manifeste par l'action de la cause sur l'exécution de la convention, est elle-même justifiée, expliquée par la loi de causalité.

(1) Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 2130.



La notion de cause permet de faire tomber une *obligation* lorsque la cause disparaît après la naissance de l'obligation.

La loi de causalité permet de faire tomber *tout le contrat* par la chute ou la non-exécution après la formation de ce dernier d'une des deux obligations réciproques reliées entre elles précisément par la dite loi.

La non-application de la loi de causalité laisse donc prévoir que, dans les contrats aléatoires, la notion de cause doit constituer un élément de validité du contrat plutôt qu'un élément d'exécution.

On ne peut donc pas parler de révision d'un contrat possédant un caractère aléatoire.

**48. Lésion.** — En principe, également, un contrat aléatoire ne doit pas être rescindable pour cause de lésion.

En réalité, la controverse règne encore, dans une certaine mesure, en doctrine et en jurisprudence, sur l'admission de la rescision pour cause de lésion. La jurisprudence est fixée maintenant en ce sens que la rescision est possible lorsque le juge du fait peut déterminer avec certitude la lésion (1). C'est une nouvelle manifestation du recul du caractère aléatoire.

## § 2 — *La notion de cause dans les contrats aléatoires.*

**49. Confusion entre le manque de cause et l'absence d'aléa.** — Si l'action de la cause, postérieurement au contrat, tend à diminuer, sinon à disparaître, et si la loi de causalité ne semble pas recevoir application, la notion de cause n'en subsiste pas moins dans les contrats aléatoires ; elle présente seulement un caractère particulier. C'est ainsi que, dans la constitution de rente viagère à titre onéreux, le Code civil prévoit (art. 1974 et 1975) la nullité de tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne morte au jour du contrat ou atteinte d'une ma-

(1) Cass. civ. 31 déc. 1855. Salomon c. Bouley, *D. P.* 1856.1, p. 17 ; *S.* 1856.1, p. 314 ; Cass. req. 16 juill. 1856, Gaudin c. Mézard, *D. P.* 1857.1, p. 283.

ladié dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat. Il y a là une nullité pour défaut de cause, l'absence de cause étant, dans cette hypothèse, confondue avec l'absence d'aléa ; à la formation de la convention, il n'y avait pas, en effet, de chance de gain ou de perte puisque l'aléa du contrat, c'est-à-dire la vie du crédientier, n'existait pas à cette époque.

L'élément essentiel du contrat est l'aléa ou le risque ; son absence est assimilée au manque de cause.

**50. Jurisprudence.** — Elle confond presque toujours, du point de vue de la validité de la convention, l'absence d'aléa avec l'absence de cause (1).

D'après l'auteur des développements relatifs aux contrats aléatoires, dans le *Juris-classeur civil*, il existe aussi des décisions de jurisprudence constatant simplement l'absence de tout risque ou de tout aléa et prononçant, pour ce motif, la nullité de la convention.

Comme le dit le rédacteur (2), le risque est la cause première de l'obligation.

**51. Lien étroit entre la cause et l'objet.** — M. Demogue (3) justifie la nullité d'un contrat aléatoire lorsqu'il n'y a pas de risque ou d'aléa, en estimant qu'une obligation ne doit pas être sanctionnée lorsqu'elle est inutile pour celui qui la subit, car, son inutilité, du point de vue individuel, entraîne son inutilité sociale et rend, par suite, possible son annulation.

C'est ainsi qu'un contrat, portant sur un brevet d'invention nul, un droit d'auteur éteint, est sans effet. Il en est de même du contrat d'assurance portant sur un objet inexistant ou qui a déjà péri.

La cause, dans les contrats aléatoires, paraît donc être un aspect de l'objet, aspect qui constitue, en quelque sorte, la limite

(1) *Jur.-class. civ.*, art. 1964. Opinion de W. Melesse, n° 20 et *jur. cit.*

(2) *Jur.-class. civ.*, n° 31 (voir *jur. cit.*).

(3) R. Demogue, *op. cit.*, pp. 540 et 541.

séparant l'objet proprement dit des motifs ou mobiles dont il convient de ne pas tenir compte juridiquement.

Le lien, entre la cause et l'objet, est plus étroit dans cette classe de contrat que dans les autres.

De plus, dans les contrats aléatoires, l'élément dominant devient, en quelque manière, la cause du *contrat* beaucoup plus que la cause de l'*obligation* ou, si l'on préfère, la cause d'une des deux obligations réciproques est en général prépondérante.

**52. Action de la cause sur la portée du contrat.** — L'absence de cause qui n'est autre, dans les contrats aléatoires, que l'absence de risque ou d'aléa, devrait entraîner la nullité du contrat, seulement lorsque cette absence de cause existe avant la formation de ce dernier et non pas lorsqu'elle lui est postérieure.

Or, si l'on se reporte à l'article 35 de la loi du 13 juillet 1930 (1), concernant le contrat d'assurance terrestre, on voit que le contrat d'assurance cesse de produire effet lorsque le risque ou lorsque la chose assurée n'existe plus, c'est-à-dire quand la cause ou l'objet a disparu.

Même pour des contrats aléatoires, il est donc possible que la disparition de la cause, postérieurement à la formation du contrat, ait une action sur ce dernier.

**53. Conclusion.** — En résumé, les contrats aléatoires n'échappent pas toujours aux règles du droit commun, tant en ce qui concerne le principe de causalité qu'en ce qui concerne la notion de cause considérée comme élément d'exécution du contrat.

(1) Art. 35 de la loi du 13 juillet 1930 : « En cas de perte totale de la « chose assurée, résultant d'un événement non prévu par la police, l'assurance prend fin, de plein droit, et l'assureur doit restituer à l'assuré « la portion de la prime payée d'avance et afférente au temps pour lequel « le risque n'est plus couru. » Voir également C. de Limoges, 13 janv. 1925, *Gaz. Trib.*, 1925.2, p. 697 ; C. de Dijon, 15 janv. 1931 et sur pourvoi Cass. civ. 24 oct. 1934. *Rev. gén. assur. terr.*, 1935, p. 265. Consulter Sumien : *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*, 4<sup>e</sup> éd. Paris, 1937, n<sup>o</sup> 77.

L'incertitude du législateur s'est répercutée sur la jurisprudence dont il est facile de reconnaître les hésitations.

L'étude précitée met en évidence la tendance générale selon laquelle la cause assimilée à l'aléa ou au risque est plutôt un élément de validité du contrat et se confond, dans une certaine mesure, avec son objet.

La cause devient plus objective ; elle se rapproche de la conception classique, la notion de but lointain disparaissant et se réduisant au but immédiat qui est le désir de profiter de la chance et d'éviter le risque ou l'aléa.

#### SECTION IV

### **La notion de cause en droit civil telle qu'elle paraît se dégager de son évolution historique.**

**54. La cause synonyme de but.** — Pour préciser, en quelques mots, la notion de cause telle qu'elle se dégage à la suite des développements précités, il convient de considérer la cause comme un aspect particulier de l'objet, mais comme un aspect trop important pour ne pas être séparé intellectuellement de ce dernier.

Pour le comprendre, il faut faire appel à la notion de but. Il y a lieu également de préciser que ce mot « but » recouvre des acceptions légèrement différentes et néanmoins voisines : le but *immédiat*, toujours le même pour chaque obligation d'un contrat ou d'un acte de type déterminé : c'est la cause dite « classique » ; et le but que l'on peut qualifier de *médiat* (1) : c'est ce que M. Capitant appelle la fin commune poursuivie par les parties et c'est encore le motif choisi par la jurisprudence, pour des besoins d'utilité sociale, parmi les motifs extérieurs au contrat, lorsque ce motif a été tellement déterminant que, sans lui, les parties n'auraient pas contracté.

Cette notion de but immédiat et médiate permet à la jurispru-

(1) R. Ionasco, *Les récentes destinées de la théorie de la cause dans les obligations*. Thèse Paris, 1921.



dence d'annuler des contrats lorsque le but poursuivi par les parties est illicite, immoral ou contraire à l'ordre public, lorsqu'il n'y a pas de but et lorsque ce but est faux, les parties ayant contracté par erreur sur fausse cause.

En résumé, la cause, en droit civil, peut être simplement réduite à la conception unitaire de but ; elle devient dans la langue juridique, synonyme de *but*.

**55. Rôle de la cause sur l'exécution de la convention.** — L'absence, la fausseté ou le caractère illicite du but peuvent exister *avant* la formation de la convention, elles peuvent aussi survenir *après* cette formation ; là réside le grand intérêt, en droit civil, de la notion de cause qui a permis une véritable socialisation du droit, socialisation limitée par la jurisprudence elle-même.

Le rôle de la cause sur l'exécution de la convention est justifié et expliqué par le principe d'équilibre ou d'équité, fondement de la résolution judiciaire des contrats et de l'exception d'inexécution, principe qui n'est autre, à notre avis, qu'une loi de causalité.

**56. Influence du caractère aléatoire du contrat.** — Ces règles générales sont mises en échec, dans une certaine mesure, lorsque le contrat présente un caractère aléatoire, la cause ou but se rapprochant de l'objet et se confondant avec l'aléa ou le risque.

La loi de causalité et le rôle de la cause en tant qu'élément d'exécution du contrat, ne trouvent plus en principe d'application dans les contrats aléatoires, mais nous indiquons tout de suite que le législateur a prévu, pour certains de ces contrats, l'application de la loi de causalité et l'influence possible de la cause sur l'*exécution du contrat*.

De même, la jurisprudence a été longtemps et est encore hésitante, dans son refus d'admettre la rescision d'un contrat aléatoire pour cause de lésion.

Le caractère aléatoire du contrat a, en quelque sorte, limité la notion de cause en lui enlevant une partie des motifs que la jurisprudence a cherché à y inclure ; cependant, même en droit civil,

elle n'y est pas toujours arrivée complètement, telle est grande la force du principe de justice et d'équité dont la notion de cause ne paraît être qu'un aspect.

Nous utiliserons toutes ces notions sous peu mais, avant d'étudier d'une manière approfondie, comment le concept de cause se manifeste en propriété industrielle, il importe d'indiquer rapidement comment cette notion est apparue en dehors du droit civil.

---

## CHAPITRE II

# La notion de cause en dehors du droit civil.

---

### SECTION I<sup>re</sup>

#### **Apparition de la cause dans diverses branches de la science juridique.**

57. La notion de cause, dont nous avons donné un aperçu en droit civil, n'est pas inconnue en d'autres branches de la science juridique. Dans certaines d'entre elles elle a été adaptée, appropriée à la matière particulière où la jurisprudence l'a introduite et nous tenons à indiquer, très rapidement, quels aspects assez divers elle a pu prendre.

58. I. **Droit pénal.** — Le droit pénal est essentiellement subjectif. L'intention de l'agent, le mobile qui a poussé le délinquant, présentent une grande importance. L'élément primordial n'est pas tellement le mobile lointain ; c'est plutôt le but que le délinquant se propose d'atteindre et c'est surtout l'intention qui motive son acte.

Pour préciser ce que nous voulons dire, nous rappellerons simplement l'article 309 du Code pénal d'après lequel : « si les « coups portés ou les blessures faites *volontairement* mais sans « *intention* de donner la mort l'ont pourtant occasionnée, le « coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps ».

D'autre part, le meurtrier peut être condamné aux travaux forcés à perpétuité ou à la peine capitale suivant que son acte était ou non *prémédité*.

Nous voyons que la notion de cause se manifeste, en droit pénal, derrière le but ou l'intention du délinquant.

**59. II. Droit international public.** — Même dans ce droit qui tend à perdre son caractère juridique à une époque où la force devient le seul mode d'expression possible entre Etats, la notion de cause s'est glissée timidement à propos de la qualification de la guerre selon le but visé par les belligérants ; suivant la cause à laquelle la guerre se rattache, suivant qu'elle est une guerre d'agression ou une guerre de défense, elle sera considérée comme illégitime ou légitime.

D'autre part, la théorie de la cause s'applique également à la validité des traités. Pour qu'un traité soit valable, il faut, en effet, qu'il porte sur un objet possible et qu'il ait une cause licite.

Doivent être annulés encore les traités contraires aux principes de droit international tels que les traités favorisant la piraterie ou la traite des noirs.

**60. III. Procédure.** — La cause fait encore son apparition en procédure sous le couvert des motifs ou de ce que les Romains appelaient l'« *intentio* », c'est-à-dire, comme nous dirions aujourd'hui, des *conclusions* (1).

Signalons également l'article 1351 placé dans le Code civil et relatif à l'autorité de la chose jugée ; d'après cet article : « l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement ». Les conditions d'existence de l'autorité de la chose jugée sont : l'identité d'objet, de *cause* et de partie.

**61. IV. Droit administratif.** — Enfin, nous tenons à montrer l'apparition de la cause en droit administratif où ce concept a été adopté par la jurisprudence du Conseil d'Etat.

C'est d'ailleurs un procédé de technique juridique habituel au Conseil d'Etat de prendre des théories du droit civil en leur im-

(1) L. Jossierand, *De l'esprit des droits et de leur relativité*. Dalloz, 1927, nos 45 et s.



primant un caractère et une physionomie administrative spéciaux.

**62. Le détournement de pouvoir.** — En particulier la théorie du détournement de pouvoir, en droit administratif, s'apparente à la théorie civiliste de la cause.

Le détournement de pouvoir est, en effet, une atteinte, non pas à la loi formelle, mais aux principes non écrits qui dominent le droit administratif, aux règles de moralité administrative que les administrations doivent suivre et qu'elles violent dans la mesure où elles s'écartent du bien commun.

Le Conseil d'Etat annule les actes des administrations pour détournement de pouvoir lorsque l'auteur de l'acte a exercé son pouvoir dans un but autre que celui en vue duquel il lui a été conféré, ou dans un but contraire à l'intérêt général ou au bien du service.

Le Conseil d'Etat se voit alors obligé de pénétrer dans le domaine des motifs et des intentions. Il examine le but en vue duquel l'acte a été passé, comme le magistrat considère le caractère illicite ou immoral du but en vue duquel des conventions de droit civil ont été formées (1).

**63. L'erreur de fait.** — La théorie de la cause a fait également son apparition en droit administratif à propos de l'erreur de fait. Le Conseil d'Etat assimile en effet l'erreur sur les motifs à la violation de la loi.

L'arrêt capital en la matière est le célèbre arrêt Trépont (2). Un préfet du Nord, M. Trépont, avait découvert, en lisant le *Journal officiel*, un décret aux termes duquel il était admis, *sur sa demande*, à faire valoir ses droits à la retraite. Or, M. Tré-

(1) *C. E.*, 26 déc. 1930, *S.* 1931.3, p. 45. La formule habituelle du Conseil d'Etat est la suivante : « Attendu que des pièces réunies dans le dossier, soit par le requérant, soit sur enquête faite par le Conseil d'Etat, il résulte qu'un tel acte a été pris *dans un but* autre que celui en vue duquel la loi avait permis de le faire... l'acte est annulé. »

(2) *C. E.*, 20 janv. 1922, *R. D. P.*, 1922, p. 81.

pont n'avait rien demandé ; il avait même manifesté son intention de rester à son poste. Il forma une requête en Conseil d'Etat et il demanda que l'on vérifiât s'il avait réellement demandé à être mis à la retraite. Le décret de mise à la retraite fut annulé comme étant sans cause, puisque la cause de l'acte, *la demande de mise à la retraite*, n'existait pas (1). C'est la théorie civiliste de la cause fausse ou de l'absence de cause qui font tomber le contrat ou l'acte.

Nous voyons, en particulier, que lorsque la cause est assimilée à l'erreur de fait, la notion administrative de cause n'est pas la même que la notion civile. Elle est plus objective que cette dernière. Alors qu'en droit privé la cause peut se concrétiser dans le concept de but, en droit administratif certains auteurs en donnent une formule objective : celle des nécessités d'intérêt public.

**64. La cause et l'intérêt public.** — La cause ne serait pas, d'après M. Vedel (2), l'intérêt public mais elle serait néanmoins reliée à la notion d'intérêt public ; elle serait dominée par elle.

Telle paraît être également l'opinion des juristes italiens. Selon Bodda, ainsi d'ailleurs que d'après Vitta, la cause en droit administratif est synonyme de but. Mais, alors que pour Bodda la cause consiste dans le but concret vers lequel tendent les organes administratifs dans l'exercice de leur activité, c'est à dire dans la réalisation des intérêts publics (3), pour Vitta (4), la cause est plutôt un aspect particulier de l'utilité publique, aspect différent pour chaque type d'acte administratif.

**65. La cause-catégorie.** — Nous voyons réapparaître cette notion de catégorie, signalée par M. Vedel, en droit admi-

(1) Voici les attendus essentiels : « Attendu que le requérant n'a pas demandé cette mesure... Attendu, par suite, que la mesure est fondée sur une *cause inexistante* ou sur une *fausse cause*. »

(2) G. Vedel, *Essai sur la notion de cause en droit administratif français*. Thèse Paris, 1934, pp. 460 et 461.

(3) Piero Bodda, *La nozione di « causa giuridica » della manifestazione di volontà nel diritto amministrativo*, p. 43. Turin, 1933.

(4) Vitta, *Diritto amministrativo*, 1933, t. I, p. 85.

nistratif français, et que nous avons indiquée en droit civil.

Ce principe, d'après lequel tous les actes administratifs sont catégorisés et doivent, par suite, correspondre à une catégorie déterminée de l'utilité publique, a encore été formulé très nettement par Cammeo (1).

La cause, en droit administratif, serait plus catégorisée, en quelque sorte, que la cause classique du droit civil. Cela tient un peu à la nature profonde du droit administratif qui est un droit de commandement, où le principe d'autonomie de la volonté est fortement bridé. Or, là où la volonté s'efface, doit disparaître ou, tout au moins, s'atténuer, se transformer la notion de cause.

On ne peut pas parler, non plus, d'équivalence entre les prestations, en droit administratif, car les prestations de chaque partie sont inégales et l'une domine toujours l'autre.

Nous n'étudierons pas plus avant la cause en droit administratif. Nous avons tenu à dire quelques mots sur cette notion parce que nous retrouverons quelques-unes des idées précitées lorsque nous examinerons le brevet d'invention qui présente un caractère administratif. Avant de montrer comment la cause, qui a fait son apparition dans de nombreuses branches de la science juridique, s'est manifestée en propriété industrielle, donnons de brèves indications sur la cause en droit comparé.

**66. V. Droit comparé.** — Alors que les codes anciens, comme les codes italien et espagnol, ont reproduit les solutions du code français sur la cause, les codes allemand et suisse n'en parlent plus.

Le droit allemand et le droit suisse s'en tiennent aux principes du droit romain : l'absence de cause, la cause fautive ou illicite, sont sanctionnées par une action personnelle en restitution, par application de la théorie de l'enrichissement sans cause, comme en droit romain (2).

(1) Cammeo, *Corso di diritto amministrativo*.

(2) Chevrier, thèse Paris, 1929.

Il en est de même en droit britannique ; dans la « *consideration* », l'obligation naît en « *consideration* » d'une prestation faite par l'autre partie. C'est un peu le contrat innomé du droit romain (1).

Pour les législateurs récents, il semble que la notion de cause se confonde avec la notion d'objet.

## SECTION II

### La cause en propriété industrielle.

#### § 1<sup>er</sup>. — *La nature juridique du brevet d'invention.*

67. I. Le brevet tel qu'il est défini par la loi de 1844. — La matière de la propriété industrielle est encore régie, en France, par la loi du 5 juillet 1844 ; son article 1<sup>er</sup> est ainsi formulé :

« Article premier : Toute nouvelle découverte ou invention, « dans tous les genres de l'industrie, confère à son auteur, sous « les conditions et pour le temps ci-après déterminé, le droit « exclusif d'exploiter, à son profit, ladite découverte ou inven- « tion. Ce droit est *constaté* par des titres délivrés par le gouver- « nement, sous le nom de *brevets d'invention* ».

A la lecture de cet article, on voit que le brevet d'invention est un titre constituant l'acte de naissance de l'invention. C'est un document officiel constatant que tel jour, à telle heure, un individu s'est déclaré l'auteur d'une invention (2).

68. Le brevet est-il un acte contractuel ? — L'emploi par la loi du mot « *constaté* » pourrait faire croire à l'effet déclaratif de droit, de la délivrance par le gouvernement d'un brevet d'invention. Ce serait une erreur profonde : le brevet d'invention est essentiellement attributif de droit ; c'est uniquement par l'accord de ce titre qu'un inventeur se voit conférer un droit exclusif temporaire d'exploitation.

(1) Lévy-Ullmann, *Le système juridique de l'Angleterre*, I, 1928, p. 152.

(2) E. Pouillet, *Traité théorique et pratique des brevets d'inventions*, 6<sup>e</sup> éd. Paris, 1915, n<sup>o</sup> 2, p. 4.



La loi, en employant le terme « constaté » a voulu exprimer le fait que l'administration, en délivrant un brevet, ne fait que donner acte à celui qui le demande de ses propres déclarations (Pouillet) ; autrement dit, le brevet d'invention est délivré par le ministre, sans aucune garantie, et sans examen préalable par l'administration, de la nouveauté, du mérite ou de la validité de l'invention décrite dans la description et dans les dessins annexés audit brevet. Cela résulte de l'article 11 de la loi, d'après lequel « les brevets dont la demande aura été régulièrement formée seront délivrés *sans examen préalable*, aux risques et périls des demandeurs et *sans garantie* soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description ». C'est ce qu'il faut comprendre lorsqu'on lit l'opinion de Eude dans son rapport au Conseil des cinq-cents, en date du 12 fructidor, an VI : « le brevet d'invention n'est autre chose qu'un *acte* qui *constate* la déclaration faite par l'inventeur que l'idée qu'il se propose d'utiliser est à lui seul. »

Nous avons cité ces quelques lignes parce qu'elles résument l'opinion de certains juristes concernant la nature juridique du brevet d'invention. Le brevet, pensent-ils, comme le dit d'ailleurs la loi, est l'arrêté du ministre constatant la régularité de la demande : c'est un acte administratif, ce n'est pas un contrat.

Or, cet acte présente des caractères très particuliers ; c'est un acte plurilatéral puisqu'il y a deux parties en présence : l'inventeur et la collectivité, représentée par le ministre qui signe l'arrêté. Mais cet acte plurilatéral n'est-il pas un acte contractuel ?

Pour qu'il y ait acte contractuel, il est nécessaire que les manifestations de volonté des parties en présence correspondent à la satisfaction d'intérêts opposés ; autrement dit, dans un acte contractuel, les parties ne se contentent pas de vouloir des choses ou des objets différents, elles visent, en outre, des buts différents.

Enfin, une autre caractéristique du contrat est le débat ou, tout au moins, la possibilité de débat qui fait naître des obli-

gations liées l'une à l'autre dans les conventions synallagmatiques consensuelles.

Or, disent les partisans du brevet d'invention, acte non contractuel : la preuve qu'il n'y a pas de débat c'est l'absence d'examen préalable. La collectivité délivre un brevet à quiconque en fait la demande, elle ne peut pas le lui refuser. Elle l'avertit d'ailleurs, lui et les tiers, qu'il doit faire suivre l'indication de sa qualité de breveté, s'il use de cette indication, des mots : « sans garantie du gouvernement ».

**69. Le brevet-contrat.** — A cet argument on peut répondre, tout d'abord, que l'administration, sans que le principe de l'examen préalable soit atteint, peut rejeter une demande de brevet pour laquelle les formalités régulières n'auraient pas été accomplies. L'article 12 de la loi dispose : « toute demande, dans laquelle « n'auraient pas été observées les formalités prescrites par les « nos 2 et 3 de l'article 5 et par l'article 6, sera rejetée ».

Les alinéas 2 et 3 de l'article 5 concernent l'exigence d'une description et de dessins ou d'échantillons nécessaires pour l'intelligence de la description. L'absence de toute description doit, bien entendu, entraîner le rejet de la demande.

L'article 6 vise l'irrégularité du titre ; l'administration a le droit de rejeter une demande sans titre.

Mais, les auteurs ne sont pas d'accord sur la possibilité pour l'administration de rejeter une demande dans laquelle le titre serait insuffisant ou frauduleux ; ce serait, en effet, porter atteinte au principe de l'examen préalable. En fait, l'Office national de la propriété industrielle se contente de demander à l'inventeur de modifier le titre dans le sens de la clarté et de la sincérité.

On peut encore indiquer que l'administration, d'après l'article 13 de la loi, peut refuser un brevet portant sur une composition pharmaceutique ou sur un remède, ainsi qu'un brevet relatif à des plans et à des combinaisons de crédit ou de finance.

De plus, sur la demande de l'administration, le Comité technique de la propriété industrielle se livre à un véritable examen pour rechercher si l'objet de l'invention est bien une composition

pharmaceutique non brevetable entraînant le rejet de la demande. Le Comité technique procède également à un autre examen non prévu par la loi et portant sur la complexité, c'est-à-dire sur l'existence de plusieurs objets distincts dans un même brevet d'invention.

**70. II. Travaux préparatoires.** — Enfin, si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi de 1844, on voit que le brevet d'invention a bien été considéré, dans l'esprit des rédacteurs de la loi, comme le titre instrumentaire constatant la naissance d'un lien de droit, d'un *vinculum*, formé entre l'inventeur et la collectivité.

Dans le rapport présenté à la Chambre des députés par Philippe Dupin, dans la séance du 5 juillet 1843, il était dit : « toute « découverte utile est, suivant l'expression de Kant, *la prestation* « *d'un service rendu à la Société*. Il est donc juste que celui qui a « rendu ce service en soit récompensé par la Société qui le reçoit. « C'est une transaction équitable, un véritable *contrat*, un échange « qui s'opère entre les auteurs d'une découverte nouvelle et la « Société. Les premiers apportent les nobles produits de leur « intelligence et la Société leur garantit, en retour, les avantages « d'une exploitation exclusive de leur découverte pendant un « temps déterminé. Il ne s'agit que d'un *contrat* sous la tutelle « et la foi duquel le génie de l'invention livre à la Société ses « précieuses découvertes. »

**71. III. Doctrine.** — La majorité de la doctrine est également dans ce sens (1). Pouillet (2) en particulier n'hésite pas à dire que « le brevet constitue un véritable contrat passé entre la « Société et l'inventeur ».

M. Percerou professe que l'on peut considérer un brevet comme

(1) H. Allart, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, 3<sup>e</sup> éd., 1911, n° 322 ; L. Nouguiér, *Des brevets d'invention et de la contrefaçon*, Paris, 1858, n° 112 ; Renouard, *Traité des brevets d'invention*, 3<sup>e</sup> éd., 1865, n° 123 ; Mainié, *Nouveau traité des brevets d'invention*, 1888-1896 ; G. Huard, *Traité de la propriété intellectuelle*, 2 vol., 1903-1906, p. 115.

(2) Pouillet, n° 7.

une sorte de contrat synallagmatique intervenant entre l'Etat et l'inventeur : ce dernier s'engage à faire connaître son invention à l'Etat moyennant quoi celui-ci, comme contre-partie du service que l'inventeur lui rend en faisant connaître à la Société une invention nouvelle, s'engage, de son côté, à réserver à cet inventeur, pendant un certain temps, le monopole d'exploitation de l'invention.

**72. IV. Droit comparé.** — Cette conception contractuelle du brevet d'invention est admise d'une manière formelle dans deux grands pays : les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne.

De nombreuses décisions de jurisprudence (1) expriment l'idée américaine d'après laquelle l'inventeur et la communauté concluent entre eux un contrat dans lequel le gouvernement, représentant les intérêts de la collectivité, accepte la proposition faite par l'inventeur de dévoiler son secret, à condition d'obtenir un droit exclusif de vente et d'usage pour un nombre déterminé d'années à l'expiration desquelles l'invention tombe pour toujours dans le domaine public (2).

Les Américains ont d'ailleurs une expression imagée par laquelle ils définissent le monopole, accordé par l'Etat à l'inventeur, comme un véritable appât ou comme une promesse de s'enrichir facilement, destinée à attirer l'inventeur, pour que la communauté puisse profiter des idées favorisant le développement de l'économie nationale (3).

Le monopole octroyé par l'Etat est vraiment, pour la doctrine américaine, la contre-prestation d'un secret complètement et immédiatement dévoilé et d'un abandon ultérieur au domaine public (4).

(1) *C. C. A.* (8<sup>e</sup> circuit), 28 févr. 1901, *National Hollow Brake-Beam Co* et autres c. *Interchangeable Brake-Beam Co*, 106. *Fed.*, p. 693.

(2) K. Michaëlis, *Le droit américain des brevets d'invention*, 2<sup>e</sup> éd. allemande, traduction du professeur A. A. Pilenco. Paris, 1935, pp. 37 et 38 ; Robinson, vol. I, pp. 31, 59, 67.

(3) *C. C. A.* (7<sup>e</sup> circuit), 16 avr. 1907, *Rubber Tire Wheel c. Milwaukee Rubber Work Co*, 154. *Fed.*, p. 358.

(4) Robinson, vol. I, p. 67.



En Grande-Bretagne, le brevet est également considéré par la doctrine comme un simple contrat passé entre l'inventeur et la Couronne. Le monopole de seize ans, accordé par le gouvernement de Sa Majesté, est octroyé en contre-partie d'une divulgation de l'invention assez complète pour que tout homme de l'art puisse l'exécuter facilement lors de l'expiration dudit monopole.

On reconnaît les conceptions libérales chères aux nations anglo-saxonnes, conceptions qui ne trouvent pas place en Allemagne ou auprès des nations telles que la Suisse (1) et l'Italie (2) qui ont subi, dans une certaine mesure, l'influence du droit germanique.

D'ailleurs quelle que soit l'opinion que l'on puisse se faire sur la nature juridique du brevet d'invention, envisagé comme *negotium*, il convient d'examiner et d'adopter le concept utile, en rejetant celui qui est inutile.

Or, nous montrerons que la nature contractuelle d'un brevet d'invention permet de justifier et de comprendre la loi et la jurisprudence d'une manière beaucoup plus complète que le concept d'acte unilatéral. Le brevet d'invention qui est pour nous un véritable contrat synallagmatique passé entre l'inventeur et la Société, présente encore d'autres caractéristiques remarquables qu'il convient de mettre en lumière.

## § 2. — *Date de formation du contrat que constitue le brevet d'invention.*

**73. Rétroactivité au jour du dépôt.** — Comme tout contrat le brevet n'est formé pleinement qu'après acceptation des deux parties, c'est-à-dire lors de la signature par le ministre de l'arrêté qui constitue titre. Autrement dit le contrat prend naissance juridiquement à la délivrance.

(1) Weidlich et Blum, *Das schweizerische Patentrecht*, t. I, p. 56 ; Cass. 8 mai 1933, Rey c. Chemo A. G. et Peyer. *B. G. E.*, 59, 1, p. 99 ; en droit suisse la délivrance du brevet est un acte juridique de la puissance publique qui comme tel fait précisément naître le droit au brevet.

(2) A. Ramella, *Trattato della Proprieta' Industriale*, vol. I, p. 22 ; Enrico Luzzatto, *Trattato Generale delle Privative Industriali*, vol. I, pp. 123 à 128.

Or, d'après l'article 8 de la loi du 5 juillet 1844, la durée du brevet court *du jour du dépôt*. Il y a là une particularité juridique curieuse que l'on peut expliquer en admettant la rétro-activité, au jour du dépôt, des effets du brevet qui prennent naissance juridiquement, seulement à la délivrance. C'est un contrat affecté, en quelque sorte, d'une condition suspensive au bénéfice du breveté qui a le droit de retirer sa demande avant l'accord. Comme l'écrivait très justement Huard (1) « l'existence « du droit du breveté dépend du titre sollicité par lui ; tant que ce « titre ne lui a pas été accordé, il n'a qu'un droit conditionnel « comparable à celui d'un créancier sous droit suspensif ».

§ 3. — *Des obligations réciproques assumées  
par chaque partie.*

**74. Leur objet.** — Le caractère contractuel du brevet d'invention étant ainsi nettement défini, il importe d'examiner les obligations assumées par chaque partie.

L'inventeur s'engage à faire connaître son invention qui doit être nouvelle, d'après l'article premier de la loi ; il doit la décrire dans son brevet d'une manière complète et claire pour un homme du métier. L'objet de l'obligation de l'inventeur est constitué par la découverte ou l'invention nouvelle qu'il apporte à la collectivité.

En échange de ce service, la Société s'engage, de son côté, à conférer à l'inventeur un droit exclusif d'exploitation limité, au choix de ce dernier, à une durée de 5, 10 ou 15 ans. En fait, il n'y a presque pas d'exemples de brevets accordés à l'inventeur pour moins de quinze ans. L'objet de l'obligation de la Société est un monopole temporaire d'exploitation.

À côté de ces obligations principales, le contrat intervenu entre l'inventeur et l'Etat, comporte à la charge de l'inventeur des obligations accessoires telles que celles de payer des annuités et d'exploiter l'invention.

(1) G. Huard, *op. cit.*, t. II, p. 368.

Si ces obligations ne sont pas remplies par l'inventeur, la sanction réside dans la résiliation du contrat. Nous disons résiliation car il n'y a pas, dans ce cas, rétro-activité avec remise en état de la situation des parties au jour de la demande.

Au contraire, la sanction de l'inexécution des obligations principales se traduit par la résolution rétroactive du contrat, c'est-à-dire par la nullité du brevet.

**75. Leur cause.** — Nous avons parlé des objets de chacune des obligations réciproques, assumées par les parties au contrat synallagmatique que constitue le brevet d'invention ; à chacun de ces objets doit correspondre une cause qui n'est peut-être qu'une façon particulière d'envisager l'objet mais qui doit néanmoins être examinée de très près.

Nous sommes amenés à parler de cause dès l'instant où nous admettons la nature synallagmatique du brevet d'invention. Or, la notion de cause n'apparaît presque pas dans les ouvrages nombreux qui ont été publiés sur la brevetabilité ; la jurisprudence n'en fait pas mention, sauf dans une ou deux espèces très anciennes.

Par ailleurs, dans les contrats de cession de brevets d'invention ou dans les contrats de concession de licence, qui devraient relever du droit commun, la notion de cause (1) ne se développe pas d'une manière aussi complète qu'en droit civil. La jurisprudence lui est favorable dans son ensemble mais la doctrine y est en majeure partie opposée.

Nous allons montrer dans le paragraphe suivant que la raison en est principalement le caractère aléatoire du brevet d'invention.

#### § 4. — *Du caractère aléatoire du brevet.*

**76. Pas d'examen.** — Un des caractères essentiels du brevet d'invention est sa nature aléatoire, reconnaissable au défaut de garantie résultant des termes formels de l'article 11 de la loi

(1) Cf. *infra*, n° 79, note 6 en bas de page.

de 1844. L'absence d'examen préalable et la mise des risques à la charge du demandeur sont les conséquences nécessaires de ce manque de garantie.

D'ailleurs, il y a lieu de remarquer que le caractère aléatoire du brevet n'est pas uniquement réservé aux législations qui, comme la loi française de 1844, se sont refusées à instaurer un examen portant sur la nouveauté de l'invention. Même dans les pays à examen et parmi les plus grands comme l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, le brevet conserve son caractère aléatoire qui participe vraiment de sa nature même. Malgré la perfection et la conscience des bureaux d'examen de ces pays il n'est pas possible de garantir avec certitude la nouveauté ou le mérite d'une invention. C'est si vrai que l'on peut toujours, tout au moins pendant un certain temps comme en Allemagne, demander judiciairement la nullité pour défaut de nouveauté d'un brevet accordé par l'administration.

Ce caractère aléatoire est admis par toute la doctrine. Pouillet (1), en particulier, le reconnaît d'une manière très nette en disant : « le caractère singulier de ce titre (le brevet) est d'être « soumis à d'incessantes éventualités, d'être toujours soumis à des « critiques... Il comporte un caractère aléatoire tout à fait remarquable ; non seulement il est impossible *a priori* de déceler s'il « est ou non valable mais encore il n'est pas sans exemple de voir « le même brevet validé à l'égard de l'un, annulé à l'égard de « l'autre... Il est dans la nature du breveté d'être soumis à la « nature de ces vicissitudes. »

**77. I. De la nature de l'aléa inhérent au brevet.** — Le caractère aléatoire du brevet d'invention se manifeste de plusieurs manières :

1<sup>er</sup> D'une part, postérieurement à la formation du contrat, par ce fait que le résultat industriel, annoncé ou non par le breveté dans son brevet, n'a pas été obtenu, soit par le breveté, soit par un cessionnaire ou un concessionnaire de licence ; l'ex-

(1) Pouillet, n° 246.



ploitation du brevet, au lieu d'être une source de profit, s'est révélée déficitaire ; c'est l'aléa inévitable, inhérent et propre à toute industrie, nous sommes même tentés de dire, à tout contrat commercial, à une époque où la prévision des prix de revient devient de plus en plus difficile, eu égard aux circonstances économiques. De plus, comme le dit Pouillet, il est parfois difficile de savoir si l'invention est nouvelle ou si elle ne l'est pas, des antériorités pouvant se révéler tardivement, après un ou plusieurs procès.

2<sup>e</sup> D'autre part, et nous reviendrons sur ce point, il peut se faire qu'il n'y ait aucun aléa, le brevet étant dépourvu de nouveauté avant son dépôt ou ne présentant aucun caractère industriel.

En pareil cas, le brevet peut être annulé puisque l'aléa qui en est l'élément essentiel n'existe pas.

Nous allons examiner maintenant certaines conséquences du caractère aléatoire du brevet et en particulier, à titre épisodique, son influence sur le contrat de cession d'un brevet d'invention ainsi que sur le contrat de licence d'exploitation d'une invention brevetée. Cette parenthèse que nous ouvrons sur les contrats de cession et de licence est intéressante dans la mesure où elle montre les hésitations de la jurisprudence qui recule, en général en France, devant toutes les conséquences de la nature aléatoire des contrats précités, dont l'aléa résulte du risque inhérent au brevet.

**78. II. De l'influence du caractère aléatoire du brevet sur le contrat de cession.** — Il est logique en effet de penser que le caractère aléatoire du brevet entraîne la nature aléatoire du contrat de cession portant sur un tel brevet. Ce système est admis par la majorité des auteurs et en particulier par Allart (1), Couhin (2), Mainié (3) et Pouillet (4).

(1) Allart, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 229 et s.

(2) Couhin, *La propriété industrielle artistique et littéraire*. Paris, 1898, t. II, p. 230.

(3) Mainié, n<sup>o</sup> 1402.

(4) Pouillet, n<sup>os</sup> 246 et 247.

**79. De la résolution judiciaire.** — De l'existence d'un élément aléatoire dans la cession, il résulte également que les vicissitudes du contrat sont entrées, dans une certaine mesure, dans les prévisions des contractants et que, par suite, elles ne peuvent plus devenir une cause de résiliation ou de résolution.

Pataille (1) écrit : « sans aller jusqu'à dire que la cession d'un brevet d'invention est un contrat aléatoire... nous n'admettons pas qu'il (l'acquéreur du brevet) soit recevable à venir, soit directement, soit même par voie de garantie, critiquer le mérite ou l'importance de l'invention visant l'objet du brevet et à demander ainsi la nullité de la cession pour défaut de cause ».

En résumé l'élément aléatoire du contrat de cession a pour conséquence l'impossibilité pour le cessionnaire de demander la résolution judiciaire du contrat ou sa nullité pour défaut de cause (2), soit lorsque le résultat industriel prévu n'a pu être obtenu ou lorsque le brevet est déchu, soit lorsque l'invention se révèle dépourvue de nouveauté ou de caractère industriel.

**80. De la distinction entre vices apparents et vices cachés.** — De plus, le contrat de cession s'analysant comme une vente dans laquelle le vendeur n'est garant que des vices cachés, les auteurs, partisans du caractère aléatoire du contrat et de sa conséquence, le principe de non garantie, n'admettent l'application de ce principe que pour les vices apparents ; certains cas de nullité absolue du brevet devant entraîner la garantie du cédant et la résolution de la vente, lorsqu'il s'agit de vices cachés dont le vendeur est garant, ces auteurs sont alors obligés de faire une discrimination entre les vices apparents et les vices cachés, discrimination qui se révèle arbitraire et pratiquement impossible à justifier (3).

(1) Pataille, Observations présentées dans les *Annales. Ann.*, 1860, p. 375.

(2) Il ne faut pas confondre la cause du contrat de cession d'un brevet d'invention ou d'un contrat de licence avec la « cause » tout à fait particulière du contrat *sui generis* que constitue le brevet d'invention, « cause » dont l'étude fait l'objet du présent ouvrage.

(3) Voir Pouillet, nos 248 et 249 ; Allart, nos 230 et s.

Pourquoi y aurait-il vices cachés dans l'impossibilité ou dans l'extrême difficulté d'une application industrielle alors que le manque de nouveauté est considéré par ces mêmes auteurs comme un vice apparent entraînant l'absence de garantie ? Cette concession faite au droit commun affaiblit, à notre avis, la doctrine des juristes partisans du caractère aléatoire du contrat de cession ; pour cette raison, d'autres auteurs (1) veulent appliquer à la cession les règles édictées par le Code civil pour la vente ; d'autres encore (2) estiment que le contrat portant sur un brevet sans valeur doit être jugé inexistant pour défaut de cause.

Un juriste moderne, Me Massius, s'est élevé, avec force contre l'arbitraire de la distinction opérée, par les partisans du principe de non garantie, entre vices cachés et vices apparents ; il fonde son argumentation sur l'article 1602 du Code civil d'après lequel : « Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur ». Les risques doivent donc être à la charge du cédant et le contrat de cession est alors commutatif.

Me Massius opère, en outre, une distinction entre le résultat industriel dont le caractère aléatoire lui paraît manifeste et la nouveauté à laquelle il refuse tout caractère aléatoire, une invention étant nouvelle ou non au moment du dépôt de la demande ; l'auteur ne prend donc pas en considération le fait que, postérieurement à la formation du contrat, il est pratiquement impossible de savoir, avec certitude, si l'invention est nouvelle ou non ; il y a là pourtant une incertitude qui ne manque pas d'importance.

(1) Blanc, *L'inventeur breveté*, 3<sup>e</sup> éd. Cosse, 1852 ; Nougier, n° 337.

(2) En droit italien bien que certains auteurs aient soutenu l'opinion que le brevet confère un droit aléatoire, il est admis en général que les règles du droit commun des contrats reçoivent application ; en particulier il y a lieu de tenir compte de l'article 1151 du C. civ. italien concernant l'obligation de garantie du vendeur. D'après le spécialiste italien, le Comm.-ing. F. E. Fumero, un contrat portant sur un brevet nul doit être annulé faute d'objet et de cause ; voir C. de Turin, 6 mai 1932, Sté Prodotti Edili c. Müller. *Riv. della Prop. Int. ed Ind.*, 1932, nos 34, 35, col. 226 et s.

D'ailleurs quelle que soit l'opinion des auteurs, ils admettent tous que les parties peuvent déroger au principe de garantie ou de non garantie par des clauses spéciales insérées dans le contrat.

**81. Tendances de la jurisprudence à suivre les règles du droit commun des contrats.** — La jurisprudence, de son côté, malgré de nombreuses hésitations, emploie les notions de cause et d'objet pour juger inexistantes, nulles ou sujettes à résolution ou à résiliation, des cessions de brevets dépourvus de valeur. En particulier la cession ayant pour objet un brevet nul pour défaut de nouveauté a été jugée nulle comme n'ayant pas de cause réelle (1). La Cour de cassation a utilisé la notion d'objet pour annuler un contrat de cession portant sur un brevet nul en précisant que l'élément aléatoire, que renfermait toujours en soi la cession d'un brevet d'invention, ne lui enlevait pas le caractère de vente pure et simple nulle à défaut d'un objet certain (2).

La jurisprudence annule également le contrat de cession portant sur une découverte ou sur une invention pratiquement irréalisable et par suite insusceptible d'une exploitation industrielle ; il a été jugé maintes fois que la non-existence de la chose cédée, conséquence de l'impossibilité d'exécution de l'invention, rend la cession sans cause et, par suite, nulle (3).

Par contre, lorsqu'il y a une clause expresse limitant la garantie du cédant à la seule existence du titre du brevet, le cessionnaire ne peut se prévaloir d'un prétendu défaut de valeur industrielle du brevet pour demander la résolution du contrat (4).

En fait, comme on le voit, la jurisprudence, en matière de cession de brevet, pencherait plutôt en faveur de l'application

(1) Cass. 15 juin 1858, Mortera, *Ann.*, 1860, p. 371, *S.* 1859.1, p. 208, *D. P.* 1858.1, p. 453 ; Cass. 28 mars 1893, *S.* 1894.1, p. 231, *Ann.*, 1893, p. 188 ; Cass. Turin, 1<sup>er</sup> déc. 1913, Olso Light c. Garbagnati. *Boll. della Prop. Int.*, 1914, IV, 3 et 4, pp. 135, 136.

(2) Cass. req. 22 avr. 1861, *D. P.* 1861.1, p. 422, *S.* 1861.1, p. 735.

(3) Cass. rej. 21 févr. 1837, *S.* 1837.1, p. 186 ; C. de Paris, 2 févr. 1861, *Ann.*, 1861, p. 77 ; Cass. req. 1<sup>er</sup> juin 1875, Tessié du Motay, *Ann.*, 1876, p. 52 ; Trib. com. Nantes, 28 févr. 1912, *Ann.*, 1913.1, p. 223.

(4) Cass. req. 26 juill. 1920, *Ann.*, 1921.1, p. 149.



du droit commun et par suite du principe de résolution judiciaire des contrats et de la nullité pour défaut de cause.

Cette tendance est confirmée par le projet de réforme de la loi de 1844, projet qui cherche à assimiler la cession de brevet à la vente du Code civil. Le projet de loi donne en effet la possibilité, au cessionnaire, de demander la rescision pour lésion, en application des règles du Code civil. C'est, comme nous l'avons montré, une des conséquences de l'admission du rôle de la cause sur l'effet des conventions. Rappelons, à cet égard, la tendance jurisprudentielle, en droit civil (1), en matière de lésion.

**82. De la résiliation prononcée par les tribunaux au lieu de la résolution.** — Mais il importe de remarquer que le caractère aléatoire du brevet a fortement retenu la jurisprudence sur cette voie. Une conséquence assez curieuse de cette influence se manifeste dans les effets de la nullité pour défaut de cause ou d'objet, admise par la jurisprudence lorsque le brevet cédé est nul soit pour défaut de nouveauté, soit pour manque de résultat industriel, soit encore pour impossibilité d'exploitation ou pour défaut de paiement d'une annuité.

Cette incidence est la suivante : au lieu d'admettre la résolution du contrat de cession avec l'effet rétroactif qu'elle comporte, la jurisprudence ne prononce que la résiliation, sans rétro-activité au jour du dépôt. Lorsque le cessionnaire a bénéficié, en effet, pendant un certain temps du brevet, lorsqu'il l'a exploité, il est normal qu'il ne puisse pas demander la remise des choses en l'état où elles étaient au moment du dépôt du brevet. S'il est démontré que le cessionnaire a tiré des bénéfices de l'exploitation du brevet il serait injuste, comme le dit Pouillet (2), qu'il les gardât pour lui seul au détriment du breveté. Le cédant a acquis des droits qu'il importe de lui conserver.

Il en résulte que, même dans le cas où juridiquement ce serait;

(1) Cass. req. 7 août 1849, *D. P.* 1849.1, p. 245, *S.* 1850.1, p. 129, 10 févr. 1925, *D. H.* 1925, p. 137 ; C. de Nîmes, 3 déc. 1928, *D. H.* 1929, p. 138 ; Cass. req. 20 mai 1933, *Gaz. Pal.*, 22 sept. 1933.

(2) Pouillet, n° 266.

la résolution qui devrait être prononcée, la cause d'annulation étant pré-existante au contrat, la jurisprudence prononce, pour des circonstances de fait, la résiliation (1). Bien entendu, le magistrat prononce toujours la résiliation lorsque le brevet est frappé par une cause de déchéance (2).

**83. III. Du contrat de licence.** — Le problème est un peu différent pour le contrat de licence car, malgré son caractère aléatoire, il peut être assimilé à un contrat de louage dans lequel le concédant se réserve tous ses droits de propriété.

Il s'ensuit que le breveté doit assurer à son licencié la jouissance paisible, c'est-à-dire l'exploitation libre. Le licencié a donc droit à la garantie et, en cas de trouble apporté à son exploitation, il peut demander la résiliation judiciaire du contrat pour défaut de cause. La jurisprudence et la doctrine sont unanimes dans ce sens. D'ailleurs, il est loisible au licencié d'insérer, dans le contrat, des clauses de non-garantie écartant expressément ou tacitement les obligations du breveté.

Signalons toutefois qu'à notre avis, la validité d'une clause, d'après laquelle le licencié s'engage à ne pas demander la nullité du brevet dont une licence lui a été concédée, ne nous paraît pas avoir une grande valeur juridique, étant donné le caractère d'ordre public des nullités et la possibilité, pour quiconque y a intérêt, de demander une nullité. Néanmoins, il sera toujours prudent, pour le concédant, en l'espèce le breveté, d'insérer dans son contrat une clause formelle d'après laquelle le licencié s'interdit de demander en justice la nullité du brevet dont s'agit.

**84. Résiliation.** — En résumé, le droit commun trouve son application au contrat de licence, par suite de sa nature particulière qui le rapproche du contrat de louage. Bien entendu ce contrat étant successif, il ne pourra pas être résolu mais résilié, c'est-à-dire annulé uniquement pour l'avenir.

(1) Cass. req. 27 mai 1839, Taylor (soufflet de forge), *S.* 1839.1, p. 677.

(2) C. de Paris, 24 juill. 1868, Cass. req. 25 mai 1869, Godard (briquettes agglomérées), *Ann.*, 1869, p. 393.

A cet égard, indiquons simplement, parmi les espèces les plus marquantes, un arrêt de la Cour de cassation, Chambre des requêtes, en date du 29 juin 1933 (1). Signalons également un arrêt de la Cour suprême de Copenhague dans lequel un contrat de licence exclusive a été résilié, par suite de l'impossibilité d'exploiter industriellement le procédé breveté (2), et un arrêt de la Cour d'appel de Turin qui permet à un concessionnaire de demander la résiliation du contrat portant sur un brevet nul pour défaut de nouveauté et insuffisance de description. Dans la note, l'arrêteste, le Dr Mario Luzzati, faisait remarquer qu'en général la jurisprudence italienne admet la nullité, pour manque de cause, d'un contrat portant sur un brevet sans valeur (3).

Comme on le voit, le caractère aléatoire du contrat de licence n'a pas empêché l'application des règles du droit commun ; le problème, il est vrai, était différent de celui du contrat de cession.

Nous venons d'examiner les effets de la nature aléatoire du brevet d'invention sur les contrats de cession et de licence.

Refermons maintenant la parenthèse ouverte par nous au début du présent paragraphe et indiquons brièvement une nouvelle conséquence du caractère aléatoire du brevet.

**85. IV. De l'influence du caractère aléatoire sur la non application de la nullité d'un brevet pour cause illicite.** — Le caractère aléatoire, joint au caractère administratif du brevet d'invention, tend dans une certaine mesure à éliminer du cercle juridique du contrat, les mobiles lointains et par trop subjectifs des con-

(1) Cass. req. 29 juin 1933, Planche c. Sté Horne et Buire, *Ann.*, 1935, p. 78. V. également Trib. com. Lyon, 19 juin 1935, Leung c. Bodner, *Jur.-class. com.* Brevets d'invention, n° 749. *Rappr.* sur la vente d'objets couverts par un brevet d'invention et le vice caché résultant d'une antériorité au profit d'un tiers : Cass. req. 6 févr. 1934, Kahn c. Chavent, *Ann.*, 1935, p. 77, et pour un brevet inutilisable : Cass. req. 7 mai 1934, St-Hilaire c. époux Samarue, *Ann.*, 1935, p. 53.

(2) Copenhague (Cour suprême), 14 mai 1937, *Prop. Ind.*, 1938, p. 34.

(3) C. de Turin, 9 avr. 1937. Porrati c. Bazzi, *Riv. della Prop. Int. ed Ind.*, 1937, nos 88-93, col. 78 et s. ; voir note du Dr Mario Luzzati.

tractants (1). Il en résulte que le caractère illicite du but ne doit pas, selon nous, déterminer, en propriété industrielle, l'annulation du brevet. Seul le caractère illicite de l'objet entraîne la nullité du brevet par application de l'art. 30, al. 4, de la loi de 1844.

De plus, nous avons vu que dans les contrats aléatoires, le lien entre la cause et l'objet était très étroit (2). La cause est simplement un aspect de l'objet et il n'y a lieu d'effectuer la distinction entre les concepts de cause et d'objet qu'à la seule condition d'y trouver une utilité. La théorie de la cause doit être appliquée, principalement dans notre matière, avec discernement et nous la considérons, non pas comme une construction doctrinale mais comme une technique éminemment pragmatique, conduisant à des solutions utiles.

Or, l'application de la notion de cause illicite entraîne, comme nous le montrerons, des conséquences dangereuses et inutiles, d'ailleurs non prévues par la loi de 1844, et telles en particulier que la nullité du procédé de fabrication d'un produit illicite ou d'un remède (3). Nous sommes opposés à de semblables solutions.

En résumé, si, en droit civil, la théorie de la cause est surtout une technique de secours permettant de moraliser les contrats, en les annulant lorsqu'ils ont été passés en vue d'un but illicite, immoral, ou contraire à la loi ou à l'ordre public, en propriété industrielle on peut dire qu'il n'y a pas de brevet annulé ou annulable pour but illicite, c'est-à-dire pour cause illicite. Dans les quelques rares espèces de jurisprudence qui appliquent l'article 30, al. 4, de la loi de 1844, il suffit de faire appel à la notion d'objet illicite ; autrement dit, en propriété industrielle, la cause illicite se confond avec l'objet illicite et il ne paraît pas intéressant de les séparer, contrairement à ce qui se passe en droit civil où l'article 6 du Code civil serait, comme nous l'avons indiqué, insuffisant, pour annuler toutes les conventions passées en vue d'un but illicite (4).

(1) Cf. *suprà*, n° 53.

(2) Cf. *suprà*, nos 51 et s. et rapprocher de la conception de M. Demogue, nos 41 et s.

(3) Cf. *infra*, nos 252 et s. et 258 et s.

(4) Cf. *suprà*, nos 38 et 39.



§ 5. — *Le brevet d'invention et les contrats d'adhésion.*

**86. Le brevet, contrat d'adhésion.** — Le brevet d'invention présente le caractère d'un contrat d'adhésion administratif dont le cahier des charges et conditions générales serait le texte de la loi de 1844.

Nous sommes, en effet, en présence d'un inventeur qui contracte avec toute la collectivité, représentée par une administration à la tête de laquelle se trouve le ministre signataire de l'arrêté constituant le titre du brevet ; comme dans les contrats d'adhésion, l'inventeur paraît ne pas avoir la possibilité de manifester sa volonté vis-à-vis de l'Etat ; il est obligé d'accepter les clauses du contrat, clauses légales formulées dans la loi de 1844.

**87. Inégalité des parties au contrat.** — Enfin, les parties en présence sont vraiment très inégales, l'une d'elles se voyant contrainte de prendre tous les risques à sa charge.

Nous avons vu que certains auteurs ont souvent refusé au brevet d'invention le caractère contractuel ; il en a été de même pendant longtemps pour les contrats d'adhésion en droit civil. Ce qui choque également dans ces contrats c'est l'inégalité des parties en présence. Il y a dans le contrat d'adhésion, comme le dit M. Demogue (1), une transaction passée entre deux volontés opposées, l'une étant très faible, l'autre très forte.

Dans le contrat d'adhésion, comme dans le brevet d'invention, on rencontre souvent des clauses de non garantie, indices d'un déséquilibre ou d'une inégalité entre les prestations des parties ; ce déséquilibre fait prévoir la *prépondérance* d'une des parties sur l'autre et l'influence primordiale, tant sur la validité que sur l'exécution du contrat, de la cause et de l'objet de l'obligation de la partie la plus forte : la collectivité, dans le brevet d'invention.

Nous indiquerons ultérieurement, lorsque nous étudierons

(1) Demogue, *Obligations*, t. II, n° 631.

les causes de nullité, que seule, en principe, la disparition de la cause de l'obligation de la Société doit entraîner la nullité du brevet.

C'est cette prépondérance d'une des parties qui a pu faire croire en droit civil que les contrats d'adhésion pouvaient être assimilés à des actes unilatéraux, mais la doctrine a réagi et un de nos grands spécialistes, M. Demogue, n'hésite pas à s'élever contre cette conception. Il y a, dit-il, dans le contrat d'adhésion, « socialement », une institution en germe, « *un demi-service public* », mais il se refuse à parler, du point de vue technique, d'acte unilatéral ou de « *Vereinbarung* » comme disent les Allemands.

**88. De l'atteinte portée au principe de l'autonomie de la volonté.** — Dans des études et des thèses nombreuses, les civilistes ont cherché à montrer que, dans les contrats d'adhésion qui sont, en quelque manière, à mi-chemin entre le droit administratif et le droit civil, la volonté était sujette, le consentement perpétuellement vicié (1).

La doctrine a posé en principe pendant longtemps pour ces contrats qu'il n'y avait pas de volonté réelle; nous avons indiqué qu'il n'en était rien et nous avons donné l'opinion de M. Demogue. Mais cette tendance est caractéristique et elle explique que la cause ne soit apparue qu'assez récemment en droit administratif et en prenant des caractères tout à fait particuliers, uniquement objectifs. Il en est de même en propriété industrielle où nous nous trouvons, en quelque sorte, dans la position juridique du contrat d'adhésion, c'est-à-dire sensiblement à mi-chemin entre le droit civil et le droit administratif, et, nous nous hâtons de le dire, beaucoup plus près du droit civil que du droit administratif.

On conçoit alors comment il se fait que la notion de cause, qui domine le droit des contrats, ne soit apparue en propriété industrielle, ni en France ni à l'étranger, où, comme nous l'avons mon-

(1) Ripert, *La règle morale dans les obligations civiles*, n° 60.

tré rapidement, très peu de codes, à l'exception du code italien et du code espagnol, ont adopté les concepts français.

**89. Le principe de l'autonomie de la volonté et le développement de la notion de cause en droit français.** — Il est plus étonnant que le concept de cause ne se soit pas développé davantage en France, pays où la cause a en quelque sorte pris naissance et fleuri, avec peut-être un peu trop d'exubérance, sous la forme d'un buisson de théories enchevêtrées et parfois contradictoires. Ce concept que nous avons vu gagner diverses branches du droit n'a pas atteint d'une manière sensible la propriété industrielle dans son fondement, c'est-à-dire dans le brevet d'invention qui peut être analysé comme un véritable contrat synallagmatique. Et pourtant, tout contrat, d'après les causalistes, possède un objet et une cause ou, plus exactement, chacune des obligations réciproques assumées par chaque partie a un objet et une cause.

Mais, nous avons montré (1) que le terrain de prédilection de la cause est véritablement l'autonomie de la volonté. Là où il n'y a pas de volonté, où cette volonté tend à s'affaiblir, la notion de cause disparaît ; elle se confond ainsi avec la notion d'objet dans certaines parties du droit que nous avons examinées précédemment : la procédure et le droit administratif. La cause dans ces domaines juridiques présente un caractère objectif très marqué. C'est, avons-nous dit, plutôt une cause-catégorie que la cause subjective du droit civil (2). La raison en est principalement que, dans ces diverses branches, la volonté des contractants joue faiblement ; en droit administratif, en particulier, l'une des parties est très forte vis-à-vis de l'autre et lui impose sa volonté. Il en est de même en propriété industrielle.

Le principe de l'autonomie de la volonté ne jouant pas librement dans notre matière, il est naturel que les juristes n'aient pas pensé à examiner la notion de brevetabilité sous l'angle de la notion de cause.

Néanmoins, avant de passer à l'examen du concept de cause,

(1) Cf. *suprà*, chap. I, sect. I, nos 11 et s.

(2) Cf. *suprà*, chap. II, n° 65.

tel qu'on peut le dégager de l'étude de la propriété industrielle, nous voulons signaler un autre caractère du brevet d'invention : son caractère social.

§ 6. — *Caractère social de la cause en propriété industrielle.*

**90. I. Caractère social et d'ordre public du brevet d'invention.**

— Nous avons fait observer l'analogie présentée par le brevet d'invention avec les contrats d'adhésion.

Or l'élément inquiétant, dans de tels contrats, réside non pas tellement dans l'inégalité des prestations mais plutôt dans l'abus possible qui peut résulter de cette inégalité en droit civil.

C'est au législateur à éviter les abus de la puissance économique. Ce dernier a rempli sa fonction en déclarant d'ordre public la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance, pour que les assureurs ne puissent abuser de la supériorité que leur donne leur organisation (1).

Toujours dans le même esprit le législateur de 1844 a prévu, dans l'article 37 de la loi, que dans toute instance, tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet. Il pourra même faire déclarer cette nullité si l'invention n'est pas brevetable aux termes de la loi, si elle est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs et, enfin, si le titre, sous lequel la demande a été présentée, indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention.

D'après l'article 36 de la loi, les affaires, en matière de procès en nullité ou en déchéance, doivent être inscrites et jugées avec communication obligatoire au procureur. Autrement dit, tout procès intéressant la nullité ou la déchéance d'un brevet d'invention constitue une cause communicable au ministère public et la procédure serait nulle en cas de non communication.

Toutes ces solutions sont la conséquence et la traduction du

(1) Missol, *L'assurance, contrat d'adhésion, et le problème de la protection de l'assuré*. Thèse Paris, 1934.



caractère d'ordre public du brevet d'invention, caractère qui s'explique par ce fait que le brevet d'invention intéresse toute la Société, en raison du monopole qu'il confère à son titulaire.

La jurisprudence et la doctrine sont d'ailleurs formelles pour reconnaître au brevet d'invention son caractère d'ordre public (1).

**91. Jurisprudence.** — Nous signalons tout particulièrement un arrêt récent de la Cour de cassation qui fixe la jurisprudence dans ce sens (2).

D'après cet arrêt, une demande en nullité d'un brevet d'invention, délivré par les autorités officielles françaises, intéresse l'ordre public, que la nullité soit absolue ou relative.

Sur renvoi, la Cour de Limoges, après plaidoiries de M<sup>es</sup> P. Carteron et Ch. Reibel, avocats du Barreau de Paris, a rendu un arrêt dans le sens de la Cour suprême et très bien motivé, dans lequel elle s'est inspirée principalement des conclusions du ministère public, conclusions dont nous tenons à citer les lignes suivantes car elles mettent en lumière d'une manière très nette le caractère éminemment social du brevet d'invention : « La loi du 5 juillet 1844, disait le ministère public, doit-elle être considérée comme une loi d'ordre public ? Je réponds, sans hésiter, par l'affirmative... La délivrance d'un brevet apparaît comme un acte de gouvernement de la part de la puissance publique, quelque chose comme un acte de souveraineté (3)... »

(1) Pillet, *Traité de droit international privé*, t. I, p. 160 ; de La Pradelle, J. Clunet, 1927, p. 44 ; Pouillet, n° 832, *Ann.*, 1933, p. 113 et la note P. Carteron ; Cf. C. de Lyon, 19 févr. 1931, *Ann.*, 1933, p. 291 et notes de M. Paul Mathély et de M. J. L. Gendre ; *Comp. Cass. Turin*, 5 juill. 1913, Siegartbalken c. Pontedder, *Boll. della Prop. Int.*, 1915, 21 et 22, p. 311.

(2) Cass. civ. 21 janv. 1936, Melle c. Evence Coppée et C. de Limoges (renvoi), 22 déc. 1936, *Ann.*, 1938, p. 64.

(3) Conclusions du ministère public, C. de Limoges, 22 déc. 1936, Melle c. Evence Coppée, *Ann.*, 1938, p. 64. Nous tenons à donner quelques extraits particulièrement typiques de ces conclusions : « En effet, les brevets d'invention... ont pour but d'assurer à l'inventeur la priorité de son invention, son exclusivité. La délivrance d'un brevet apparaît comme un acte de gouvernement de la part de la puissance publique, quelque chose comme un acte de souveraineté... Et ceci est si vrai que le législateur a enserré le domaine du brevet d'invention dans une

Un peu plus loin le ministère public, dans ses réquisitions, faisait remarquer que la préoccupation du législateur de considérer la loi de 1844 comme une loi d'ordre public se traduit, comme nous l'avons montré, par la nécessité de communiquer au procureur tous les dossiers relatifs à une procédure touchant la matière des brevets d'invention (1).

Voici enfin les considérations significatives formulées par la Cour de Limoges dans un de ses attendus : « Attendu... que ce « caractère, (le caractère d'ordre public de la législation relative « à la matière des brevets) ressort de *l'intérêt social* évident que le « législateur a à assurer à tout inventeur... que l'ensemble des « dispositions législatives qui ont trouvé place dans la loi du « 5 juillet 1844, répond à des conceptions où domine une pré- « occupation d'un *intérêt général* plutôt que d'*intérêts particuliers*. »

Le droit de l'inventeur est fondé sur l'intérêt de la Société elle-même et doit être respecté, quel que soit d'ailleurs le préjudice qu'il puisse causer à une classe plus ou moins nombreuse d'industriels ou les bénéfices qu'il donne à l'inventeur (2).

Nous avons mis ainsi en évidence le caractère social du brevet d'invention, caractère qui s'explique également par sa nature administrative.

« série de réglementations qui obligent celui qui en bénéficie à observer « certaines règles qui sont des règles d'Etat. C'est ainsi que le breveté « est déchu de son droit quand il a omis d'exploiter sa découverte en « France, dans un délai de deux ans. Il en est encore ainsi quand le breveté s'avise d'introduire sur le territoire français des inventions ou des « découvertes qui ont été réalisées à l'étranger. »

(1) Conclusions du ministère public, C. de Limoges, 22 déc. 1936, Melle c. Evence Coppée, *Ann.*, 1938, p. 64. « Le législateur a voulu que, « dans toutes les instances dont les fins avaient justement pour but de « toucher à une question de brevet, la voix du ministère public soit ou « puisse être entendue.

« Dans certaines hypothèses limitativement énumérées, mais certaines, le ministère public a un droit d'action directe pour faire proclamer « la nullité d'un brevet frauduleux ou irrégulier... de tout ceci s'évince, « d'une façon non douteuse, la volonté du législateur de déclarer que la « matière du brevet d'invention serait rangée dans le cadre des affaires « de l'ordre public. »

(2) *Comp.*, Trib. civ. Rouen, 22 juill. 1859, de Montagnac, *Prop. Ind.*, n° 93, cité par Pouillet, n° 19.

La physionomie administrative du brevet d'invention se traduit précisément par ces solutions exorbitantes du droit commun.

**92. II. Droit comparé.** — Il ne faudrait pas croire que le caractère social du brevet d'invention soit le fait exclusif du législateur français ; dans de nombreux pays, en effet, la socialisation du droit au brevet est bien plus poussée qu'en France, ce qui n'est peut-être pas un avantage, et il faut savoir gré au législateur et au magistrat français de n'être pas tombés dans un excès contraire et d'être restés très au bord de la voie où se sont engagés certains législateurs étrangers.

Pour montrer le développement du caractère social du brevet d'invention à l'étranger, nous nous contenterons de citer, parmi les grands pays ayant à cœur de donner à l'inventeur une législation protectrice, susceptible de développer l'esprit créateur de ses nationaux, l'Allemagne qui, par une loi récente du 5 mai 1936, vient de modifier, dans une assez large mesure, sa législation pourtant déjà très évoluée (1).

Le législateur allemand accentue dans cette nouvelle loi le caractère social du droit au brevet ; il reconnaît à l'inventeur le droit au nom ; il favorise les inventeurs indigents en leur accordant des facilités pour le dépôt des brevets, le paiement des annuités et la conduite des procès.

Dans un autre sens la nouvelle loi allemande facilite la possibilité pour l'Etat d'exproprier les inventions intéressant la Défense nationale ou les besoins de la collectivité. Enfin, comme on le sait, l'Allemagne fait partie des pays qui ont institué un organisme administratif chargé principalement d'examiner les brevets du point de vue de leur nouveauté.

Signalons, également, que certaines législations récentes, imitant en cela l'exemple du législateur français, n'ont pas suivi complètement l'Allemagne dans la voie où elle s'est engagée. Il

(1) Consulter Willy Hoffmann, *Das Recht des Erfinders* (Extrait de la Revue « *Juristische Wochenschrift* » (cahier n° 5), Leipzig, 1936 ; W. Fischer, *Neues Recht der Technik* (Extrait de la Revue « *Werft-Reederei-Hafen* », cahier n° 20), Hambourg, 1936.

convient, en effet, d'adopter, comme le fait la jurisprudence française en droit civil, le compromis le plus adéquat entre les intérêts opposés des individus qui exigent la sécurité dans les contrats et de la collectivité qui demande, dans certaines conditions, la possibilité d'exproprier l'inventeur ou d'obtenir de ce dernier la concession d'une licence obligatoire à l'exemple de la « *licence of right* » britannique (1).

**93. III. Influence du caractère social sur la portée du brevet d'invention.** — Le brevet d'invention, comme nous l'avons indiqué, peut se situer entre le droit civil et le droit administratif, beaucoup plus près d'ailleurs du droit civil que du droit administratif.

Cette situation intermédiaire permet de comprendre que, si l'on peut parler de cause pour un tel contrat, ce concept doit présenter un caractère très objectif, comme la cause en droit administratif. Le caractère social agit en effet d'une manière tout à fait particulière en propriété industrielle.

Il aurait dû favoriser l'introduction du concept de cause dans cette matière puisque cette notion est l'arme par excellence de la socialisation du droit. En particulier, il aurait dû permettre aux tribunaux, comme nous le verrons dans la deuxième partie (2), d'annuler un brevet lorsque la cause de l'obligation du breveté fait défaut. Mais la nature aléatoire du brevet d'invention a empêché jusqu'à présent cette solution de prendre naissance dans la jurisprudence française.

De plus, tandis que le caractère aléatoire devrait, tout au moins en principe, réduire le concept de cause à un élément de validité du contrat, c'est-à-dire du brevet, la jurisprudence en propriété industrielle, suivant d'ailleurs l'exemple de la jurisprudence civile, a parfois paru considérer le concept de cause comme un élément d'exécution du contrat et agissant, par conséquent, après la formation de ce dernier ; par exemple, une

(1) Cf. A. Casalonga, *Observations sur la nouvelle loi esthonienne sur les brevets d'inventions*, *Ann.*, 1938, pp. 21 et s.

(2) Cf. *infra*, chap. VII.



invention théoriquement viable au moment du dépôt du brevet se révèle par la suite irréalisable industriellement ; la jurisprudence admet que le brevet peut être annulé.

§ 7. — *La nouveauté - son fondement dans la notion de cause.*

**94. I. La notion de cause dans la loi et dans les travaux préparatoires.** — Dans son article premier la loi de 1844 « protège « toute *nouvelle* découverte ou invention dans *tous les genres d'industries* ». Cette définition de l'objet brevetable est précisée dans l'article 2 qui dispose :

« Art. 2. — Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles :

« L'invention de *nouveaux produits industriels* ;

« L'invention de *nouveaux* moyens ou l'application *nouvelle* « de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un « produit *industriel*. »

**95. Nouveauté et caractère industriel.** — De cette définition il résulte que l'on peut breveter une découverte ou une invention consistant en un moyen nouveau permettant d'obtenir un résultat industriel. On peut également protéger un produit nouveau à condition qu'il soit industriel.

En conséquence, deux caractéristiques essentielles indispensables pour la brevetabilité : la nouveauté de l'objet ou du moyen et le caractère industriel de cet objet et du résultat ou du but poursuivi.

Pour éclairer ces dispositions de la loi, nous allons nous reporter aux travaux préparatoires, puis à la doctrine et enfin à la jurisprudence.

Nous allons d'abord fixer notre attention sur le premier caractère : la nouveauté de l'objet.

L'étude du caractère industriel et du résultat industriel, en liaison avec l'objet du brevet, sera faite plus spécialement dans la deuxième partie de l'ouvrage. Nous en indiquerons le fondement et l'origine profonde dans le paragraphe suivant.

**96. La « cause » opposée à l'« effet ».** — La notion de cause, comme nous l'avons déjà montré, n'aurait pas dû manifester son apparition en propriété industrielle, étant donné son essence subjective, ses relations avec la psychologie du sujet de droit et, principalement, étant donné le caractère aléatoire ainsi que la nature administrative et par suite sociale qui a toujours coloré et qui pénètre de plus en plus cette matière.

En outre, la propriété industrielle est en contact étroit avec l'industrie et avec des réalisations matérielles et techniques d'origine souvent scientifique. C'est ce qui explique que l'on trouve dans la bouche des rapporteurs des divers projets de lois qui ont précédé la loi de 1844, ainsi que sous la plume de certains auteurs et de certains magistrats, l'expression de *cause* opposée au terme *effet*, comme on a l'habitude de le faire en sciences. Autrement dit, le mot « cause » est généralement synonyme du mot « moyen », le mot « effet » étant synonyme du mot « résultat industriel ».

**97. Exposé des motifs.** — C'est ainsi que l'avait compris le ministre Cunin-Gridaine dans l'exposé des motifs du projet de loi sur les brevets d'invention, présenté à la Chambre des pairs le 10 juillet 1843 ; le représentant du gouvernement s'exprimait ainsi : « Tout brevet doit avoir pour *cause* un *objet* matériel cessible, transmissible. » Plus loin, il disait, en parlant des causes de nullité consacrées par l'article 30 du projet : « la seconde (cause de nullité) est écrite dans notre droit commun qui ne permet pas de considérer comme valable un brevet délivré sur une *cause* illicite. » Le rapprochement des deux passages précités semble indiquer que le représentant du gouvernement entendait fonder la nullité d'un brevet, contraire à la sûreté ou à la morale publique, sur le caractère illicite de l'objet et non pas sur celui de la cause. Nous croyons d'ailleurs qu'à cet égard il avait raison (1).

Néanmoins le concept de cause n'a pas été complètement

(1) Cf. *infra*, chap. IV.

écarté par Cunin-Gridaine lui-même qui paraît bien avoir senti que le concept de nouveauté était fondé sur la notion de cause. Il disait en effet dans l'exposé des motifs : « Quel serait  
« le juge de la réalité et de la nouveauté des inventions ? Car, si  
« la Société donne, ce ne peut être qu'à la condition de recevoir  
« et la Société ne recevrait rien, bien plus, on lui ravirait ce qui  
« lui appartient, si la découverte n'était pas *nouvelle* et il y aurait  
« là une sorte d'*obligation sans cause* ».

L'obligation, assumée par la Société, de conférer à l'inventeur un monopole temporaire d'exploitation semble avoir pour cause la nouveauté de l'invention ou de la découverte apportée à la collectivité par l'inventeur, car la Société n'a que faire d'une découverte ou d'une invention qui n'est pas nouvelle, qui appartient comme on dit « au domaine public », c'est-à-dire à la collectivité elle-même.

Comment, dans ces conditions, concevoir que la Société puisse récompenser un inventeur qui lui apporte ce qu'elle a déjà, c'est-à-dire qui ne lui apporte rien ?

**98. Rapport Barthélémy.** — Le marquis de Barthélémy disait également dans le rapport présenté par lui le 20 mars 1843 devant la Chambre des pairs : « le brevet est usurpé lorsque l'invention  
« manque de nouveauté car, dans ce cas, le prétendu inventeur,  
« loin d'enrichir la Société d'une découverte, tend à enlever à  
« l'industrie, à son profit particulier, une part du domaine public  
« qu'elle a le droit d'exploiter ; tout le monde doit alors être  
« libre d'attaquer un brevet ainsi fondé sur une *fausse cause*. »

**99. Rapport Dupin.** — Philippe Dupin, rapporteur de la loi du 5 juillet 1844 devant la Chambre des députés, avait eu la même conception.

Si l'on se reporte au rapport présenté à la séance du 5 juillet 1843 et au passage relatif aux nullités et déchéances, on peut lire les lignes suivantes, à notre avis, révélatrices de la pensée du rapporteur :

« C'est encore une disposition profonde en rapport avec le

« principe de la loi, que celle de l'article 30 qui ne veut pas qu'on  
 « considère comme nouvelle toute découverte, invention ou  
 « exploration qui, en France ou à l'étranger, aurait reçu, anté-  
 « rieurement à la date de dépôt de la demande, soit par la presse,  
 « soit par la gravure, soit par une exploitation connue, soit par  
 « tout autre mode de manifestation, une publicité suffisante pour  
 « pouvoir être exécutée avec ces seuls secours. En effet, les avan-  
 « tages du monopole accordé au breveté sont le prix d'une révé-  
 « lation industrielle dont il dote la Société. Mais la Société ne lui  
 « doit rien si elle ne reçoit rien de lui. Le brevet serait alors un  
 « effet sans cause ».

Les derniers mots sont particulièrement nets ; ils seraient d'ailleurs encore plus précis si l'on pouvait lire : « en effet » au lieu de « un effet ».

Quoi qu'il en soit, il est impossible de ne pas voir que Dupin avait pressenti que la cause était le principe théorique susceptible d'expliquer la nullité d'un brevet d'invention pour défaut de nouveauté. D'ailleurs, l'interprétation que l'on peut lire dans le Répertoire méthodique et alphabétique Dalloz (1) est la suivante : « le brevet en pareil cas (lorsqu'il y a défaut de nouveauté) serait *sans cause*, et, partant, sans valeur ».

Il est donc permis de penser que, bien que la notion de cause ne figurât pas dans le texte de la loi de 1844, ce concept n'en était pas moins présent à l'esprit des rédacteurs comme à celui des divers rapporteurs de la loi.

C'est, comme nous le verrons, ce concept qui permet véritablement de pénétrer la raison profonde des dispositions, parfois déroatoires au droit commun, de la loi de 1844.

**100. II. Doctrine.** — La doctrine ignore presque complètement, l'influence du concept de cause en propriété industrielle.

Nous avons indiqué, précédemment, les principales raisons qui ont contribué à la non apparition de la cause dans notre matière.

(1) *Rép. Dalloz*, 1847, n° 55, p. 576.



**101. Des droits acquis par les tiers.** — De plus, la nullité, pour défaut de nouveauté, peut s'expliquer sans l'aide de la notion de cause. Elle est justifiée en effet, pour la majorité des auteurs, par la nécessité de protéger les droits des tiers (1). Comme le disent les auteurs belges Picard et Olin (2) : « le défaut de nouveauté coïncide toujours avec des droits acquis à des tiers « sur l'invention ».

La conséquence logique de ce système est qu'il faut sanctionner le défaut de nouveauté de l'invention par la nullité du brevet, dans un intérêt de protection de la sécurité des tiers.

**102.** — Pouillet se contente de rappeler l'opinion de Picard et Olin. Il donne pourtant, dans une note en bas de page (3), l'explication de Dupin, rapporteur de la loi, mais il mentionne que cette explication apparaît contestable à certains auteurs. Il cite également, sans s'y appesantir, un arrêt de cassation (4) reproduisant les paroles du rapporteur, arrêt que nous reprendrons ultérieurement plus en détail.

**103. La règle de la mutualité des valeurs.** — Un auteur ancien, spécialiste des plus réputés de la propriété industrielle pour la clarté de son esprit et la netteté de ses conceptions, Claude Couhin (5), a perçu que la propriété industrielle, enseignée dans nos facultés comme un élément du droit commercial complémentaire, avait pour fondement le concept de cause et le principe de causalité.

Claude Couhin allait d'ailleurs plus loin. Il semble avoir reconnu que la cause domine toute la propriété intellectuelle qui comprend dans son sein la propriété industrielle : « toute valeur,

(1) Voir en ce sens : Allart, n° 51 ; G. Huard, t. II, p. 67 ; Pouillet, n° 371 ; Massius, *Traité des brevets d'invention*. Paris, 1931, n° 1022.

(2) Picard et Olin, *Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle*, 1869, n° 137.

(3) Pouillet, p. 475, voir note en bas de page.

(4) Cass. 12 janv. 1865, Joly c. Bertre ; cf. *infra*, n° 112.

(5) Cl. Couhin, *De la propriété industrielle artistique et littéraire*. Paris, 1894, t. I, *Introd.*, pp. XIII et s.

« dit ce juriste, est la propriété de celui qui la crée ; il ne peut la  
 « perdre, légitimement, qu'en retour d'une autre valeur, libre-  
 « ment offerte et acceptée... la *mutualité des valeurs* est une règle  
 « d'éternelle justice, antérieure et supérieure à toutes les lois  
 « écrites, qu'on ne saurait méconnaître sans violer la conscience  
 « du genre humain ». La règle de la mutualité des valeurs, dont  
 parle Couhin, n'est autre que le principe de causalité qui ne  
 serait d'après Maury, comme nous l'avons indiqué, que la tra-  
 duction d'un principe supérieur d'équité, la mise en œuvre, dans  
 le droit, de la justice commutative.

« Chaque jour, dit encore Couhin, voit éclore des conceptions-  
 « mères *nouvelles*... Elles constituent aussi des valeurs. Ces va-  
 « leurs capitales... sont la propriété de ceux qui les ont créées,  
 « propriété garantie par l'axiome fondamental : produit pour  
 « produit, service pour service, valeur pour valeur. » Cet axiome,  
 Couhin en trouve l'origine dans la magnifique formule de classi-  
 fication des contrats innomés du droit romain, formule qui a été,  
 comme nous l'avons montré, à l'origine de la notion de cause en  
 droit civil : *do ut des* — *do ut facias* — *facio ut des* — *facio ut*  
*facias*, c'est-à-dire : produit pour produit — produit pour ser-  
 vice — service pour produit — service pour service.

**104. A. Du manque de cause de l'obligation assumée par la Société.** — Comment ne pas voir, en effet, que la Société ne contracte avec un inventeur qu'à une condition : la nouveauté de l'invention apportée par ce dernier. Si l'invention n'est pas nouvelle au jour de la formation du contrat entre l'inventeur et la Société, cette dernière a déjà connaissance de l'invention ; l'inventeur ne lui apporte rien qu'elle ne possède déjà.

La collectivité, représentée par le ministre signataire de l'arrêté constituant le brevet d'invention, ne peut donc pas accorder à l'inventeur un monopole d'exploitation contre la révélation d'une découverte manquant de nouveauté. L'absence de nouveauté se traduit par le manque de cause de l'obligation assumée par la Société ; en conséquence, d'après la loi de causalité reliant les obligations réciproques des parties, ce manque de cause

entraîne la chute de tout le contrat, c'est-à-dire la nullité du brevet. Telle est l'explication fournie, comme nous l'avons vu, par le rapporteur de la loi de 1844 devant la Chambre des députés et reprise par certains auteurs tels que Rendu et Delorme (1).

**105. A. Huard reproduit en partie les paroles du rapporteur de la loi de 1844.** — « Toutes les causes de nullité, dit-il, portent « leur explication avec elles-mêmes. C'est encore une disposition « parfaitement en rapport avec le principe de la loi, que celle de « l'article 30... En effet, les avantages du monopole accordé au « breveté sont le prix d'une révélation industrielle dont il dote « la Société, mais la Société ne doit rien si elle ne reçoit rien de « lui, le brevet serait alors un *effet sans cause* (2). »

**106. Renouard rapproche le brevet d'un contrat dont les conditions sont fixées par la loi de 1844 (3).** — Nous retrouvons-là une pensée que nous avons développée précédemment, en indiquant la nature administrative du contrat que la Société passe avec l'inventeur lorsqu'elle lui délivre un brevet d'invention. La loi de 1844, disions-nous, constitue en quelque sorte, le cahier des charges et conditions générales de ce contrat particulier. C'est un peu la même idée qu'exprimait Renouard.

Cet auteur dit encore : « Lorsqu'il n'y a pas nouveauté, l'obligation de la Société, si elle en avait pris une en délivrant un « brevet, serait *sans cause*. Aussi la loi a-t-elle eu soin de dire que,

(1) Rendu et Delorme, *Traité pratique de droit industriel*, 1855, n° 435, p. 230 : « La Société n'accorde sa protection qu'à l'inventeur véritable « qui lui apporte ce dont elle n'était pas encore en possession ; elle ne « doit rien, au contraire, à ceux qui lui apportent ce qui, déjà, lui appartenait. Dès lors qu'une invention présentée comme telle est connue « pour quelque cause que ce soit, il n'y a pas nouveauté et le brevet est « nul. »

(2) A. Huard, *Répertoire de législation et de jurisprudence en matière de brevets d'invention*. Paris, 1863, paragr. 1, p. 249.

(3) Renouard, *Traité des brevets d'invention*, 3<sup>e</sup> éd., 1865, p. 238. « La « loi a écrit, avec la généralité de ses formules les conditions du contrat par « lequel la Société achète pour le public la jouissance d'une invention, « en la payant par la concession d'un privilège. »

« ce cas advenant, le brevet quelle que puisse être sa régularité  
« en la forme, constituera, au fond, un acte illégitime, insignifiant  
« et nul. »

Il est difficile de mieux expliquer le fondement de la nullité pour défaut de nouveauté, c'est-à-dire le fondement de l'alinéa premier de l'article 30 de la loi de 1844.

**107. Ancienneté et imperfection de l'explication de Philippe Dupin.** — Un auteur moderne M. Massius, reconnaît également que, dans l'esprit du législateur de 1844, c'était bien le manque de cause qui expliquait la sanction du défaut de nouveauté de l'invention. Mais, il se hâte d'ajouter que cette explication a vieilli et justifie imparfaitement la nullité du brevet délivré pour une invention sans nouveauté (1).

**108. Opinion de M. Percerou.** — Nous tenons enfin à donner l'avis d'un de nos grands spécialistes en propriété industrielle, le professeur Percerou, membre du Comité technique de la propriété industrielle. Ce juriste enseigne que, si au jour où l'inventeur propose son invention à la Société celle-ci a déjà connaissance de l'invention, l'inventeur ne lui apporte plus rien. Elle ferait en effet un marché de dupe si elle accordait à l'inventeur un monopole contre la révélation d'une découverte déjà connue d'elle. « L'engagement de la Société, dit M. Percerou, serait nul, *faute de cause*, puisque, dans les contrats synallagmatiques, l'engagement d'une partie a pour cause la prestation fournie par l'autre (2). »

Le savant professeur applique ici au contrat synallagmatique que constitue le brevet d'invention la théorie classique de la cause telle que nous l'avons exposée précédemment.

**109. B. Du manque de cause de l'obligation assumée par le breveté.** — La nouveauté de l'objet que constitue l'invention

(1) Massius, *Traité des brevets d'invention*, n° 1022.

(2) J. Percerou, *Cours de droit commercial complémentaire*, 1936-1937, pp. 242 et 243.



est vraiment, à notre avis, la cause de l'obligation de la Société, de même que l'exclusivité du droit d'exploitation est la cause de l'obligation du breveté.

Nous parlerons en détail, à propos des causes de nullité, de l'exclusivité du droit conféré au breveté (1).

**110. C. Du manque de nouveauté et de l'absence d'aléa. —**

Si l'on se souvient, d'ailleurs, de la nature particulière attribuée au concept de cause en droit civil, dans les contrats aléatoires, pour lesquels l'absence de cause est synonyme de l'absence de risque ou d'aléa, on se rend compte facilement que la cause du brevet d'invention doit bien être la nouveauté, puisque, lorsque l'invention est dépourvue de nouveauté, il n'y a certainement ni espoir de gains, ni risque de pertes pour aucune des parties au contrat.

Pour les contrats aléatoires, avons-nous dit également, la cause paraît bien n'être qu'une manière d'envisager l'objet ; c'est un aspect particulier de ce dernier. De même dans notre matière la nouveauté est à ce point un aspect de l'invention que la loi a toujours soin d'associer le caractère de nouveauté, aux objets brevetables que constituent le moyen, l'application et le produit industriel.

La nouveauté, élément essentiel de la brevetabilité, en est presque une face qu'il importait d'examiner à part, étant donné son importance.

**111. III. Jurisprudence. —** La jurisprudence, pas plus d'ailleurs que la doctrine, ne se sont attachées au fondement causaliste de la notion de nouveauté. Elles se sont servies de l'article 31 de la loi de 1844, sans chercher plus loin. C'est seulement dans quelques espèces anciennes que l'on voit apparaître l'origine de cette cause de nullité.

Avant la mise en vigueur de la loi de 1844, sous l'empire de la loi de 1791, quelques arrêts avaient considéré le défaut de nou-

(1) Cf. *infra*, chap. VII.

veauté comme une absence de cause entraînant la nullité du brevet. C'est ainsi que la Cour de Bruxelles a jugé que, lorsque la matière première à employer, les produits à obtenir et les moyens de fabrication étaient connus dès avant la demande du brevet, celui-ci était sans cause (1).

Dans le même sens, nous signalons un arrêt de la Cour de Douai, d'après lequel la divulgation de la découverte, antérieurement au dépôt de la demande, ne laisse plus de cause au brevet (2).

Notons encore, pour la netteté de ses attendus, un jugement du tribunal civil de la Seine qui fut confirmé par un arrêt de la cour de Paris, en date du 11 août 1836. Les motifs ont été repris, après cassation des pourvois formés contre l'arrêt de la cour de Paris, par la cour d'Amiens statuant en cour de renvoi (3).

« Attendu en droit, disait le tribunal civil de la Seine, que tout « brevet d'invention renferme un *véritable contrat synallagmatique*, entre le véritable inventeur ou celui qui se dit tel et la « Société représentée par le gouvernement ; que l'inventeur « s'engage envers la Société à lui faire la livraison d'une invention *nouvelle*, d'une véritable découverte, et que la Société « s'oblige, à son tour, envers l'inventeur à le faire jouir *exclusivement* de sa découverte pendant un certain temps ;

« Que si le prétendu inventeur au lieu d'une découverte nouvelle ne donne à la Société qu'une découverte déjà consignée « et décrite dans des ouvrages imprimés et publiés... le prétendu inventeur est alors déchu de son brevet... parce que, ne « livrant réellement rien à la Société qui était déjà ou allait « être, sans avoir besoin de sa coopération, en possession de sa « découverte, il ne peut pas garder le privilège qui lui a été « accordé comme prix de la découverte qu'il devait livrer, et « qu'il est déchu de son brevet, parce que le privilège est reconnu « avoir été accordé *sans cause*. »

(1) C. de Brux., 21 nov. 1837, Hauman c. Vermeire ; voir Renouard, n° 45.

(2) C. de Douai, 27 nov. 1841, Hamoire c. Massy, Cass. req. 20 mai 1844, *Rép. Dalloz*, 1847, p. 578, n° 63 ; voir note en bas de page.

(3) Cass. civ. 13 févr. 1839, C. d'Amiens, 18 mai 1839, *Rép. Dalloz*, 1847, p. 576, n° 61 et note (2).

La rédaction des attendus est particulièrement claire et permet de comprendre l'état d'esprit du législateur de 1844 pour lequel ces espèces faisaient jurisprudence.

**112. Arrêt Joly.** — Sans insister davantage sur des arrêts aussi anciens nous porterons notre attention plus spécialement sur un arrêt de la Cour suprême (aff. Joly c. Bertre), dans lequel la Chambre criminelle de la Cour régulatrice a consacré, en se référant aux paroles prononcées par le rapporteur de la loi de 1844, l'explication que nous produisons de la nullité pour défaut de nouveauté (1). Nous nous attarderons un peu plus sur cet arrêt ainsi que sur l'arrêt de la cour d'Amiens qui a jugé en cour de renvoi.

Les faits de la cause ne présentent pas un intérêt particulier. Il s'agissait d'un procédé de teinture des époutils des étoffes de laine, procédé qui avait fait l'objet, le 22 juillet 1854, d'un premier dépôt en Belgique et d'un second dépôt en France le 4 mai 1855, après la publication en Belgique du premier brevet ; les objets des brevets étaient sensiblement les mêmes. Le moyen de défense invoqué par l'appelant Bertre devant la cour de Paris avait été, en dernier lieu, la nullité du brevet Joly pour défaut de nouveauté, du fait de la divulgation résultant de la publicité légale donnée audit brevet en Belgique. La cour de Paris, tout en ordonnant une expertise sur le fond, avait repoussé ce moyen de nullité. Bertre s'était alors pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour de Paris. La Chambre criminelle de la Cour suprême a cassé l'arrêt précité à son audience du 12 janvier 1865, après avoir entendu le rapport du conseiller Nouguier et les conclusions de l'avocat général Bédarride. Dans ses attendus, la Cour suprême fait une analyse juridique à notre avis très profonde et très exacte de la nature du contrat que passe l'inventeur avec la collectivité lorsque cette dernière lui délivre, par arrêté ministériel, ce titre qui porte le nom de brevet d'invention.

(1) Cass. crim. 12 janv. 1865, *D. P.* 1866.1, p. 407, *S.* 1865.1, p. 99, *Ann.*, 1865, p. 230.

Nous détachons des attendus le passage suivant :

« Attendu que la disposition de ce dernier article est, dans  
 « toutes ces parties, générale et absolue ; qu'en premier lieu,  
 « elle subordonne la validité de tout brevet, qu'il soit pris pour  
 « la première fois en France, ou qu'il ait été déjà pris à l'étranger,  
 « à la nouveauté de la découverte, invention ou application,  
 « pour laquelle il est demandé ;

« Que c'est au prix de cette nouveauté, qui enrichit le domaine  
 « public d'une véritable révélation industrielle, que la loi ajourne  
 « le bénéfice devant en résulter pour tous en accordant à l'inven-  
 « teur un droit exclusif pendant un temps déterminé ; mais que  
 « cette concession n'aurait aucune raison d'être et serait, comme  
 « le disait le rapporteur de la loi à la Chambre des députés *une*  
 « *sorte d'effet sans cause*, si l'inventeur prétendu n'apportait  
 « rien en échange au domaine public, en d'autres termes, si la  
 « prétendue découverte, invention ou application avait reçu  
 « antérieurement une publicité suffisante pour pouvoir être  
 « exécutée. »

**113. Arrêt de la cour d'Amiens.** — L'attendu de la Cour de cassation — nous reprenons les termes mêmes de cet attendu — dit, en parlant du brevet invalidé pour défaut de nouveauté que ce serait une sorte « d'effet sans cause ». Cette expression est reprise et améliorée par la cour d'Amiens qui a statué sur l'appel de Bertre par suite du renvoi prononcé par l'arrêt de Cassation précité (1).

Nous relevons dans les considérants les lignes suivantes qui sont, en quelque sorte, le développement naturel de la pensée même de la Cour suprême : « Considérant encore que le brevet  
 « n'est pas seulement le prix d'une heureuse invention mais la  
 « récompense de la révélation d'une découverte ; qu'ainsi pour  
 « être breveté il faut que l'invention soit nouvelle et n'ait pas  
 « reçu en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date

(1) C. d'Amiens, 30 mars 1865, Joly c. Bertre, *Ann.*, 1865, p. 233.



« du dépôt de la demande, une publicité suffisante pour pouvoir  
« être exécutée » ;

« Que la loi n'a pas voulu définir en termes plus précis le  
« caractère légal de la publicité et a confié aux tribunaux le soin,  
« d'une part, de protéger les inventeurs contre les antériorités  
« prétendues, ne résultant que de vagues théories ou d'inventions  
« incomplètes, sans sortir de la spéculation pour entrer dans le  
« domaine de la pratique ; de l'autre, de garder au public toutes  
« les connaissances de l'esprit humain sans permettre aux pla-  
« giaires de revendiquer l'honneur et le profit d'une découverte  
« qui ne vient pas d'eux, sans permettre même aux inventeurs  
« sérieux de réclamer pour eux seuls l'exploitation privilégiée  
« d'une invention, après qu'ils ont libéralement divulgué, dans  
« l'intérêt de tous, leur procédé d'exécution ».

« Qu'il faut donc, lorsqu'une antériorité est opposée, recher-  
« cher si la publicité était suffisante pour permettre aux hommes  
« de l'art, avant la demande du brevet, d'exécuter l'invention ;  
« que l'inculpé n'est pas tenu de justifier d'une connaissance  
« personnelle et directe, au moment de la contrefaçon, de la  
« publicité qu'il oppose, puisque cette circonstance seule, lors-  
« qu'elle est établie, a pour résultat nécessaire d'annuler, *faute*  
« *de cause*, le brevet en vertu duquel il est poursuivi, quelle que  
« soit d'ailleurs sa bonne ou mauvaise foi. »

Dans cet arrêt la théorie est nettement dégagée.

**114. Arrêt de la cour de Rennes.** — Nous citerons également un arrêt de la cour d'appel de Rennes, rendu le 9 janvier 1865 dans l'affaire en contrefaçon Joly c. Grison (1).

Il s'agissait toujours du brevet Joly relatif à des procédés ayant pour but la teinture des époutils des étoffes de laine. Le défendeur en contrefaçon, Grison, avait opposé la nullité du brevet Joly et du certificat en vertu desquels avaient lieu les poursuites. Le tribunal civil de Rennes avait déclaré nuls et de nul effet le brevet et le certificat d'addition pris par Joly en France.

(1) C. de Rennes, 9 janv. 1865, Joly c. Grison, *Ann.*, 1865, p. 226.

Sur l'appel de Joly, la cour de Rennes rendit un arrêt confirmatif en son audience du 9 janvier 1865, arrêt dont nous extrayons les considérants suivants, dans lesquels la cour a donné l'absence de cause comme fondement à la nullité d'un brevet dépourvu de nouveauté :

« Considérant que cette circonstance de toute absence de  
« publicité est substantielle en cette matière ; qu'on ne compren-  
« drait pas, en effet, qu'un droit exclusif d'exploitation, c'est-à-  
« dire un véritable monopole fût accordé pour l'application d'une  
« découverte qui serait déjà tombée dans le domaine public,  
« car ce droit particulier ne s'explique et ne se justifie que tout  
« autant que le gouvernement qui le confère reçoit en échange  
« une révélation industrielle utile à la Société ; sans quoi le  
« brevet accordé *manquerait de cause et de base légitime.* »

La rédaction du considérant est particulièrement claire et à tout le moins aussi nette que celle de l'attendu précité de la cour d'Amiens.

**115. Conclusion.** — Telles sont les rares espèces de jurisprudence où le magistrat ait vu, dans la nouveauté, la cause de l'obligation de la Société.

On trouve d'autres espèces dans lesquelles la cause est prise dans le sens de *moyen* par opposition au *résultat* ou à l'*effet*. Ces espèces ne sauraient naturellement nous intéresser (1).

En pratique, la jurisprudence a fait application du concept de cause en assimilant, sans s'en rendre compte, la cause au but visé par les parties.

Comme en droit civil, la jurisprudence ne s'est pas contentée de considérer la cause comme un élément de validité du contrat, mais encore parfois comme un élément d'exécution. C'est ce que nous constaterons au cours du paragraphe suivant dans lequel nous parlerons du concept *jurisprudentiel* de la cause en propriété industrielle (2).

(1) C. de Paris, 21 févr. 1856, brevet Florimond, *Ann.*, 1856, p. 80.

(2) Cf. *infra*, § 8, nos 127 et s.

Nous avons vu, en étudiant, très rapidement il est vrai, les contrats aléatoires du droit civil, que la notion de cause dans ces contrats devait plutôt se manifester par son rôle sur la formation du contrat et non sur son exécution, ni sur ses effets. Il en est de même, à notre avis, en propriété industrielle. Juridiquement et étant donné le caractère aléatoire du brevet d'invention, ne devraient venir en ligne de compte, pour les causes de nullité, que les faits antérieurs à la formation du contrat.

En fait, il n'était pas possible — et le législateur lui-même s'en est aperçu puisqu'il a prévu formellement des causes de déchéance spéciales au brevet d'invention — de ne pas tenir compte des divers buts visés par les parties en contractant. On ne peut pas interpréter un contrat, quel qu'il soit, sans se pencher sur les motifs ou sur les mobiles qui ont poussé les contractants à s'unir juridiquement ; la jurisprudence l'a très bien compris, en propriété industrielle ; nous expliquerons son état d'esprit en analysant le résultat industriel et en recherchant les raisons qui ont poussé le législateur à unir ce concept de résultat industriel au moyen, à l'application ou au produit, formant l'objet du brevet.

§ 8. — *Le caractère industriel. Son fondement dans la notion de cause.*

**116. I. La loi et les travaux préparatoires.** — D'après les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi de 1844, le mot « industriel » est associé étroitement à l'objet du brevet.

L'article premier parle, en effet, d'une découverte ou d'une invention *dans tous les genres d'industries*.

D'après l'article 2 sont considérées comme inventions ou découvertes nouvelles :

« L'invention de nouveaux produits *industriels* ;

« L'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle  
« de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un pro-  
« duit *industriel*. »

Ce mot « industriel », que nous détachons, à dessein, des ar-

tibles 1<sup>er</sup> et 2 précités, a un sens profond que nous allons essayer de dégager.

**117. L'invention doit appartenir au domaine des faits. —**

Après la nouveauté, la condition essentielle, pour qu'une invention soit brevetable, est qu'elle puisse être industriellement utilisée, en un mot, qu'elle fasse partie du domaine de l'industrie (1).

La loi précise encore la nécessité du caractère industriel de l'invention dans son article 30 d'après lequel seront nuls les brevets portant sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les *applications industrielles*. Il y a lieu de voir dans cette exigence de la part du législateur de 1844 la volonté que l'invention ou la découverte brevetable appartienne au domaine des faits, au monde matériel et non au domaine des abstractions, au monde de la pensée.

Dans le contrat que passe l'inventeur avec la Société, cette dernière ne consent à donner au breveté un monopole temporaire d'exploitation qu'à la condition de tirer de la découverte ou de l'invention un avantage effectif, palpable ; la Société protège celui qui accroît ses richesses matérielles, elle ne s'intéresse pas à l'inventeur, à l'artiste, au savant, en un mot au créateur intellectuel qui accroît la somme de ses connaissances théoriques.

Les travaux préparatoires de la loi de 1844 sont intéressants à examiner pour connaître l'état d'esprit du législateur de l'époque. Cunin-Gridaine, dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des pairs le 10 janvier 1843, écrivait que la pensée ne pouvait être l'objet d'un droit privatif, que seule la matière pouvait constituer l'objet d'un brevet (2). « La pensée, disait-il, « n'est la propriété de celui qui l'a conçue que tant qu'elle ne « s'est pas produite au dehors ; ... une fois mise au jour et « livrée au monde elle appartient au monde ; ... la *matière seule* « peut être saisie, occupée, retenue. »

(1) Pouillet, n° 7.

(2) Rapport présenté par M. Cunin-Gridaine à la Chambre des pairs, le 10 janvier 1843.



De même, Philippe Dupin, dans son rapport devant la Chambre des députés précisait que le domaine d'application de la loi de 1844 se trouvait dans la région des faits. La loi, selon lui, avait été faite dans l'intérêt de l'industrie et non dans celui de la science (1).

Suffit-il d'ailleurs de dire, pour définir le caractère industriel d'une invention qu'elle doit appartenir au domaine des faits ? A la vérité, nous ne le croyons pas. Cherchons ce qu'entendent les divers auteurs par caractère industriel.

**118. II. Doctrine.** — Pouillet (2) se pose la question de savoir s'il suffit pour qu'une invention soit brevetable qu'elle se rattache par son objet à l'industrie. Il prend comme exemple un brevet pris pour une machine à peigner la laine, c'est-à-dire pour un objet industriel et par suite brevetable, et il se demande si le lien de cette machine avec l'industrie est suffisant pour assurer la validité du brevet. Cela revient à chercher si l'on doit voir dans le caractère industriel ce que la loi paraît entendre dans son article 1<sup>er</sup> : une invention dans un genre particulier *d'industrie*. Pouillet ne le croit pas et, tout en faisant remarquer qu'il n'est pas nécessaire que la machine envisagée constitue un progrès sur l'état antérieur de la technique ou même, si, en sens inverse, elle est en retard sur la technique de son temps, il met en lumière la nécessité de l'existence d'un résultat industriel quel qu'il soit, si peu important soit-il, pourvu qu'il existe réellement. « Si la loi, » dit-il, ne considère pas l'importance ou la perfection du résultat, elle exige du moins qu'il y ait un *résultat* plus ou moins

(1) Rapport présenté par Philippe Dupin, rapporteur de la loi de 1844 devant la Chambre des députés : « la loi est faite *dans l'intérêt de l'industrie* et non dans l'intérêt de la science. Son domaine est dans la *région des faits* et non dans celle des abstractions. Elle ne peut ni ne doit s'appliquer qu'à un objet matériel saisissable, transmissible, ou à un procédé applicable, déterminé, conduisant à un *résultat industriel quelconque*. D'ailleurs les principes, les méthodes, les systèmes sont du domaine de la pensée. Il est impossible d'en assurer la possession exclusive à un seul ; ils n'en sont susceptibles que lorsque des hauteurs de la théorie, ils descendent dans les réalités de l'application. »

(2) Pouillet, n° 13.

« complet, plus ou moins utile, mais effectif, réel ; c'est ce qui  
« nous paraît clairement ressortir des termes de l'article 2 lors-  
« qu'il parle de *produit industriel*, de *résultat industriel*. Si donc  
« l'invention est impraticable, si elle n'est pas pratiquement  
« réalisable, elle ne saurait faire l'objet d'un brevet valable. »  
Telle est, ramassée en une formule synthétique remarquable, la  
pensée de Pouillet sur ce qu'il convient d'entendre par caractère  
industriel d'une invention.

**119. Inutilité du progrès technique.** — Il ne suffit pas que  
l'objet se rattache, d'une manière quelconque à l'industrie, il  
faut encore qu'il y ait un résultat industriel tangible quel que  
soit la valeur ou le mérite de ce résultat.

Disons tout de suite que la loi française se distingue par là de  
certaines législations étrangères et, plus particulièrement, de la  
législation allemande qui exige pour le résultat une utilité, se  
traduisant par la présence d'un progrès technique. Cette exigence  
ne se retrouve nullement dans la loi française ; la jurisprudence  
française également, comme nous le montrerons, s'écarte, par là,  
nettement des jurisprudences germaniques et anglo-saxonnes.

**120. L'invention doit donner un résultat industriel.** — Un au-  
teur ancien, Blanc (1) partage l'avis de Pouillet. « Il importe,  
dit-il, pour la validité du brevet, que l'application industrielle  
indiquée par le breveté soit réalisable par les moyens qu'il spé-  
cifie. »

L'exigence du caractère industriel se traduit donc par l'exis-  
tence d'un résultat industriel et a pour conséquence immédiate  
la non-brevetabilité d'une invention dépourvue de caractère  
industriel, c'est-à-dire d'une invention ne permettant pas d'ob-  
tenir un résultat industriel quel qu'il soit. Telle est la conclusion  
à laquelle est amené Blanc. Toute la doctrine est dans ce sens.  
M. Percerou (2) se rattache également à cette doctrine, dans le  
cours qu'il professe à la Faculté de droit de Paris.

(1) Blanc, n° 479.

(2) J. Percerou, *Cours de droit commercial complémentaire*, 1936-1937,

**121.** Il est inutile que l'invention soit industrielle, à la fois en ce qui concerne son objet et le résultat qu'elle procure. — Ainsi que nous venons de le voir, la plupart des auteurs estiment nécessaire que l'invention brevetable non seulement se rattache à l'industrie par son objet, mais encore produise un résultat industriel (1).

Le caractère industriel devrait donc se porter à la fois sur l'objet et sur le résultat. La loi de 1844 parle, en effet, dans son article 2, de « produit industriel » et de « résultat industriel ».

Mais il est inutile, à notre avis, d'exiger que l'invention soit industrielle par son objet et par son résultat car, en réalité, dès qu'une invention permet d'obtenir par son exploitation un résultat industriel, elle se rattache à l'industrie et il n'y a aucun intérêt à rechercher si son objet est industriel ; il le sera nécessairement et, comme le dit Mainié (2) : « une invention peut être « dite industrielle toutes les fois qu'elle rend à l'industrie un « service quelconque. »

**122. Fondement du caractère industriel.** — L'explication de la nécessité pour une invention brevetable de posséder un caractère industriel est très simple lorsqu'on se souvient du caractère contractuel du brevet d'invention, caractère rappelé par les travaux préparatoires.

Il est clair que la Société ne peut accorder à l'inventeur un monopole d'exploitation qu'à la condition que l'invention, à elle apportée par le breveté, puisse être exploitée dans l'industrie, ce qui implique l'existence d'un résultat ou d'un produit industriel dont la Société pourra tirer bénéfice à l'expiration du monopole conféré au breveté.

p. 224. « De la nécessité du *caractère industriel* de l'invention, il résulte « encore que le brevet délivré pour une machine qui ne marcherait pas, « qui ne permettrait point d'obtenir un produit ou un résultat industriel, « serait nul. »

(1) Voir également : Allart, n° 5 ; Massius, n° 73 ; A. Picard, *Précis de brevetabilité*, 1<sup>re</sup> éd. Paris, 1928, pp. 3 et 15.

(2) Mainié, t. I, n° 90.

**123. Caractère complexe du résultat industriel.** — Le mot « industriel » employé par le législateur de 1844 recouvre plusieurs acceptions car il s'applique à des concepts différents.

Ce que la loi, la doctrine et la jurisprudence entendent par résultat industriel est en effet, non seulement le résultat immédiat, celui qui est le plus près de l'objet ou du produit et que certains appellent la fonction ou le rôle du moyen, du procédé ou encore du produit, mais encore le résultat industriel lointain, voire même l'avantage économique ou pécuniaire d'un procédé ou d'un appareil breveté.

Le premier résultat que nous appellerons « *effet technique* » est vraiment la manifestation tangible du caractère industriel dans le sens où l'entend le législateur de 1844.

Puis entre ce premier résultat et le résultat lointain, nous constaterons qu'il existe une véritable chaîne de résultats reliés les uns aux autres, disons-le tout de suite, par un lien de causalité, chacun d'eux étant la cause de l'autre, en prenant le mot cause dans son sens habituel et scientifique ; autrement dit, chacun d'eux est tour à tour : moyen et but (1).

**124. Le caractère industriel, but commun.** — Nous avons tenu à signaler dès maintenant cette complexité de la notion de résultat industriel car cette complexité se résoudra facilement lorsque nous ferons appel à la notion de cause, synonyme de but ; qu'est-ce en effet que ce caractère industriel qui se manifeste par l'existence d'un effet technique sinon un but visé à la fois par la Société et par l'inventeur ?

On peut dire également que le résultat industriel, qui, selon nous, comprend l'effet technique et toute la suite des autres résultats qui en sont la conséquence, est bien lui aussi un *but commun* visé par les parties au contrat que constitue le brevet d'invention.

**125. Le caractère industriel et la cause.** — Or, un semblable but est un aspect de la notion de cause si l'on se souvient de la

(1) Cf. *infra*, n° 148.



conception de M. Capitant ; c'est la cause considérée du point de vue social (1) alors que la nouveauté est plutôt la cause envisagée du point de vue individuel.

Nous verrons plus tard comment on peut réunir ces deux notions en apparence opposées.

Quoi qu'il en soit, en propriété industrielle comme en droit civil, si l'on entend par cause le but, même lointain, visé par les parties ou par la partie prépondérante, la Société, ce but doit rentrer dans le cercle juridique du contrat et son absence doit entraîner la nullité du brevet pour défaut de cause.

Nous disons la nullité de tout le brevet car d'après le principe de causalité, la chute de l'obligation de la Société doit entraîner celle de l'obligation du breveté et par suite la chute de tout le contrat dans le domaine public.

On peut ainsi justifier par le concept de cause, pris dans un sens large, la nullité, prononcée par la jurisprudence, d'un brevet pris pour une invention ne procurant pas de résultat industriel (2).

Mais, en propriété industrielle, il convient d'attribuer au concept de cause un caractère plus objectif et plus étroit, dans la mesure où l'on tient compte du caractère aléatoire du brevet d'invention.

**126. Le manque de caractère industriel et l'absence d'aléa. —**  
L'absence d'aléa qui se confond dans le contrat aléatoire avec le

(1) Cf. *suprà*, n° 36 : conception de M. Maury ; on peut également rapprocher de cette conception, la thèse de M. L. Le Grand qui fait remarquer, à juste titre, que la loi de 1844 exige qu'une invention soit *utile*, c'est-à-dire qu'elle corresponde à un besoin industriel ou encore à une demande de consommateur, pour être protégée. Cette idée d'utilité domine également, comme le fait remarquer l'auteur, la législation des marques de fabrique et de commerce, mais, dans ce cas, elle doit être associée au concept de rareté ou, si l'on préfère, à l'originalité, M. L. Le Grand, *Etude économique de la propriété industrielle*. Thèse Paris-Sirey, 1937, n° 44 ; voir également, nos 40 et s.

(2) *Comp. Trib. civ. Seine*, 18 févr. 1927. Paris, 26 mars 1930, Cass. req. 20 févr. 1933, Vve Bayeux et Jules Richard c. Sté l'Oxygett, Lesieur et Maudet, *Ann.*, 1933, p. 146. L'invention a été jugée non brevetable « *faute d'un résultat industriel* ».

manque de cause n'existe pas seulement lorsque l'invention est dépourvue de nouveauté mais encore lorsqu'il n'y a *aucun* résultat industriel, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas *d'effet technique*, car l'absence, au moment du dépôt de la demande, du premier résultat, appelé par nous effet technique, entraîne l'impossibilité d'obtenir ultérieurement toute la suite des autres résultats successifs, liés entre eux et au premier, et par voie de conséquence le résultat industriel qui les comprend tous.

Le manque d'effet technique, c'est-à-dire de caractère industriel, supprime toute chance de gain pour la Société à partir de la formation du contrat que cette dernière a passé avec l'inventeur.

On peut ainsi expliquer par le défaut de cause la non-validité et même la nullité du brevet pris pour une invention dépourvue de caractère industriel, c'est-à-dire impossible à exécuter ou ne fonctionnant pas: pas de but ou d'effet technique, pas de chance de gain ou de perte pour la Société, donc pas de contrat.

**127. III. Jurisprudence.** — La jurisprudence a suivi la doctrine, à l'unanimité et sans se rendre compte qu'elle créait un cas de nullité, en apparence non prévu par la loi, création qui serait contraire au principe, d'ailleurs admis par cette même jurisprudence, d'après lequel les nullités sont de droit étroit et que l'on ne saurait y ajouter.

Cependant, ainsi que nous le montrerons (1), l'examen fait par nous de la brevetabilité, sous l'angle de la notion de cause, permet d'expliquer d'une manière juridique comment un semblable cas de nullité est en réalité prévu implicitement par la loi dans son article 30, al. 6, la loi n'ayant fait qu'appliquer le droit commun et les principes d'équité et de justice, supérieurs à toute loi écrite, qui trouvent leur application en matière de contrat.

Comme nous l'avons déjà indiqué (2), en examinant l'influence sur le brevet d'invention de son caractère aléatoire, la jurispru-

(1) Cf. *infra*, chap. V.

(2) Cf. *supra*, n° 85.

dence en propriété industrielle s'est refusée à faire une place importante à la nullité pour cause illicite ; mais, en revanche, et c'est là où le concept de cause prend une physionomie particulière, propre à notre matière, elle prononce la nullité pour manque de résultat industriel ou pour impossibilité d'exécution sans toutefois justifier cette nullité par l'absence d'effet technique ; la jurisprudence utilise donc implicitement la théorie de la cause en prenant cette dernière dans le sens large, comprenant non seulement l'effet technique mais encore les autres résultats, plus ou moins lointains, dont l'absence lui paraît déterminante et essentielle pour refuser la brevetabilité.

**128. A. L'absence d'effet technique doit être appréciée au moment du dépôt.** — De plus, le résultat lointain tel par exemple que le rendement industriel, en apparence essentiel, disparaît parfois seulement après la formation du contrat.

Or, juridiquement, c'est au moment du dépôt de la demande de brevet que le magistrat devrait se placer pour apprécier le manque de caractère industriel.

Seul le vice inhérent à l'invention : son impossibilité d'exécution ou d'exploitation, c'est-à-dire son incapacité de produire un effet technique au moment du dépôt de la demande, en prenant en considération l'état de la technique à cette époque précise, devrait entrer en ligne de compte pour juger de la validité du brevet car il est de la nature d'un contrat aléatoire de laisser supporter le risque aux parties après la formation du contrat.

En particulier, l'impossibilité d'obtenir le rendement annoncé, lorsqu'elle se révèle après le dépôt du brevet, est un risque qui a été accepté par les parties et qui ne devrait pas entraîner la nullité du brevet.

En fait, si la jurisprudence et même parfois la doctrine n'opèrent pas de distinction entre l'effet technique et le résultat industriel proprement dit et si, dans certaines espèces, le magistrat déclare un brevet nul parce qu'il ne procure pas de résultat industriel, étant donné l'état de la technique à l'époque où l'absence de résultat s'est révélée, c'est, croyons-nous, par suite d'un état

d'esprit analogue à celui adopté par la jurisprudence civile pour les contrats passés en vue d'un but illicite lorsque le caractère illicite se révèle après la formation du contrat.

**129. La cause « jurisprudentielle ».** — En résumé on pourrait justifier un grand nombre de décisions de jurisprudence en prenant la cause dans son sens large que nous appellerons « jurisprudentiel » et en la considérant comme susceptible d'agir avant ou après la formation du contrat en remplissant simultanément, comme elle le fait en droit civil, selon M. Capitant, le double rôle d'élément de validité et d'élément d'exécution.

En réalité l'influence du caractère aléatoire du brevet d'invention doit limiter le concept de cause à un élément de validité du brevet, la cause étant plutôt, comme nous l'avons montré, le *premier résultat* ou l'*effet technique*. Il n'y a pas d'ailleurs, en général, grave inconvénient à confondre, comme le fait la jurisprudence, le résultat industriel avec l'effet technique car l'absence de résultat industriel résulte toujours d'un manque d'effet technique ou d'une impossibilité d'exécution inhérents à l'invention et existant par suite au moment du dépôt. Justifier la nullité d'un brevet par l'absence complète de résultat industriel ou par le manque d'effet technique revient bien au même, à condition d'entendre par résultat industriel, ainsi que nous l'avons fait, l'ensemble des résultats procurés par l'invention, y compris l'effet technique.

**130. Cas du manque de résultat après dépôt.** — Mais, il n'en est pas de même si, comme le fait souvent la jurisprudence, on entend par résultat industriel le résultat plus ou moins lointain qui paraît essentiel et déterminant. L'absence de ce résultat particulier ne résulte pas nécessairement du manque d'effet technique et n'entraîne pas la disparition de tout aléa.

On peut en effet concevoir un dispositif ne donnant pas le rendement industriel ou commercial annoncé par le breveté et susceptible néanmoins de fonctionner. Le brevet concernant un



tel appareil serait parfaitement valable bien qu'en apparence le résultat industriel, dans le sens où l'entend parfois la jurisprudence, ne paraisse pas atteint.

**131. Cas du manque d'effet technique au moment du dépôt. —**

Formulons au contraire l'hypothèse d'un brevet pris pour un compresseur d'avion, compresseur entraîné par les gaz d'échappement du moteur et réalisé en métal léger. Supposons que ce dispositif soit dans l'impossibilité de fonctionner étant donné l'état de la technique au moment du dépôt du brevet. L'inventeur a par exemple fait les ailettes de son compresseur en un métal qui ne résiste pas à la température des gaz d'échappement ; dix ans après on découvre un nouvel acier dont les caractéristiques permettent le fonctionnement du compresseur. Le breveté songe alors à utiliser son titre pour poursuivre un contrefacteur. Cette poursuite pourrait paraître fondée, à la jurisprudence, puisqu'au moment où l'action est intentée le compresseur fonctionne et procure tous les résultats annoncés.

Or, l'invention décrite dans le brevet ne procurait pas d'effet technique au moment du dépôt de la demande : le brevet manquait de cause à cette époque précise, en prenant le mot cause dans son sens restreint et objectif. Nul au début, le brevet ne peut pas ressusciter et la poursuite hypothétique que nous avons imaginée tombe, faute de base légitime.

L'application du nouvel acier au compresseur de notre inventeur constitue d'ailleurs une invention, nullement décrite par hypothèse dans son brevet, puisque cet acier était inconnu à l'époque du dépôt dudit brevet.

**132. B. Importance de l'examen de l'effet technique. —** Pour bien mettre en évidence les inconvénients qu'il y aurait à écarter les effets du caractère aléatoire du brevet d'invention en étendant le concept de cause depuis l'effet technique jusqu'au résultat plus ou moins lointain : industriel, économique et même commercial, nous étudierons rapidement un arrêt de la cour de Paris

qui a fait l'objet d'un pourvoi récent devant la Cour de cassation (1).

M<sup>me</sup> veuve Bayeux et M. Jules Richard qui étaient au droit d'un brevet d'invention français, déposé le 23 août 1911 par Bayeux et Richard sous le n° 433555 pour « un appareil distributeur automatique de gaz sous pression, plus particulièrement destiné aux applications thérapeutiques », avaient poursuivi en contrefaçon MM. Maudet et Lesieur, fabricants d'un appareil présentant de très grandes ressemblances avec l'objet du brevet précité. Ayant échoué en première instance, ils avaient fait appel devant la cour de Paris. Les intimés opposaient la nullité du brevet pour divulgation avant dépôt et impossibilité d'obtenir le résultat industriel annoncé par le breveté, à savoir : « permettre d'administrer l'oxygène en *quantités exactement déterminées* sous une pression réglée d'avance ».

Nous laisserons de côté la question de la nouveauté et nous nous attacherons uniquement au prétendu manque de caractère industriel.

**133. Recherche de l'effet technique.** — L'appareil décrit dans le brevet n° 433555 comportait en combinaison un certain nombre d'organes dont un manomètre-volumètre relié par une tubulure au réservoir d'oxygène et un manomètre disposé à la sortie de l'appareil sur le tube à injection. La cour a d'abord examiné, très correctement selon nous, si chaque organe, considéré isolément, produisait un effet technique ; en particulier, à propos du second manomètre, la cour a dit dans un de ses considérants : « le second manomètre ne peut lui non plus renseigner l'opérateur sur la quantité de gaz injecté, l'indication qu'il donne « étant fonction non seulement de la pression du gaz sortant du « dernier détenteur *mais de l'obstacle plus ou moins fort que ces « gaz rencontrent en pénétrant dans le milieu injecté* ».

Les indications du second manomètre variaient en effet avec la résistance des tissus dans lesquels l'injection devait être pra-

(1) Paris, 26 mars 1930 et sur pourvoi Cass. req. 20 févr. 1933, Vve Bayeux et autres c. Maudet et Lesieur, *Ann.*, 1933, p. 146.

tiquée. Cet appareil ne pouvait donc pas donner, à lui seul, l'effet technique recherché, c'est-à-dire l'indication précise de la quantité d'oxygène administrée.

Mais il ne suffisait pas d'examiner les divers organes indépendamment les uns des autres, il fallait encore rechercher si leur combinaison ou, comme l'a d'ailleurs fort bien dit la cour, « leur emploi simultanée, dans un ordre défini » produisait un effet technique.

C'est là où s'est manifesté l'inconvénient résidant dans la recherche du but lointain.

**134. Examen du résultat, — ses inconvénients.** — La cour a en effet jugé que le *résultat industriel* ne pouvait être procuré par la combinaison des divers organes et dans son appréciation elle s'est laissé entraîner par la considération des buts éloignés : l'application thérapeutique en vue de laquelle l'inventeur avait conçu son appareil et les conditions indispensables nécessitées par cette application, à savoir : la rapidité et la sécurité de l'injection sous-cutanée, rapidité et sécurité qui auraient pu être compromises par une opération rendue lente et peu pratique par des calculs compliqués, réunissant les indications des divers organes de mesure et relevant plus du laboratoire que de la pratique médicale.

Voici le considérant important : « que dans ces conditions  
« l'appareil du Dr Bayeux et de Richard pourrait tout au plus,  
« par la comparaison des diverses indications qu'il fournit, donner  
« dans un laboratoire, au prix de calculs compliqués, une indication  
« approximative de la quantité de gaz absorbée, mais qu'il  
« ne saurait que déterminer, dans des opérations nécessairement  
« plus rapides, une fausse sécurité ».

Cependant l'effet technique proprement dit, l'indication de la quantité de gaz absorbée, était bien obtenu en réunissant les indications données par le manomètre-volumètre et par le second manomètre, à condition, il est vrai, de faire un calcul ou de construire des tables numériques ou des abaques reliant les lectures fournies par les deux appareils de mesure précités. Il n'en est

pas moins certain que, sans modifier l'appareil et sans faire œuvre d'inventeur, on pouvait avoir une indication précise bien que d'une manière peut-être peu pratique ou peu rapide ; or comme il suffit qu'il y ait un effet technique, c'est-à-dire une cause, quelle que soit son importance, pour qu'il y ait brevetabilité, même si le résultat lointain n'est pas atteint, le prononcé de la nullité ne se justifiait, à notre avis, évidemment pas, puisqu'il n'y avait aucune impossibilité d'exécution inhérente à l'invention et que l'appareil Bayeux-Richard muni du second manomètre pouvait fonctionner.

**135. Intérêt de la considération du concept de cause.** — La Chambre des requêtes a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de Paris en déclarant que « l'arrêt qui décidait l'invention non brevetable *faute d'un résultat industriel* ne dénotait ni le sens, ni la portée du brevet visé ». La Cour suprême a jugé en droit et non en fait comme c'était son devoir.

La considération du concept de cause pris dans son sens étroit, synonyme d'effet technique, aurait, croyons-nous, empêché la cour de Paris de rendre une décision qui nous paraît critiquable.

**136. C. La mention de la cause dans le brevet n'est pas obligatoire.** — Il importe d'ailleurs de remarquer que l'inventeur n'est pas obligé de mentionner expressément dans le titre ou dans la description de son brevet la cause de ce dernier. Il suffit que cette cause existe, c'est-à-dire que l'invention produise un effet technique susceptible d'être obtenu par l'homme du métier en utilisant le texte de la demande et les dessins annexés.

**137. Arrêt du diabol.** — Dans l'arrêt de la Cour suprême, connu sous le nom d'arrêt du « diabol », il a été affirmé que le breveté n'était pas tenu de donner dans son titre l'explication du principe scientifique sur lequel reposait l'invention.

L'inventeur avait eu l'idée d'appliquer à un diabol des anneaux en caoutchouc jouant le double rôle d'amortisseurs et de volants. Dans la description du brevet était bien indiqué leur rôle d'amor-



tisseurs mais on avait omis de mentionner leur fonction de volants et les résultats qui en découlaient à savoir : la régularité et la prolongation du mouvement de rotation ainsi que la meilleure fixité dans l'espace de l'axe de rotation du « diabololo ».

La cause du brevet qui comprenait dans son sein cette double fonction d'amortisseur et de volant ne figurait donc pas complètement dans le texte de la description. Néanmoins, comme la cause existait réellement, puisque les résultats étaient obtenus par la seule application des anneaux en caoutchouc aux cônes du « diabololo », le brevet a été validé, la Cour suprême ayant rejeté le pourvoi tendant à faire admettre la nullité pour insuffisance de description (1).

Voici l'attendu important : « Attendu qu'il est constaté par « l'arrêt attaqué que le perfectionnement de l'ancienne toupie « double obtenu par Philippart a transformé ce jeu... que le « perfectionnement réalisé est le résultat du rôle d'amortisseur « et de volant rempli par l'organe appliqué pour la première fois « à l'ancien jeu, ce qui a pour effet, à raison de cette double fonction, de garantir la toupie contre les chocs et aussi de régulariser « et de prolonger son mouvement... attendu que si Philippart « n'a spécifié dans son brevet ni le rôle de l'anneau comme volant, « ni les effets produits à raison de cette fonction sur le mouvement « de rotation de la toupie, l'arrêt déclare à bon droit que le breveté n'était pas tenu de donner dans son titre l'explication « du principe scientifique sur lequel l'invention reposait pour « partie... qu'enfin l'arrêt affirme souverainement qu'il suffit de « reproduire les moyens et le procédé décrits pour obtenir le « résultat revendiqué par Philippart. »

**138. Devoir du juge.** — Le magistrat doit donc rechercher si, selon l'état de la technique au moment du dépôt de la demande, l'effet technique peut réellement être obtenu ; il n'a pas à se préoccuper des autres résultats plus ou moins lointains que

(1) Voir C. de Paris, corr. (9<sup>e</sup> Ch.), 18 déc. 1907 et 15 janv. 1908, Philippart c. Gratieux et Janssens, *Ann.*, 1908.1, p. 19 et Cass. crim. 9 avr. 1908, Gratieux c. Philippart, *Ann.*, 1911.1, p. 10.

l'inventeur a mentionnés ou non dans sa description ; seul le premier d'entre eux, celui qui est le plus près de l'objet et qui n'a pas besoin d'être dans la description, dans le résumé ou dans le titre du brevet mais qui découle nécessairement des moyens nettement spécifiés par le breveté, doit rentrer dans le cercle juridique du brevet d'invention, car l'existence de cet effet technique, même si elle est en quelque sorte implicite, suffit à elle seule à assurer la validité du brevet dont elle est la cause.

**139. D. Du lien entre le manque de caractère industriel et l'impossibilité d'exécution, conséquence de l'insuffisance de description.** — Nous tenons également à préciser, quitte à y revenir ultérieurement (1), le lien étroit, entre la nullité pour manque de caractère industriel et la nullité pour insuffisance de description, formulée dans l'alinéa 6 de l'article 30 de la loi de 1844.

La jurisprudence annule souvent des inventions qui ne permettent pas d'obtenir le résultat industriel annoncé dans le brevet parce que la description en a été insuffisante. La raison en est, comme nous le montrerons, que la nullité pour insuffisance de description peut être assimilée à une nullité pour défaut de cause, si l'on estime que cette nullité est le résultat de l'impossibilité d'exécuter l'invention, impossibilité elle-même conséquence naturelle d'une description insuffisante.

En d'autres termes, nous indiquerons lorsque nous examinerons la nullité pour insuffisance de description, que la jurisprudence n'annule un brevet, en faisant application de l'alinéa 6 de l'article 30, que si, pour l'homme de métier, le technicien, l'insuffisance de description a déterminé une *impossibilité d'exécution*, c'est-à-dire une absence de résultat industriel ou, plus correctement, d'effet technique et par suite, selon la terminologie utilisée par nous jusqu'à présent, un manque de cause.

■ Cette nullité réside d'ailleurs dans l'application du simple bon sens : la Société contracte avec l'inventeur, pour tirer profit de l'invention après expiration des quinze ans du monopole

(1) Cf. *infra*, nos 272 et s.

conféré au breveté ; s'il n'y a pas de profit pour la Société, quelle que soit l'origine de cette absence de profit, il ne peut pas y avoir de contrat.

Remarquons que la nullité pour insuffisance de description est tout à fait juridique, car c'est une cause de nullité préexistante à la formation du contrat. Elle n'est pas en contradiction avec le caractère aléatoire du brevet et avec ses conséquences habituelles, telles que nous les avons dégagées en droit civil. Si l'inventeur n'a pas indiqué ses moyens, dans son brevet, d'une manière suffisante pour permettre ultérieurement à la Société de profiter des chances de gain qui constituent l'aléa du contrat, on peut dire que dès avant le dépôt de la demande il n'y a plus d'aléa, donc plus de cause.

**140. Conclusion.** — Après avoir indiqué rapidement quelle place on pouvait donner en propriété industrielle au concept de cause, nous rappelons que notre but n'est pas d'opérer une construction doctrinale tendant à échafauder un édifice causaliste dans la matière des brevets d'invention. Pour nous, le concept de cause est plutôt un moyen d'expression, un ciment destiné à réunir des solutions, jusqu'alors éparses, à l'aide d'un lien susceptible à la fois de les justifier et de faire apercevoir par une telle réunion, des solutions nouvelles.

Autrement dit, après avoir groupé dans une première partie, assez développée pour permettre la compréhension de notre manière de voir, les grandes lignes du plan sur lequel nous avons tenu à placer la notion de brevetabilité, il nous reste à en dégager l'utilité.

Celle-ci va se manifester à deux points de vue : d'une part en ce qui concerne les causes de nullité, d'autre part, à propos de la notion même de brevetabilité.

En conséquence nous allons étudier les inventions brevetables et celles qui ne le sont pas, ainsi que les causes de nullité.

---





## DEUXIÈME PARTIE

# DE LA BREVETABILITÉ

---

### CHAPITRE PREMIER

## Du moyen nouveau.

---

#### SECTION I<sup>re</sup>

#### **Distinction du moyen d'avec le résultat.**

141. — Nous avons dégagé les abords de la question dans la première partie de cet ouvrage.

Rappelons brièvement que nous avons montré l'association étroite prévue par la loi de 1844 entre le moyen et le résultat industriel.

Pour qu'une invention soit brevetable elle doit posséder un caractère industriel, c'est-à-dire, avons-nous dit, être susceptible de produire un résultat ou un produit *industriel* ou encore un effet technique.

Nous avons eu l'occasion de montrer le fondement juridique des concepts de caractère industriel et de nouveauté.

Ces deux notions sont pour nous deux aspects de la cause ; si nous utilisons la terminologie de M. Maury en droit civil nous dirions que le résultat ou le produit industriel ou plus exactement l'effet technique, but commun poursuivi par les parties au contrat que constitue le brevet d'invention, est l'équivalent économique voulu, du point de vue social, tandis que la nouveauté

est l'équivalent désiré, du point de vue individuel, par la Société.

Sans chercher, pour le moment, à montrer comment il est possible d'unifier ces deux aspects de la cause en reliant la notion de nouveauté à celle de caractère industriel, nous nous contentons d'indiquer que la condition essentielle de brevetabilité, prévue par la loi, est l'existence dans le brevet, d'un objet, constitué par l'invention ou par le moyen dont nous allons parler, et d'une cause offrant deux aspects : *la nouveauté* de l'invention et le *caractère industriel* du résultat ou du produit obtenu à l'aide de cette invention.

**142. Caractère matériel du moyen et caractère immatériel du résultat.** — Nous avons indiqué également que la Société protégeait seulement l'inventeur qui lui apportait des richesses *matérielles* et non des spéculations de l'esprit ou des méthodes théoriques et des principes scientifiques (1).

L'objet du contrat passé par l'inventeur avec la collectivité est une réalisation matérielle tangible, solution concrète d'un problème théorique.

Nous voyons se dessiner la différence essentielle qui sépare du résultat industriel ce que la loi appelle le moyen, en laissant de côté provisoirement la notion de produit industriel.

Le moyen est la solution du problème posé qui est le but immatériel visé à la fois par l'inventeur et par la collectivité, désireuse d'en tirer profit après l'expiration du monopole conféré par elle au breveté (2).

Le résultat industriel s'oppose donc au moyen par sa nature immatérielle.

Le mot résultat, a dit Huard (3), s'entend d'un *effet immatériel*

(1) Cf. *suprà*, n° 117.

(2) Pouillet, n° 26. D'après cet auteur le résultat est le problème dont chacun peut trouver la solution, mais, la solution seule peut faire l'objet d'un droit privatif conféré à celui qui l'a trouvée en premier. Autant de solutions différentes pour un même problème, autant d'inventions, et, partant, autant de brevets.

(3) G. Huard, n° 234 ; *comp.* Allart, n° 18. Selon cet auteur le résultat est un effet, un avantage procuré soit par un produit, soit par un moyen

produit par un moyen. Dans certains arrêts (1), le résultat est encore considéré comme « la somme des avantages » que procure un moyen.

M. Picard fait remarquer dans son Précis de brevetabilité qu'il faut entendre par résultat industriel, un état immatériel, impalpable, abstrait, tandis que le résultat pratique apparent est, au contraire, concret (2). Un tel résultat concret n'est pas le résultat industriel au sens juridique du mot.

C'est donc bien la nature immatérielle du résultat industriel qui est un de ses attributs essentiels ; cela ne saurait nous surprendre si nous pensons à la nature causale de ce concept.

Son caractère immatériel provient en effet de ce que le résultat industriel est un des mobiles qui ont poussé les contractants à se lier entre eux juridiquement.

Nous rappelons à cet égard l'opposition signalée par certains auteurs et, plus particulièrement, par M. Josserand en droit civil, entre la cause et l'objet d'un contrat : la cause fait partie du monde psychologique, du monde immatériel intérieur au sujet de droit, alors que l'objet appartient au domaine du monde matériel extérieur à ce sujet (3).

**143. Difficulté rencontrée dans la recherche d'un critère objectif pour distinguer entre le moyen et le résultat.** — Mais, suffit-il d'avoir formulé ce critère simple pour avoir résolu le problème de la distinction entre le moyen et le résultat industriel ? En réalité, comme nous l'avons laissé prévoir, le résultat industriel constitue une formule recouvrant plusieurs acceptions : elle est multiforme.

Il est, par suite, difficile de faire le départ entre le moyen et le

nouveau, ou une application nouvelle de moyens connus ; consulter également : Pouillet, n° 28 ; Blanc, p. 447 ; Renouard, n° 64 ; Mainié, 169.

(1) Cass. 4 févr. 1848, *D. P.* 1848.5, p. 36 ; Cass. 18 mai 1848, *D. P.* 1848.5, p. 35 ; Cass. req. 21 mars 1882, *Ann.*, 1882, p. 234.

(2) A. Picard, *Précis de brevetabilité*. Paris, 1928, 1<sup>re</sup> éd., p. 69.

(3) Cf. *suprà*, n° 35.

résultat industriel ; il nous faudra trouver un autre critère plus pénétrant.

Il importe d'ailleurs de préciser que la recherche d'une règle objective permettant de distinguer entre le moyen et le résultat industriel se justifie dans les cas difficiles, lorsqu'il y a doute, et uniquement en ce qui concerne la portée du brevet, le contenu du droit exclusif conféré au breveté.

Le critère que nous allons essayer de mettre en application ne sera donc pas un critère de brevetabilité.

Cela posé, nous allons chercher, à l'aide d'un exemple, à effectuer la séparation du résultat industriel d'avec le moyen et d'avec l'idée inventive dont nous n'avons pas encore parlé.

144. — L'exemple que nous allons donner n'est pas nouveau ; en 1916, dans un livre très bien rédigé, M. G. Vander Haeghen l'indiquait comme particulièrement démonstratif (1). Il a été repris et traité récemment d'une manière nouvelle dans un article paru dans les *Annales de la propriété industrielle* de 1936 (2) et ayant fait l'objet d'une réponse publiée également dans cette revue (3).

Le sujet de l'article était le suivant : l'auteur, M. Doumé. Casalonga, imaginait un officier d'artillerie de la fin du premier Empire qui aurait été mis au courant de l'existence de projectiles cylindro-ogivaux, munis d'une fusée percutante destinée à assurer l'explosion du projectile sur sa pointe, lors de son arrivée au point de chute. Puis il formulait l'hypothèse que, du temps de cet officier où l'on songeait à remplacer les boulets ronds par de tels projectiles, on ne connaissait que les canons à âme lisse.

(1) G. Vander Haeghen, *Ce qui peut faire l'objet d'un brevet d'invention*. Liège, 1916, pp. 67 et 68.

(2) D. Casalonga, *Des difficultés qu'on rencontre à distinguer un moyen d'avec un résultat dans l'examen de certaines inventions industrielles*, *Ann.*, 1936, p. 4.

(3) A. Picard, *Au sujet de l'étude sur la distinction entre un moyen d'avec un résultat*, *Ann.*, 1936, p. 89.



Or, avec de tels canons, le projectile cylindro-ogival ou obus, ne reste pas stable sur sa trajectoire : il bascule autour de son centre de gravité ; l'obus tombe alors très rarement sur la pointe et n'éclate pas lors de sa percussion sur l'objectif.

Il s'agissait pour l'inventeur de trouver un moyen pour obliger l'obus à tomber sur sa fusée.

Le moyen imaginé par l'inventeur hypothétique de M. Casalonga consistait en un dispositif de mise à feu coopérant avec un câble enroulé sur la partie arrière du projectile et capable, en se déroulant sous l'action d'un moteur, de faire tourner le projectile à la manière d'une toupie.

La mise à feu était provoquée automatiquement par un dispositif fonctionnant lorsque le projectile avait pris la vitesse de rotation appropriée, résultant du déroulement rapide du câble précité. L'inventeur obtenait ainsi la rotation de l'obus autour de son axe de symétrie lors de son déplacement sur sa trajectoire.

Cette rotation donnait alors au projectile une stabilité gyroscopique assurant finalement la chute de l'obus sur sa pointe, c'est-à-dire sur sa fusée.

#### § 1<sup>er</sup>. — *Brevetabilité du moyen.*

**145. Nouveauté.** — L'invention faite par l'artilleur de l'article des Annales est-elle brevetable ?

Si le dispositif par câble enrouleur, permettant de faire tourner l'obus, n'était pas nouveau, il n'y aurait plus aucune chance de gain pour la Société, quel que soit le résultat obtenu avec une invention qui, faisant partie du domaine public à la date de dépôt du brevet, appartiendrait déjà à la collectivité avant tout accord avec le breveté.

Le brevet serait alors nul parce qu'il aurait perdu tout caractère aléatoire. Il serait nul pour défaut de nouveauté, comme le dit la loi, c'est-à-dire d'après nous, pour défaut de cause. L'absence d'aléa dans un contrat aléatoire se confond en effet avec l'absence de cause. Mais nous supposons, par hypothèse, que le dispositif précité était nouveau à la date de dépôt du brevet.

**146. De l'effet technique.** — Pour reconnaître la brevetabilité de l'invention, il faut encore examiner s'il existe un résultat *industriel*, dans le sens de la loi, et si ce résultat industriel est bien obtenu, grâce au moyen indiqué par le breveté.

Or, si le dispositif par câble enrouleur ne peut pas assurer l'obtention du premier résultat, la rotation du projectile, le brevet accordé pour une telle invention est nul ; lorsque le premier résultat que nous appelons l'effet technique ou, comme disent certains auteurs « la fonction technique » du moyen décrit, n'est pas procuré par ledit moyen, toute la suite des autres résultats qui en découlent ne peut pas davantage être obtenue. Il en est ainsi en particulier pour le résultat final : la chute du projectile sur la pointe.

Autrement dit, s'il n'y a pas d'effet technique l'invention est impossible à exécuter, partant plus d'aléa ou de chance de gain pour les parties. Là encore, nous sommes en présence d'une nullité pour défaut de cause, puisque, dans un contrat aléatoire comme le brevet, l'absence de cause se confond avec l'absence d'aléa.

Ecartons cette éventualité et admettons que la chute du projectile sur la pointe soit obtenue grâce au moyen précité, supposé décrit complètement dans le brevet.

L'invention est alors brevetable puisqu'elle est nouvelle et industriellement réalisable.

Mais il ne suffit pas de savoir si une invention est brevetable, il faut encore chercher sur quel élément porte la brevetabilité et quelle est l'étendue d'application du brevet accordé pour une telle invention.

## § 2. — *De l'étendue du domaine d'application d'un brevet portant sur un moyen.*

**147.** — Pour connaître la portée d'un brevet il convient de se pencher sur la nature réelle du résultat industriel.

**148. 1. Complexité du résultat industriel.** — Or, un *moyen*

produit en général plusieurs effets ou résultats successifs, reliés entre eux par un lien de cause à effet, en entendant le mot cause dans son sens technique et scientifique, de telle sorte que chacun de ces effets successifs se comporte comme un moyen pour ceux qui le suivent.

En particulier, le dispositif de l'artilleur hypothétique permet de réaliser un premier résultat : la rotation du projectile autour de son axe de symétrie. Puis, cette rotation qui est bien un résultat, comme nous venons de le voir, assure la stabilité de l'obus sur sa trajectoire par un effet particulier appelé « gyroscopique ». Cette stabilité est un deuxième résultat vis-à-vis duquel la rotation du projectile est un moyen.

Enfin, grâce au maintien de l'obus sur sa trajectoire, l'inventeur va obtenir la chute du projectile sur sa pointe, dernier résultat vis-à-vis duquel le résultat précédent, la stabilité gyroscopique, était encore un moyen.

Cette nature complexe doit-elle surprendre ? Nous ne le croyons pas. La loi scientifique réunissant les maillons de la chaîne de moyens et de résultats précités est la traduction dans le monde matériel d'un lien logique qui a pris naissance dans la pensée de l'inventeur.

Ce lien, ou cette loi de causalité, relie entre elles des volitions successives : les désirs d'obtenir les divers résultats ou moyens et en particulier le résultat final.

**149. Lien avec la théorie de la cause en droit civil.** — Il y a une analogie étroite entre la genèse de la pensée inventive et celle de la volonté d'un sujet de droit.

Cette volonté, comme la pensée créatrice, n'est jamais isolée ; les données psychologiques montrent en effet que tout acte de volonté, envisagé comme un phénomène psychologique, présente une complexité considérable car il renferme en lui une série de volitions multiples, enchaînées les unes aux autres par un rapport de moyen à but.

On ne peut pas davantage isoler un état d'âme car, dès que cet état paraît se fixer, des tendances s'y accrochent qui favo-

risent l'évolution du premier état d'âme vers un autre état d'âme lui-même transitoire et constituant un véritable moyen en vue d'un but plus lointain : c'est le fleuve ininterrompu de la pensée dont parle William James et qu'il est impossible de fragmenter.

De là résulte la complexité du concept de cause en droit civil car, si la théorie de la cause peut être assimilée, ainsi que l'a pensé M. Josserand, à une théorie des motifs, elle est étroitement liée à la volonté et, comme nous l'avons montré, elle ne peut prendre naissance que dans un droit assez évolué pour admettre le principe de l'autonomie de la volonté.

La même chaîne de volitions qui a son homologue en propriété industrielle, dans la chaîne de résultats ou de moyens précités, devient dans la théorie civiliste de la cause une chaîne de motifs parmi lesquels M. Josserand a séparé, un peu artificiellement peut-être, le mobile lointain qu'il appelle *mobile-but*, l'*intention* ou le mobile immédiat, le plus voisin de l'objet, et enfin, le *motif*, également très près de l'objet du contrat mais se référant au passé alors que le mobile-but se réfère à l'avenir, c'est-à-dire à une époque postérieure à la formation du contrat (1).

Nous voyons se dessiner l'analogie profonde entre ces problèmes, en apparence si différents, de la distinction entre l'objet et la cause d'une part, entre le moyen et le résultat industriel d'autre part.

**150.** — Le rapprochement que nous venons de faire entre le résultat industriel et la notion de cause en droit civil est particulièrement apparent lorsqu'on se reporte aux lignes écrites dans une thèse assez récente sur la théorie de la cause en droit civil. L'auteur fait remarquer que « tout acte de volonté comporte « une multitude de buts précisément parce qu'il est d'une complexité considérable renfermant en soi une série de volitions « enchaînées les unes aux autres et coordonnées entre elles par « un rapport de moyen à but (2) ».

(1) Cf. *suprà*, partie I, chap. I, sect. II, § 4, nos 33 et s.

(2) R. Ionasco, *Les récentes destinées de la théorie de la cause dans les obligations*. Thèse Paris, 1921, p. 15.



Il a soin également de préciser qu'une volition ne reste jamais isolée car il faut réaliser les moyens pour pouvoir atteindre le but. Mais ces moyens prennent figure de buts à certain moment et leur volition entraîne la volition d'autres moyens qui, à leur tour, se présentent comme buts pour la réalisation desquels il faudra encore vouloir d'autres moyens et ainsi de suite.

**151. Distinction entre la volonté juridique et la volonté psychologique.** — Nous avons tenu à citer ces quelques lignes car l'auteur utilise une terminologie qui s'applique très heureusement à notre matière. Il arrive à cette conclusion qu'il faut faire le départ entre la volonté juridique et la volonté psychologique, la première ne devant être ni complexe ni insaisissable, de manière à assurer la sécurité des contrats; mais toute la difficulté est là : comment, en droit civil, séparer la cause d'avec l'objet et, en propriété industrielle, le résultat industriel d'avec le moyen ?

Nous avons montré, au cours de l'historique de la première partie, que les tentatives faites en droit civil n'avaient pas été très satisfaisantes. Il est facile de prévoir qu'il en a été de même dans notre matière.

Les développements précités auront du moins le mérite d'avoir expliqué les raisons de cette difficulté.

**152.. II. Critère du « comment ? ».** — On se rappelle qu'en droit civil, le professeur Oudot avait proposé un critère simple, le fameux « *cur debetur ?* » qui, croyait-on, devait tout expliquer.

De même, en propriété industrielle, l'auteur de l'article des Annales propose de trancher la difficulté en posant à l'inventeur la question « comment ? » ; la réponse sera le moyen, alors que le résultat industriel sera la réponse à la question « pourquoi » et, dans l'exemple précité, l'auteur de dire : « Vous annoncez « qu'il faut imprimer au projectile une rotation autour de son « axe, mais *comment* provoquer cette rotation ? Dites-le moi et « alors, mais alors seulement, je pourrai escompter, quand votre « brevet sera expiré, la possession d'un moyen qui, mis en œuvre « par moi, selon vos indications à vous breveté, me permettra

« de faire tourner ce projectile et de tirer de cette rotation, qui  
« est un premier résultat à atteindre, la chaîne des conséquences  
« utiles qui en découlent et d'obtenir notamment le résultat final  
« qui est le seul intéressant, c'est-à-dire la chute de l'obus sur  
« la pointe (1). »

Comme on le voit, la question posée permet de séparer le moyen matériel concret de la série des résultats immatériels non brevetables. En particulier ne sera pas brevetable le premier de ces résultats, l'effet immédiat du dispositif breveté : la rotation du projectile, rotation qui est pour nous un des aspects de la cause du brevet.

Tel est le critère simple, efficace, concordant d'ailleurs avec l'esprit de la doctrine et de la jurisprudence françaises.

**153. Influence sur l'étendue de la protection.** — Quelle en est la conséquence en ce qui concerne l'étendue de la protection ?

L'auteur de l'article précité la donne, en supposant qu'un deuxième inventeur, recherchant le même résultat final que le premier inventeur, c'est-à-dire la chute certaine et régulière de l'obus sur sa pointe, conçoit un autre moyen pour obtenir ce résultat.

Prenant un canon à âme lisse, le second inventeur y trace des rayures hélicoïdales puis il munit l'obus d'une ceinture en métal malléable, destinée à être forcée dans les rayures au départ du coup, de manière à se visser dans l'âme du canon, à la façon d'une vis à l'intérieur de son écrou ; le projectile prend alors un mouvement de rotation puis, par suite de l'effet gyroscopique, se stabilise sur sa trajectoire, ce qui lui permet de percuter sur la pointe dans des conditions de régularité bien supérieures à celles que l'on obtenait auparavant.

Le moyen matériel du deuxième inventeur est constitué par l'aménagement de la ceinture précitée et par sa coopération avec des rainures taillées dans l'âme du canon ; c'est la solution bien connue utilisée actuellement dans toutes les artilleries du monde,

(1) D. Casalonga, *op. cit.*, *Ann.*, 1936, p. 9.

mais supposée, dans notre hypothèse, *nouvelle* au moment du dépôt du second brevet.

Le deuxième inventeur, en toute bonne foi, va penser : mon moyen est différent de celui utilisé par le premier inventeur ; les seuls éléments de similitude résident dans le problème à résoudre, dans le résultat à obtenir. Je puis donc utiliser mes rayures sans craindre aucune action en contrefaçon de la part du premier breveté.

En effet, d'après une jurisprudence constante, pour qu'il y ait contrefaçon, il est nécessaire qu'il y ait à la fois similitude dans le moyen et dans le résultat, c'est-à-dire, selon nous, similitude d'objet et de cause.

Mais, en France tout au moins, la similitude de résultat industriel, à elle seule, ne suffit pas pour entraîner la contrefaçon et l'auteur de l'article s'élève contre les prétentions du premier inventeur qui, dans le désir commun à tous les créateurs, a voulu généraliser son invention et a revendiqué, dans sa description, la propriété de ce qu'il appelle son moyen général, son idée inventive : la rotation du projectile dont le dispositif par câble enrrouleur n'est qu'un mode de mise en œuvre particulier.

Cette idée inventive ne serait qu'un résultat insusceptible d'appropriation d'après la loi de 1844.

**154. III. De l'idée inventive.** — Nous voyons ainsi apparaître un nouveau concept : l'idée inventive, désignée dans certaines espèces sous le nom d'idée-mère (1). D'après M. A. Picard,

(1) C. de Rouen, 26 nov. 1866, Cass. 27 avr. 1868, *Ann.*, 1868, p. 260. Il a été jugé que lorsque l'application réside dans l'idée-mère d'une application nouvelle, l'emploi de moyens similaires pour arriver au même résultat constitue une contrefaçon alors même qu'il y aurait dissemblance dans la forme de quelques parties des objets brevetés ; Cass. 7 avr. 1869, Gault c. Desouches, *Ann.*, 1869, p. 146 ; C. de Bordeaux, 6 juin 1877, Cass. rej. 5 janv. 1878, Meunier c. Sénac, *Ann.*, 1878, p. 33 : « Attendu que l'arrêt attaqué a... constaté la brevetabilité de l'invention revendiquée par Meunier en déclarant qu'il avait le premier découvert et appliqué le chariot plieur et la tringle rigide, organes qui constituent l'idée-mère et fondamentale de son invention et que, d'autre part le même arrêt déclare... que la machine exploitée par ledit Sénac

« l'idée-mère forme le fondement de la création et c'est elle qui  
 « doit venir logiquement à l'esprit de l'inventeur lorsque, ayant  
 « posé le problème qu'il se propose de résoudre, il cherche les  
 « moyens matériels propres à donner de la vie à sa conception  
 « purement *immatérielle* (1) ».

Telle est la conception de l'auteur qui a précisément répondu dans les Annales à l'article de M. D. Casalunga ; il prétend réfuter l'opinion de ce dernier en disant (2) : « l'inventeur-artilleur a  
 « l'idée de la rotation qui est un moyen *immatériel* propre à réa-  
 « liser la stabilité gyroscopique de l'obus en vue d'assurer sa  
 « chute sur sa pointe, qui est le résultat recherché ; et pour con-  
 « crétiser cette idée il imagine un moyen matériel, à savoir un  
 « dispositif par câble enrouleur. Or la rotation est une idée fon-  
 « damentale et essentielle de l'artilleur et propre à assurer la  
 « chute sur la pointe ; c'est une idée-mère formant la clef de  
 « voûte de tout le système de notre artilleur, puisque sans rota-  
 « tion, pas de chute sur la pointe et pas d'invention ».

Et M. Picard tire des conclusions diamétralement opposées à celles de M. D. Casalunga en ce qui concerne l'étendue de la protection à accorder au premier breveté. La solution du second inventeur, l'utilisation d'une ceinture coopérant avec des rayures taillées dans l'âme du canon, concourt, comme le câble enrouleur de M. D. Casalunga, à imprimer à l'obus une rotation qui est l'idée-mère originale imaginée par l'artilleur premier en date ;

« procède du même principe que la machine exploitée par Meunier et se  
 « compose des mêmes organes » ; Cass. crim. 11 janv. 1901, C. de Rouen (renvoi), 14 mars 1903, Porcher et Winterflood c. Leclercq, *Ann.*, 1903, p. 248. Nous tirons des attendus les lignes suivantes : « qu'en fait il résulte très clairement de la description et des dessins que Porcher et Winterflood ont entendu faire breveter toutes combinaisons d'un flotteur  
 « à bêche et d'un régulateur de gaz ayant pour résultat de déterminer  
 « par la seule manœuvre du robinet d'écoulement d'eau chaude celle du  
 « robinet d'alimentation et de la soupape à gaz ; que c'est là l'*idée-mère*  
 « de leur invention et qu'elle est indépendante du type de régulateur  
 « à gaz. D'où il suit que pour apprécier les droits des demandeurs il faut  
 « s'attacher non à la forme mais à la *fonction* des organes dont leur appareil se compose ».

(1) Picard (A.), *op. cit.*, p. 345.

(2) Picard (A.), *Ann.*, 1936, p. 89.



par suite, le deuxième moyen tombe sous le coup de la loi du premier brevet : c'est un *équivalent* du premier moyen (1).

**155. Des équivalents.** — Nous voyons poindre avec ce mot « équivalent » l'application en France d'une théorie qui est née, croyons-nous, en Allemagne mais qui a pris son plein développement en Belgique sous l'influence de M. Vander Haeghen (2).

La jurisprudence belge l'a adoptée et il existe en France un certain nombre d'espèces qui ont suivi la voie dans laquelle s'étaient engagés les Belges (3).

Il faut entendre par moyens équivalents des moyens qui, tout en étant différents, jouent le même rôle, produisent le même effet technique ou, comme disent les partisans de la théorie dite « des équivalents », la même *fonction technique*.

Dans l'exemple précité, la fonction technique, ou l'effet tech-

(1) Il est intéressant de rappeler l'opinion de M. G. Vander Haeghen à propos de l'exemple donné par lui en 1916 dans son ouvrage intitulé : « *Ce qui peut faire l'objet d'un brevet d'invention.* » ; cet auteur estimait que la véritable invention et la création originale résidaient dans l'*idée de la rotation du projectile*.

(2) G. Vander Haeghen, *Le droit intellectuel*, t. I, Brevets d'invention, nos 191 et s.

(3) C. de Paris, 26 déc. 1878, Lauronce c. Ploncard, *Ann.*, 1879, p. 246, lorsqu'un brevet porte sur un procédé complexe... pour obtenir un résultat nouveau ou un produit industriel il y a contrefaçon dans le fait d'employer les mêmes procédés pour obtenir les mêmes produits et résultats, encore bien que l'on supprimerait un des éléments du procédé breveté que l'on aurait remplacé par un équivalent ; C. de Douai, 20 janv. 1914, *Ing. Cons.*, 1920, p. 57 ; C. de Paris, 25 juill. 1918, *Ing. Cons.*, 1920, p. 93, *Gaz. Pal.*, 31 déc. 1918 ; Trib. civ. Louvain, 17 mars 1931, *Ann.*, 1932, p. 16 ; C. de Bruxelles, 3 avr. 1931, *Ann.*, 1932, p. 15 ; Cour suprême d'Oslo, 3 mai 1933, *Prop. Ind.*, 1938, p. 9. Il résulte de cet arrêt que la protection résultant d'un brevet n'est pas limitée aux formes d'exécutions pratiques indiquées, à titre d'exemple, dans la description mais qu'elle s'étend à toutes les formes *équivalentes* d'exécution fondées sur la solution trouvée par l'inventeur ; Trib. civ. Seine, 6 déc. 1933, Héra c. Coindet, « *La Loi* », 27 déc. 1933 et note ; C. de Colmar, 18 juill. 1935, *Prop. Ind.*, 1936, p. 126 ; Cass. civ. 30 juill. 1935, consorts Gay c. La Cellophane, *Ann.*, 1937, p. 131 : il a été jugé dans cet arrêt que des produits chimiques ne peuvent être indifféremment substitués les uns aux autres pour n'envisager que le résultat obtenu.

nique — nous ne distinguerons pas, comme font les Belges, entre ces deux termes — est le premier résultat, conséquence directe du moyen revendiqué par le breveté : la rotation de l'obus. Nous touchons du doigt, dès maintenant, la difficulté de cette question qui réside dans la confusion de fait qui existe souvent entre l'idée inventive et l'effet technique.

**156. IV. Réunion de l'idée inventive et de l'effet technique dans le sein du concept de cause.** — Deux moyens sont, en effet, équivalents lorsqu'ils produisent la même fonction technique ou lorsqu'ils concourent à la mise en œuvre de la même idée inventive. Une idée ou un principe théorique sert bien à réaliser une application industrielle concrète mais l'on peut dire également que l'application matérielle a pour but de mettre en œuvre ledit principe.

Dès lors, suivant que l'on considère l'idée inventive ou l'effet technique comme un moyen général ou comme un résultat, on admettra que le second inventeur sera contrefacteur ou non. Comment choisir ?

En pratique, il arrive souvent que l'on puisse distinguer l'idée inventive de l'effet technique ; nous verrons qu'il en est ainsi pour la combinaison nouvelle de moyens connus. Or, une invention réside presque toujours en une combinaison car qu'est-ce qu'inventer si ce n'est associer des idées, en général connues, lorsqu'elles sont prises isolément ; autrement dit, l'inventeur puise, dans le fonds commun de la collectivité, des matériaux connus et il les assemble pour en faire des édifices nouveaux.

Mais il est des cas où le doute règne et que l'on peut appeler « cas-limites ». L'exemple, traité par M. D. Casalonga et repris par nous, met en lumière, d'une manière frappante, une hypothèse où les critères habituels semblent en défaut.

Faisons appel à la notion de cause qui va peut-être nous donner une solution.

**157. L'idée inventive et le motif causal.** — Nous avons dit que l'idée inventive pouvait être séparée de l'effet technique. En

roit civil également, il est parfois possible de distinguer le motif du mobile : le motif est antérieur à l'acte, tandis que le mobile lui est postérieur. De même, en propriété industrielle, l'idée inventive précède dans le temps la formation du contrat, alors que l'effet technique suit cette formation ; mais, comme en droit civil, il est facile de se rendre compte qu'il existe des cas où l'on ne peut pas opérer de distinction entre le motif et le mobile, entre l'idée inventive et l'effet technique, précisément par suite de la nature immatérielle du motif et de l'idée inventive, nature provenant de leur origine causale. Ils rentrent tous deux dans le sein du concept de cause. Mais ils ne devraient pas, en général, pouvoir se confondre avec l'objet du contrat.

En propriété industrielle, il est d'ailleurs admis par une jurisprudence constante que l'idée théorique, le principe scientifique ne peuvent pas être protégés par l'accord d'un brevet d'invention. Nous serions donc tentés de donner raison à la doctrine de M. D. Casalonga, mais il convient d'examiner le problème de plus près en recherchant comment on peut séparer de l'objet du contrat l'ensemble des motifs et des mobiles, c'est-à-dire la notion de cause dans son acception la plus large.

**158. V. La cause-limite.** — Toujours en faisant appel au concept de cause, ne peut-on pas dire que la frontière séparant l'objet de la cause, frontière mouvante et difficile à tracer en droit civil, comme nous l'avons montré, peut tout de même être déterminée, en faisant appel à l'aspect de la cause le plus étroitement uni à l'objet et le séparant de tous les motifs ou mobiles subjectifs et psychologiques qui, selon la théorie classique, ne doivent pas entrer en considération du point de vue juridique ?

Cette notion-limite, appelée par M. Josserand, l'« intention », par les classiques, la « cause-prestation » et que l'on peut baptiser du nom de « cause-catégorie », toujours la même pour un type de contrat déterminé, est, selon M. Ionasco (1), « la limite jusqu'à laquelle, en partant des dernières volitions... on peut remonter »

(1) R. Ionasco, *op. cit.*, p. 17.

« dans la chaîne des multiples volitions coordonnées entre elles  
 « par un rapport de moyen au but. Tout ce qui dépasse cette  
 « limite ainsi définie, *la cause*, se trouve réduit par élimination  
 « et, partant, ne peut prendre aucune signification juridique ».

**159. La nouveauté-critère.** — Si nous transposons ce raisonnement en propriété industrielle, nous voyons que la cause prise dans le sens classique, « la cause-limite » dont parle M. Ionasco, n'est autre que la *nouveauté*.

C'est donc ce concept objectif qui devrait constituer pour nous la frontière séparant les éléments non brevetables des éléments brevetables.

Il convient d'envisager deux hypothèses :

1<sup>o</sup> Lorsque le moyen faisant l'objet du brevet est nouveau, l'idée inventive ou l'effet technique et toute la suite des autres résultats obtenus à l'aide dudit moyen ne rentrent pas dans le cercle juridique du contrat car la nouveauté, se portant sur le moyen, doit séparer ce dernier de tous les éléments immatériels ou incorporels non brevetables.

Le deuxième inventeur qui a trouvé un moyen différent pour réaliser la même idée : la rotation du projectile, n'est pas contre-facteur du premier ; il n'a pas inventé un moyen équivalent au dispositif par câble enrouleur.

2<sup>o</sup> Si, au contraire, pour résoudre le problème posé, l'inventeur n'indique qu'un moyen connu, depuis longtemps à la disposition de l'industrie, étant donné l'état de la technique au moment du dépôt du brevet, la nouveauté résidant uniquement dans l'effet technique particulier de ce moyen banal ou dans l'idée de faire tourner le projectile autour de son axe de symétrie, la limite que constitue la nouveauté s'est en quelque manière déplacée par rapport à la première hypothèse, en passant de l'objet du brevet, c'est-à-dire du moyen matériel, au mobile le plus immédiat qu'elle rencontre en partant de cet objet, nous voulons dire au premier résultat industriel ou à l'idée inventive supposés confondus dans le cas-limite où nous nous sommes placés ; par suite, tous les autres résultats qui suivent, et qui sont la conséquence du pre-



mier, sortent du cercle juridique du contrat et échappent à toute protection ; seul le premier d'entre eux : la rotation du projectile, prend figure de moyen.

Le deuxième inventeur, qui a découvert un dispositif différent pour faire tourner le projectile, c'est-à-dire pour mettre en œuvre le même moyen général, est contrefacteur du premier.

On pourra donc faire application de la théorie des équivalents, ce qui se traduira par ce fait que l'invention de l'inventeur second en date sera jugée équivalente à celle brevetée par le premier inventeur.

En résumé, de l'étude du résultat industriel considéré sous l'angle du concept de cause, nous pouvons dégager la ligne de conduite suivante susceptible de guider le magistrat qui doit juger de la portée d'un brevet de moyen :

1<sup>o</sup> Lorsque le moyen est nouveau, il est seul protégé ; par suite, ne sera pas contrefacteur quiconque utilisera un moyen différent en vue du même résultat ;

2<sup>o</sup> Lorsque le moyen est connu, si l'effet technique ou l'idée inventive, réunis dans la même notion de but, sont nouveaux, ils peuvent prendre figure de moyens en ce qui concerne la portée du brevet ; par suite, pourra être contrefacteur quiconque utilisera un moyen différent, mais produisant le même effet technique ou mettant en œuvre la même idée inventive.

Le critère précité est essentiellement objectif car il fait appel à la notion de *nouveauté* ou, comme disent les allemands, « à l'état de la technique » (*Stand der Technik*) avant le dépôt du brevet.

D'autre part, les conséquences de son application nous paraissent justes car il permet de protéger plus efficacement l'inventeur véritable, c'est-à-dire celui qui applique ou utilise des moyens ou des idées connus pour obtenir des résultats ou des produits nouveaux, fruits de son effort créateur.

## SECTION II

**De la possibilité de protéger par un brevet l'idée ou le principe théorique.**

§ 1<sup>er</sup>. — *De la non brevetabilité en France de l'idée ou du principe théorique considérés indépendamment de toute application industrielle.*

**160. I. Législation.** — La loi n'admet pas la validité du brevet portant sur un principe ou une idée théorique dont on n'a pas indiqué une application industrielle.

L'article 30 de la loi de 1844 est, en effet, ainsi formulé :  
« Art. 30. — Seront nuls et de nul effet les brevets délivrés dans  
« les cas suivants, savoir.....

« 3<sup>o</sup> Si les brevets portent sur des principes, méthodes, sys-  
« tèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement  
« scientifiques, dont on n'a pas indiqué les applications indus-  
« trielles. »

**161. II. Doctrine.** — En fait, la doctrine n'hésite pas à déclarer valide un brevet visant l'application, à une fabrication déterminée, d'une méthode scientifique ou d'un principe général, mais seule l'application est brevetable. Le principe en lui-même, considéré indépendamment de toute application industrielle, ne l'est pas (1).

Cependant des auteurs, comme Blanc et Couhin, admettent qu'un brevet, portant sur l'application à une industrie déterminée d'une idée ou d'un système nouveaux, protège efficacement cette idée ou ce système (2).

Malgré l'opinion de ces auteurs qui se fondent non seulement

(1) Pouillet, n° 449. D'après cet auteur un brevet qui porte sur une idée théorique est valable lorsqu'il indique une application industrielle, mais il n'est valable que pour cette application ; consulter également : Allart, n° 31 ; G. Huard, t. II, pp. 51 et s.

(2) Blanc, p. 459 ; Couhin, t. I, p. 333.

sur l'interprétation correcte du texte de la loi de 1844 mais encore sur son esprit, tel qu'il résulte de l'étude des travaux préparatoires, la doctrine française ne reconnaît pas la validité de ce qu'on appelle le « brevet de principe » ou « brevet pionnier » (*Pionier Patent*), comme disent les anglo-saxons.

Cette dernière appellation imagée provient du fait qu'en général, un semblable brevet a pour objet un principe ou une idée théorique dont l'application ouvre à la technique de nouveaux horizons.

**162. Du principe théorique et du problème posé.** — Le principe théorique (ou l'idée inventive), considéré indépendamment de toute application industrielle, rentre par sa nature immatérielle dans le sein du concept de cause, ainsi que nous l'avons montré dans la section précédente, et il se confond souvent avec le problème posé, résolu uniquement par la solution matérielle et concrète que constitue l'application industrielle ou le moyen mettant en œuvre, dans la pratique, un tel principe.

On comprend ainsi que l'idée théorique ne puisse faire l'objet d'un droit privatif dans la mesure où elle se confond avec le résultat ou le problème posé.

Un problème bien posé est pourtant à demi résolu ; (1) néanmoins, la doctrine française n'a jamais voulu reconnaître que le simple fait de poser un problème puisse constituer une invention.

De plus, la difficulté rencontrée pour distinguer l'idée inventive théorique du résultat industriel laisse pressentir les hésitations de la doctrine à fixer des règles précises, délimitant la portée d'un brevet visant un semblable objet.

**163. De la portée du brevet concernant un principe théorique dont on a indiqué une application industrielle.** — La doctrine française n'admet pas qu'un inventeur, malgré tout son génie, puisse s'attribuer la propriété de toutes les applications du

(1) Bergson (H.), *La pensée et le mouvant*. Paris, 1934, pp. 62 et s. poser le problème n'est pas seulement découvrir, c'est inventer... les « vrais grands problèmes ne sont posés que lorsqu'ils sont résolus ».

moyen général pour lequel il a obtenu son brevet ; mais elle n'hésite pas à accorder à l'inventeur un droit privatif sur les modes de réalisation qui sont la conséquence nécessaire et le développement naturel du moyen objet du brevet (1).

Selon Allart, c'est aux tribunaux à tracer la limite de l'étendue du brevet et il reconnaît la difficulté de fixer une règle invariable (2).

Pouillet est également d'avis que c'est aux juges à opérer la distinction entre le résultat et le moyen et « nous ne pouvons, dit cet auteur, leur tracer aucune règle à cet égard (3) ».

Nous avons indiqué les raisons de la difficulté à opérer une semblable distinction et, à cet effet, nous n'avons pas proposé dans la section précédente une règle, mais simplement une direction à suivre.

**164. III. Jurisprudence.** — La jurisprudence paraît suivre l'opinion de la doctrine. Il serait dangereux, on le conçoit, de permettre à un individu de monopoliser une idée théorique car on risquerait de paralyser toute recherche ultérieure en faisant obstacle au progrès de l'industrie (4).

(1) Pouillet, nos 30 et 724 ; Allart, n° 22 ; Mainié, n° 191.

(2) Allart, n° 441.

(3) Pouillet, n° 723.

(4) C. de Lyon, 8 févr. 1868, *Ann.*, 1871, p. 19 ; Cass. 16 juin 1876, Moride c. Guillet, Frioux et autres, *Ann.*, 1877, p. 350 ; Cass. 18 déc. 1883 et C. d'Amiens, 29 mai 1884, sous Cass. 4 mai 1885, *Ann.*, 1885, p. 324. Dans cette dernière espèce, était déclarée brevetable l'application à la télégraphie électrique d'une loi géométrique telle qu'une progression dont le résultat était d'obtenir un nombre déterminé de signaux en combinant entre eux, d'après les règles de ladite progression, un certain nombre de signes élémentaires ; Trib. civ. Seine, 6 mars 1930, C. de Paris, 21 janv. 1933, C<sup>ie</sup> Nationale des Radiateurs c. Nanquette, *Ann.*, 1933, p. 206. Il a été jugé que des formules théoriques ou des principes ne sont pas brevetables lorsqu'on n'indique pas une application déterminée et précise. Voici l'attendu confirmé par la cour de Paris : attendu que cette formule (la formule du brevet pour déterminer le meilleur diamètre et l'épaisseur la plus avantageuse d'un élément tubulaire de radiateur) a une portée générale et constitue une vérité de principe dont le breveté ne peut revendiquer à son profit la priorité mais seulement en constater l'existence et la portée pour l'appliquer à ses radiateurs.



**165. De la portée du brevet concernant un principe théorique.**

— Pour fixer l'étendue d'un brevet d'invention, portant sur un concept théorique dont le breveté a indiqué une application, la jurisprudence se laisse guider par le principe suivant lequel la contrefaçon s'apprécie d'après les ressemblances et non selon les différences. Pour qu'il y ait contrefaçon, il doit y avoir identité de moyen et de résultat, c'est-à-dire, en utilisant notre terminologie, identité d'objet et de cause. Toutefois, comme nous le montrerons, la jurisprudence prend parfois souci à protéger, d'une manière plus grande, le breveté lui paraissant digne d'intérêt et, en particulier, celui qui est le premier à avoir mis en œuvre industriellement, par des moyens connus, des concepts scientifiques et théoriques.

Elle suit donc, dans certaines conditions que nous allons préciser, le critère qui nous a servi à séparer le moyen d'avec le résultat industriel.

**166. Appréciation des ressemblances.** — La similitude des résultats ne saurait suffire à elle seule, car la jurisprudence française n'a pas adopté entièrement la théorie des équivalents, en usage dans maints pays étrangers. Mais, le magistrat se révèle, dans certaines espèces, très protecteur du breveté inventeur d'une idée nouvelle.

C'est ainsi qu'un arrêt ancien de la cour de Paris dans lequel il s'agissait d'un brevet visant la réalisation industrielle d'une *idée*, consistant à faire sortir d'un étui et à épanouir en gerbe des aiguilles fixées sur une pelote à ressort, a décidé qu'il y avait contrefaçon, dès l'instant que l'on réalisait la même idée, bien que le mécanisme ne fût pas nouveau (1).

De même, lorsqu'un brevet porte sur un bec pour l'éclairage au gaz acétylène, caractérisé par la combinaison qui peut se résumer dans les mots « entraînement de l'air, mélange préalable de gaz « et d'air et conjugaison des jets », il y a contrefaçon dans tous les

(1) C. de Paris, 22 mai 1868, Asselin c. Boisserolles et Joubert, *Ann.*, 1869, p. 137.

appareils dont le dispositif aura pour résultat de réaliser ces diverses données (1).

D'un arrêt récent de la cour de Paris (2), il résulte encore que l'étui, pour bâton de rouge à lèvres, où se retrouve la caractéristique essentielle du dispositif breveté, à savoir : *l'enclenchement* entre un porte-crayon et un miroir, doit être argué de contrefaçon. Il importait peu qu'il y eût, entre les deux étuis, des différences sensibles, soit dans la forme extérieure, soit dans le *dispositif* d'enclenchement, soit dans la combinaison des miroirs.

Dans cette espèce, l'idée essentielle, considérée comme un moyen général, était l'effet technique, constitué par la liaison mécanique entre le porte-crayon et le miroir. Il était d'ailleurs difficile de séparer l'enclenchement, envisagé comme un résultat ou comme l'idée inventive, d'avec le dispositif d'enclenchement matériel, constituant le véritable moyen.

Comme on le voit, la cour de Paris a jugé d'après son critère habituel, consistant à tenir compte des ressemblances et à écarter les différences (3).

**167. Les différences ne doivent pas être trop accentuées.** — Cependant, le magistrat est souvent impressionné par les différences entre les moyens (4) ; par suite, quand la nouveauté réside

(1) C. de Dijon, 21 mars 1904, Thuillier et Aubry c. Bullier, *Ann.*, 1904, p. 230.

(2) C. de Paris (9<sup>e</sup> Ch.), 29 mai 1934, Schall c. Shapiro, *Ann.*, 1937, p. 176.

(3) Voici l'attendu le plus net à cet égard : « la contrefaçon se juge « d'après les ressemblances et non d'après les différences qui sont destinées bien souvent à cacher la fraude. Lorsque des ressemblances *essentieles* sont constatées par le juge du fait, les différences qui peuvent « exister entre les deux objets n'empêchent pas qu'il y ait contrefaçon, « que ces différences soient *insignifiantes* ou *considérables*, qu'elles soient « ou non des perfectionnements. »

(4) C. de Lyon, 8 févr. 1868, Pascal c. Manc et autres, *Ann.*, 1871, p. 19 ; C. de Paris, 27 févr. 1889, Charageat (fermeture automatique des parapluies), *Ann.*, 1890, p. 231 ; Trib. civ. Seine, 25 juill. 1929 et C. de Paris, 1<sup>er</sup> juin 1931, Moulet et Sté Martin Moulet et C<sup>ie</sup> c. Lamblin, *Ann.*, 1938, p. 74. Nous citons le plus net : « considérant que ces « *différences essentielles*... font de son appareil, si identiques que soient

seulement dans l'effet technique ou dans ce que certains appellent l'« idée-mère », les différences sont exclusives de contrefaçon lorsqu'elles sont très accentuées (1).

Autrement dit, si la jurisprudence suit parfois la ligne de conduite proposée par nous, elle se refuse pourtant à en pousser les conséquences jusqu'au bout.

Elle intervient pour limiter les inconvénients, dangereux pour les tiers, d'un monopole trop étendu accordé au premier breveté. A cet effet, le magistrat français se retranche simplement derrière le principe d'après lequel les résultats ne peuvent jamais faire l'objet d'un droit privatif.

**168. Rôle prétorien de la jurisprudence.** — Nous nous trouvons en présence d'un rôle prétorien très intéressant, analogue à celui joué par la jurisprudence de la Cour de cassation en droit civil ; cette dernière, ainsi que nous l'avons indiqué dans la première partie, se sert du concept de cause comme d'une arme, pour annuler les contrats passés en vue d'un but illicite. Elle n'hésite pas, à cet effet, à faire entrer dans la notion de cause les motifs qui lui ont paru déterminants et qui, selon la doctrine classique, ne devraient pas être compris dans le cercle juridique du contrat ; elle ne craint pas non plus de confondre, dans une certaine mesure, l'objet et la cause, plus particulièrement dans les contrats aléatoires.

« les résultats à en attendre avec ceux produits par la pompe Moulet, « une création nouvelle qui ne saurait être arguée de contrefaçon » ; C. de Paris, 17 juin 1930, Cass. civ. 3 avr. 1935, Ets Caruelle c. Detaint, *Ann.*, 1937, p. 176. Il a été jugé que bien que deux appareils élévateurs d'eau, dont l'un est argué de contrefaçon, procèdent des mêmes principes (capillarité et force centrifuge), il ne saurait y avoir contrefaçon dès lors qu'ils se distinguent, à la fois par des moyens et des résultats différents.

(1) Trib. civ. Compiègne, 30 juill. 1935 (définitif), Lelong c. Topart et Goethals, *Ann.*, 1938, p. 79. Il a été jugé que si un dispositif breveté constitue une application nouvelle de moyens connus procurant un résultat nouveau, un dispositif du même ordre utilisant une combinaison de moyens différents et d'ailleurs empruntés essentiellement à un dispositif du domaine public n'en constitue pas moins une contrefaçon.

Mais la jurisprudence a soin de se limiter, car elle est partagée entre le désir de moraliser les rapports contractuels et celui de respecter la sécurité des contrats.

De même, en propriété industrielle, le magistrat est partagé entre le désir de favoriser le breveté qu'il estime digne de protection et la volonté, non moins légitime, de protéger les tiers contre un monopole trop étendu.

On comprend alors que la portée d'un brevet soit fonction, jusqu'à un certain point, de l'état d'esprit du juge qui doit l'interpréter, à l'occasion d'un procès en contrefaçon. Si ce magistrat est protecteur du breveté, il aura tendance à admettre la brevetabilité de ce que certains appellent l'« idée-mère » ; dans le cas contraire, il s'y refusera.

C'est pourquoi le critère proposé par nous ne doit pas faire illusion lorsqu'il s'agit de juger des cas d'espèces, différant tous profondément du point de vue technique et juridique ; nous avons simplement voulu donner un guide, un fil directeur prenant appui sur un concept juridique : celui de cause.

Cela nous a permis d'indiquer, pour la résolution du problème, posé parfois au magistrat et concernant la distinction à apporter entre le moyen et le résultat industriel, une solution réalisant un compromis entre deux tendances opposées : celle consistant à refuser toute protection à l'idée inventive, d'une part, et celle qui la considère comme toujours brevetable, d'autre part.

**169. IV. Justification du critère proposé pour distinguer le moyen et l'idée inventive d'avec le résultat.** — Une telle solution est équitable. En effet, lorsque le moyen matériel est nouveau, il faut développer un *effort créateur* pour trouver un autre moyen différent susceptible de réaliser le même effet technique.

Il paraît donc juste que l'inventeur d'un moyen différent ne tombe pas sous la loi de celui qui, le premier, a fait breveter un moyen nouveau conduisant à l'obtention d'un résultat nouveau ou non.

Au contraire, lorsque la nouveauté réside uniquement dans l'effet technique ou dans l'idée inventive réalisés à l'aide d'un



moyen connu, il n'y a aucun effort inventif à développer pour obtenir l'effet technique nouveau ou pour mettre en œuvre l'idée inventive nouvelle puisqu'il suffit de prendre dans le domaine public un autre moyen connu, à la condition de lui faire jouer le rôle nouveau que l'inventeur, premier en date, a découvert.

Dans ces conditions, il ne paraît pas équitable que l'inventeur, qui a eu le premier l'idée nouvelle et qui en a indiqué une seule solution *connue*, se voie dépouillé du fruit de sa création par ceux qui réalisent la même idée en utilisant une quelconque des nombreuses solutions se présentant à l'esprit sans effort inventif (1).

Cependant, il nous semble dangereux de conseiller l'examen de l'effort créateur nécessaire pour mettre en œuvre l'idée inventive car, lorsqu'on se livre à une pareille étude, on peut être entraîné à rechercher si l'auteur du remplacement du moyen dont s'agit, par un moyen prétendu équivalent, a développé une activité créatrice suffisante.

Or, l'effort inventif doit être apprécié en se référant à l'état de la technique, au moment du dépôt du brevet accordé au premier inventeur et non ultérieurement, par exemple à l'époque où le second inventeur est poursuivi en qualité de contrefacteur.

De plus, l'exigence ou l'absence d'un effort créateur est toujours difficile à apprécier et l'utilisation d'une telle terminologie apporte au critère formulé une part de subjectivité et d'arbitraire ; c'est pourtant sous cette forme qu'on retrouve à l'étranger le critère proposé par nous.

## § 2. — *De la possibilité de protéger à l'étranger un principe théorique ou un résultat.*

**170. Le problème posé et l'effort créateur.** — Dans la plupart des pays, comme en France, on distingue entre le problème posé non brevetable et le moyen qui en est la solution brevetable. Toutefois, certains pays ont tendance à admettre la possibilité de pro-

(1) *Comp.*, Vander Haeghen, *Le droit intellectuel*, t. I, *Brevets d'invention*. Bruxelles, 1936, n° 235, p. 143.

téger le résultat dans la mesure où le fait de poser un problème peut constituer une invention ; en général également, il est fait application à l'étranger de la théorie des équivalents dans la mesure où l'effet technique peut prendre figure de moyen, en ce qui concerne la portée du brevet.

Enfin, le critère, ou plus exactement la ligne de conduite proposée par nous pour juger de l'étendue d'un brevet de moyen, est parfois appliqué, mais sous une forme subjective, c'est-à-dire en appréciant la valeur de l'effort créateur fourni par un spécialiste pour mettre en œuvre l'idée inventive ou pour obtenir l'effet technique recherché par le breveté.

**171. I. Pays anglo-saxons.** — C'est principalement aux Etats-Unis que l'on peut se rendre compte de l'inconvénient offert par la recherche d'un effort créateur.

D'après l'auteur américain Robinson, il suffit, en effet, pour qu'un moyen puisse être considéré comme un équivalent, que sa substitution au moyen du breveté n'ait pas demandé d'effort inventif (1).

En particulier, dans une combinaison de moyens connus, on peut remplacer un moyen par un équivalent toutes les fois que cette substitution n'entraîne pas d'effort créateur particulier (2).

Ce n'est pas là, comme on peut le voir, le critère proposé par nous car il conviendrait d'apprécier l'effort créateur d'un homme du métier, désireux de mettre en œuvre l'idée inventive du breveté, en prenant en considération l'état de la technique *au moment du dépôt* de son brevet et non ultérieurement. C'est ce qui a d'ailleurs été jugé aux Etats-Unis dans de nombreuses espèces desquelles il résulte qu'un moyen, pour constituer un équivalent d'un autre, doit être connu, *au moment de l'invention*, comme un remplaçant normal de cet autre moyen (3).

(1) Robinson, vol. I, p. 351.

(2) *C. C.* (District de Connecticut), 16 janv. 1882, Coes c. The Collins Co, 9. *Fed.*, p. 905.

(3) *S. C.*, 25 nov. 1872, James Rees c. William L. Gould 2. *O. G.*, p. 624 ; 15 *Wallace*, p. 187 ; *S. C.*, 2 mars 1877, Henry W. Fuller et autres

Il a encore été jugé qu'une idée ne peut pas être brevetable si le problème posé n'est pas résolu complètement par elle, c'est-à-dire si un spécialiste doit être contraint de faire une invention pour l'appliquer industriellement (1).

**172. Grande-Bretagne.** — L'incertitude provenant de la recherche de l'effort créateur est moindre en Angleterre car, si les Anglais reconnaissent, comme les Américains, la validité du brevet de principe, ils n'admettent pas, cependant, que le principe théorique en lui-même, indépendamment de son application industrielle, puisse constituer une matière brevetable ou un « *subject matter* ».

Enfin, le magistrat britannique est moins protecteur du breveté que son collègue américain ; mais il exige, comme ce dernier, que les différences entre les moyens ne soient pas trop grandes (2).

Pour dégager l'esprit de la jurisprudence britannique, nous citerons simplement l'espèce connue *Jupe c. Pratt*. (3). Il a été jugé, dans cette affaire, que lorsqu'un inventeur décrit dans son brevet un mode de réalisation d'un principe théorique nouveau, il peut être protégé d'une manière considérable, car toutes les autres applications dudit principe constituent des contrefaçons de son brevet. Au contraire, si le principe est connu, l'inventeur ne peut protéger, par un brevet, que le mode de réalisation décrit par lui ; seront contrefacteurs d'un tel breveté uniquement ceux qui utiliseront le même mode de réalisation.

Nous retrouvons l'idée directrice qui nous a servi à évaluer la portée d'un brevet concernant une idée inventive nouvelle.

Dans l'espèce envisagée, l'inventeur avait eu l'idée d'agir sur la forme et les dimensions d'une came pour faire varier les posi-

c. Enoch S. Yentzer et autres 4. *Otto*, p. 299, 11. *O. G.*, p. 597 ; *S. C.*, 28 févr. 1881, William Wicke c. Henry P. Ostrum 13. *Otto*, 461, 19. *O. G.*, p. 867.

(1) *Ex parte*, de Bausset, 7 mars 1890, 50. *O. G.*, p. 1766.

(2) *C. A.*, 20 mars 1889, Automatic Weighing Machine C<sup>o</sup> c. Knight, 6, *R. P. C.*, p. 297, p. 308.

(3) Décision d'une *Court of Exchequer E. T.*, 1837, *Jupe c. Pratt*, 1, *W. P. C.*, pp. 144-146.

tions relatives de deux pièces particulières d'une machine, au cours de son fonctionnement.

En supposant nouvelle une telle idée, il eût été possible, pour un inventeur qui en aurait décrit, dans son brevet, une application particulière, d'interdire à des tiers l'utilisation d'autres modes de réalisation de cette même idée. Pourtant le magistrat déclara : « Je ne pense pas que la nouveauté du principe déposé permettrait à l'inventeur de rédiger une revendication valable pour tous les moyens résolvant le problème posé... s'il en était ainsi il me semble qu'il en résulterait que l'invention du moyen visant un résultat particulier procurerait à l'inventeur une protection couvrant tous les moyens permettant d'obtenir le même résultat. En conséquence, si la revendication est rédigée de manière à comprendre tous les moyens... permettant de résoudre le problème, je suis d'avis qu'elle est trop large et qu'elle ne constitue pas un véritable « *subject matter* » pour le brevet. »

Ce jugement montre bien que les Anglais ont soin de limiter, comme le fait la jurisprudence française, d'une manière peut-être un peu moins étroite il est vrai, la portée des brevets portant sur une application industrielle d'un principe théorique.

**173. II. Pays germaniques.** — En Allemagne, comme en Suisse, le fait de poser un problème peut, à lui seul, constituer une invention, à condition qu'un homme du métier puisse mettre en œuvre l'invention avec les éléments du domaine public et la connaissance de l'idée inventive ou du problème posé, telle qu'il résulte du brevet, sans avoir besoin de devenir inventeur, sans développer aucune activité créatrice (1).

(1) *R. G.*, 23 nov. 1929, *M. u. W.*, 1930, p. 75 ; voir également des arrêts du *Reichsgericht* en date du 22 septembre 1934 (*G. R. U. R.*, 1934, p. 732), ainsi que des 5 janv. (*M. u. W.*, 1935, p. 211) et 5 juin 1935 (*M. u. W.*, 1935, p. 368) d'après lesquels la solution du problème posé doit être considérée comme ayant été donnée par l'inventeur, bien qu'il ne l'ait pas décrite expressément dans sa description, lorsqu'un homme du métier est en mesure d'exécuter l'invention sans avoir besoin de faire ultérieurement œuvre de créateur ; v. *Prop. Ind.*, 1937, p. 11 ; consulter également pour connaître l'état d'esprit de la doctrine suisse l'ouvrage de Weidlich et Blum, « *Das Schweizerische Patentrecht* », t. I, pp. 60 et 61.



Les auteurs allemands Klauer et Möhring disent que : « le caractère créateur et novateur exigé par la loi allemande pour assurer la brevetabilité d'une invention peut trouver place aussi bien dans la solution d'un problème connu, à l'aide de moyens jusqu'alors inconnus, que dans le fait de poser le problème *nouveau* dont la solution peut être obtenue grâce à des moyens connus (1). »

Le *Reichsgericht* suit cette doctrine dans un certain nombre d'arrêts bien qu'il existe de nombreuses décisions, d'après lesquelles le simple exposé d'un problème, sans que l'inventeur ait donné l'indication de sa solution, ne suffit pas, en général, pour constituer une invention.

**174. Suisse.** — En droit suisse également on peut rencontrer de nombreuses espèces jurisprudentielles desquelles il résulte que ce n'est pas le problème en lui-même qui est brevetable mais, uniquement le moyen technique permettant de le résoudre (2).

Mais, dans le simple fait d'indiquer un problème, peut résider une idée inventive susceptible de protection, à condition que l'on donne en même temps, dans le brevet, tous les moyens concrets (3).

(1) Klauer et Möhring, *Patentgesetz*, 1937, p. 69. Voir le très intéressant ouvrage de l'ingénieur-conseil, le Dr Ing. H. Ruschke : « *Die elektrische Schaltung* » als Gegenstand des gewerblichen Rechtsschutzes ». Leipzig, 1934, pp. 35 et 36 ; l'auteur étudie la brevetabilité des schémas électriques pour lesquels l'idée inventive qui préside à l'organisation des circuits se confond pratiquement avec le dessin des circuits. Le principe théorique est donc protégé indirectement lorsque le schéma est nouveau. Mais dans cette hypothèse, les dispositifs matériels intercalés dans les circuits sont en général connus, ce que ne précise pas l'auteur.

(2) *Z. H. G.*, 23 juin 1908 (*Z. R.*), VIII, p. 194 : « le droit privatif (accordé par la loi pour une invention brevetable) ne peut jamais être attribué à autre chose qu'à la solution concrète d'un problème » ; voir également : *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 29 juin 1932, *Sté Orion c. Huber*, *B. G. E.*, 58, II, p. 287, ce n'est pas le problème qui est brevetable, ni le but visé.

(3) *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 7 juin 1913, *Stickerei Feldmühle c. Schwalder et Cie*, *B. G. E.*, 39, II, p. p. 347. « Même dans le simple fait d'indiquer un problème peut se trouver une idée inventive susceptible de protec-

Enfin, dans d'autres espèces, il a été jugé que, lorsque le problème posé par l'inventeur est résolu à l'aide de moyens *connus*, ce dernier peut revendiquer toutes les solutions particulières du problème, lorsque son énoncé, tel qu'il résulte de la description, suffit à l'homme de métier pour exécuter l'invention sans développer aucun effort créateur (1).

Nous retrouvons le critère germanique lui-même très voisin du nôtre.

**175. III. Pays latins.** — Nous ne dirons que quelques mots du droit belge qui admet la validité du brevet de principe dans la mesure où le fait de poser le problème constitue une invention brevetable.

D'après la doctrine belge et, en particulier, d'après M. Vander Haeghen, le fait de poser le problème permet de donner à l'invention le caractère d'originalité requis par la jurisprudence belge (2).

M. Vander Haeghen, il est vrai, suivi par la plupart des auteurs belges, ne manque pas de préciser qu'un résultat ou un problème n'est jamais brevetable ; mais il a soin d'ajouter, très justement à notre avis, que la brevetabilité du résultat se réduit à la détermination de la portée de l'invention et à l'application du principe des équivalents (3). Dans certains cas « l'idée inventive, dit cet

« tion à condition que l'on donne en même temps les moyens concrets « permettant de résoudre le problème. » *Comp. B. G.* (1<sup>re</sup> sect.), 27 mai 1904, Jakob Stalder c. Mac Cormick Harvesting Co (*Z. R.*), III, p. 283. Voir *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 5 mars 1930, Bremer Torfwerke A. G. c. Schweizerische Eidgenossenschaft, *B. G. E.*, 56, II, p. 148 ; on ne peut trouver une idée brevetable « dans l'exposé d'un problème » que lorsqu'on utilise un procédé *nouveau* dans un domaine *connu* et lorsqu'on obtient, grâce à cette utilisation, un *nouvel* effet technique utile.

(1) *B. G.*, 27 mai 1904 (*Z. R.*), III, p. 283 (cité dans la note (3)) « la « description de l'invention ne décrit pas seulement un problème mais « bien une solution, lorsque dans cette description sont données toutes « les étapes essentielles qui permettent à l'homme de métier, ou à l'ex- « pert, d'exécuter l'invention en employant n'importe quel mode d'exé- « cution technique connu pour résoudre le problème ».

(2) Vander Haeghen, n° 207 ; C. de Brux., 7 mars 1864, *Pas.*, 1864, n° 269.

(3) Vander Haeghen, *op. cit.*, n° 238.

« auteur, l'essence du moyen qui réalise le résultat visé, se trouve  
« si intimement mêlée à un résultat que c'est non pas le moyen  
« mais le résultat qui semble justifier la brevetabilité. » (1)

C'est bien l'observation que nous avons faite à propos de la distinction entre le résultat et le moyen, lorsque nous avons donné un exemple dans lequel l'idée inventive et l'effet technique pouvaient être confondus dans la même notion de but.

M. Vander Haeghen paraît donc s'être rendu compte de la possibilité d'étendre le monopole du breveté, à l'aide de la théorie des équivalents, sans porter pour cela atteinte au principe d'après lequel un résultat n'est jamais brevetable.

Cependant, en Belgique, comme dans les autres pays, la doctrine et la jurisprudence n'ont pas vu que l'extension du monopole du breveté pouvait seulement être réalisée à la double condition que le problème posé se confondit avec le principe théorique ou l'idée inventive et que ce problème fût résolu par une solution concrète *connue*, sans qu'il fût nécessaire d'apprécier l'existence ou l'absence d'effort créateur.

De cette étude rapide de droit comparé, il s'ensuit qu'un principe théorique, scientifique par exemple, peut être protégé, dans certains pays, dans des conditions limitées. Nous allons rechercher s'il en est de même en France.

### § 3. — *De la protection de la propriété scientifique.*

**176. I. Travaux préparatoires.** — Si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi de 1844 et aux observations présentées par Arago, lors de la discussion du paragraphe 3 de l'article 30, on se rend compte de l'erreur commise, sciemment peut-être, par Pouillet et par la doctrine qui l'a suivi.

Ainsi que le fait observer Couhin (2), Pouillet raisonne en effet, comme si l'opinion d'Arago avait un caractère purement individuel et doctrinal. Or cette opinion a été consacrée par un vote

(1) Vander Haeghen, *op. cit.*, n° 235, p. 142.

(2) Couhin, t. I, p. 333, voir note en bas de page.

formel contre la volonté de Philippe Dupin, rapporteur devant la Chambre des députés.

Arago voulait que l'on pût breveter des découvertes purement scientifiques et, en particulier, des découvertes de propriétés nouvelles de choses anciennes, à la condition d'indiquer une application industrielle. Il donnait l'exemple de la lampe Davy et du zingage de Sorel.

Davy avait reconnu que la flamme de la lampe, bien connue à l'époque dans les établissements agricoles et qui porte maintenant son nom, ne pouvait traverser les toiles métalliques qui garnissaient cette lampe et ce, grâce au refroidissement subi par la flamme en passant à travers les mailles du tamis ; à l'aide de cette découverte d'une propriété, dont personne ne s'était douté jusqu'alors, on a pu utiliser une telle lampe dans les mines grisouteuses, sans y rien changer. Selon Arago, l'idée de Davy devait être brevetable et elle ne serait pas rentrée dans le cadre de l'article 2 de la loi de 1844, c'est-à-dire dans la classe des moyens nouveaux ou des applications nouvelles de moyens connus.

Il en eut été de même pour l'idée de Sorel qui consistait à recouvrir de zinc la surface extérieure des conduites d'eau en fer, pour éviter la formation de la rouille sur les parois internes de ces tuyaux.

Telle était la pensée d'Arago et telle fut la raison de l'amendement apporté au paragraphe 3 de l'article 30 de la loi de 1844 auquel furent ajoutés les derniers mots : « *dont on n'a pas indiqué les applications industrielles.* »

En résumé, d'après les travaux préparatoires de la loi, la découverte d'une propriété nouvelle d'un corps ou d'un dispositif connu est brevetable ainsi que l'idée ou le principe, la méthode, le système, la découverte, la conception théorique ou purement scientifique, à la condition qu'on en ait indiqué une application industrielle.

Cela résulte bien, a contrario, du texte même du paragraphe 3 de l'article 30.

L'opinion de la doctrine et de la jurisprudence françaises n'est donc pas conforme à l'esprit de la loi qui institue, en dehors des



trois catégories d'objets brevetables (moyen nouveau, produit industriel nouveau et application nouvelle de moyens connus), une quatrième embrassant toutes les découvertes du genre de celles citées par Arago.

Cette dernière catégorie porte un nom : la propriété scientifique ou, comme on l'appelle maintenant, le droit du savant sur ses découvertes et inventions.

**177. II. Des projets destinés à protéger les droits des travailleurs intellectuels sur leurs découvertes et inventions.** — La protection du droit du savant sur ses découvertes ou inventions a fait couler beaucoup d'encre et un certain nombre de projets de lois ou de conventions internationales ont pris jour pour organiser la protection du savant, soit dans le cadre de la législation des brevets d'invention, soit en dehors de ce cadre (1).

**178. A. Systèmes du droit individuel.** — Nous signalons d'abord deux propositions de loi, maintenant la pensée scientifique dans la limite du champ d'application de la loi de 1844 : l'une fut présentée par M. J. Barthélemy, l'autre fut rédigée au nom de la Confédération française des travailleurs intellectuels ou C. T. I. par MM. Dalimier et Gallié.

Ces projets étaient l'aboutissement du mouvement déclenché en 1921 par le Syndicat des inventeurs français qui avait posé le problème très nettement dans une réunion tenue à la Sorbonne le 29 novembre 1921.

**179. Projet Barthélemy.** — Le droit du savant dans le projet Barthélemy s'apparentait au droit d'auteur ; il avait la même durée (la vie du savant et cinquante ans après sa mort) et il prenait naissance sans aucune formalité particulière, la priorité de l'idée s'établissant par tous les modes de preuves.

Si le savant ne prenait pas de brevet, il n'avait droit à la rede-

(1) Nous nous sommes inspirés principalement, dans les développements qui vont suivre, du cours de droit commercial complémentaire professé à la Faculté de droit de Paris de 1936 à 1937, par M. J. Percerou.

vance qu'à partir du moment où il la réclamait à ceux qui exploitaient son idée.

S'il prenait un brevet de principe, il pouvait exiger des industriels exploitant son brevet, le paiement d'une redevance, mais il était contraint de concéder une licence.

**180. Projet de la C. T. I.** — Le projet de la Confédération française des travailleurs intellectuels donnait également à la propriété scientifique la même durée qu'au droit d'auteur mais il était plus précis que la proposition de Barthélemy, car il décidait que la preuve de la création serait faite par la date de la publication dans certains périodiques.

Autre différence avec le projet Barthélemy : le droit du savant n'était plus un monopole d'exploitation mais un droit à redevances.

La crainte du poids trop lourd qu'auraient fait supporter à l'industrie de pareilles redevances a fait écarter cet avant-projet. Il a été l'origine d'un effort international, entrepris et poursuivi au sein de la Société des Nations, qui a confié à sa commission de coopération intellectuelle le soin de mettre sur pied un projet de convention, tendant à réglementer internationalement la propriété scientifique.

**181. Projet Ruffini.** — Le sénateur Ruffini, désigné comme rapporteur par la commission précitée, rédigea un projet qui reçut l'approbation de principe de la commission puis du Conseil de la Société des Nations ; mais il ne fut pas accepté car certains gouvernements se déclarèrent opposés à toute réglementation, tandis que d'autres formulèrent des réserves rendant impossible toute entente.

L'Institut de coopération intellectuelle fut chargé d'ouvrir une enquête auprès des divers milieux intéressés, pour connaître les conditions d'application de ce projet. Cette enquête a permis de dégager les principales objections que l'on pouvait faire (1).

(1) Voir les rapports sur cette enquête rédigés par M. Raymond Weiss, conseiller juridique de l'Institut de coopération intellectuelle, dans les

La principale était que les entreprises industrielles verraient leur équilibre compromis par des réclamations portant sur des sommes dont elles n'auraient pas prévu le montant.

**182. Projet Marcel Plaisant.** — Pour tenir compte de cette objection, le projet de convention internationale qui a pris naissance, à la suite de ces consultations, et auquel ont largement contribué M. le Sénateur Marcel Plaisant, président du Comité technique de l'Office national de la propriété industrielle et M. L. Gallié, était accompagné d'une note, due à ce dernier et prévoyant l'assurance des industriels contre les risques résultant de l'application dudit projet.

Le droit du savant consistait toujours en un droit à redevances, d'une durée de cinquante ans, sur les applications industrielles de sa découverte.

La divulgation faite par le savant avant la formalité d'enregistrement international prévue par le projet, pour fixer le point de départ de son droit, ne nuisait en rien à la validité de ce dernier.

Cette réglementation était, comme on le voit, en dehors du cadre de la législation des brevets d'invention.

Le résultat de cette action internationale fut de déterminer dans plusieurs pays des initiatives législatives concernant la propriété scientifique.

**183. Projet Richard.** — Signalons en particulier en France le projet de loi établi par la commission interministérielle qui avait nommé comme rapporteur M. le président Richard.

Ce projet prévoyait le versement des cotisations à une caisse nationale d'assurances.

**184. Projet présenté en 1931 à l'Académie de médecine.** —

publications de cet institut : *De la propriété scientifique*, 1 vol., 1929 ; consulter également le rapport présenté par M. Raymond Weiss sur « *Le droit du savant sur ses découvertes et ses inventions* » au 6<sup>e</sup> Congrès International de la Fédération internationale des associations d'inventeurs et d'artistes industriels. *Bull. off. prop. ind.*, 1<sup>re</sup> partie, 4 nov. 1937, p. 146.

L'Académie de médecine a pris en considération un projet de loi aux termes duquel tout auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique se verrait reconnaître un droit *sui generis* comportant, d'une part, un droit moral de paternité et, d'autre part, un droit à redevances sur les usagers.

Tous les systèmes précités reconnaissent à l'auteur d'une découverte scientifique un véritable droit individuel sur les applications industrielles de son invention et, pour assurer la sécurité des industriels, ils préconisent, soit le versement de la redevance à une caisse d'assurances, soit la fixation à forfait du montant de la redevance sur des bases qu'il est d'ailleurs difficile d'établir.

**185. B. Système des récompenses.** — Pour éviter les difficultés présentées par la recherche de la base sur laquelle pourrait être établie la rémunération forfaitaire précitée, certains esprits ont pensé, depuis longtemps, à adopter le système dit des récompenses : un organisme central, constitué, par exemple, par la Caisse nationale de la recherche scientifique, recevrait les cotisations des industriels et répartirait le fonds commun ainsi rassemblé aux savants ou à leurs familles.

Toute la difficulté réside alors dans la répartition des allocations.

C'est plutôt vers une telle solution que les esprits ont tendance à se tourner actuellement (1).

**186. III. Critique sommaire des divers projets et propositions tendant à organiser la protection des droits du savant.** — Tous les systèmes proposés jusqu'à présent, y compris celui de M. Barthélémy, présentent un grave inconvénient : comment prouver, avec certitude, la priorité de la création ? De plus, on rencontre de grandes difficultés d'application pratique, dues à l'impossibilité de fixer *a priori* les bases d'une redevance forfaitaire ou de répartir

(1) Voir le vœu émis par le VI<sup>e</sup> Congrès international de la fédération internationale des associations d'inventeurs et d'artistes industriels. *Bull. off. prop. ind.*, 1<sup>re</sup> partie, 4 nov. 1937, p. 157, *Prop. Ind.*, 1937, p. 145.



les récompenses sous forme d'allocations aux savants ou à leurs familles.

Nous rappelons que le système de M. Barthélémy laissait le choix au savant soit de prendre un brevet, et dans ce cas la date de départ du droit était fixée avec certitude, soit de ne rien déclarer et de ne demander la redevance qu'à partir de sa réclamation. Dans cette dernière hypothèse, les discussions sur la priorité du droit seraient impossibles à résoudre.

**187. IV. Solution proposée.** — Dans ces conditions, nous croyons indispensable de rester dans le cadre de la loi française de 1844, ce qui permet de donner au point de départ du droit du savant une date authentique.

De plus, lorsque le savant voudra réclamer à des industriels le paiement d'une redevance, il leur concédera une licence d'exploitation de son brevet en rédigeant un contrat établi suivant les règles du droit commun ; il ne risquera pas d'être lésé et on évitera ainsi toutes les difficultés qui se présentent avec le système des récompenses ou même avec le système du droit individuel à redevances.

Les principales objections élevées contre un tel concept sont au nombre de deux :

1<sup>o</sup> Lorsqu'un savant annonce son invention dans des conférences ou dans une revue scientifique, avant de prendre un brevet, il risque de perdre, pour défaut de nouveauté, conformément aux termes de l'article 31 de la loi de 1844, le droit privatif qu'il désire acquérir ultérieurement sur sa découverte.

Il y a là, semble-t-il, une injustice vis-à-vis de ce qu'on appelle maintenant les travailleurs intellectuels.

Pour pallier à cet inconvénient, M. Raymond Weiss a proposé, au VI<sup>e</sup> Congrès international de la fédération internationale des associations d'inventeurs et d'artistes industriels, un vœu se terminant par la suppression de la déchéance du droit du savant du fait d'une divulgation provenant de son fait, sous la forme d'une communication de caractère scientifique présentée, soit dans un corps savant, soit dans une revue scientifique.

La protection du savant contre sa propre divulgation est déjà adoptée en Grande-Bretagne par le législateur et en Italie dans le nouveau décret-loi de 1934. Cette solution doit être rapprochée de la tendance à imiter les législateurs américain et allemand, en instaurant un délai préfixe, en général de l'ordre de six mois avant dépôt, pendant lequel toute divulgation du fait de l'inventeur ou même d'un tiers ne pourrait détruire la nouveauté du brevet déposé ultérieurement.

Nous indiquerons quelle est notre opinion à cet égard et le danger que nous croyons trouver à l'application d'une telle disposition. Il est le même pour le droit du savant ; c'est le suivant : comment fixer avec certitude la priorité d'invention, c'est-à-dire en général la date de la divulgation ? Telle est la principale difficulté qui s'oppose à la suppression de la déchéance du droit du savant pour divulgation antérieurement au dépôt de son brevet.

2<sup>o</sup> La seconde objection présentée est ainsi formulée : la loi de 1844 se désintéresse des savants, peut-être les plus dignes, qui se livrent à des recherches et à des travaux de pure spéculation, sans se préoccuper de leur condition matérielle. En d'autres termes, il semble abusif d'exiger que le savant indique dans son brevet une application industrielle du principe théorique découvert par lui.

Pourtant si le savant veut réclamer à des industriels le paiement d'une redevance, il paraît équitable que son invention théorique puisse rendre des services à l'industriel sinon immédiatement, tout au moins dans un avenir plus ou moins lointain. Autrement dit, il doit y avoir pour les parties au contrat, le savant et la collectivité, une chance possible de gain. Dans ces conditions, il est normal d'exiger du savant qu'il indique au moins une application industrielle de son idée.

Quoi qu'il en soit, si l'on désire absolument protéger le savant sans exiger de sa part une semblable précision, il suffit d'interpréter la loi de 1844 littéralement et, nous pouvons même dire, en obéissant à l'esprit qui se dégage de la lecture des travaux préparatoires.

Seule, la jurisprudence qui suit en cela la doctrine, ne permet de protéger que l'application d'un principe théorique.

**188. Protection jurisprudentielle du principe théorique. —**

Mais rien n'empêche le magistrat de prendre exemple sur certains législateurs étrangers, d'aller même plus loin qu'eux et de reconnaître le brevet de principe, c'est-à-dire de protéger le principe lui-même, que l'application indiquée par le breveté soit nouvelle ou non, à condition qu'elle ait été décrite dans le brevet d'une manière suffisante pour que la collectivité, après expiration du monopole conféré au savant, puisse mettre en œuvre, dans l'industrie, le principe théorique découvert par ce dernier.

**189. Application du concept de cause à la protection du droit du savant. —** L'idée inventive, qui est proprement le motif du contrat passé entre le savant, inventeur, et la collectivité, peut, malgré son caractère immatériel et incorporel, puisque causal, être confondue avec l'objet du contrat, contrairement à ce que nous avons dit plus haut, si la jurisprudence le désire.

En droit civil, en effet, dans les contrats aléatoires, il n'y a pas grande différence entre la cause et l'objet du contrat. L'absence de cause se confond avec l'absence d'aléa et entraîne la nullité de la convention.

De même, en propriété industrielle, la jurisprudence pourrait admettre que l'absence d'idée inventive nouvelle entraîne véritablement la disparition de tout aléa ; l'idée deviendrait l'objet même du contrat, comme l'a pensé Arago.

On protégerait ainsi le savant d'une manière suffisamment complète, en restant dans le cadre de la loi de 1844, au lieu de chercher à lui donner une protection analogue à celle donnée par la loi de 1793-1902 aux hommes de lettres et aux artistes, protection qui, malgré son étendue, est bien souvent illusoire et est loin d'offrir pour le créateur les mêmes avantages que ceux conférés par un titre cessible et constituant pour sa création un acte de naissance authentique.

## CHAPITRE II

### Du produit industriel nouveau.

---

#### SECTION I<sup>re</sup>

##### De la brevetabilité du produit industriel.

**190.** — La loi française de 1844 considère comme invention ou découverte nouvelle « l'invention de nouveaux produits *industriels* ».

**191. Le produit, but visé par le breveté.** — On sait ce qu'il faut entendre par produit : c'est un corps certain, réel, tangible et éminemment matériel, obtenu en général, par un procédé de fabrication particulier. Ce corps constitue le résultat du procédé et le *but* généralement visé par le breveté.

**192. Cause du brevet de produit.** — Mais, dans ces conditions, le produit pourrait être considéré comme la cause du contrat passé entre l'inventeur et la collectivité, et cette cause serait matérielle, ce qui paraît contraire à sa nature.

En fait, la cause jurisprudentielle, c'est-à-dire la cause envisagée dans un sens large, renfermant les motifs éloignés et en particulier le plus lointain : la volonté d'obtenir le produit, est bien immatérielle.

Il faut distinguer, en effet, entre la représentation intellectuelle du but, c'est-à-dire ici du produit et sa réalisation. Alors que la première est immatérielle, la seconde ne l'est pas.

De plus la cause d'un brevet d'invention, en prenant cette fois l'expression de cause dans un sens plus étroit, est constituée par



son caractère industriel, et le produit tel que nous venons de le définir manque précisément de caractère industriel ; il n'est donc pas brevetable car le brevet qui le protégerait aurait bien un objet, le produit, mais il n'aurait pas de cause et ne serait pas valable.

**193. Caractère industriel du produit.** — Le caractère précité, condition essentielle de brevetabilité, est inclus dans le qualificatif « industriel » accolé par le législateur de 1844 à l'expression « nouveau produit ». Que convient-il d'entendre par un tel caractère ?

Prenons un exemple simple : l'inventeur de la balle D, le commandant Désaleux, avait cherché à augmenter la portée des balles de fusil Lebel, en supprimant ou, tout au moins, en diminuant, dans une notable proportion, les remous et les tourbillons atmosphériques qui se formaient derrière la balle, au cours de son déplacement sur sa trajectoire.

Le moyen principal, utilisé par lui, avait consisté à chanfreiner le culot, de manière à laisser les filets d'air se refermer derrière la balle. Celle-ci constituait véritablement un produit industriel nouveau dont les caractéristiques essentielles : la forme tronconique du culot et la meilleure pénétration dans l'air, la différenciaient nettement de ses similaires (1).

Ces caractéristiques comprennent un *élément matériel* : une forme nouvelle pour une balle de fusil, et des *éléments immatériels* : l'effet technique produit par cette forme, c'est-à-dire, la diminution des remous ou des tourbillons derrière la balle, puis des résultats plus lointains tels que la diminution de la traînée et enfin l'augmentation de la portée de l'arme à feu utilisant une telle balle.

(1) *Comp.* au brevet allemand, n° 204660 du 20 février 1904 qui a été délivré par le *Patentamt* à la Deutsche Waffen und Munition Fabriken de Berlin après cinq ans de discussion. La revendication accordée fut la suivante : « projectile pointu pour arme à feu portative et spécialement pour grandes vitesses, caractérisé par le fait que la pointe a sensiblement la moitié de la longueur totale du projectile et est courbée suivant un diamètre égal à quatre à neuf fois le calibre ».

Le caractère industriel ou la cause du brevet qui serait accordé pour une invention semblable est l'effet technique : la diminution des remous qui prennent naissance derrière la balle, tandis que le moyen est la forme tronconique du culot.

Nous retrouvons, à l'aide de cet exemple, des notions que nous avons analysées en droit civil et en propriété industrielle, lorsque nous avons cherché à séparer le moyen d'avec le résultat.

S'il n'y avait pas d'effet technique et par suite pas de résultat, c'est-à-dire si la balle D ne donnait aucune augmentation de portée, la modification de forme n'ayant pas provoqué la suppression des tourbillons nuisibles, cette balle ne constituerait pas un produit industriel ; sa forme dépourvue d'effet technique ressortirait du domaine d'application de la loi du 14 juillet 1909, concernant les dessins et modèles de fabrique. Ce ne serait pas une invention brevetable mais au contraire un modèle dont la forme esthétique relèverait plutôt de l'art que de la technique.

Comme on le voit c'est l'effet technique ou la qualité du produit utilisable industriellement qui imprime à ce dernier son caractère industriel.

L'effet technique est généralement obtenu quand il s'agit d'un produit appartenant à une classe d'objets connus, par une modification, une appropriation tout à fait particulière et matérielle lui donnant un aspect industriel, une physionomie technique nouvelle le distinguant de ses similaires.

**194. I. Doctrine.** — La doctrine et la jurisprudence s'expriment d'une manière analogue : elles exigent que le produit offre « des caractéristiques nouvelles » dont la présence est indispensable pour lui conférer la brevetabilité. Il faut, dit Pouillet, que le produit industriel « se distingue par des caractères nouveaux, certains, essentiels, des produits similaires qui existaient auparavant. » (1)

La nouveauté complète du produit ne suffit donc pas pour assurer sa brevetabilité ; le produit nouveau doit être *industriel* et il

(1) Pouillet, n° 20.

peut même être connu pourvu qu'il présente des caractéristiques nouvelles.

Pouillet cite, en particulier, l'exemple des cartes à jouer à coins dorés et arrondis qui ont été considérées comme un produit industriel nouveau, en regard des avantages particuliers qu'elles offraient, bien qu'au moment de leur création les cartes à jouer fussent connues depuis très longtemps (1).

**195. II. Jurisprudence.** — Dans un arrêt de la cour de Paris du 3 février 1930, il a été jugé qu'un produit ne pouvait pas être considéré comme industriel lorsqu'il ne produisait pas l'effet technique indiqué par le breveté (2).

Signalons encore un arrêt de la cour de Lyon, en date du 8 mai 1931, intéressant en ce sens que le magistrat paraît avoir senti que les caractéristiques d'un produit industriel comprennent à la fois des éléments immatériels, le résultat produit, et des éléments matériels, tels que le groupement de trois éléments pris dans le domaine public (3).

Enfin nous indiquons un arrêt de la cour de Poitiers du 5 novembre 1935 d'après lequel les caractéristiques spéciales qui

(1) Cass. rej., 27 déc. 1867, *D. P.* 1868.1, p. 416.

(2) C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 3 févr. 1930, Sté A. W. Sternberg et C<sup>ie</sup> c. Daniel et consorts Daniel, *Ann.*, 1930, p. 107. Dans cette espèce la caractéristique qui permettait de distinguer le produit de ses similaires du domaine public était sa propriété de se dissoudre complètement à froid et de donner sans chauffer un liquide homogène. L'absence de cette caractéristique, c'est-à-dire l'absence de caractère industriel a entraîné la nullité du brevet de produit. *Comp.* C. de Lyon, 13 déc. 1861, Cass. 13 août 1862, Renard frères et Franc c. Depouilly et autres, *Ann.*, 1863, p. 296 (rouge d'aniline) ; C. de Lyon, 22 avr. 1891, Delay, *Ann.*, 1892, p. 43 ;

(3) C. de Lyon (1<sup>re</sup> Ch.), 8 mai 1931, Sté des feutres et amiantes d'Auverlains et du Nord c. Puget et Ets Laurent, *Ann.*, 1933, p. 201. Il a été jugé que, la manière employée dans le brevet de grouper trois éléments pris dans le domaine public étant identique à celle depuis longtemps connue et le résultat obtenu ne différant pas de celui préalablement fourni, il n'y avait pas de produit industriel nouveau ; voir également C. de Paris, 28 déc. 1931, Sté Hirschfeld frères c. Casimir Longchamp, *Ann.*, 1933, p. 121.

distinguent le produit industriel, dans le sens de la loi, du produit habituel, ne résident pas uniquement dans les modifications d'aspect ou de forme, dans une physionomie extérieure particulière (1). Les modifications peuvent être internes et ne pas apparaître à l'œil nu. Nous aurons l'occasion de le rappeler ultérieurement (2).

## SECTION II

### De la portée du brevet de produit.

**196. Le produit, résultat du procédé.** — L'étendue d'application d'un brevet relatif à un produit industriel est très grande car la jurisprudence admet que l'on peut être contrefacteur d'un brevet de produit quel que soit le procédé utilisé pour fabriquer le produit.

Cela résulte de ce fait que le produit industriel est l'effet matériel du procédé. En conséquence, en accordant la protection d'un résultat matériel, on se trouve en présence d'une protection aussi étendue que si l'on admettait celle d'un résultat immatériel.

L'étendue du monopole conféré au breveté, en pareil cas, a paru dangereuse à maints législateurs ; c'est ce qui explique que dans de nombreux pays la loi refuse de protéger les produits industriels ou, tout au moins, certains d'entre eux tels, par exemple, que les produits chimiques, les produits alimentaires ou encore les remèdes et les compositions pharmaceutiques (3).

(1) Trib. civ. Bressuire, 18 juill. 1934, C. de Poitiers, 5 nov. 1935 Ch. Racaud c. frères Bossard, *Ann.*, 1937, p. 133. Voici l'attendu le plus significatif : Attendu d'autre part, que pour être nouveau dans le sens de la loi de 1844, il ne suffit pas que le produit n'ait jamais eu de similaire, il faut encore, et essentiellement, qu'il se distingue des produits anciens par des caractéristiques qui tiennent non à l'aspect ou à la forme, qui en font non pas seulement un produit nouveau, mais un produit nouveau *industriel* ; que tel n'est pas le cas de l'espèce, le fer à bœuf Racaud n'apportant aucune *modification substantielle* aux caractéristiques ordinaires et courantes du fer qui puisse le faire rentrer dans la définition légale de « nouveau produit industriel ».

(2) Cf. *infra*, nos 198, 200 et s.

(3) Cf. *infra*, nos 263 et s.



**197. Le modèle d'utilité.** — En Allemagne, le législateur a cru prudent de n'accorder pour protéger des produits nouveaux qu'un modèle d'utilité ou *Gebrauchsmuster* dont la durée de protection de trois ans, susceptible d'être portée à six, est plus réduite que la durée de dix-huit ans du brevet d'invention (1).

Le Japon et la Pologne ont adopté le modèle d'utilité allemand.

Les Suisses au contraire n'en ont rien fait. Toutefois certains juristes suisses cherchent à faire voter une loi analogue à la loi allemande sur les modèles d'utilité tandis que d'autres désirent simplement modifier la loi du 30 mars 1900 concernant les dessins et les modèles de fabrique de manière que cette loi protège également les modèles visant seulement un but technique et utilitaire. Il semble que ces derniers l'emporteront et il est possible qu'une loi modifiée paraisse dans quelques années (2).

En France les seuls brevets de produit qui aient paru inquiéter le législateur sont les brevets concernant les remèdes et les compositions pharmaceutiques dont nous parlerons ultérieurement (3).

**198. De la contrefaçon d'un brevet de produit.** — Lorsque le produit mérite bien son nom d'industriel, c'est-à-dire lorsqu'il possède vraiment des caractéristiques nouvelles ou des caractères concrets contribuant à l'obtention d'un effet technique déterminé, la contrefaçon s'apprécie par l'identité des caractéristiques du produit breveté et de l'objet argué de contrefaçon. En d'autres termes, en utilisant la terminologie adoptée par nous, pour qu'il y ait contrefaçon, il doit y avoir identité d'objet et de cause ; plus simplement, sera contrefacteur quiconque fabri-

(1) Il y a lieu toutefois de remarquer que l'on peut obtenir en Allemagne un brevet d'invention pour des produits industriels tels qu'une machine, un outil ou encore un corps nouveau solide ou gazeux. La ligne de démarcation entre le brevet de produit et le modèle d'utilité est en effet difficile à tracer nettement.

(2) P. Greffe et A. Casalonga, *Traité des dessins et des modèles*, Dalloz, 2<sup>e</sup> édit., 1937, n<sup>o</sup> 834.

(3) Cf. *infra*, chap. IV, sect. II.

quera ou mettra en vente un produit procurant le même effet technique et présentant la même *physionomie* que le produit faisant l'objet d'un brevet antérieur ; et par *physionomie*, il faut entendre non seulement l'aspect extérieur, mais encore l'aspect que l'on peut appeler interne : la constitution même du produit s'il s'agit d'un alliage ou d'un corps chimique, son organisation mécanique s'il s'agit d'un dispositif comportant une combinaison de divers organes ou moyens (1).

**199. De la confusion possible entre les qualités et les caractéristiques matérielles.** — On confond parfois, dans la notion de but ou de résultat, l'élément causal, l'effet technique proprement dit, et l'élément matériel concret, la modification de forme, ou même la combinaison de formes et de pièces mécaniques donnant au produit sa *physionomie* nouvelle.

En effet, lorsqu'on cherche à caractériser le produit industriel pour le différencier de ses similaires, on est souvent amené à parler des avantages qu'il offre, des qualités dont il est pourvu, avantages et qualités non brevetables puisqu'ils sont des résultats recherchés par l'inventeur et par la collectivité.

Pouillet (2), en particulier, cite d'abord l'exemple de l'augmentation de la portée des armes à feu ; cette augmentation constitue, sans aucun doute, un résultat non brevetable bien que l'arme à feu avec laquelle on a obtenu ce résultat puisse constituer, par son organisation mécanique spéciale, un produit industriel.

Puis le même auteur donne un exemple pour lequel il peut y avoir doute sur la brevetabilité du produit. Il forme l'hypothèse qu'un inventeur a trouvé le moyen de rendre inodore l'huile

(1) Cass. crim. 15 mars 1856, Delacourt, *Ann.*, 1856, p. 97 ; C. de Paris, 26 juill. 1901, *Ann.*, 1902, p. 109 ; Cass. crim. 6 juill. 1900 et 17 janv. 1902 (Sté Auer), *Ann.*, 1903, p. 109 ; Cass. belge, 7 juin 1906, *Ann.*, 1906, p. 337 ; Trib. civ. Seine, 16 janv. 1933, *Cie des Lampes c. Steyer et Winckler*, Sté des Lampes Luxor et autres, *Ann.*, 1933, p. 222, texte. *Gaz. Pal.* 3 févr. 1933.

(2) Pouillet, n° 26.

de schiste ou de pétrole. C'est dit-il, « obtenir un résultat, ce n'est pas créer un produit ».

Dans ce cas, l'huile de pétrole désodorisée constitue un simple produit, doté d'une qualité nouvelle, mais non un produit *industriel*. Il sera donc possible, à un tiers, de réaliser la désodorisation du pétrole par un procédé nouveau et d'exploiter son invention, même pendant la durée du brevet pris par le premier inventeur pour son produit. La jurisprudence est d'ailleurs dans ce sens.

Mais, ne peut-on pas considérer, avec autant de raison, que le pétrole désodorisé constitue un produit industriel nouveau ? Dans ce cas tout tiers qui exploitera un procédé différent, pour fabriquer ce même produit, sera contrefacteur du brevet portant sur le pétrole désodorisé.

Toute la difficulté réside dans ce fait que la caractéristique essentielle d'un tel produit est en même temps une qualité immatérielle non brevetable.

**200. Appropriation particulière du produit.** — Si l'on examinait le problème de plus près, on verrait probablement que le pétrole désodorisé a une constitution chimique différente de celle du pétrole habituel. Il y a donc une modification interne, un changement apporté par l'inventeur aux édifices moléculaires de ce pétrole ; cette appropriation constitue véritablement une caractéristique concrète et nouvelle différenciant ce produit de ses similaires du domaine public.

Dans ce cas, contrairement à l'opinion de Pouillet, le pétrole désodorisé constituerait vraiment un produit nouveau *industriel* car la suppression de toute odeur constitue alors un effet technique non brevetable obtenu par un moyen brevetable : la modification nouvelle de la structure moléculaire du corps connu que constitue une huile de pétrole.

**201. Influence de la nouveauté de l'appropriation sur la portée du brevet.** — De plus, selon nous, en faisant application des développements exposés au chapitre premier, lors de l'étude de la distinction entre le moyen et le résultat, le brevet aurait

une portée plus grande si la modification précitée était connue dans l'état de la technique au moment du dépôt dudit brevet, la nouveauté résidant uniquement dans l'idée de supprimer toute odeur.

**202. Le produit doit être une création.** — D'autre part, si le produit connu n'avait subi aucune appropriation interne ou externe il n'y aurait pas matière à brevet : une qualité ou une propriété nouvelle d'un corps connu n'est pas, en effet, brevetable lorsqu'elle ne résulte pas de la main de l'homme mais bien d'une simple découverte.

Prenons un exemple : imaginons qu'un inventeur ait découvert qu'un acier au nickel, à structure homogène ou, comme disent les métallurgistes, austénitique, bien connu à l'époque de l'invention, était non magnétique. Il en a aussitôt déduit des applications intéressantes pour la fabrication des compas et des boussoles ; ces applications sont parfaitement brevetables mais cet inventeur a pu indiquer, dans son brevet, qu'il revendiquait également la propriété d'un produit industriel nouveau : l'acier au nickel austénitique non magnétique.

Dans ce cas où réside l'invention ? Non seulement il n'y a aucune création de la part d'un tel inventeur mais il n'a même pas profité du hasard qui aurait pu l'inciter à combiner entre eux des moyens différents et connus. La loi française, beaucoup plus protectrice du breveté que certaines législations étrangères, n'exige pas de la part de ce dernier l'exercice d'un effort créateur ; il suffit qu'il y ait création, même si celle-ci est l'œuvre du hasard. Encore faut-il qu'il y ait création dans le sens le plus restreint du mot. Or, ce n'est pas le cas pour une telle découverte.

Modifions, au contraire, notre hypothèse : supposons que l'inventeur, après avoir remarqué qu'un tel acier n'était presque pas magnétique, ait eu l'idée de le soumettre à un traitement métallurgique approprié, par exemple à ce que les métallurgistes appellent un traitement thermique, pour faire disparaître complètement le magnétisme.



Ce traitement aurait eu pour effet de modifier la structure intime du métal, dans une proportion très faible peut-être mais indispensable pour obtenir la disparition de toute trace de magnétisme ; l'inventeur aurait alors obtenu un véritable produit industriel nouveau.

L'objet du brevet concernant ce produit eût été plus spécialement la modification interne du métal alors que la cause ou l'effet technique eût résidé dans la disparition totale du magnétisme.

### SECTION III

#### **Du produit de la nature.**

**203. La découverte.** — L'utilisation d'un produit naturel, en vue d'obtenir un résultat industriel déterminé, pourrait constituer une invention ou une découverte tout à fait brevetable (1).

Mais le produit de la nature indépendamment de toute application est-il brevetable ?

La majorité des auteurs penche pour sa non brevetabilité. Pouillet, en particulier, donne l'exemple d'un individu qui aurait trouvé le premier une mine de sel. Il ne peut pas concevoir que ce prétendu inventeur prenne, pour une semblable découverte, un brevet valable et interdise ainsi l'utilisation du sel provenant d'une autre source, par exemple de la mer (2).

Au contraire, d'après Allart (3), suivi par un certain nombre d'auteurs (4), un produit de la nature serait brevetable car la loi n'opère pas de distinction, entre la découverte et l'invention, d'une part, et, entre un produit conquis par l'homme sur la nature et un produit fabriqué par sa main, d'autre part.

(1) Cass. req. rej. 2 févr. 1863, *D.P.* 1863.1, p. 251, *Ann.*, 1863, p. 81 ; C. de Paris, 29 déc. 1891 et Cass. req. 27 févr. 1894, *Ann.*, 1893, p. 69 et 1894, p. 166.

(2) Pouillet, n° 24 ; *Comp.* : Mainié, n° 163 ; Picard et Olin, nos 94 à 99.

(3) Allart, n° 15.

(4) Renouard, n° 62 ; Nouguier, n° 391.

Allart cite l'exemple de la fuschine (1), matière colorante tirée de l'aniline. Celui qui a découvert le premier un tel produit, utile à l'industrie, a fait, d'après cet auteur, une invention brevetable et il a pu revendiquer simultanément le produit et son procédé de fabrication.

La jurisprudence en général ne suit pas l'avis d'Allart ; elle se conforme plutôt à celui de Pouillet.

**204. Manifestation de la main de l'homme.** — Nous partageons l'opinion de Pouillet car, si la loi de 1844 n'exige pas un effort créateur de la part de l'inventeur, comme certaines législations étrangères, elle demande tout de même, ainsi que nous l'avons indiqué, une création, due peut-être au hasard, mais dans laquelle on peut néanmoins déceler la main de l'homme (2).

Or, le brevet relatif à un produit de la nature a bien une cause, en ce sens que le produit peut offrir un caractère industriel et présenter un effet technique particulier. En d'autres termes le produit est parfois susceptible d'être utilisé dans l'industrie. Tel serait le cas pour le sel marin produit de la nature. On pourrait dire également que le brevet précité a un objet puisque le produit, en lui-même est nouveau. Juridiquement un tel produit paraîtrait donc brevetable.

Néanmoins, il y manquerait un élément essentiel : la main de l'homme.

En conséquence le brevet visant un produit de la nature n'est pas, en principe, valide. Des brevets de ce genre sont d'ailleurs très rares.

Prenons l'exemple de la soude, telle qu'elle était obtenue par le procédé Leblanc ; cette soude n'était pas un produit de la nature puisqu'elle se présentait sous une forme particulière. La soude n'existe pas, en effet, dans la nature, à l'état libre mais bien à l'état de combinaison. La soude Leblanc était donc

(1) C. de Paris, 17 mai 1861 et Cass. 2 févr. 1863, *Ann.*, 1861, p. 235 et 1863, p. 81.

(2) Picard et Olin, n° 97 : « alors même que l'invention serait la découverte du hasard elle sera brevetable, pourvu que la main de l'homme y ait participé ».

brevetable comme le procédé qui en permettait la fabrication.

Au contraire, un météorite, constitué en un métal nouveau, ne serait manifestement pas un produit industriel nouveau malgré son utilisation possible dans l'industrie.

**205. Des produits agricoles.** — Les controverses concernant les produits agricoles sont maintenant terminées ; il est admis que les produits, tels que des machines agricoles ou des engrais chimiques d'origine industrielle, rentrent dans la classe des produits industriels.

Par contre, des produits agricoles, destinés à l'agriculture et obtenus par des procédés agricoles, ne seraient pas brevetables, selon certains auteurs.

D'après l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 décembre 1922, établissant un *Registre des plantes sélectionnées* et instituant un Comité de contrôle des semences : « toute personne qui a obtenu, inventé, « découvert une espèce ou variété nouvelle et déterminée de « plantes, peut demander l'inscription de cette variété ou de cette « espèce nouvelle au Registre des plantes sélectionnées » tenu au ministère de l'agriculture.

Ce décret organise donc une protection particulière des produits agricoles tels que : plantes, semences, bulbes, etc... qui ne sauraient constituer des produits industriels, dans le sens où l'entend la loi de 1844.

Il peut paraître arbitraire de refuser la brevetabilité à de tels produits puisqu'on peut protéger par la loi de 1844 les produits alimentaires, comme nous le verrons ultérieurement (1). Mais le produit alimentaire a été transformé par la main de l'homme car il doit être rendu assimilable à l'organisme ; au contraire, le produit agricole se comporte comme un produit de la nature qui, selon la majorité des auteurs, ne doit pas rentrer dans la classe des objets protégeables par la loi de 1844. Néanmoins un produit agricole qui aurait subi une appropriation particulière du fait de l'homme et tel par exemple qu'une conserve alimentaire serait brevetable.

(1) Cf. *infra*, chap. IV, sect. II, n<sup>os</sup> 261 et s.

## CHAPITRE III

### De l'application nouvelle de moyens connus.

---

**206. Définition.** — La loi française du 5 juillet 1844 considère comme une invention ou une découverte « l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel ». Que convient-il d'entendre par là ?

Selon Nouguier (1) « faire une application nouvelle de moyens connus c'est prendre ces moyens, les appliquer à autre chose qu'aux choses auxquelles ils servaient ; ou les appliquer autrement ; ou en changer les combinaisons ; ou les simplifier par des suppressions ; ou les compléter par des additions d'autres moyens également connus ; ou les réunir lorsqu'ils sont épars ; ou les séparer quand ils sont réunis et arriver ainsi à l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. »

Il résulte de cette définition très générale que l'application nouvelle comprend pratiquement ce que la doctrine et la jurisprudence appellent « la combinaison nouvelle de moyens connus » et même le « procédé », c'est-à-dire une succession ou un groupement d'opérations, réalisées en vue d'obtenir un résultat ou un produit industriel.

On peut dire que toute invention se réduit à une application nouvelle car il est très rare de découvrir des produits ou des moyens complètement nouveaux.

Si la loi de 1844 emploie indifféremment l'expression « découverte » ou « invention », il n'y a lieu de voir là qu'une inadvertance du législateur, celui-ci ayant voulu, selon nous, protéger

(1) Nouguier, n° 414.



uniquement l'invention où l'on peut déceler la main de l'homme. Cette main, comme nous l'avons indiqué, peut avoir été guidée par le hasard mais elle doit faire œuvre de créateur (1) ; peu importe à cet égard la valeur ou le mérite de la création.

Or, créer c'est modifier ou adapter des objets connus, en leur associant, d'une manière nouvelle, des éléments plus ou moins connus.

**207. De l'application et de la combinaison nouvelle de moyens connus.** — On comprend alors que l'application nouvelle renferme dans son sein la presque totalité des objets brevetables. Dans ces conditions il peut paraître arbitraire d'effectuer une distinction, non prévue par le législateur, entre l'application et la combinaison.

Une telle séparation est pourtant réalisée tant en France que dans la plupart des pays, par la doctrine et par la jurisprudence.

Il est intéressant de dégager la raison profonde de cette répartition en plusieurs classes d'objets brevetables. D'après nous, l'expression « application nouvelle » a un double sens :

1<sup>o</sup> Appliquer d'une manière nouvelle des moyens connus, comme le dit Nougier, c'est « les appliquer à autre chose qu'aux « choses auxquelles ils servaient », c'est-à-dire, combiner des moyens connus avec d'autres objets ou moyens.

2<sup>o</sup> Appliquer d'une manière nouvelle, c'est encore faire jouer, à un moyen connu, un rôle nouveau ou simplement différent de celui qu'il remplissait auparavant ; à cet effet il est nécessaire de le modifier ou de l'adapter.

Nous sommes en présence de l'application nouvelle proprement dite.

(1) Cass. civ. 24 déc. 1929, *Beyaert c. Rey*, *Ann.*, 1933, p. 104 ; C. de Poitiers, 5 nov. 1935, *Racaud c. frères Bossard*, *Ann.*, 1937, p. 133. Il a été jugé dans ce dernier arrêt que « constituait l'application nouvelle de « moyens connus... aux termes de la loi de 1844, ... une véritable création « pour laquelle peut être pris un brevet conférant à son inventeur un « droit privatif opposable aux tiers ».

**208. Etendue d'application.** — La différence entre ces deux sortes d'objets protégeables, savoir l'application nouvelle et la combinaison nouvelle, réside principalement dans l'étendue de leur domaine d'application.

Dans l'application nouvelle, telle que nous venons de la définir, on peut parfois réunir dans la même notion de but l'idée inventive et le résultat industriel ; la caractéristique essentielle que constitue la modification ou l'appropriation apportée au moyen connu peut, en effet, être considérée comme le véritable moyen matériel et concret, permettant d'obtenir l'effet technique recherché et en même temps de réaliser l'idée inventive, c'est-à-dire proprement l'utilisation nouvelle. Par suite, on pourra employer le critère, proposé par nous au chapitre premier pour différencier le moyen d'avec le résultat ; autrement dit, la théorie des équivalents recevra application, dans les conditions limitées que nous avons indiquées.

Au contraire, dans la combinaison nouvelle, la caractéristique essentielle réside dans l'idée de réunir entre eux les divers moyens composants. Cette idée fait corps avec le groupement des moyens, à ce point que la combinaison peut être considérée comme un véritable moyen nouveau unique, pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. L'idée inventive est donc, en général, séparée du résultat ou de l'effet technique recherché.

En conséquence la théorie des équivalents ne devra pas s'appliquer, en principe tout au moins, contrairement à l'usage habituel dans la plupart des pays étrangers.

Les différences précitées expliquent les hésitations de la jurisprudence française pour ranger une invention dans l'une ou l'autre de ces deux classes d'objets protégeables.

**209. Brevetabilité.** — Mais le lien étroit, réunissant ces notions si voisines d'application et de combinaison, doit, à notre avis, permettre de leur donner un critère unique de brevetabilité.

A cet égard la considération du concept de cause permettra de donner à cette matière une unité que la doctrine française, suivie en partie par la jurisprudence des cours et des tribunaux, n'a pas

respectée, pour des raisons qu'elle n'a pas dégagées et que nous indiquerons.

Nous allons étudier successivement l'application et la combinaison nouvelles.

## SECTION I<sup>re</sup>

### De l'application nouvelle, proprement dite.

**210. Brevetabilité.** — Pour reconnaître la brevetabilité de l'application nouvelle nous sommes amenés à considérer :

1<sup>o</sup> Si l'utilisation du moyen connu est nouvelle.

2<sup>o</sup> Si cette utilisation produit effectivement un résultat ou un produit industriel.

En réalité le problème n'est pas aussi simple et il y a lieu souvent d'opérer la distinction entre l'application nouvelle et ce que la doctrine et la jurisprudence désignent sous le nom d'emploi nouveau non brevetable.

#### § 1<sup>er</sup>. — *Distinction entre l'application nouvelle et l'emploi nouveau.*

**211. I. Critères proposés.** — De la définition donnée par Pouillet (1) de l'application nouvelle, on peut déduire que cet auteur exige, pour la brevetabilité, la production d'un résultat ou d'un produit différent de celui obtenu avant toute application. Cette différence dans le résultat ou dans la fonction du moyen permet de distinguer l'application brevetable de l'emploi nouveau non brevetable.

Pour faire comprendre ce que l'on entend habituellement par « emploi nouveau » nous donnerons l'exemple classique du poêle à roulettes ; il a été jugé que le fait de mettre des roulettes à un fourneau ne pouvait constituer une application nouvelle brevetable, étant donné que depuis longtemps on avait eu l'idée

(1) Pouillet, n<sup>o</sup> 31 ; voir et *comp.* Allart, n<sup>o</sup> 23 ; Mainié, n<sup>o</sup> 198.

d'avoir des meubles à roulettes (1). Or, dans l'utilisation de roulettes pour des meubles ou pour des fourneaux, le résultat obtenu, à savoir la mobilité, était le même. Par suite, en appliquant le critère donné par Pouillet, on devait se trouver en présence d'un emploi nouveau non brevetable et le magistrat l'a bien compris ainsi.

Comme exemple d'application nouvelle, Pouillet cite l'emploi d'une vis d'Archimède pour faire descendre des gaz au-dessous d'une couche d'eau, alors qu'auparavant on avait employé cette vis, uniquement, comme machine élévatoire ; la brevetabilité d'un tel emploi nouveau résulte de la différence entre les résultats obtenus avant et après l'application ; avant cette dernière, la vis d'Archimède servait à faire monter des matériaux solides ou liquides, après, elle sert à faire descendre des gaz.

Tel est le critère simple donné par Pouillet et adopté par la majeure partie de la doctrine (2).

D'après Blanc (3), la différence dans le résultat ne serait pas nécessaire ; c'est la thèse opposée à celle de Pouillet.

Blanc propose comme critère la différence d'industrie ; autrement dit, selon cet auteur, il y a application nouvelle brevetable d'un moyen connu lorsque ce moyen est transporté d'une industrie déterminée dans un domaine différent de la technique.

Ce critère est intéressant mais il n'est pas concluant. Il est parfois très difficile de savoir si une industrie peut être considérée comme différente d'une autre. De plus, comme le fait remarquer Pouillet (4), un moyen connu peut être employé dans la même industrie et il peut, néanmoins, y avoir application nouvelle si le résultat obtenu est différent de celui procuré auparavant par l'emploi du même moyen.

Selon un auteur moderne, il n'y aurait pas lieu de se préoccuper du résultat industriel : « que le transfert, dit Me Massius,

(1) C. de Paris, 20 nov. 1850, Routin (cité par Blanc, p. 462) ; cf. *infra*, n° 214.

(2) Allart, n° 23 ; Nougier, n° 414 ; Mainié, n° 198.

(3) Blanc, n° 453.

(4) Pouillet, n° 44.



« donne lieu à une modification dans l'agencement des moyens, « à une différence de résultats, c'est *possible*, c'est même probable, mais *ce n'est pas nécessaire* » (1).

Il faudrait, au contraire, d'après cet auteur, s'attacher à la nouveauté de l'objet auquel le moyen a été appliqué. Mais, comment apprécier cette nouveauté ? Cette difficulté est du même ordre que celle consistant à séparer deux industries voisines telles, par exemple, que l'industrie de la soie et celle du lin.

Pour M. A. Allart, l'objet auquel on applique un moyen connu serait nouveau, toutes les fois qu'il ne présenterait aucune similitude avec les objets auxquels le moyen était antérieurement appliqué.

Mais M. A. Allart ne se dissimule pas la difficulté du problème et il considère l'appréciation de la similitude comme une question de fait (2).

De cet examen rapide des critères, proposés par la plupart des auteurs pour distinguer l'application nouvelle de l'emploi nouveau, on est amené à penser qu'il serait utile de simplifier la question qui paraît particulièrement épineuse.

**212. Jurisprudence des cours et des tribunaux.** — Le critère le plus simple à mettre en œuvre est certainement celui de Pouillet et il est d'ailleurs appliqué en général par les cours et les tribunaux (3). On trouve même des arrêts et des jugements qui reconnaissent l'application à la nouveauté du résultat ou du produit obtenu, ce qui dépasse manifestement la doctrine de Pouillet (4).

(1) Massius, n° 156.

(2) A. Allart, *Application nouvelle de moyens connus*, *Ann.*, 1913.1, p. 60, n° 5055.

(3) C. de Paris, 17 févr. 1883, Lecoinge, *Ann.*, 1884, p. 109 ; Trib. civ. Seine, 26 mai 1933 et C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 12 mars 1935, Denel c. Sté des Ets Dard, *Ann.*, 1936, p. 111, voir p. 118 ; Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> Ch.), 21 janv. 1938, Sté G... c. Sté C... (*inédit*). Il a été jugé dans cette espèce que l'application à une voiture automobile d'un verre de sécurité, connu et utilisé jusqu'alors comme vitre dans les habitations, constituait un emploi nouveau non brevetable, l'utilisation donnant le même résultat et jouant le même rôle dans les deux cas.

(4) Cass. crim. rej. 1<sup>er</sup> déc. 1855, brevet Ozouf, *Ann.*, 1856, p. 42 ;

**213. II. Mise en œuvre du concept de cause pour séparer l'application nouvelle de l'emploi nouveau.** — Que devons-nous penser du critère de Pouillet ? D'après cet auteur (1), « appliquer « d'une manière nouvelle c'est purement et simplement employer « des moyens connus tels qu'ils sont connus, sans même y rien « changer, pour en tirer *un résultat différent* de celui qu'ils « avaient produit jusque là ». Nous remarquons qu'il a eu soin de préciser que l'on pouvait appliquer un moyen connu d'une manière nouvelle sans lui faire subir de modifications ; l'auteur donne l'exemple de la vis d'Archimède.

En réalité, il y a là une définition incomplète, car on ne saurait faire jouer à un moyen ou à un dispositif connu un rôle différent, sans l'approprier à sa nouvelle fonction. La différence des problèmes entraîne nécessairement des différences dans les moyens destinés à les résoudre car nous ne sommes pas dans le domaine des abstractions et de la science mais, bien au contraire, dans celui des faits et de l'industrie ; sans modification il n'y a donc pas de brevetabilité.

Si l'on se place en effet sur le plan industriel, comme il y a lieu de le faire, la vis d'Archimède, telle qu'elle est conçue pour élever de l'eau, ne pourrait permettre le transport de masses gazeuses qui fuiraient inmanquablement, si l'on ne prévoyait des dispositifs d'étanchéité appropriés.

L'utilisation indiquée par Pouillet n'est donc certainement pas brevetable car sa vis ne fonctionnerait pas. C'est là, croyons-nous, un emploi nouveau, non protégeable pour manque de résultat industriel ou, plus correctement, d'effet technique, c'est-à-dire pour absence de cause.

L'utilisation nouvelle d'une vis d'Archimède munie des dispositifs d'étanchéité précités serait au contraire brevetable car

C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 16 nov. 1936, Sté Le Caoutchouc manufacturé c. Despréaux, *Ann.*, 1937, p. 162 : Il a été jugé dans cet arrêt que l'application nouvelle d'un ou de plusieurs moyens connus, pour l'obtention d'un produit ou d'un résultat *nouveau* est considérée par la loi comme une invention brevetable.

(1) Pouillet, n° 31 ; voir et *comp.* Allart, n° 23 ; Mainié, n° 198.

la modification apportée à cette vis permettrait l'obtention d'un résultat industriel, différent d'ailleurs de celui obtenu auparavant, cette différence constituant simplement l'indice de l'existence du résultat.

**214. La différence dans le résultat.** — Cette différence semble bien être, comme l'indique Pouillet, le critère de la brevetabilité puisqu'elle se justifierait par l'application du concept de cause. En réalité il n'en est rien, car Pouillet a précisément méconnu le caractère essentiel de l'application nouvelle : la modification inévitable du moyen connu.

Si nous reprenons en effet l'exemple classique du poêle à roulettes, nous constatons que la mise en œuvre du concept de cause donne une solution diamétralement opposée à celle de la doctrine et de la jurisprudence qui ont suivi les directives de Pouillet.

Nous sommes en présence de deux éléments connus : le poêle et les roulettes. Quel est l'élément modifié ? C'est incontestablement le poêle auquel on donne une propriété ou un effet technique nouveau : la mobilité. Comment ? Par une modification constituée par l'adjonction de roulettes ; ces dernières contribuent bien à l'obtention du résultat cherché, car, si on les supprime, la mobilité du poêle disparaît.

Le brevet protégeant une telle utilisation serait donc valable comme ayant un objet : l'idée d'appliquer les roulettes au poêle, et une cause : la mobilité de ce dernier. On pourrait encore considérer le poêle à roulettes comme un produit industriel nouveau tout à fait brevetable.

De plus, il y a lieu de remarquer que la mobilité constitue un résultat différent de celui obtenu avant l'adjonction de roulettes.

Or précédemment, en indiquant la solution classique, nous avons précisé que les roulettes donneraient le même résultat, qu'elles fussent appliquées à des meubles ou à un poêle ; tel fut le raisonnement qui a conduit le magistrat à repousser la brevetabilité de cette invention. Il semble qu'il y ait là une contradiction.

En fait il n'en est rien et nous rencontrons l'origine réelle des variations de la jurisprudence ; celle-ci n'a pas vu, en effet, que le critère de Pouillet devait s'appliquer uniquement à l'appropriation apportée au moyen connu et au résultat lié à cette modification, c'est-à-dire à l'effet technique produit par un élément de moindre importance que l'élément modifié. Il va de soi que l'on ne modifie pas les roulettes, en y ajoutant un poêle ; elles jouent toujours le même rôle, quel que soit l'objet auquel on les associe, et ce truisme ne doit pas faire repousser la brevetabilité de la combinaison, de l'application ou du produit industriel que constitue un fourneau à roulettes. C'est précisément cette inégalité des deux moyens en présence (le poêle et les roulettes) ou, si l'on préfère, cette dissymétrie qui a entraîné la doctrine et la jurisprudence à différencier l'application nouvelle de la combinaison proprement dite, d'une manière d'ailleurs artificielle, comme nous le verrons en étudiant plus spécialement cette dernière.

**215. Recherche de l'appropriation.** — En conséquence, pour éviter toute hésitation, nous croyons préférable, au lieu d'examiner la différence dans le résultat obtenu, de rechercher tout d'abord quelle est la modification ou l'appropriation du moyen connu, puis de vérifier si, en supprimant l'adaptation, le résultat reste inchangé. Lorsque ce dernier n'est pas modifié, l'adaptation ne sert à rien et le brevet est nul par manque de cause. Dans le cas contraire, l'effet technique, obtenu par l'adaptation du moyen, disparaissant avec cette dernière, le brevet est valable.

**216. Jurisprudence de la Cour de cassation.** — La jurisprudence, malgré sa tendance générale à déceler l'emploi nouveau par la similitude dans le résultat, juge parfois correctement que la nullité d'un brevet, concernant un emploi nouveau, provient, en réalité, simplement du manque de résultat industriel.

La Cour de cassation, en particulier, n'a pas hésité à affirmer, à plusieurs reprises, que l'on ne pouvait trouver nulle part dans



la loi l'exigence d'un résultat différent ou nouveau comme condition de brevetabilité (1).

Certains tribunaux commencent à suivre l'avis de la Cour suprême. Nous ne citerons, à cet égard, qu'un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 13 juin 1933 (2) d'après lequel constitue une application nouvelle de moyens connus, la réunion de différents éléments dont certains sont antérieurement connus, lorsque cette réunion est nouvelle et que, par la coordination du rôle individuel de ces éléments et leur collaboration mutuelle, elle est de nature à produire un résultat.

## § 2. — *Du transport d'industrie.*

**217. Critères de brevetabilité.** — Transporter un moyen d'une industrie dans une autre, où il n'a jamais été mis en œuvre, ne constitue qu'une forme de l'application nouvelle.

En effet, pour effectuer un tel transfert, il faut toujours modifier l'objet ou le moyen auquel on fait jouer un rôle différent. Nous retrouvons donc la caractéristique essentielle de l'application nouvelle : l'appropriation de l'objet ou du moyen connu.

(1) Cass. crim. 30 déc. 1876, *Bull. crim.*, 1876, p. 523 ; Cass. 24 mai 1881, Cuchet, système de bébés parlants, *Ann.*, 1881, p. 170 : « Attendu « dit l'arrêt, qu'il est indifférent que le résultat ou le produit industriel « ainsi obtenu (par une application nouvelle de moyens connus) soit « ou ne soit pas nouveau » ; Cass. crim. 25 nov. 1881, Pérille c. Trébutien, *Ann.*, 1882, p. 134 ; C. d'Agen, 20 avr. 1893, *Ann.*, 1893, p. 164. Cass. crim. 2 mars 1894, Laffitte, plaque à souder les métaux, *Ann.*, 1894, p. 178. Selon cet arrêt : « il suffit pour que l'invention puisse être considérée comme brevetable qu'il soit constaté, ou que les moyens employés pour obtenir le résultat sont nouveaux, ou que l'application « qui a été faite de moyens connus est nouvelle ». L'arrêt de la Cour d'Agen qui a été cassé par la Cour suprême avait déclaré non brevetable une application nouvelle, motif pris de ce qu'elle ne permettait pas d'obtenir un résultat différent de celui procuré auparavant ; Cass. 19 déc. 1895, *D. P.* 1896.1, p. 165 ; Cass. civ. 24 déc. 1929, Beyaert c. Rey, *Ann.*, 1933, p. 104 ; Cass. req. 20 févr. 1933, Vve Bayeux et Henrard c. Maudet et Lesieur, *Gaz. Pal.*, 1933.1, p. 840. *Ann.*, 1933, p. 146.

(2) Trib. civ. Seine, 13 juin 1933, Coquille et Sté des Usines Chausson c. Sté des Usines Renault, *Ann.*, 1933, p. 330.

La doctrine, avons-nous dit (1), apprécie la brevetabilité d'un tel transport en cherchant s'il existe une différence suffisante entre les industries où le moyen envisagé a été successivement utilisé.

La jurisprudence procède en général d'une manière analogue mais elle se heurte à la même difficulté que la doctrine : comment reconnaître, avec certitude, si deux industries sont différentes lorsqu'elles sont, en apparence, voisines comme, par exemple, les industries du coton et de la soie ?

Il y a lieu, selon nous, pour cette forme particulière d'application nouvelle, d'appliquer toujours le même critère, à savoir : rechercher s'il existe une modification qui contribue à l'obtention d'un effet technique particulier, de telle sorte que cet effet technique soit modifié et même parfois supprimé, lorsqu'on enlève la modification.

Un arrêt récent de la Cour de cassation du 24 décembre 1929 (2) pose très nettement le principe suivant lequel il n'y a pas lieu d'examiner si le moyen a été transporté d'une industrie dans un domaine d'application *différent*.

D'après le moyen unique du pourvoi qui a été formé contre un arrêt de la cour de Douai, l'inventeur Beyaert prétendait avoir réalisé une application nouvelle de moyens connus. La Cour suprême a rejeté le pourvoi avec les attendus suivants :

« Attendu que, d'après le pourvoi, la seule transposition dans l'industrie textile de moyens techniques qui n'avaient jusqu'alors été utilisés que dans l'industrie du phonographe, constituerait un résultat industriel susceptible de conférer à Beyaert un droit privatif sur la combinaison revendiquée ;

« mais attendu que l'application d'un dispositif connu à un appareil mécanique, destiné à une autre industrie, ne constitue une application nouvelle et, par suite, susceptible de brevet valable que dans la mesure où elle apporte une *contribution originale* à la solution du problème industriel que s'est proposé l'inventeur. »

(1) Cf. *suprà*, n° 211.

(2) Cass. civ. 24 déc. 1929, Beyaert c. Rey, *Ann.*, 1933, p. 104.

La contribution originale, dont parlait la Cour de cassation, n'était autre que l'adaptation qui avait permis à des moyens techniques, connus jusqu'alors dans l'industrie des phonographes, d'être appliqués à l'industrie textile. Une telle modification avait été réalisée par la combinaison, avec une palette mobile, d'une vis sans fin et d'un régulateur à boules. Comme le défendeur n'avait pas copié dans sa réalisation cette modification, la Cour régulatrice n'a pas admis qu'il fût contrefacteur.

On voit, en particulier, à l'examen de cette espèce, qu'il ne doit pas y avoir de différence entre l'application nouvelle et la combinaison nouvelle lorsqu'il s'agit d'apprécier leur brevetabilité.

Cet arrêt ne fait que confirmer une évolution amorcée depuis longtemps par la Cour suprême (1) .

### 218. Incertitude de la jurisprudence des cours d'appel. —

Dans un arrêt de la cour de Lyon du 8 mai 1931 (2) la solution de la Cour de cassation a été appliquée, à notre avis à faux, car la cour a refusé la brevetabilité à une application nouvelle qui ne permettait pas d'obtenir un résultat *nouveau*. La rédaction des attendus est particulièrement intéressante, les voici :

« Attendu que l'application nouvelle de moyens connus ou la  
« combinaison de tels moyens, qui en est une variété admise par  
« la doctrine et la jurisprudence, consiste à détourner de leur  
« utilisation première des objets ou substances pour les associer,  
« dans des conditions non encore réalisées, et opérer en quelque  
« sorte une transposition en vue d'un résultat industriel ; que  
« la qualité de celui-ci n'est pas à considérer : *qu'il suffit d'en*  
« *constater l'existence.* »

Jusqu'à présent l'attendu est rédigé correctement et d'une

(1) Consulter en tant qu'application de la même idée : Cass. civ. 15 juill. 1867, *Ann.*, 1867, p. 321 ; 24 mars 1875, *D. P.* 1875.1, p. 294 ; 18 déc. 1883, *Ann.*, 1885, p. 321 ; Cass. crim. rej. 30 nov. 1894, Caillat c. Parignat (sertissage de cartouches), *Ann.*, 1895, p. 107 ; Cass. req. 18 oct. 1920, *S.* 1922.1, p. 20. Voir également : *Dalloz Rép. prat. (Brevets d'inventions)*, nos 46 et s.

(2) C. de Lyon (1<sup>re</sup> Ch.), 8 mai 1931, Sté des feutres et amiantes d'Auverlains et du Nord c. Puget et Ets Laurent, *Ann.*, 1933, p. 201.

manière tout à fait juridique, mais continuons la lecture :  
 « Attendu que la décision critiquée répond suffisamment sur ce  
 « point ; que prendre des éléments connus, les réunir sans obtenir  
 « un résultat, un caractère *nouveaux*, n'est pas une invention  
 « brevetable. »

Nous ne sommes plus en accord à partir de ce moment avec la conception du magistrat qui a cru pourtant interpréter d'une manière correcte l'arrêt précité de la Cour de cassation car il a soin d'ajouter : « il faut pour obtenir la brevetabilité d'une découverte *avoir fourni une contribution originale, à la solution d'un problème industriel.* » Ce sont les termes mêmes de l'arrêt de la Cour suprême.

Ces contradictions et ces incertitudes, que l'on retrouve d'ailleurs dans un arrêt de la cour de Poitiers plus récent (1), proviennent, à notre avis, du choix défectueux du qualificatif « original » utilisé par la Cour de cassation.

**219. De l'originalité et du concept belge.** — Le mot « original » n'a pas cours, en effet, dans la langue juridique française dont les règles sont codifiées pour notre matière par la loi de 1844 qui parle seulement de nouveauté.

L'originalité est exigée en Belgique, pays dans lequel la loi concernant les brevets d'invention ne renferme pas de définition de la nouveauté. C'est une création de la jurisprudence belge d'après laquelle l'application nouvelle d'un moyen ou d'un procédé connu doit présenter un certain caractère d'originalité (2) et réaliser une opération industrielle distincte de celle exécutée antérieurement ou, encore, produire un effet, un résultat technique se différenciant de ses similaires du domaine public par des caractères nouveaux, certains et essentiels. Une telle différence appelée par les Belges « dissemblance » constitue une condition de brevetabilité indispensable (3).

(1) Trib. civ. Bressuire, 18 juill. 1934, C. de Poitiers, 5 nov. 1935, Ch. Racaud c. frères Bossard, *Ann.*, 1937, p. 133.

(2) Consulter Vander Haeghen, *op. cit.*, n° 297, *Pand. belge*, nos 150 et s. ; André, n° 204.

(3) C. de Brux, 9 mai 1936, *Ing.-Cons.*, 1936, p. 65, Brevets Pasel et



La « dissemblance » n'est autre chose que la différence d'effet technique de Pouillet, mais son association à l'originalité amène insensiblement le magistrat à apprécier la nouveauté du résultat.

Telle est, croyons-nous, la raison pour laquelle le magistrat français, par une évolution de pensée analogue à celle de la jurisprudence belge, a tendance à lier la nouveauté du résultat au qualificatif « original » que nous critiquons, car il constitue un élément subjectif laissant la porte ouverte à l'arbitraire.

**220. De la notion d'imprévu.** — Les Belges assimilent également à la « dissemblance » la notion d'imprévu (1). D'après la doctrine et la jurisprudence belges l'emploi du moyen doit procurer un effet technique qu'il ne donne pas nécessairement.

La notion d'imprévu ou d'effet surprenant n'a pas échappé non plus à certains auteurs étrangers et, en particulier, à l'anglais Potts (2) qui écrit : « le choix des conditions est brevetable si le « choix des valeurs n'est pas évident et entraîne des résultats « définis... Si les résultats sont exprimés comme une fonction « des conditions, toute discontinuité ou valeur critique de la « fonction peut correspondre à une invention. »

Il pourrait encore y avoir invention, lorsqu'à des points singuliers de la courbe représentative d'un phénomène, correspondent des effets imprévus, justifiant la brevetabilité de l'application ou du procédé ayant permis de les obtenir.

Il est intéressant de rapprocher un tel concept du critère proposé par M. Percerou (3) pour distinguer l'application nouvelle de l'emploi nouveau et d'après lequel il y a emploi nouveau, non brevetable, quand on peut prévoir, *a priori*, qu'en employant tel procédé on obtiendra tel résultat ; il y a application nouvelle lorsqu'on ne peut pas faire une pareille prédiction.

Brearely, *Ann.*, 1937, p. 122. Voir également : André, *Traité des brevets d'inventions et de la contrefaçon industrielle*, nos 172-197 ; Vander Haeghen, *op. cit.*, nos 25, 166, 229.

(1) Vander Haeghen, *op. cit.*, nos 223 et s.

(2) Potts, *Patent and Chemical Research*, p. 131.

(3) J. Percerou, *Cours de droit commercial complémentaire*, 1936-1937, p. 239.

En effet, si le résultat peut être prévu il n'y a plus d'aléa pour les parties au contrat, donc plus de cause. Il s'agit d'un emploi nouveau non brevetable.

Au contraire, si le résultat est impossible à prévoir, il existe un aléa pour les parties, une chance de gain ou de perte, un risque. Le contrat ayant une cause, nous sommes en présence d'une application nouvelle brevetable.

Un tel critère est tout à fait juridique, car il permet de juger de la validité du brevet, en tenant compte uniquement d'une cause d'annulation préexistante au contrat : le manque d'effet technique entraînant en général l'absence de toute la suite des autres résultats.

**221. Examen de l'effet technique.** — Il est donc préférable de tenir compte du caractère aléatoire du brevet d'invention en recherchant, pour reconnaître la brevetabilité de l'application nouvelle, si l'*effet technique* et non le résultat industriel qui comprend ce dernier est modifié lorsque l'on supprime l'appropriation du moyen connu.

Dans certains pays étrangers tels que la Belgique, l'Allemagne et les Etats-Unis, la doctrine et la jurisprudence réalisent mieux qu'en France la séparation entre l'effet technique et le résultat industriel ; cependant, les critères utilisés diffèrent beaucoup du nôtre.

Un aperçu rapide du droit étranger mettra en lumière les difficultés, rencontrées généralement pour reconnaître la brevetabilité d'une application nouvelle.

### § 3. — *Droit comparé.*

**222. I. Pays anglo-saxons.** — L'application nouvelle d'un moyen ou d'un objet connu est brevetable en Grande-Bretagne à condition que le résultat soit différent de celui obtenu auparavant ou, comme disent les Anglais, « *non-analogous* ».

Mais la nouveauté du résultat ne suffit pas pour distinguer l'application nouvelle de l'emploi nouveau ; les Anglais exigent,

en outre, dans les cas difficiles, qu'il y ait un certain degré d'ingéniosité, un « *considerable degree of ingenuity* » ayant permis de vaincre des difficultés pratiques (1) suffisantes pour qu'un homme d'une intelligence moyenne ait du mal à les vaincre.

D'autre part, un appareil utilisé en vue d'un but nouveau, mais analogue à celui pour lequel il était utilisé auparavant, ne serait pas brevetable. Par exemple, l'application d'une machine, destinée à travailler les fibres de laine, au traitement des fibres de coton, en vue du même but ou, comme nous dirions plutôt, en vue du même effet technique, ne serait pas brevetable (2).

Nous reconnaissons les caractéristiques de l'emploi nouveau tel que la doctrine le définit en général en France.

En résumé la conception britannique est assez voisine de celle de la doctrine française mais, au lieu de se contenter, pour déceler la brevetabilité, d'une différence dans le résultat obtenu, elle exige, de la part de l'inventeur, un effort créateur lui ayant permis de surmonter des difficultés particulières.

Comme on le voit, l'initiative laissée au magistrat est particulièrement grande car il est contraint d'apprécier des éléments tout à fait subjectifs.

**223. Etats-Unis.** — Les Américains sont, en général, plus sévères que les Anglais. Leur critère pour séparer l'application nouvelle de l'emploi nouveau est le suivant : le but poursuivi doit être nouveau et différent de celui obtenu avant l'applica-

(1) *C. A.*, 4 nov. 1892, Gadd et Mason c. Mayor, etc., of Manchester, 9. *R. P. C.*, p. 516 ; *C. A.*, 6 déc. 1866, Penn c. Bibby, 25 *L. R.*, p. 399 ; *L. R.*, 2 Ch. App., p. 127.

(2) *H. L.*, 24 juin 1856, Bush c. Fox et autres, *Macr. P. C.*, pp. 152 à 164 (p. 184) ; *H. L.*, 29 nov. 1920, Bonnard c. London General Omnibus Co Ltd, 38. *R. P. C.*, p. 1 ; *H. L.*, févr.-juill. 1865, Harwood c. Great Northern Railway Co, 35. *L. J. Q. B.*, p. 27 (cité par Terrell, *The law and practice relating to letters patent for inventions*, 8 éd. Londres, p. 72). L'utilisation, pour constituer des éclisses de rails, de couvre-joints utilisés d'habitude en construction métallique, n'a pas été jugée brevetable dans cette espèce. Le but a été estimé analogue et l'application réalisée d'une manière voisine ; dans les deux cas l'effet technique était le même

tion (*new and non analogous*) (1). Cela revient à dire que le résultat doit être nouveau et la fonction technique différente.

En particulier, le changement de forme d'une machine ou d'un produit peut constituer une invention brevetable s'il détermine une modification dans le fonctionnement et, par suite, dans l'effet technique ou dans le résultat (2).

Il n'y a pas brevetabilité, au contraire, même si le but poursuivi est nouveau, dans le cas où, avant comme après l'application, le procédé, le dispositif ou le produit, procurent le même effet technique.

L'appréciation de l'analogie entre les effets techniques est une question de fait laissée à l'arbitraire des tribunaux.

**224. II. Pays germaniques.** — Les Allemands et les Suisses reconnaissent, plus nettement que les Anglo-Saxons, la brevetabilité de l'application nouvelle mais ils imposent peut-être davantage, comme condition de brevetabilité, l'obtention d'un progrès technique réel.

Ce progrès technique peut consister en des difficultés surmontées (3), des dangers écartés (4), ou même une victoire remportée sur des préjugés d'industriels ou de techniciens, en employant par exemple une matière nouvelle que l'on croyait, jusqu'alors, inutilisable (5). Les Suisses comme les Allemands admettent la validité d'un brevet à la seule condition de déceler dans l'invention une idée créatrice associée à un progrès technique (6).

Il en résulte que l'application nouvelle ou le transfert d'un

(1) Walker, *Text-book of the patent laws of the United States (On Patents)*, 4<sup>e</sup> éd. New York, 1904, n° 39, p. 42 ; *S. C.*, 1 janv. 1895, *Potts c. Creager*, 155. *U. S.*, p. 608 ; *S. C.*, 4 mars 1895, *Cash Register Co c. Cash Indicator Co*, 156. *U. S.*, pp. 502, 515.

(2) *C. C. A.* (3<sup>e</sup> circuit), 4 févr. 1898, *Diamond State Iron Co c. Goldie*, 84. *Fed.*, pp. 972, 975.

(3) *R. G.*, 11 mai 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 329.

(4) *R. G.*, 9 janv. 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 140.

(5) *R. G.*, 30 juin 1934, *Mitt.*, 1934, p. 242.

(6) *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 25 mai 1918, *Siemens et Halske c. Basler Glühlampenfabrik*, *B. G. E.*, 44, II, p. 203. *Consulter* : Weidlich et Blum, *op. cit.*, t. I, nos 7 et 8.



moyen ou d'un objet connu dans une industrie, à une autre n'est pas brevetable s'il paraît évident et naturel à l'homme du métier (1).

En particulier, le fait de transporter d'une industrie dans une autre un moyen ou un objet connu est brevetable seulement si la différence entre les industries est suffisamment grande pour que l'effort créateur, développé par un homme du métier pour réaliser une telle application, ne soit pas négligeable (2).

C'est ainsi qu'a été jugé brevetable en Allemagne le fait d'appliquer à une machine à calculer un dispositif connu dans une machine à écrire (3). De même l'indication d'une fonction nouvelle d'un appareil connu peut, dans certains cas, constituer une invention (4).

Par contre, en Suisse, le fait de découvrir une propriété nouvelle d'un corps connu n'est pas, en général, brevetable car il n'y a pas de création, élément indispensable de brevetabilité (5).

**225. III. Rapprochement avec les concepts latins.** — Il y a lieu de remarquer qu'en Italie, l'application nouvelle, pour être brevetable, ne doit pas fournir le même résultat que celui obtenu auparavant. C'est ainsi qu'il a été jugé que ne constituait pas une application nouvelle de moyens connus, mais bien un emploi nouveau non brevetable, l'application d'une matière à des produits pour la fabrication desquels elle n'avait pas encore été utilisée, lorsque cette matière ne joue qu'un rôle normal (6).

(1) Voir : Klauer et Möhring, pp. 92 et 93.

(2) *R. G.*, 12 mars 1930, *M. u. W.*, 1930, p. 369 ; voir également : *R. G.*, 10 avr. 1935, *Mitt.*, 1935, p. 304, *M. u. W.*, 1935, p. 249 ; *R. G.*, 7 déc. 1935, *G. R. U. R.*, 1936, p. 247, *I. W.*, 1936, p. 922.

(3) *R. G.*, 4 oct. 1930, *M. u. W.*, 1931, p. 24.

(4) *R. G.*, 6 févr. 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 260.

(5) *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 5 mars 1923, Usine de l'Avanchet c. Syndicat de la Boucherie de Genève, *Sem. Jud.*, 45, p. 378, *B. G. E.*, 49, II, p. 145. Le mérite d'avoir découvert une nouvelle propriété de l'essoreuse... ne serait pas encore une raison d'admettre la validité du brevet car une découverte de cette nature n'implique aucune idée créatrice et ne constitue pas un progrès technique au sens de la loi.

(6) *C. de Turin*, 31 oct. 1932, Ets Ighina Fabini c. Sté Sternit, *Riv. della Prop. Int. ed Ind.*, 1933, p. 228. Ils s'agissait d'un mastic d'électri-

De plus, pour que l'application nouvelle soit brevetable, il est nécessaire qu'elle procure un résultat nouveau ou un progrès technique (*incremento di utilità*) (1).

En résumé, en faisant un rapprochement avec le critère belge, reconnaissant la brevetabilité à l'originalité ou au caractère imprévu du résultat, on peut dire que les pays précités ne se contentent pas d'examiner, comme le fait la Cour de cassation française, si la modification, caractéristique essentielle de l'application nouvelle, contribue à l'obtention d'un résultat industriel, sans se préoccuper de la valeur ou de la nouveauté de ce résultat.

La jurisprudence et la doctrine étrangères s'ingénient, au contraire, à rechercher la marque de la personnalité du créateur, en appréciant la valeur et le mérite de l'invention qui doit apporter à la Société un progrès technique, résultat de difficultés surmontées.

## SECTION II

### **De la combinaison nouvelle de moyens connus.**

**226. Brevetabilité.** — Nous avons indiqué que la combinaison nouvelle de moyens connus est, en réalité, une variante de l'application nouvelle (2).

Or, d'après Pouillet (3), suivi d'ailleurs par la majorité de la doctrine et de la jurisprudence, le résultat procuré par une combinaison nouvelle brevetable n'a pas besoin d'être différent du résultat que donneraient des combinaisons antérieures plus ou moins analogues. « Quand on prend, dit cet auteur, des éléments, isolément connus, et qu'on les réunit dans un ensemble « qui n'existait pas encore, la brevetabilité réside dans la nouveauté de l'application, au point de vue des éléments eux-

cien destiné à imperméabiliser des joints de tuyaux servant de passage à des liquides.

(1) Mario Ghiron, *Corso di diritto industriale*, t. II, p. 223.

(2) Cf. *suprà*, nos 206 et s.

(3) Pouillet, n° 46.

« mêmes. Il n'y a pas lieu de considérer le résultat, *pourvu qu'il y en ait un* », alors que, selon le même auteur, l'application nouvelle d'un moyen connu est brevetable à la seule condition de procurer un résultat différent de celui obtenu auparavant.

Cette dualité de critère résulte de l'imperfection déjà signalée de la définition de Pouillet. Le fondement de son raisonnement est, en effet, le suivant : quand on prend un moyen connu, sans y rien changer, la brevetabilité ne peut résider que dans la *nouveauté de l'application* au point de vue du résultat recherché.

Mais, nous rappelons ce que nous avons dit au sujet de l'application nouvelle, il n'est pas possible, dans l'industrie, d'utiliser d'une manière nouvelle un moyen connu sans modifier ce dernier, c'est-à-dire, en fait, sans réaliser une combinaison entre l'objet connu et l'organe ou la forme particulière qu'on lui associe.

Il suffit donc, pour qu'il y ait brevetabilité, que la combinaison ou le produit obtenu par une telle réunion d'éléments soit nouveau et conduise à l'obtention d'un effet technique particulier, quelle que soit son importance ou sa nouveauté.

Cela revient à dire que chaque élément de la combinaison doit contribuer à l'obtention du résultat industriel recherché, ce dont on peut se rendre compte commodément, en supprimant par la pensée chacun des moyens composants et en examinant si le résultat d'ensemble de la combinaison reste inchangé ou est modifié.

Dans le premier cas, la suppression d'un des moyens ne modifiant en aucune manière l'effet technique de la combinaison, ce moyen ne sert à rien et ne fait pas partie de cette dernière que l'on peut réduire à une combinaison valable, comprenant un nombre plus faible d'éléments ; dans le cas contraire, il contribue à l'obtention du résultat constituant la cause du brevet de combinaison et il rentre dans le sein de cette dernière.

Comme on le voit, nous avons fait application du critère qui nous a servi à reconnaître la brevetabilité d'une application nouvelle en la séparant de l'emploi nouveau.

Nous allons utiliser ce même critère pour séparer la combinai-

son nouvelle de la juxtaposition dont la non brevetabilité résulte, pour nous, comme celle d'ailleurs de l'emploi nouveau, de l'absence de cause.

§ 1<sup>er</sup>. — *De l'application du concept de cause à la distinction entre la combinaison nouvelle et la juxtaposition.*

**227. Doctrine.** — La juxtaposition n'a pas été reconnue par tous les auteurs. Pouillet, en particulier, constate avec raison que, si l'on prend une machine connue, à laquelle on ajoute un organe également connu, ne donnant à l'appareil aucun caractère nouveau ni dans sa construction, ni dans son résultat, il n'y a pas d'invention brevetable, mais, dit-il, « c'est qu'alors il n'y a ni combinaison, ni juxtaposition » (1).

Par contre, Allart considère qu'il n'y a pas juxtaposition, lorsque la suppression d'un des éléments connus de la combinaison détruit l'harmonie de l'ensemble et modifie le résultat recherché (2). Il est inutile, à notre avis, que la combinaison fasse un tout indivisible détruit par l'enlèvement d'un seul élément composant. Mais nous sommes d'accord avec Allart lorsqu'il conseille de regarder si, dans ces conditions, le résultat est simplement modifié.

**228. I. L'emploi nouveau et la juxtaposition.** — Nous allons donner quelques exemples de nature à montrer les analogies et les différences existant entre l'emploi nouveau et la juxtaposition.

Emettons l'hypothèse qu'un inventeur ait eu l'idée d'associer à un haut parleur de T. S. F., par exemple, des résonateurs pour améliorer la qualité de l'audition. Une telle invention est-elle brevetable ?

Les résonateurs précités sont constitués, de préférence, par des

(1) Pouillet, n° 52 ; des auteurs tels que Huard et Mainié partagent l'avis de Pouillet, G. Huard, t. II, p. 94 ; Mainié, n° 510.

(2) Allart, n° 35. (Lire tout le numéro dont la rédaction est particulièrement claire.)



tubes creux, ouverts, de longueur et de diamètre appropriés, appelés, en termes techniques, « tuyaux d'harmonie ». Ces tuyaux sont simplement placés par l'inventeur sur le socle du haut-parleur, à côté de ce dernier et sans aucun contact avec lui.

Il semble bien que nous sommes en présence d'une juxtaposition.

On pourrait croire également que l'idée d'appliquer à un haut-parleur des résonateurs, bien connus dans le domaine de l'acoustique, en vue de leur faire jouer le même rôle technique, le renforcement par résonance de certaines notes, constitue un emploi nouveau non brevetable.

En réalité, l'invention est parfaitement susceptible d'être protégée, conformément aux termes de la loi de 1844, car, si l'on enlève les tuyaux, il y a une modification dans l'audition, c'est-à-dire dans le résultat obtenu, puisque l'amélioration, apportée à la qualité acoustique du son, disparaît.

L'explication du phénomène est la suivante : les ondes sonores passent du haut-parleur aux tuyaux précités, par l'intermédiaire du socle ; ces derniers, entrant en résonance, dès que le haut-parleur émet une note correspondant à leur fondamentale, renforcent certaines notes graves qui, sans eux, ne sortiraient pas du boîtier de l'appareil.

On devrait, par contre, refuser la brevetabilité à une telle invention, dans le cas où, les tuyaux ne servant à rien, l'audition serait aussi bonne avec ou sans eux. L'absence d'effet technique, c'est-à-dire de cause, justifierait alors la nullité de l'emploi nouveau ou de la juxtaposition auxquels il convient d'appliquer le même critère de brevetabilité.

**229. Etendue de la protection.** — Selon nous, l'invention précitée rentrerait plutôt dans la classe de l'application nouvelle proprement dite car un des éléments associés, le haut-parleur, est prépondérant ; c'est lui, en effet, qui est modifié par l'adjonction des tuyaux d'harmonie. Par suite, ces tuyaux constituent le moyen essentiel permettant de réaliser l'application ou l'utilisation, en téléphonie sans fil, des résonateurs bien connus en

physique, tout en obtenant un effet technique particulier : l'amélioration de l'audition. En d'autres termes, l'idée d'utiliser ces résonateurs et l'effet technique précité peuvent être réunis dans le sein de la même notion de but ou de cause.

En conséquence, un magistrat protecteur du breveté pourra considérer comme contrefacteur quiconque appliquera à un haut-parleur des résonateurs de forme, de dimensions ou de matière différentes mais produisant le même résultat puisque, dans l'hypothèse où nous nous sommes placés, les résonateurs sont *connus* au moment du dépôt du brevet du premier inventeur. Si, dans l'état de la technique, à une pareille époque, les résonateurs avaient été *nouveaux*, la théorie des équivalents ne recevrait pas application ainsi que nous avons eu l'occasion de l'indiquer au chapitre premier.

**230. II. De la combinaison nouvelle.** — Modifions maintenant l'hypothèse envisagée primitivement et imaginons un inventeur plus ingénieux que le premier : il a remarqué que l'intérêt des tuyaux d'harmonie résidait principalement dans l'utilisation des ondes acoustiques restant enfermées dans le boîtier du haut-parleur ; pour obtenir un meilleur résultat, il prévoit donc, derrière le moteur du haut-parleur, une membrane spéciale absorbant les sons de fréquence élevée et réfléchissant ceux de fréquence basse qui passent alors à l'intérieur des tuyaux d'harmonie dont la longueur a été appropriée aux dites fréquences, de telle sorte que les notes graves données par le diffuseur soient renforcées ; les qualités acoustiques de l'audition sont ainsi améliorées grâce à une combinaison de trois éléments : un haut-parleur, des tuyaux d'harmonie calibrés et une membrane spéciale formant miroir acoustique.

La combinaison précitée est parfaitement brevetable si tous les éléments contribuent à l'obtention du résultat, c'est-à-dire si la suppression d'un seul d'entre eux modifie l'audition en supprimant l'amélioration désirée.

Dans ce nouvel exemple pourrait-on voir une application nouvelle à un haut-parleur de l'ensemble des organes de plus faible

importance : les tuyaux d'harmonie et la membrane réfléchissante ? Nous ne le croyons pas car, en pratique, lorsque le nombre des éléments d'une combinaison augmente, l'importance relative des divers éléments diminue et il n'est plus possible de confondre, dans la même notion de but, l'effet technique avec l'idée inventive, c'est-à-dire l'idée de réunir entre eux les moyens composants.

Il en résulte que le magistrat verrait plutôt, à notre avis, dans une telle invention, une combinaison nouvelle dont les éléments forment un *tout* bien distinct de l'effet technique recherché et constituant une sorte de moyen nouveau unique ou encore un produit industriel nouveau dont les caractéristiques sont précisément, d'une part, la combinaison et, d'autre part, les qualités acoustiques particulières.

Nous retrouvons ici l'élément matériel et l'élément causal que nous avons signalés en étudiant le produit industriel nouveau (1).

Dans ces conditions, pour juger de la portée du brevet relatif à cette invention, la jurisprudence appliquera son critère habituel consistant à apprécier la contrefaçon selon les ressemblances et non d'après les différences.

Par suite, sera contrefacteur uniquement celui qui reproduira la combinaison en groupant les mêmes moyens de la même manière en vue du même résultat ; par contre, quiconque appliquera à un haut parleur des tuyaux d'harmonie combinés avec une membrane réfléchissante réalisée en une matière et avec une forme différentes, mais produisant cependant le même effet technique, ne sera pas coupable du délit de contrefaçon (2).

(1) Cf. *suprà*, nos 193 et s.

(2) C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 26 févr. 1935, Sté Klaxon c. Peress, *Ann.*, 1935, p. 291. Il a été jugé que lorsqu'un brevet protège une combinaison de moyens connus, il ne peut y avoir de contrefaçon que si, dans la construction arguée de contrefaçon, se retrouvent les éléments essentiels et les mêmes procédés essentiels pour arriver au même résultat. En particulier, le résultat peut être le même sans qu'il y ait contrefaçon si les moyens matériels sont différents ; C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 16 nov. 1936, Sté Le Caoutchouc manufacturé c. Despréaux, *Ann.*, 1937, p. 162 : « c'est « d'après les ressemblances que s'apprécie la contrefaçon et non d'après

**231. Intérêt du concept de cause pour lever les incertitudes de langage de la jurisprudence.** — Les exemples précités montrent que l'étendue de la protection conférée au breveté est bien souvent une question de fait laissée à l'arbitraire du magistrat.

La considération du concept de cause nous a permis de donner les raisons profondes motivant l'incertitude de la jurisprudence qui parle tantôt d'application nouvelle, tantôt de combinaison nouvelle pour des objets analogues. Ces différences de langage n'ont pas d'importance du point de vue brevetabilité mais elles peuvent en avoir en ce qui concerne la portée du brevet ; à cet égard, l'idée directrice que nous avons dégagée de l'application de la notion de cause, nous paraît susceptible de guider le magistrat d'une manière plus ferme qu'auparavant.

De plus, elle permet, en général, de protéger plus énergiquement l'inventeur ouvrant un chemin dans le domaine de la technique ; cela paraît juste, car cet inventeur est plus intéressant que celui qui vient après lui et fait de ce chemin une route, en perfectionnant, par des combinaisons complexes, les applications industrielles d'idées inventives nouvelles.

### **232. De l'interaction entre les éléments de la combinaison.** —

Nous tenons encore à signaler le fait suivant, qui ressort des exemples précités ; il n'y a pas de contact matériel entre les éléments : tuyaux d'harmonie, haut-parleur et membrane réfléchissante. Par suite, il semble ne pas y avoir d'interaction entre les divers moyens.

Cette réaction mutuelle se manifeste surtout dans les combinaisons chimiques et mécaniques mais, comme on le voit, elle n'est pas toujours apparente.

En conséquence, le critère donné dans certaines espèces jurisprudentielles (1) et d'après lequel la combinaison se distingue

« les différences, alors même que celles-ci constitueraient un perfectionnement sérieux ».

(1) C. de Colmar, 6 août 1861 et Cass. rej. 1<sup>er</sup> mars 1862, Hiss. c. Vye André *Ann.*, 1862, p. 215 ; C. de Douai, 4 mai 1863 et Cass. crim. rej. 2 janv. 1864, *Ann.*, 1864, p. 249 ; C. de Douai, 10 juin 1872 et Cass. rej. 20 févr. 1874, *Ann.*, 1874, p. 148.



de la juxtaposition par l'interaction entre les moyens, peut tromper.

En fait, il y a toujours un lien plus ou moins étroit entre les éléments d'une combinaison mais nous croyons préférable, pour le déceler, de remarquer que son existence se traduit par une appropriation particulière des moyens composants, appropriation dont la suppression doit modifier le résultat (1).

Dans le dernier exemple précité, si l'on change la forme et les dimensions des tuyaux d'harmonie, la qualité des sons varie ; il en est de même si l'on modifie la forme ou la matière de la membrane réfléchissante. Ce critère, savoir la recherche de l'appropriation, nous paraît donc d'une application plus facile.

Nous donnerons un dernier exemple très simple pour bien mettre ce fait en lumière : le premier inventeur qui a eu l'idée de munir un crayon d'une gomme à effacer a fait incontestablement une invention et, à première vue, il semble bien que cette dernière soit le type parfait de la juxtaposition : il n'y a pas, en effet, de réaction mutuelle entre la gomme et le crayon. Mais le crayon doit tout de même comporter un support permettant le logement de la gomme. Il convient donc, de lui faire subir une certaine adaptation qui fait présumer de la brevetabilité de l'invention.

Une semblable présomption est confirmée par l'application des principes généraux indiqués précédemment. Le crayon portegomme constitue, en effet, un produit industriel nouveau dont la caractéristique concrète essentielle est constituée par une véritable combinaison, puisqu'en enlevant la gomme on ne peut plus obtenir le résultat cherché : la possibilité, à la fois, d'écrire et d'effacer.

Il est vrai que le crayon fonctionne tout de même lorsqu'on supprime la gomme. Le résultat ou l'effet technique d'ensemble obtenu est, en quelque sorte, la somme des effets techniques donnés par chacun des éléments d'une telle combinaison.

(1) *Comp. Cass. crim.* 4 avr. 1924, Seitz et autres c. Royat et Min. public, *Ann.*, 1925, p. 104, l'appropriation était constituée par la forme lenticulaire donnée à un filtre métallique pour appareil à filtrer.

Aussi, à l'étranger, considère-t-on, en général, une telle invention comme une simple juxtaposition ne permettant pas d'obtenir un résultat *unitaire*, distinct de la simple somme des résultats obtenus respectivement par chacun des moyens composants, alors qu'en France, selon nous, le crayon muni de sa gomme constitue un produit industriel nouveau brevetable (1).

## § 2. — *Droit comparé.*

**233. I. Pays anglo-saxons.** — En Grande-Bretagne, par exemple, pour qu'une combinaison soit brevetable, toutes ses parties doivent contribuer à l'obtention d'un résultat *unitaire*. Si chacun des éléments de la combinaison exerce sa propre fonction technique, d'une manière individuelle, sans qu'il y ait aucune réaction mutuelle entre les divers éléments et leurs fonctions respectives, la combinaison constitue une « *aggregation* » ou juxtaposition non brevetable. Le résultat ne doit pas être la somme des effets techniques de chaque moyen et l'inventeur doit avoir surmonté certaines difficultés pour réaliser son invention (2). On ne pourrait donc pas protéger par un dépôt de brevet le crayon porte-gomme précité.

(1) *Comp. Trib. civ. Seine*, 20 juin 1923 et *C. de Paris*, 27 déc. 1924, *Wright, Ann.*, 1925, p. 58 ; *C. de Paris*, 1<sup>er</sup> déc. 1923, *Fournier, Ann.*, 1926.1, p. 74 ; *C. de Paris*, 18 juin 1926 (obus et canon Stokes), *Ann.*, 1926.1, p. 241.

(2) *C. A.*, 1<sup>er</sup> févr. 1890, *Williams c. Nye*, 7, *R. P. C.*, p. 63 (*Sausage Machine*) ; voir en particulier l'espèce bien connue (*Eye Glass Case*) *High Court.*, 25 nov. 1896, *Wood c. Raphael*, 13, *R. P. C.*, p. 730. Il s'agissait d'un brevet portant sur une combinaison nouvelle des diverses pièces d'un pince-nez. Il n'y avait eu aucune nouveauté dans l'application, ni dans les résultats obtenus et aucune difficulté vaincue lors de la réalisation de l'invention. L'invention n'a pas été jugée valide et le jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour statuant en appel, en date du 8 mai 1897 (14, *R. P. C.*, p. 496) ; *C. A.*, 3 juin 1908, *British United Shoe Machinery Co Ltd. c. A. Fussell et Sons Ltd.*, 25, *R. P. C.*, p. 631 (p. 657). Dans cette affaire bien que le résultat final fût nouveau et utile, l'invention n'a pas été considérée comme brevetable car il n'y avait eu aucune difficulté à surmonter et, comme disait le *Lord Justice Buckley*, une combinaison doit consister en une réunion de pièces réagissant mutuellement les unes sur les autres de manière à obtenir le résultat re-

**234. Etats-Unis.** — Les Américains distinguent aussi entre la combinaison brevetable et la simple juxtaposition ou « *aggregation* » non brevetable.

Nous signalons plus particulièrement un arrêt de la Cour suprême qui repousse précisément la brevetabilité du produit constitué par cette combinaison d'un crayon à mine de plomb avec une gomme à effacer. La Cour suprême a vu dans une pareille invention une simple juxtaposition non brevetable (1).

La combinaison doit, en effet, procurer, en droit américain, un résultat d'ensemble que l'on ne peut pas disséquer : « *un organisme* » qui cesse d'exister aussitôt que l'on en a enlevé la moindre particule (2).

**235. La « duplication ».** — De même, la « *duplication* » des parties, en règle générale, ne constitue pas une invention brevetable, à moins que cette duplication ne conduise à l'obtention d'un nouveau résultat unitaire ou d'un effet technique supérieur à la somme des fonctions des deux éléments composants pris séparément (3).

Pour faire comprendre ce que les Américains entendent par « *duplication* », nous citerons les deux espèces suivantes :

1<sup>o</sup> Dans l'affaire Dunbar contre Meyers (4), il s'agissait d'un brevet visant une scie circulaire conçue pour scier du bois de charpente en fines lamelles, destinées à être utilisées pour des panneaux de miroirs ou des cadres de tableaux ; l'inventeur avait prévu deux plateaux pour maintenir, contre le disque de la

cherché : « j'estime, disait le magistrat, qu'il convient d'ajouter que le « résultat doit être ce que j'appellerai pour le moment un résultat *simple* » et non un résultat *complexe*... » ; *consult.* également : Terrell, *op. cit.*, pp. 78 et s. et *jur. cit.*

(1) *S. C.*, 8 mai 1876, Reckendorfer c. Faber, 92, *U. S.*, p. 347 (p. 357) (trois conseillers d'avis contraire sur neuf) ; *comp.* également : *S. C.*, 5 janv. 1874, Hailes c. Van Wormer, 87, *U. S.* (20 *Wallace*), p. 353 ; *S. C.*, 12 déc. 1881, Pickering c. Mac Cullough, 104, *U. S.*, pp. 310, 318 ; voir également : Macomber, 44.

(2) *S. C.*, 17 mars 1862, Vance c. Campbell, 66, *U. S.* (1 *Black*), p. 427.

(3) *Ex parte* Sears, 7 juill. 1909, 148, *O. G.*, p. 279.

(4) *S. C.*, déc. 1876, Dunbar c. Meyers, 94, *U. S.*, pp. 187, 197.

scie, la pièce de bois à débiter ; dans les machines antérieures, il existait seulement un plateau prévu d'un des côtés de la scie. La fonction technique de chaque plateau était la même. En conséquence, la Cour suprême a décidé que la renvendication concernant le plateau additionnel n'était pas valable.

2<sup>o</sup> Au contraire, dans l'affaire Parker contre Hulme (1), a été jugée brevetable la duplication, consistant à disposer, sur le même arbre, deux roues de turbines qui se faisaient vis-à-vis et entre lesquelles arrivait l'eau, de manière à obtenir l'équilibrage de la poussée axiale.

Les espèces précitées mettent en lumière la différence de mentalité des juges américains et européens.

**236. II. Pays germaniques.** — En Allemagne, comme dans les pays anglo-saxons, la juxtaposition, qui porte le nom d'« *Aggregation* », doit être distinguée de la combinaison (2). Cette dernière, pour être brevetable, doit procurer un résultat technique unitaire différent de la somme des fonctions de chacun des éléments de la combinaison (3).

Les auteurs allemands Klauer et Möhring citent l'exemple bien connu, donné précédemment par nous : la réunion d'une gomme à un crayon. Il y a là, estiment-ils, une juxtaposition non brevetable. En fait, une telle invention pourrait être protégée en Allemagne par le modèle d'utilité qui correspond sensiblement à notre produit industriel nouveau. Il en serait de même dans les pays qui ont introduit le modèle d'utilité dans leur législation, à l'exemple de l'Allemagne.

**237. Droit helvétique.** — En Suisse, au contraire, où la loi fédérale n'a pas prévu le modèle d'utilité, la jurisprudence n'admettrait pas la validité d'une invention consistant à réunir une

(1) *C. C. (Eastern District of Pennsylvania)*, nov. 1849, Parker c. Hulme, 1, *F. P. C.*, p. 44, 18, *Federal Cases*, p. 1138 (*Case*, n<sup>o</sup> 10, 748).

(2) *R. G.*, 6 sept. 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 439.

(3) Klauer et Möhring, pp. 94 et s. ; *R. G.*, 25 janv. 1935, *Prop. Ind.*, 1937, p. 11.



gomme et un crayon ou une lampe de poche et un bloc-note. Le magistrat suisse n'accorde un brevet pour des objets, susceptibles d'être protégés en Allemagne à titre de modèles d'utilité, qu'à la condition de trouver, dans de telles inventions, une innovation technique dépassant en valeur une amélioration banale.

Les Suisses paraissent donc plus sévères que les Allemands, tout en utilisant d'ailleurs le même critère pour séparer la combinaison de la juxtaposition.

Comme en Allemagne, la combinaison doit produire un effet technique d'ensemble utile et différent de la somme des fonctions des divers éléments composants (1).

La combinaison ne doit pas non plus pouvoir être découverte par le premier venu sans effort. S'il n'en est pas ainsi et s'il n'y a ni progrès technique suffisant, ni idée créatrice, la combinaison est une juxtaposition non brevetable (2).

**238. III. Pays latins.** — En Italie, comme dans les pays germaniques, l'invention doit présenter une certaine valeur technique, une « *valutazione tecnica* » (3). La plupart des auteurs italiens qui ont parlé de la juxtaposition ont des opinions très voisines de celles des auteurs français. Il n'y a rien de particulier

(1) *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 17 févr. 1917, Gindrat, Delachaux et C<sup>ie</sup> c. Couleru, *B. G. E.*, 43, II, p. 112. Il est sans doute exact que la combinaison d'éléments déjà connus peut constituer une invention mais il ne suffit pas que cette combinaison se borne, en quelque sorte, à une addition de divers éléments ; il faut que l'ensemble comme tel soit nouveau, c'est-à-dire que le groupement d'éléments connus, mais réunis en vue d'obtenir un effet déterminé, repose sur une idée créatrice et réalise un progrès technique notable. Voir également : *B. G.* (sect. civ.), 23-24 janv. 1903, Schneider et C<sup>ie</sup> c. Schneider, *R. O.*, 29, II, pp. 173 et s.

(2) *B. G.*, 17 févr. 1917, *B. G. E.*, 43, II, p. 112. Dans cette espèce que nous venons de citer dans la note (1), l'expert s'est exprimé comme suit : « les éléments se trouvent déjà dans des modèles antérieurs au modèle breveté. Leur juxtaposition ne réalise pas un progrès technique et ne repose pas sur une idée créatrice ».

(3) Mario Ghiron, *Corso di diritto industriale*, t. II. Rome, 1937, p. 219, n° 132.

en ce qui concerne la différence entre la combinaison et la juxtaposition dans la jurisprudence italienne.

**239. Belgique.** — Chez nos voisins belges, la juxtaposition n'est pas protégeable, mais pour une raison différente : parce qu'elle manque d'originalité ou parce qu'il n'y a pas de réaction mutuelle entre les divers éléments.

Selon M. Vander Haeghen, la combinaison est caractérisée par « un rapport de réaction réciproque » entre ses éléments (1).

D'après André (2), le fait de créer un produit nouveau constitue un critère d'originalité. Il y a là une idée juste, applicable en France, car dès qu'une invention peut être présentée sous la forme d'un produit industriel nouveau, elle est certainement brevetable.

**240. Conclusion.** — De cet examen rapide du droit étranger, on peut déduire que la juxtaposition n'est pas, en général, brevetable parce qu'elle ne constitue pas, comme la combinaison, une création formant un bloc indivisible, contribuant à l'obtention d'un résultat unitaire disparaissant en son entier, avec la suppression d'un des moyens composants.

### § 3. — *Jurisprudence française.*

**241. I. Jurisprudence de la Cour de cassation.** — La Cour suprême, appliquant en cela les principes du droit commun et interprétant correctement le texte de la loi de 1844, n'a pas voulu suivre la voie dans laquelle se sont engagées les doctrines et les jurisprudences étrangères.

**242. Arrêt du « polygreffe ».** — Tout en admettant la nullité de la juxtaposition, la Cour de cassation a paru refuser, dans l'arrêt célèbre du polygreffe (3), de considérer comme nulle une

(1) Vander Haeghen, n° 289.

(2) André, n° 62.

(3) Cass. crim. 25 mai 1897 et C. de Limoges (renvoi), 15 juill. 1897, Roy c. Darenne, *Ann.*, 1897, p. 332.

combinaison dont le résultat d'ensemble n'était pas distinct ou différent des résultats obtenus respectivement par chacun des moyens composants.

En réalité, l'effet technique d'une combinaison est toujours différent des fonctions de chacun des moyens élémentaires et la Cour de cassation n'a certainement pas désiré nier l'existence de cette différence, traduisant simplement, comme pour l'application nouvelle, l'existence du résultat procuré par ladite combinaison.

La Cour de cassation a voulu dire, sans l'exprimer explicitement, qu'il n'est pas nécessaire que le résultat d'ensemble soit différent de la simple somme des fonctions de chacun des moyens composants.

En d'autres termes, elle a refusé d'accepter la thèse de l'arrêt de la cour d'Agen contre lequel il avait été formé pourvoi ; suivant cette thèse les moyens d'une combinaison véritable devaient former « un *ensemble indivisible* où l'individualité de chaque « moyen concourait à opérer un résultat industriel *d'ensemble* « différent du résultat individuel de chaque moyen et *ne pouvant se produire en enlevant un des moyens connus.* »

La rédaction du considérant précité était, à notre avis, incorrecte car le véritable critère, pour séparer la combinaison de la juxtaposition, consiste à examiner si le résultat d'ensemble est simplement modifié, lorsqu'on enlève un des moyens connus, *et non pas complètement supprimé* par la perte de son unité.

L'arrêt de la cour d'Agen a été cassé parce que la Cour régulatrice n'a pas voulu, avec raison, reconnaître la brevetabilité d'une combinaison par le caractère *unitaire* du résultat obtenu.

Il est seulement regrettable que les attendus de la Cour de cassation manquent un peu de netteté (1).

(1) Voici le passage relatif à la juxtaposition : « Attendu... que nulle « disposition de la loi de 1844 n'exige pour cette sorte d'invention (la « réunion de plusieurs machines ou instruments tombés dans le domaine « public) que le groupement de machines produise un *résultat d'ensemble* « *différent de celui obtenu par chacun des appareils isolés et qu'on ne puisse* « *obtenir par un moyen quelconque un résultat semblable à celui produit* « *dans la combinaison brevetée par un des éléments de cette combinaison.* »

Mais il y a lieu de s'attacher davantage au fond qu'à la forme du raisonnement. Il est d'ailleurs bien précisé, dans un des attendus, qu'un critère unique de brevetabilité doit être adopté pour la combinaison et l'application nouvelles : la production d'un résultat ou d'un produit industriel, quel qu'il soit. Voici cet attendu essentiel et particulièrement bien rédigé : « Attendu que « la loi du 5 juillet 1844 ne renferme pas de dispositions spéciales « pour le cas où l'invention pour laquelle on demande un brevet « consiste dans la réunion de plusieurs machines ou instruments « tombés dans le domaine public ; qu'une combinaison de ce « genre peut constituer une découverte brevetable si, réunissant « les deux conditions imposées par l'article 2 de la loi sus-visée, « elle est une application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. »

En conséquence, nous croyons qu'il ne doit pas y avoir d'hésitation possible sur l'état d'esprit réel de la Cour de cassation.

La Cour suprême avait adopté, il est vrai, dans des arrêts anciens, une position juridique différente ; elle considérait qu'il y avait juxtaposition lorsqu'on ne pouvait déceler une liaison ou une action réciproque entre les éléments de la combinaison, liaison si intime qu'elle conduisait à la formation d'un ensemble indivisible (1). Mais le retournement de la Cour régulatrice, amorcé dans l'arrêt du polygreffe, est maintenant pleinement achevé, comme on peut s'en rendre compte en consultant des arrêts récents (2).

(1) Cass. 1<sup>er</sup> mars 1862, Hiss. c. Vve André, *Ann.*, 1862, p. 215. Dans cette espèce la Cour de cassation a vu une juxtaposition dans un perfectionnement apporté à la construction de turbines et consistant à intercaler entre leurs aubes ordinaires des demi-aubes d'une longueur égale à la moitié des premières. Il y avait juxtaposition parce qu'il n'y avait aucune liaison exigée, ni aucune action réciproque utile et nouvelle.

(2) Cass. civ. 14 déc. 1932, Jovignot c. Weissenthaner et autres, *Ann.*, 1933, p. 100. Voici l'attendu principal : « attendu que le pourvoi reproche « à l'arrêt d'avoir refusé de considérer comme brevetable la machine à « sertir revendiquée par Jovignot, sous prétexte que, pour qu'une invention soit telle, il est nécessaire qu'un résultat nouveau soit obtenu « à l'aide d'éléments nouveaux, alors que la loi ne formule aucune exigence semblable ; attendu, en effet, que la simple combinaison nou-



**243. II. Jurisprudence des cours et des tribunaux.** — Cependant, de nombreuses cours et tribunaux continuent encore à rechercher, non seulement la différence dans le résultat (1) mais même la nouveauté de ce dernier afin de reconnaître la brevetabilité d'une combinaison (2).

D'après quelques espèces, la combinaison pour être brevetable, doit procurer un résultat industriel unitaire (3). Cette condition de brevetabilité est celle exigée en droit allemand par le *Reichsgericht* d'après lequel une combinaison est brevetable lorsque la réunion des éléments connus entraîne l'obtention d'un effet technique unitaire (4). On reconnaît le critère adopté à l'étranger; il ne doit pas recevoir application en France.

Malgré cette jurisprudence dissidente, un certain nombre de cours et de tribunaux suivent la Cour de cassation et la majorité de la doctrine, en recherchant simplement si la combinaison

« velle d'éléments déjà connus en vue d'un résultat industriel suffit pour « rendre une invention brevetable » ; Cass. req. 20 févr. 1933, Vve Bayeux et Henrard c. Maudet et Lesieur, *Ann.*, 1933, p. 146.

(1) C. de Paris, 26 juin 1913, Glacière Schaller, *Ann.*, 1915-1919. 1, p. 59. Il a été jugé, à tort, dans cette espèce qu'il y avait juxtaposition lorsque les éléments de la combinaison n'avaient aucune action directe les uns sur les autres et ne procuraient pas un résultat différent.

(2) Trib. civ. Seine, 25 juill. 1929, Lamblin c. Moulet, *Ann.*, 1938, p. 74. Il a été jugé qu'il s'agissait d'une juxtaposition, d'une réunion en un seul appareil d'éléments déjà connus qui n'avaient aucune action réciproque les uns sur les autres et qui ne produisaient pas un *résultat nouveau* ; voir également : C. de Paris, 16 nov. 1936, *Ann.*, 1937, p. 162 ; Trib. civ. Seine, 26 mai 1933 et C. de Paris, 12 mars 1935, Dannel c. Sté des Ets Dard, *Ann.*, 1936, p. 111 ; Trib. civ. Seine, 18 juin 1932 et C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 22 janv. 1935, Mousseau c. Duterne, *Ann.*, 1938, p. 101. Il a été jugé dans cette espèce qu'il ne saurait y avoir juxtaposition d'éléments connus lorsque la réunion des éléments concourt à constituer un *produit industriel nouveau* ; C. de Paris, 10 févr. 1937, Veuillet c. Sté Van Cleef et Arpels et Rubel frères, *Gaz. Trib.*, 12 août 1937 ; C. de Paris, 9 déc. 1937, Ets Schramm c. Dreyfus et Reynes (*inédit*).

(3) Trib. civ. Bordeaux, 30 juin 1885, Teyssonneau, *Ann.*, 1886, p. 49 ; C. de Paris, 13 oct. 1910, arrêt de la lampe Pigeon, *Ann.*, 1915-1919. 1, p. 59 ; Trib. corr. Seine, 25 févr. 1914 (amortisseurs Houdaille), *Ann.*, 1924, p. 121 (p. 125).

(4) *R. G.*, 25 janv. 1935, *Prop. Ind.*, 1937, p. 11. Consulter : Klauer et Möhring, *op. cit.*, n° 15, p. 345.

permet d'obtenir un effet technique ou un résultat industriel (1). Nous signalons plus particulièrement, à cet égard, un arrêt de la cour de Paris en date du 17 février 1937, d'après lequel il résulte qu'il ne peut y avoir juxtaposition lorsque les différents moyens ne sont pas indépendants les uns des autres et lorsqu'il existe entre eux « *une véritable coopération permettant d'arriver au résultat cherché* » (2).

Tel est, croyons-nous, le sens dans lequel doit évoluer la jurisprudence française.

#### § 4. — *Du procédé.*

**244. Définition.** — Le procédé est une création de la jurisprudence. D'après Pouillet (3), « un procédé est toujours une « suite d'opérations, soit physiques, soit chimiques ». C'est un groupement d'opérations disposées dans un ordre déterminé et réunies entre elles par une loi commune : la contribution de

(1) Trib. civ. Seine, 29 juin 1923, Aubry, *Ann.*, 1923.1, p. 330. La juxtaposition de procédés connus n'est pas brevetable dès lors qu'elle ne produit pas de résultat industriel ; C. de Paris, 8 mars 1928, Garbarini, *Ann.*, 1928, p. 101. Il a été jugé qu'une combinaison n'est pas brevetable dès lors qu'elle ne procure pas un résultat industriel brevetable et que la juxtaposition réside en dehors des éléments ; C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 1<sup>er</sup> juin 1931, Moulet c. Lamblin, *Ann.*, 1938, p. 74. Il a été jugé que « le « résultat nouveau, à obtenir de la combinaison nouvelle d'éléments déjà « connus, n'est pas indispensable pour rendre une invention brevetable « s'il y a nouveauté de l'application quant aux éléments eux-mêmes « qui la constituent dans des conditions telles qu'elles en font un objet « nouveau, bien que composée d'éléments et en dehors même de tout « avantage réalisé ». Voir également : Trib. civ. Seine, 13 juin 1933, Coquille et Sté An. des Usines Chausson c. Sté An. des Usines Renault, *Ann.*, 1933, p. 330.

(2) C. de Paris (13<sup>e</sup> Ch. corr.), 17 févr. 1937, Tavernier, Devienne, etc... et le Min. publ. c. Caillot (*inédit*). Voici le considérant en entier : « on ne « peut soutenir qu'il n'y a dans le groupement de moyens présenté par « Caillot qu'une simple juxtaposition, puisqu'il est facile de se rendre « compte, comme les experts l'ont démontré, que ces différents moyens « ne sont pas indépendants les uns des autres et qu'il existe entre eux « une véritable coopération permettant d'arriver au résultat cherché ».

(3) Pouillet, n° 724.

chaque opération élémentaire à l'obtention d'un même résultat ou produit industriel.

**245. Réaction mutuelle entre les phases du procédé.** — Le procédé rentre donc dans la classe des combinaisons nouvelles de moyens connus, avec cette différence que le lien réunissant entre eux les divers éléments est en général moins étroit ; de plus, comme dans une combinaison, il y a toujours entre les opérations élémentaires une interaction, souvent peu apparente, mais se traduisant par des modifications concrètes et matérielles des divers moyens ou dispositifs mettant en œuvre le procédé.

**246. Brevetabilité.** — Pour connaître la brevetabilité du procédé il suffit de rechercher si l'on obtient le même résultat ou plus exactement le même effet technique en supprimant successivement chacune des phases ou opérations élémentaires. Il est inutile que tout résultat disparaisse avec la suppression précitée : il suffit que le résultat d'ensemble soit *modifié* par suite de l'absence de l'effet technique correspondant à l'opération manquante.

**247. Ordre de succession des phases.** — De plus, le procédé étant caractérisé par un ordre de succession bien déterminé, à une interversion des opérations doit correspondre une modification dans le résultat obtenu.

Supposons par exemple que pour fabriquer un acier de blindage il faille lui faire subir plusieurs traitements métallurgiques successifs : cémentation, première trempe de régénération à l'huile vers 950°, deuxième trempe de dureté à l'eau vers 760° et, enfin, revenu d'homogénéisation vers 180°. Dans ces conditions, on le conçoit, la suppression de la trempe à l'eau ou le fait de pratiquer le revenu, avant l'une des deux trempes, affecte, dans une proportion notable, les qualités de l'acier obtenu. Un semblable procédé de fabrication, s'il était nouveau, serait donc brevetable.

§ 5. — *De l'interversion des moyens d'une combinaison.*

**248. Brevetabilité.** — Le changement de position dans l'espace des éléments d'une combinaison peut être brevetable de même que l'interversion, c'est-à-dire, le changement de place, dans le temps, des phases d'un procédé à condition que, par une telle modification, on puisse obtenir un effet technique particulier qui soit lié à cette dernière, de manière à disparaître avec elle. C'est là, uniquement, l'application des idées générales développées par nous.

### SECTION III

#### **Du changement de dimensions et de matière.**

**249. Non brevetabilité.** — Le changement de dimensions ou de matière devrait rentrer dans le cadre de l'application nouvelle puisqu'il consiste à modifier un moyen ou un objet connu.

En réalité, dans tous les pays, y compris la France, la doctrine et la jurisprudence sont beaucoup plus sévères, pour admettre la brevetabilité d'une telle invention, que s'il s'agissait d'une simple application nouvelle.

Il ne suffit pas, pour être protégeable, que le changement de matière ou de dimensions permette d'obtenir un effet technique ; le résultat ne doit pas non plus être inhérent audit changement (1).

Formulons, par exemple, l'hypothèse, que le problème se soit posé de fabriquer des bracelets-montre, à une époque où existaient seulement des horloges. L'inventeur qui a réalisé le premier un bracelet-montre a fait incontestablement une invention : il a réalisé un produit industriel nouveau brevetable.

Une telle montre n'est pas, en effet, obtenue uniquement, en rapetissant proportionnellement une horloge ; les organes ne sont pas les mêmes et ne jouent pas le même rôle dans une horloge

(1) C. de Paris, 14 août 1865, *Ann.*, 1865, p. 368 ; C. de Lyon, 11 nov. 1869 et Cass. req. 31 juill. 1871, Mairat (ponts à bascule), *Ann.*, 1871, p. 85 ; Cass. req. 30 mars 1881, Boucher et Cie c. Godin, *Ann.*, 1881, p. 114.



et dans une montre car les solutions techniques changent généralement avec les ordres de grandeur.

L'effet technique, obtenu en passant de l'horloge au bracelet-montre, n'est donc pas inhérent au changement de dimensions ; il provient également des modifications apportées à la forme, à la matière, et même à la disposition relative des pièces.

Au contraire, si l'on connaissait la montre de gousset à l'époque où nous plaçons notre inventeur hypothétique, l'invention qui consisterait à passer d'une pareille montre à une montre-bracelet, en réduisant proportionnellement ses dimensions, ne déterminerait probablement aucun changement dans l'organisation interne de la montre ; les pièces auraient subi une simple homothétie, comme disent les mathématiciens, et, dans ce cas, il n'y aurait pas invention brevetable car le résultat obtenu, le gain de poids et d'encombrement, serait inhérent au changement de dimension.

La jurisprudence et la doctrine françaises ne se soumettent donc pas, en général, à la règle dégagée précédemment pour l'application nouvelle ; c'est pourquoi on classe souvent le changement de dimensions ou de matière dans une catégorie distincte. Il n'y a d'ailleurs aucune raison juridique à opérer ainsi, car c'est faire une exception non justifiée à la mise en œuvre du concept de cause, puisque la seule existence d'un résultat industriel ne suffit pas pour conférer la brevetabilité au changement de matière ou de dimensions, même si son application à un objet connu est nouvelle.

**250. Du caractère inattendu du résultat.** — La jurisprudence admet également que la substitution de matière, de même que le changement de dimensions peuvent conférer, à un appareil ou à un produit connu, un caractère brevetable, à condition que le résultat obtenu soit inattendu et nouveau ; cela revient à dire que ce résultat doit être indépendant des avantages procurés par le changement de matière ou de dimensions (1). Cette notion

(1) C. de Paris, 20 mars 1867 et Cass. 10 août 1867, *Bull. crim.*, 1867, n° 190 ; C. de Paris, 27 nov. 1868 et Cass. 30 avr. 1869, *Bull. crim.*, 1869, n° 103 ; C. de Paris, 10 juin 1875 et Cass. 24 déc. 1875, *Bull. crim.*, 1875,

d'imprévu est assez facile à utiliser et il est intéressant de la rapprocher de la conception belge dont nous avons parlé à propos de l'application nouvelle.

C'est ainsi que remplacer le fer forgé par l'acier dans l'établissement d'une roue de véhicule ne serait pas brevetable en soi malgré la plus grande solidité inhérente à la nature du métal employé, car on pouvait prévoir l'augmentation de résistance apportée à la roue (1).

n° 362 ; C. de Paris, 18 mars 1929, *Ann.*, 1929, p. 293 ; Trib. civ. Seine, 6 mars 1930 et C. de Paris, 21 janv. 1933. Compagnie Nationale des Radiateurs c. Nanquette, *Ann.*, 1933, p. 206. Il a été jugé dans cette dernière espèce que la substitution d'une matière à une autre n'est brevetable qu'autant que le résultat qui en découle n'est pas la conséquence d'une qualité attendue et inhérente à la matière elle-même, mais produit au contraire un résultat particulier ou nouveau.

(1) C. d'Amiens, 25 nov. 1879, Cass. 30 mars 1881, Boucher et C<sup>ie</sup> c. Godin, *Ann.*, 1881, p. 114 ; Trib. civ. Seine, 8 mars 1933, Trib. civ. Versailles, 22 juill. 1931, C. de Paris, 4 avr. 1933, Cass. req. 3 mars 1936, Zalkind c. Poliakoff et Stone ; Zalkind c. Boisselier, *Ann.*, 1937, p. 175 ; dans cette dernière espèce a été jugé non brevetable le remplacement de la porcelaine par de la fibre pour le rochet tournant d'un interrupteur électrique, car le résultat obtenu, la plus grande solidité, était inhérent à la qualité de la matière elle-même.

---

## CHAPITRE IV

### Des inventions contraires à la loi.

---

#### SECTION I<sup>re</sup>

##### **Des inventions illicites et contraires aux bonnes mœurs.**

**251.** — On sait qu'en droit civil, la théorie de la cause s'est développée principalement pour permettre l'annulation des conventions passées en vue d'un but illicite ou contraire aux bonnes mœurs.

**252. I. Inutilité de distinguer en propriété industrielle entre la cause illicite et l'objet illicite.** — Mais s'il est intéressant en droit civil de faire application de cette théorie, pour sauvegarder la moralité des contrats, il ne doit pas en être de même en propriété industrielle, où il est extrêmement rare que l'on ait à interpréter des brevets visant des inventions illicites. Il nous paraît donc inutile et même dangereux d'agrandir le champ d'application de la nullité pour objet illicite, en déclarant possible, par exemple, l'annulation, par les tribunaux, d'un brevet relatif au procédé de fabrication d'un tel objet. Le brevet concernant un procédé, visant l'obtention d'un résultat ou d'un produit illicite, pourrait en effet être annulé pour cause illicite, si le produit ne pouvait être obtenu que par le procédé.

Or une pareille solution ne paraît pas conforme à l'esprit de la loi de 1844 qui ne la prévoit nullement. Nous ne croyons donc pas qu'il y ait lieu d'être aussi sévère et nous estimons qu'en

l'occurrence il convient de garder à la théorie de la cause son caractère de technique de secours. La théorie de l'objet illicite étant tout à fait suffisante dans notre matière, il n'y a aucune raison de faire appel à un concept dont l'application n'est pas aussi nécessaire qu'en droit civil.

**253. Travaux préparatoires.** — Pourtant Philippe Dupin dans son rapport devant la Chambre des députés disait : « la seconde « cause de nullité ... écrite dans *notre droit commun*... ne permet « pas de considérer comme valable un brevet délivré sur une « *cause illicite* ».

Mais nous savons que, principalement dans les contrats aléatoires, les notions de cause et d'objet s'interpénètrent et se confondent pratiquement. La distinction entre la cause et l'objet, ces deux aspects de la brevetabilité, doit donc être opérée à la seule condition qu'elle offre une utilité (1). Or, en la matière, comme nous venons de l'indiquer brièvement, il y a des inconvénients à effectuer une telle séparation.

En conséquence nous croyons préférable de ne pas faire application de la théorie de la cause illicite.

**254. Jurisprudence.** — C'est d'ailleurs, semble-t-il, la conception de la jurisprudence, très rare sur cette question.

Nous signalons tout d'abord une invention pour un appareil destiné spécialement à l'exploitation d'un jeu de hasard (2). Le brevet a été déclaré nul, comme protégeant une invention contraire à la loi et c'est la destination de l'objet breveté qui a entraîné la nullité. Il y aurait eu application de la théorie de la cause illicite.

Néanmoins, dans une autre espèce plus récente (3), l'invention n'a pas été jugée brevetable parce qu'il s'agissait d'un brevet relatif à des préservatifs, c'est-à-dire à des objets contraires aux

(1) Cf. *suprà*, n° 85.

(2) Trib. civ. Toulouse, 19 juin 1890, *Gaz. Trib. Midi*, 6 juill. 1890.

(3) Trib. civ. Seine, 29 nov. 1913, Min. publ. c. Bihari, *Ann.*, 1915-1919, 2, p. 16 ; *C. E.* 7 févr. 1913, Bihari, *Ann.*, 1913.1, p. 321.



bonnes mœurs. La considération du but n'a pas été déterminante dans ce cas mais seulement celle de l'objet.

**255. De l'exploitation illicite.** — D'autre part, le caractère illicite de l'*exploitation*, c'est-à-dire du but, ne rend pas l'invention illicite et n'entraîne pas la nullité pour cause illicite du brevet qui la protège; c'est ainsi qu'un brevet pris pour une machine à fabriquer des cigarettes et des cigares est parfaitement valable bien que, seul, l'Etat puisse exploiter, d'une manière licite, une telle invention, par suite du monopole qu'il possède sur la fabrication et la vente des tabacs.

De même un brevet portant sur un instrument de chirurgie est valable; mais l'inventeur ne pourra pas s'en servir lui-même sans enfreindre les peines prévues par la loi pour usurpation illégale de l'exercice de la chirurgie (1).

**256. II. Solution préventive.** — En France, ainsi que nous venons de le voir, la sanction du caractère illicite d'une invention est la nullité du brevet la visant.

Dans les pays étrangers, où le législateur a instauré l'examen préalable, est adoptée, au contraire, ce que l'on pourrait appeler une solution préventive: le refus par l'administration de l'accord du brevet concernant une invention illicite.

Etant donné le principe de non examen en vigueur dans notre législation, l'administration n'a pas le droit de refuser une demande portant sur un objet illicite. Le dernier projet de loi adopte le système du rejet ce qui évitera l'examen, d'ailleurs efficace, auquel se livre le Comité technique de la propriété industrielle, institué par le décret du 6 février 1920.

Ce comité, sur la demande de l'administration émet, en effet, des avis, non seulement en ce qui concerne les inventions illicites ou contraires à la loi et aux bonnes mœurs, mais encore à propos des brevets visant des compositions pharmaceutiques et des remèdes de toutes sortes.

(1) Pouillet, n° 81; Bedarride, n° 406.

## SECTION II

**Des produits pharmaceutiques et des remèdes.**

**257. Non brevetabilité.** — D'après l'article 3 de la loi de 1844 :  
« ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

1<sup>o</sup> Les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toutes  
« espèces, lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements  
« spéciaux sur la matière et, notamment, au décret du 18 août  
« 1810 relatif aux remèdes secrets ».

Le but d'une telle prescription est de soustraire au monopole un remède qui pourrait être utile à la santé publique en évitant ainsi que des médecins peu consciencieux, ou des charlatans, n'abusent de la crédulité de leurs malades en leur recommandant des remèdes brevetés qui paraîtraient présenter un caractère officiel alors qu'ils pourraient être sans aucune valeur, étant donné le principe de la délivrance des brevets sans examen préalable.

La première sanction de la non brevetabilité est la possibilité pour le ministre de refuser le brevet (1). Son droit d'examen s'exerce sous le contrôle du Conseil d'Etat. La loi de 1844 édicte encore dans son article 30, al. 2, une autre sanction : la nullité absolue des brevets visant les objets spécifiés dans l'article 3 précité.

**258. I. Inutilité de la distinction entre la cause et l'objet.** — Comme pour les inventions illicites, nous estimons qu'une semblable nullité doit être fondée sur le caractère, illicite ou contraire à la loi, de l'objet plutôt que sur le caractère, illicite ou contraire à l'ordre public, de la cause.

Il n'y a pas lieu de séparer, en l'occurrence, le concept de cause de celui d'objet.

**259. Du procédé de fabrication.** — La doctrine et la jurisprudence, soucieuses d'interpréter limitativement la nullité des

(1) C. E., 5 juill. 1901, *Lumière, Lebon*, 1901, p. 605, *Ann.*, 1904, p. 63.

brevets de remèdes, reconnaissent la validité du brevet visant le procédé de fabrication, bien que le but poursuivi, l'obtention du produit ou du remède, risque, selon le législateur de 1844, d'être contraire à la santé publique (1). En d'autres termes, la notion de cause ne joue pas pour déterminer la nullité du brevet de procédé.

**260. Doctrine du Comité technique.** — Cependant, le Comité technique de la propriété industrielle, auquel l'administration renvoie pour examen les demandes litigieuses, aurait plutôt tendance à considérer la destination du procédé et à conseiller au ministre de refuser l'accord d'un brevet visant le procédé de fabrication d'un remède ou d'une composition pharmaceutique. Toutefois, il opère une distinction :

1<sup>o</sup> Quand le produit pharmaceutique, obtenu par le procédé faisant l'objet de la demande de brevet, est un produit chimique *défini*, c'est-à-dire un corps dont la composition chimique est constante, le Comité technique conseille l'accord du brevet, car le produit peut être obtenu par des procédés différents et, par suite, le brevet qui sera accordé au demandeur ne lui donnera pas un monopole sur le produit.

2<sup>o</sup> Quand le procédé tend à l'obtention d'une composition pharmaceutique ou d'un remède constituant un produit chimique *non défini*, tel que certains corps naturels, le Comité technique estime qu'il y a un lien tel entre le procédé et le produit que celui auquel on accorderait le brevet pour le procédé aurait, en fait, le monopole de la fabrication du produit. Dans ces conditions, il conseille à l'administration le rejet de la demande.

En résumé, le Comité technique considère le procédé comme étant non brevetable lorsqu'il est inséparable du produit, c'est-à-dire lorsque le produit ne peut être obtenu d'une autre manière que par le procédé objet de la demande de brevet et il estime que cette inséparabilité existe seulement pour les produits non définis. Il y a là une interprétation qui a soulevé des objections,

(1) Pouillet, n<sup>o</sup> 77 ; Allart, n<sup>o</sup> 62 ; Mainié, n<sup>o</sup> 692.

la notion de produit *défini* étant essentiellement mouvante et son application ne paraissant pas prévue par la loi de 1844.

**261. Difficulté de la distinction entre les compositions pharmaceutiques ou les remèdes et les produits chimiques, industriels ou alimentaires.** — Une autre raison motive encore, selon nous, la non application de la théorie de la cause dans cette matière : c'est le danger de rechercher l'intention du demandeur, d'après les termes de son brevet, pour savoir si l'objet de ce dernier est un produit chimique ou alimentaire, auquel la loi de 1844 ne refuse pas la brevetabilité, ou au contraire un produit industriel, destiné à être employé comme médicament ou comme remède.

Une telle recherche est pourtant actuellement le seul moyen permettant de reconnaître la brevetabilité d'un produit chimique, susceptible d'être utilisé à la fois dans l'industrie et comme médicament. Le Comité technique, sans s'en douter, applique la théorie de la cause, en se livrant à l'examen des motifs qui ont poussé l'inventeur à imaginer et même à fabriquer son produit.

Pour mettre en évidence les inconvénients d'un tel examen, nous allons donner un exemple : supposons qu'un inventeur revendique, dans sa demande de brevet, la propriété d'un procédé de fabrication d'un chocolat à base de cacao et d'huile de foie de morue. Formons également l'hypothèse que, dans sa demande, l'inventeur ait signalé, sur la même ligne que les usages industriels et alimentaires, la possibilité d'utiliser son chocolat à des fins médicales.

Dans ces conditions, le Comité technique, conformément à sa doctrine pourra conseiller à l'administration, qui lui aura soumis un tel brevet pour examen, le rejet de la demande. Enfin, étant donné que l'huile de foie de morue n'est pas un composé défini, le caractère pharmaceutique que cette huile imprime au produit risquera de déterminer la nullité du brevet visant le procédé de fabrication. En conséquence, après le refus du brevet, tout pharmacien demeurera libre de mettre en vente un tel chocolat à titre de produit pharmaceutique et il pourra même le fabriquer suivant le procédé de l'inventeur.



L'exemple choisi par nous a d'ailleurs fait l'objet d'un arrêt du Conseil d'Etat (1) d'après lequel un brevet, pris pour la fabrication d'un chocolat « à l'huile de foie de morue », a été jugé valable contrairement, croyons-nous, à l'esprit actuel de la doctrine du Comité technique.

D'autre part, il a été jugé qu'un brevet portant sur un produit alimentaire, constitué par du cacao et du gluten, en proportions déterminées, ne pouvait couvrir de sa protection un produit formé de gluten en très petite quantité, de cacao et de bicarbonate de soude, ce dernier agissant comme médicament et donnant au produit un caractère pharmaceutique (2).

Cette jurisprudence contradictoire montre bien l'intérêt qu'il y aurait à porter remède, sur ce point, à la législation actuelle.

**262. II. Projet de loi.** — Le projet de loi voté par la Chambre en 1931 décide dans son article 3 que : « ne sont pas susceptibles « d'être brevetés... 3<sup>o</sup> les produits de l'industrie chimique *définis* « ou résultant de l'association d'éléments *définis*, avec réaction « partielle ou totale de ces éléments entre eux, les compositions « pharmaceutiques et les remèdes sans que, toutefois, cette excep- « tion s'applique aux procédés, dispositifs, ou moyens, servant « à leur obtention ».

Ce projet reconnaît donc que le procédé doit être séparé du produit et être protégé indépendamment de ce dernier.

De plus, il refuse la brevetabilité à des produits chimiques définis ou résultant de l'association de plusieurs éléments eux-mêmes définis, ce qui permet de faire disparaître la difficulté signalée plus haut, puisque de tels produits ne peuvent pas davantage être brevetés à titre de produits industriels qu'à titre de compositions pharmaceutiques ou de remèdes.

Mais, par contre, les mélanges ou les alliages pourraient être valablement brevetés.

Une telle disposition législative ne donne qu'en partie satis-

(1) C. E., 1<sup>er</sup> avr. 1864, Laville, *Ann.*, 1864, p. 436.

(2) Cass. 14 déc. 1855, brevet Durand, *Ann.*, 1856, p. 108.

faction car il est injuste, à notre époque, de dénier toute protection aux produits chimiques définis.

La seule solution équitable consisterait, pour nous, à accorder, au contraire, la protection de la loi à tous les produits chimiques qu'ils soient des remèdes ou des aliments.

**263. III. Droit comparé.** — Les rédacteurs du dernier projet de loi se sont laissés influencer par certaines conceptions étrangères. Dans de nombreuses législations, en effet, les produits chimiques ne sont pas brevetables. Il en est souvent de même pour les procédés chimiques ainsi que pour les procédés de fabrication d'aliments.

**264. A. Pays germaniques.** — C'est ainsi qu'en Allemagne, les produits obtenus par voie chimique ne rentrent pas dans le cadre de la loi du 5 mai 1936.

Il n'en est pas de même pour les produits obtenus par des procédés physiques ou mécaniques, par mélange ou par soudure (1). Par exemple les alliages, les produits céramiques, les vernis, les poudres et les explosifs sont brevetables (2).

Il y a lieu de faire observer le caractère illogique de la jurisprudence du *Patentamt* et des tribunaux allemands qui estiment qu'un brevet peut être valablement accordé pour un procédé chimique connu lorsque ce procédé permet d'obtenir un produit nouveau. Il est assez curieux en effet que la nouveauté du produit chimique, non brevetable en lui-même, puisse assurer la brevetabilité du procédé (3).

D'autre part on ne peut protéger par un dépôt de brevet des

(1) Consulter : Klauer et Möhring, p. 98, nos 16 et 17.

(2) Müller (E.), *Chemie und Patentrecht*, 1928, pp. 11 à 28.

(3) Ohnesorge, article extrait de la revue *Mitteilungen vom Verband Deutscher Patentanwälte*, août 1924. Dans cet article l'auteur reconnaît qu'il est illogique de justifier la brevetabilité d'un procédé ne contenant rien de brevetable en faisant valoir la brevetabilité du produit que l'on obtient en employant ce procédé. *Comp.* l'accord en 1886 par le *Patentamt* à Paul Boettiger d'un brevet pour un procédé connu de fabrication du rouge Congo, produit nouveau.

produits alimentaires ainsi que des produits pharmaceutiques, des médicaments ou des remèdes.

Au contraire, un brevet concernant le procédé de fabrication d'un produit pharmaceutique nouveau et formant une combinaison (*einheitliches neues therapeutisches Erzeugnis*) serait valable mais on ne pourrait breveter un simple mélange de produits.

**265. Droit suisse.** — Les Suisses sont plus sévères que les Allemands car ne peuvent être brevetés, d'après le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi fédérale du 21 juin 1907, les procédés chimiques servant à la fabrication de substances chimiques destinées principalement à l'alimentation de l'homme ou des animaux, alors que de tels procédés seraient brevetables en Allemagne.

Les substances chimiques ne sont pas non plus protégeables, mais il faut entendre par là des substances homogènes produites par voie chimique. La loi fédérale prévoit, dans plusieurs de ses articles (1), des dispositions concernant leurs procédés de fabrication, en général brevetables, sauf dans le cas précité, où le produit est destiné à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Selon l'article 6, en particulier, les brevets concernant de tels procédés ne peuvent être délivrés que pour un procédé unique, aboutissant à l'obtention d'une seule substance, par la mise en œuvre de matières premières nettement déterminées.

D'autre part, les remèdes, les boissons ou les aliments, à l'usage de l'homme et des animaux, ne sont pas protégeables lorsqu'ils sont obtenus autrement que par des procédés chimiques, et, dans ce cas, leurs procédés de fabrication ne peuvent pas non plus faire l'objet d'un brevet.

C'est ainsi que les limonades, les cocktails ou les mélanges médicamenteux, obtenus par voie physique, ne sont pas brevetables en Suisse, alors que des boissons, comme la bière, pourraient faire l'objet d'un droit privatif car elles sont fabriquées par fermentation, c'est-à-dire par voie chimique (2).

(1) Art. 2, 6, 7, 14, 26.

(2) Weidlich et Blum, *op. cit.*, t. I, p. 125.

Cependant, leurs procédés de fabrication peuvent faire l'objet d'un droit privatif à moins, comme nous l'avons dit, que ces procédés ne servent à la fabrication de substances destinées principalement à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Enfin, indiquons encore une particularité du droit suisse d'après lequel ne peuvent être protégés valablement par un brevet les procédés de fabrication qui ne sont pas purement mécaniques et qui concernent le traitement des fibres textiles de tout genre. Il en est de même pour les produits de l'industrie textile. On peut néanmoins obtenir un brevet pour une machine, visant le perfectionnement des fibres textiles.

Toutes les dispositions précitées sont, comme on le voit, difficiles à justifier et beaucoup trop compliquées à mettre en œuvre.

**266. B. Pays anglo-saxons.** — Jetons un coup d'œil rapide sur les législations anglo-saxonnes. Nous constatons que les Américains reconnaissent la brevetabilité des produits chimiques, des produits pharmaceutiques et des produits alimentaires, à condition toutefois que leurs formules présentent des éléments de nouveauté ; en d'autres termes, il faut être en présence d'une idée inventive véritable (1). De plus, ces produits, pour être brevetables doivent donner un effet *utile*.

**267. Droit britannique.** — En Angleterre il ne paraît pas possible de protéger par un brevet un produit chimique indépendamment de son procédé de fabrication (2) ; il en est de même pour un produit alimentaire ou pour une composition pharmaceutique.

De plus, pour que le produit pharmaceutique ou alimentaire soit brevetable, il est nécessaire que son procédé de fabrication

(1) K. Michaelis, *op. cit.*, pp. 44 et 45.

(2) Terrell, *op. cit.*, pp. 61 et s. Cet auteur reconnaît bien la possibilité d'obtenir un brevet pour un produit nouveau, mais il cite des espèces jurisprudentielles nombreuses, d'après lesquelles n'est pas contrefacteur celui qui fabrique le produit par un procédé différent de celui visé au brevet.



soit la manifestation d'un certain quantum d'invention ou, comme disent les Anglais, révèle la présence d'une étincelle inventive ou « *scintilla* » (1), unissant le produit à son procédé de fabrication et rappelant le degré d'idée inventive ou « *Erfindungshöhe* », cher à l'examinateur et au magistrat allemands.

Si le produit, au lieu de former une combinaison susceptible d'être considérée comme un véritable procédé de fabrication, est constitué par un simple mélange de corps ne réagissant pas entre eux, il n'est pas brevetable.

Cependant si le produit chimique, pharmaceutique ou alimentaire n'est pas protégeable, indépendamment de son procédé de fabrication, ce dernier n'en reste toujours pas moins brevetable s'il est nouveau et utile.

**268. C. Pays latins .** — A la différence des législations précitées, la loi belge ne contient aucune prohibition concernant les produits pharmaceutiques ou alimentaires. Mais la jurisprudence et les pratiques de l'administration ont suppléé à la lacune de la loi en se fondant sur les travaux préparatoires.

Malgré un arrêt très net de la cour de Bruxelles (2) qui a réfuté d'une manière complète l'argumentation des Pandectes, d'après lesquelles il n'était pas possible de protéger les produits précités, l'administration belge, suivie par la jurisprudence, se refuse à considérer comme brevetables les produits pharmaceutiques ou alimentaires. Elle se croit autorisée à refuser l'accord de brevets concernant de tels objets et son opinion est formée par les conseils qu'elle demande à un organe consultatif analogue à notre Comité technique et qui porte le nom de Comité consultatif du conseil des mines. Les avis de ce comité n'ont pas de valeur légale mais ils fixent la pratique de l'administration de sorte qu'il faut

(1) *C. A.*, 9 mars 1928, Sharp et Dohme Inc. c. Boots Pure Drug Co Ltd. 45, *R. P. C.*, p. 153 (p. 182). Le *Lord Justice Sargant* a dit dans cette espèce : « il semblerait en principe, que dans le cas d'un brevet de produit, comme dans tout autre brevet, il doit y avoir un degré d'invention, une étincelle inventive (*scintilla*), en liaison ou tout au moins « en combinaison avec le procédé et avec la substance ».

(2) *C. de Brux.*, 29 janv. 1902, *Pand. belges*, 1902, p. 663.

en tenir compte. Il y a là une analogie intéressante à faire ressortir entre la Belgique et la France.

D'après le Conseil des mines, si les remèdes ne sont pas brevetables, il n'en est pas de même pour leurs procédés de fabrication.

D'autre part, on peut protéger comme en France, par un dépôt de brevet, les alliages, les mélanges et les aliments mais les produits chimiques proprement dits, possédant une formule déterminée susceptible d'être représentée par des symboles sont assimilés, par la doctrine et en particulier par M. Vander Haeghen, aux produits naturels, reconnus non brevetables en Belgique.

Bien que la jurisprudence ne paraisse pas s'être prononcée sur ce sujet, la brevetabilité des produits chimiques semble donc douteuse ; cependant leurs procédés de fabrication sont jugés dignes de protection.

**269. Argentine.** — En ce qui concerne les autres pays latins, nous tenons à signaler que l'administration de la République Argentine qui, jusqu'à présent, se refusait à accorder des brevets portant sur des produits chimiques, principalement lorsque le résultat industriel ou le produit était obtenu en utilisant une réaction ou un procédé chimique connu, a modifié sa doctrine depuis une décision récente du ministre de l'Agriculture en date du 18 février 1938 (1).

De plus, dans la même affaire, l'Office des brevets argentin a accordé, sous le numéro 46.709, le brevet demandé par la Société I. G. Farben Industrie pour l'application nouvelle, à une matière de départ déterminée, d'une réaction chimique connue, en vue de l'obtention d'un produit industriel destiné à des fins thérapeutiques (2). Cet Office a donc considéré que le procédé de

(1) Cette décision n'a fait l'objet d'aucune publication dans un journal officiel ni dans une revue car, en Argentine il n'y a pas de publication pour la délivrance des brevets. Nous devons la communication de cette espèce à l'obligeance de l'ingénieur-conseil Adolfo Möller.

(2) La décision d'appel a fait l'objet de deux rapports : l'un émanant du représentant du ministre de l'Agriculture, le Dr L. E. Frias, qui a émis l'avis que la loi sur les brevets ne contient aucune interdiction concernant la brevetabilité d'un procédé chimique ; l'autre, rédigé par l'avocat généré-

fabrication d'un produit pharmaceutique était brevetable. C'est la solution admise en Belgique et en France.

**270. Italie.** — Le décret-loi italien du 13 septembre 1934 tranche également dans ce sens la question, douteuse actuellement dans ce pays, de la brevetabilité du procédé de fabrication d'un médicament. D'après l'article 16 de ce décret, les médicaments quelle que soit leur nature, ne peuvent faire l'objet d'un brevet valable mais leurs procédés de fabrication sont susceptibles d'être protégés. En cas de doute sur la nature du produit, le Conseil supérieur de la santé tranche d'une manière définitive et sans appel, sur requête du Bureau de la propriété industrielle, la question de savoir s'il s'agit bien d'un produit pharmaceutique.

Le décret-loi de 1934, comme la loi encore en vigueur du 30 octobre 1859, ne repousse pas la brevetabilité des produits chimiques.

**271. Conclusion.** — De cet examen rapide de droit comparé ressort la complexité des solutions des législations étrangères. Nous serions tentés, pour notre part, d'approuver le législateur belge qui n'a édicté aucune prohibition difficile à mettre en application.

ral du gouvernement, le Dr Rojas, et déposé le 29 décembre 1937, d'après lequel il convenait d'accorder un brevet visant un nouveau procédé de fabrication de nouveaux produits bien que les produits eux-mêmes ne fussent pas brevetables par suite de leur caractère pharmaceutique.

---

## CHAPITRE V

### Des inventions dépourvues de caractère industriel.

---

#### SECTION 1<sup>re</sup>

##### De l'insuffisance de description.

**272. I. Fondement juridique de la nullité pour insuffisance de description.** — Nous avons indiqué dans la première partie (1) le lien étroit qui devait exister entre la nullité pour manque de caractère industriel et la nullité pour insuffisance de description, telle qu'elle est édictée par le paragraphe 6 de l'article 30 de la loi du 5 juillet 1844 (2).

Nous allons approfondir la nature réelle de cette liaison.

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires, on peut lire dans l'exposé des motifs présenté à la Chambre des pairs, au sujet du paragraphe 6 de l'article 30 de la loi : « en principe la « description doit contenir la désignation claire, précise, loyale « et suffisante des moyens du breveté, la nullité pouvant se « trouver soit dans ce qui manquerait, soit dans ce qui aurait « été ajouté au delà de ce qui est nécessaire, si, de l'insuffisance « ou de l'excès, résultait *l'impossibilité d'exécuter l'invention.* »

D'autre part, dans le rapport de la commission de la Chambre des pairs, on trouve les explications suivantes : « N'importe-t-il

(1) Cf. *suprà*, n° 139.

(2) Art. 30 : seront nuls, et de nul effet, les brevets délivrés dans les cas suivants, savoir : ...6° si la description, jointe au brevet, n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les véritables moyens de l'inventeur.



« pas, en effet, que la Société qui donne un privilège et s'impose  
 « des sacrifices, reçoive, en échange de l'avantage qu'elle accorde,  
 « quelque chose de sérieux et d'une exécution facile lorsque l'in-  
 « vention ou l'application brevetée tomberont dans le domaine  
 « public ? Nous nous contenterons de dire... qu'il faut que la  
 « description des moyens et des procédés employés soit suffi-  
 « sante pour rendre *l'exécution possible* à un simple ouvrier, s'il  
 « s'agit de choses de sa compétence, ou à *l'homme de l'art*, s'il  
 « s'agit d'objets qui l'excèdent et ne doivent pas être faits habi-  
 « tuellement par un manœuvre. »

Les quelques lignes que nous venons de citer sont particulière-  
 ment significatives en ce qui concerne le sens et la portée  
 du paragraphe 6.

Pour que le brevet soit valable, il est nécessaire que sa des-  
 cription soit suffisante pour qu'un homme du métier puisse, par  
 la simple connaissance du brevet, se trouver à même d'exécuter  
 lui-même l'invention (1). Il y a lieu de tenir compte non seule-  
 ment de la description du brevet mais encore du résumé et du  
 dessin lorsque ces derniers existent (2).

En d'autres termes, la description d'un brevet doit être assez  
 claire pour que la collectivité ne soit pas contrainte de faire  
 œuvre d'inventeur afin d'obtenir le résultat ou le produit indus-  
 triel recherché (3).

Au contraire, l'esprit de la loi est de permettre l'annulation

(1) C. de Paris, 21 juill. 1866, Cass. 21 déc. 1866, Richard (appareil groupant le thermomètre et le baromètre), *Ann.*, 1867, p. 251 ; Cass. crim. 25 mai 1897, C. de Limoges (renvoi), 15 juill. 1897 (polygreffe), *Ann.*, 1897, p. 332 ; Cass. crim. 9 avr. 1908, Gratieux c. Philippart, arrêt du Diabolo, *Ann.*, 1911.1, p. 10.

(2) Cass. req. 13 févr. 1934, Cormier c. Blanquier, *Ann.*, 1935, p. 76.

(3) C. de Nancy, 20 juin 1874, Cass. civ. 5 janv. 1876, *Ann.*, 1877, p. 31 :  
 « la description d'une invention n'est pas suffisante lorsque, pour réaliser  
 « l'idée du brevet, il faut, en quelque sorte, devenir soi-même préalable-  
 « ment inventeur. La loi a voulu, en effet, que le brevet et le privilège  
 « y attaché fussent la récompense d'une découverte utile mise sans  
 « perte de temps, sans dépense extraordinaire, par la seule description  
 « y jointe, à la disposition et à la portée, non pas du premier venu, mais  
 « de l'ouvrier ou de l'artiste ».

d'un brevet dont la description serait insuffisante pour que l'invention puisse être exécutée sans effort par la Société, après l'expiration du monopole conféré au breveté. Une telle insuffisance de description doit être appréciée selon l'état de la technique au moment du dépôt du brevet.

En conséquence, le fondement juridique de la nullité prévue au paragraphe 6 de l'article 30 de la loi de 1844 réside dans l'impossibilité d'exécuter l'invention ou dans le manque de caractère industriel, c'est-à-dire dans l'absence d'effet technique et par suite de résultat (1). La nullité précitée est donc justifiée par le défaut de cause.

**273. De la dissimulation des moyens.** — Le paragraphe 6 de l'article 30 prévoit encore une autre cause de nullité, sanction de la dissimulation de la description, qui doit indiquer « d'une manière complète et loyale » les véritables moyens de l'inventeur ; il y aurait là, véritablement, une fraude de la part de ce dernier, à paraître révéler son invention à la Société, tout en s'en réservant le secret pour lui-même.

Comme le professe M. Percerou (2) « l'engagement de la Société « de réserver à l'inventeur un monopole d'exploitation a pour « cause la promesse de celui-ci de faire connaître complètement « et loyalement son invention ; si cette promesse n'est pas tenue, « *l'obligation de la Société n'a plus de cause.* »

Mais cette nullité du brevet pour défaut de cause, nullité qu'il convient de distinguer de la précédente, comme le font d'ailleurs la doctrine et la jurisprudence (3), doit néanmoins être

(1) C. de Paris, 28 mars 1865, *Ann.*, 1867, p. 323. Il a été jugé dans cette espèce que l'objet qui serait irréalisable ou ne pourrait remplir son office manquerait de caractère industriel. *Comp.* C. de Paris, 3 févr. 1930, Daniel (produit pour crème instantanée), *Ann.*, 1930.1, p. 107, une description inexacte est une cause de nullité lorsqu'il est impossible d'obtenir le résultat annoncé.

(2) J. Percerou, *Cours de droit commercial complémentaire*, 1936-1937, p. 337.

(3) Pouillet, n° 476 ; Allart, n° 321 ; Renouard, n° 125 ; C. de Lyon, 19 juill. 1872, *Ann.*, 1872, p. 337.

placée sur la même ligne. La fraude à la loi, bien qu'ayant, selon la tradition, une individualité propre, doit rentrer dans le cadre du concept de cause, tout au moins si on prend ce concept dans la large acception jurisprudentielle, en y faisant pénétrer les mobiles déterminants, extérieurs à l'acte, ou les motifs individuels, comme le préconise en droit civil M. Josserand (1).

**274. Son fondement.** — De plus, la dissimulation des moyens contraint la Société à se transformer en inventeur pour exploiter l'invention après l'expiration du monopole et, en fait, la jurisprudence déclare la nullité d'un brevet dont la description n'est pas assez loyale et complète pour permettre de dégager la véritable pensée et les moyens réels de l'inventeur, à la seule condition qu'il résulte d'une telle dissimulation l'impossibilité d'exécuter l'invention ou d'obtenir le résultat industriel annoncé, en se servant de la description complétée par les dessins (2).

En pratique la nullité pour dissimulation des véritables moyens est donc fondée juridiquement comme la nullité pour insuffisance de description sur le manque de cause.

**275. Droit comparé.** — Nous avons vu ainsi apparaître le lien étroit entre la nullité édictée par le paragraphe 6 de l'article 30 de la loi du 5 juillet 1844 et la nullité pour absence de cause ou pour manque de caractère industriel.

La considération du concept de cause nous a permis de parler juridiquement d'une *nullité* alors que, jusqu'à présent, les auteurs et même la jurisprudence trouvaient dans l'absence de résultat industriel un cas de non brevetabilité. Une telle nullité, on vient de le voir, n'est d'ailleurs nullement en opposition avec

(1) L. Josserand, *De l'esprit des droits*, nos 268 et 274 ; *Les mobiles dans les actes juridiques du droit privé*. Paris, 1928, pp. 237 et 238.

(2) Nancy, 20 juin 1874 et Cass. civ. 5 janv. 1876, Boucher, émaillage de la fonte, *Ann.*, 1877, p. 31. Il a été jugé dans cette espèce que les descriptions jointes aux brevets doivent indiquer d'une manière suffisante, complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur de telle sorte qu'à la lecture de ces descriptions un homme de l'art ou du métier puisse exécuter l'invention brevetée.

la loi de 1844 qui la prévoit implicitement dans son article 30. Elle existe également dans la plupart des législations étrangères mais le lien entre cette cause de nullité et l'absence de résultat industriel n'est pas toujours mis très nettement en évidence.

**276. A. Droit belge.** — C'est ainsi qu'en Belgique, le législateur exige uniquement que la description soit claire et complète.

La loi belge du 25 mai 1854 n'édicte pas, comme la loi française de 1844, la nécessité pour l'invention de pouvoir être exécutée, mais la doctrine admet, comme en France, qu'il y a lieu d'entendre par description complète une description suffisante pour que l'homme du métier y trouve les indications nécessaires pour *pouvoir exécuter* l'objet du brevet sans se livrer, au préalable, à des recherches ou à des études, c'est-à-dire sans être contraint de faire œuvre d'inventeur (1).

Cependant, en général tout au moins, la jurisprudence belge n'associe pas expressément l'insuffisance de description à l'impossibilité d'exécuter l'invention.

**277. B. Droit britannique.** — En Grande-Bretagne au contraire, l'insuffisance de description est reliée plus nettement par la jurisprudence au manque de caractère industriel ou d'effet technique. La description doit paraître suffisante à l'homme de l'art pour *pouvoir être exécutée* (2). Il faut, en outre, que l'exécution de l'invention n'entraîne pas une mise au point et des expériences répétées traduisant précisément l'insuffisance de description (3).

En particulier, en Angleterre un brevet peut être refusé par l'examineur britannique ou annulé par les tribunaux si un

(1) *Pand. belges*, 316 ; G. Vander Haeghen, *op. cit.*, nos 385 et 628 ; Cass. belge, 2 avr. 1914, *Pas.*, I, p. 169 ; C. de Brux., 9 mai 1936, *Ann.*, 1937, p. 122, *Ing.-Cons.*, 1936, p. 65.

(2) Terrell, *op. cit.*, pp. 139 et s.

(3) *C. A.*, 18 févr. 1889, Edison et Swan Electric Light Co c. Holland, 6, *R. P. C.*, p. 243 (p. 277).



organe ou un moyen essentiel, indispensable pour le fonctionnement du dispositif breveté a été gardé secret par l'inventeur. Il en serait de même si, au moment du dépôt de la demande, l'inventeur avait gardé, par devers lui, le procédé optimum en se contentant d'exposer dans son brevet un procédé inférieur, donnant un résultat médiocre.

Pour désigner l'insuffisance de description entraînant l'impossibilité d'obtenir le résultat industriel annoncé par le breveté, les Anglais disent que le brevet manque d'« *operativeness* ». D'autre part, une invention ne peut pas être regardée comme « *operative* » si elle ne peut pas fonctionner, c'est-à-dire si elle n'est pas capable de produire un effet technique ou un résultat industriel.

On voit ainsi le lien créé par les Anglais entre l'insuffisance de description et le manque de résultat industriel ou, comme disent les juristes britanniques, l'absence d'« *utility* ».

Nous ne nous étendrons pas davantage sur le droit comparé.

**278. II. Du lien créé par le concept de cause entre les cas de nullité pour manque de caractère industriel.** — Nous allons examiner certains cas de nullité pour manque de caractère industriel mais nous ne reviendrons pas sur ceux dont nous avons parlé précédemment, à savoir : le produit nouveau non industriel, l'emploi nouveau, la juxtaposition, le changement de forme ne produisant pas d'effet technique, ainsi que le changement de dimensions et de matière qui ne procurent pas de résultat industriel inattendu, enfin, l'invention impossible à réaliser (1).

Tous les objets non brevetables précités sont reliés entre eux par un lien étroit : le manque de cause qui justifie la possibilité d'intenter une action en nullité contre un brevet délivré pour de telles inventions.

Cette nullité, implicitement contenue dans le paragraphe 6 de l'article 30, comme nous l'avons indiqué, réside également,

(1) Consulter en particulier : Cass. req. 20 févr. 1933, Vve Bayeux et Henrard c. Maudet et Lesieur, *Ann.*, 1933, p. 146.

mais d'une manière indirecte, dans la violation des articles 1 et 2 de la loi de 1844 qui associe le résultat industriel à l'invention brevetable.

## SECTION II

### Du tour de main.

**279. Non brevetabilité — ses raisons.** — D'après la plupart des auteurs, il faut entendre par « tour de main » une habileté technique particulière permettant d'obtenir une meilleure fabrication ou des avantages économiques ou techniques (1).

Selon Mainié : « on désigne par l'expression « tour de main » des « procédés spéciaux de manipulation utilisés dans la fabrique « et dus soit à des traditions, soit à l'initiative d'ouvriers habiles « ou ingénieux ; en d'autres termes le tour de main est l'emploi « d'un procédé connu fait avec une dextérité, un soin et une perfection qui procurent des avantages particuliers et une supériorité quelconque de fabrication. »

Pour la doctrine et la jurisprudence le tour de main ainsi défini n'est pas brevetable. Or, pourquoi ce refus de conférer un droit privatif à l'inventeur d'un tour de main qui procure, en général, un résultat industriel ou un effet technique ? La main de l'homme n'est pas non plus étrangère à l'obtention de ce résultat et on rencontre bien la trace d'une idée inventive dans le tour de main.

La nullité du brevet visant une telle invention résulterait alors du manque d'originalité ou de l'insuffisance d'idée inventive ?

Mais on ne saurait trop s'élever contre de tels motifs d'invalidation qui sont l'écho, en France, de concepts étrangers.

Nous croyons que la raison profonde du refus de protéger des inventions de cette espèce est l'impossibilité de les révéler ou plutôt la volonté de l'inventeur de ne pas les dévoiler à la Société dans son brevet. Le tour de main est, en effet, très souvent un secret de fabrique et c'est dans la mesure, où sa description

(1) Pouillet, n° 43 bis ; Picard et Olin, n° 89 ; Allart, n° 26.

dans un brevet n'est pas suffisante pour permettre d'exécuter l'invention, que le brevet peut être annulé.

C'est donc finalement à la notion de cause que l'on doit faire appel pour rattacher cette nullité aux autres.

### SECTION III

#### Des plans de finances et de crédit.

**280. Pas de caractère industriel.** — La loi française de 1844 refuse la brevetabilité aux plans et combinaisons de finances et de crédit.

Le ministre peut rejeter le brevet portant sur les objets précités. De plus, lorsque le brevet a été délivré, les tribunaux peuvent en prononcer la nullité.

Cette disposition empruntée à la loi de 1791 est inscrite dans l'article 30, al. 3, de la loi de 1844 qui renvoie à l'article 3 d'après lequel ne sont pas susceptibles d'être brevetés : « les plans et combinaisons de crédit ou de finances. »

Elle a été édictée par le législateur pour éviter les abus qui s'étaient multipliés à l'époque de la crise financière de la Révolution.

Philippe Dupin disait à propos de ces inventions, dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des députés : « *ce ne sont pas des inventions industrielles* proprement dites, mais souvent aussi « des combinaisons frauduleuses dont on veut abuser pour tromper le public. »

On peut donc justifier la nullité des brevets portant sur les combinaisons de finances et de crédit par l'absence de caractère industriel, c'est-à-dire, selon nous, par le manque de cause.

Il en est de même pour les méthodes publicitaires lorsqu'elles sont indépendantes de toute réalisation (1).

(1) Pouillet, nos 80 et s. ; Allart, n° 63 ; C. de Paris, 3 mars 1870 (invention du pari mutuel), *Ann.*, 1872, p. 312.

## SECTION IV

**Des créations de la forme.**

281. De la propriété artistique. — Les créations artistiques relèvent de la loi des 19-24 juillet 1793 (modifiée par la loi du 11 mars 1902) cumulativement d'ailleurs, selon une jurisprudence maintenant bien ferme (1), avec la loi du 14 juillet 1900 concernant les dessins et les modèles de fabrique.

De telles créations ne sont pas susceptibles d'un droit privatif parce qu'elles sont dépourvues de caractère industriel ; autrement dit l'œuvre littéraire ou artistique ne sert à rien : elle manque d'*utilité*, à condition d'entendre par utile tout ce qui est susceptible de produire un effet technique, de donner un résultat industriel, ou ce qui constitue un produit industriel.

L'absence de caractère industriel, c'est-à-dire l'absence de cause, pourrait également servir de base à une action en nullité intentée contre un brevet délivré pour une création purement artistique.

Mais, il convient de savoir comment on peut distinguer l'œuvre d'art pur ou appliqué de la forme technique produisant un résultat industriel.

S'il est facile de distinguer une œuvre littéraire non brevetable d'un brevet d'invention il n'en est pas de même pour les modèles de fabrique que le législateur n'a pas voulu protéger par un brevet pour des raisons fiscales.

Le dépôt d'un modèle étant beaucoup moins onéreux que le dépôt d'un brevet d'invention, il fallait en effet empêcher les industriels de déposer des modèles de fabrique au lieu de brevets, pour protéger des dispositifs ou des formes, permettant l'obtention d'un effet technique et rentrant par suite dans le cadre de la loi de 1844.

(1) Consulter en ce qui concerne le cumul entre les lois de 1793-1902 et la loi de 1909 : P. Greffe et A. Casalonga, *op. cit.*, nos 19 et 20 et la note.



**282. Distinction entre le dessin ou le modèle de fabrique et le brevet d'invention.** — Le critère donné par la loi du 14 juillet 1909, dans son article 2, pour séparer le modèle de fabrique du brevet d'invention est le suivant : « Si le même objet peut être considéré à la fois comme un dessin ou modèle nouveau et comme une invention brevetable et si les éléments constitutifs de la nouveauté du dessin ou modèle sont inséparables de ceux de l'invention, ledit objet ne peut être protégé que conformément à la loi du 5 juillet 1844. »

La jurisprudence interprète l'article 2 précité, en disant que la forme d'un objet déterminé est brevetable, lorsqu'elle produit *nécessairement* un effet technique ou un résultat industriel. C'est ainsi, pour prendre un exemple, qu'une disposition particulière de cannelures ou de stries, aménagées sur la glace d'un phare d'automobile, ne pourrait pas, malgré son apparence artistique, être protégée par le dépôt d'un modèle de fabrique car sa forme agit *nécessairement* sur la répartition de l'énergie lumineuse dans le sein du faisceau de rayons émis par le projecteur (1).

Au contraire, des guillochures, pratiquées sur le corps du phare et produisant seulement un effet esthétique, imprimant au projecteur une physionomie nouvelle et particulière, dépourvue de toute utilité technique, pourraient faire l'objet d'un dépôt de modèle (2).

(1) Cass. civ. 10 mars 1858, Chrétien, c. Schwob, *D. P.* 1858.1, p. 100. Il a été jugé que le fait de modifier la forme et les dimensions d'une lanterne-phare, dès lors qu'en même temps on constate comme résultat nouveau une augmentation de lumière, doit faire l'objet d'une invention brevetable ; C. de Paris (13<sup>e</sup> Ch. corr.), 17 juill. 1936 (sièges en tubes Thonet), *Ann.*, 1937, p. 223 : l'exception écrite dans l'article 2, al. 2 de la loi du 14 juillet 1909, suppose l'existence d'un lien *étroit et absolu* entre la forme et le procédé de fabrication, de telle sorte qu'il soit impossible d'obtenir le résultat industriel, si cette forme ou cet aspect sont modifiés ; dans ce cas il y aurait *invention* et non pas création de forme.

(2) A. Vaunois, *Des dessins et modèles de fabrique*. Paris, 1898 ; G. Chabaud, *La protection légale des dessins et modèles*. Paris, 1913, nos 194 et s. ; D. Coppieters de Gibson. *Nouveau Traité des Dessins et Modèles*, Bruxelles. 1936, n<sup>o</sup> 17 ; P. Greffe et A. Casalonga, *op. cit.*, nos 103 et s. ; voir également : Trib. civ. Seine, 30 janv. 1935, C. de Paris, 15 févr. 1937, Visseaux c. Cl<sup>e</sup> Gle T. S. F., *Ann.*, 1937, p. 212. On peut lire dans le premier

**283. Le modèle et le produit industriel.** — On peut remarquer que l'article 2 de la loi de 1909 donne du modèle ou du dessin une définition en apparence très voisine de celle fournie par la doctrine et la jurisprudence pour le produit industriel nouveau rentrant dans le cadre de la loi de 1844.

L'article 2, al. 1 est ainsi formulé : « La présente loi est appliquée à tout dessin nouveau, à toute forme plastique nouvelle, à tout objet industriel qui se différencie de ses similaires, soit par une configuration distincte et reconnaissable lui conférant un caractère de nouveauté, soit par un ou plusieurs effets extérieurs lui donnant une physionomie propre et nouvelle. »

La seule différence, et elle est fondamentale, entre le produit industriel et le modèle de fabrique, réside, précisément, dans la nature de l'effet obtenu ; cet effet est technique dans le produit industriel, il est esthétique dans le modèle. Plus correctement, pour éviter l'utilisation d'un qualificatif comme « esthétique » qui n'a pas de sens, du point de vue juridique, nous préférons reconnaître le produit industriel dont l'aspect externe ou interne peut être brevetable, à ce fait qu'il sert à quelque chose, alors que la forme d'un modèle ne sert à rien.

Tel est, croyons-nous, le meilleur critère pour séparer le domaine de l'industrie, tant du domaine de la science et des abstractions, que du domaine de l'art pur ou de l'art dit appliqué à l'industrie (1).

considérant de l'arrêt que la loi du 14 juillet 1909 ne protège les dessins et les modèles qu'autant que leurs caractéristiques distinctes sont indépendantes du résultat technique recherché.

(1) P. Greffe et A. Casalonga : *op. cit.*, pp. 232 et s. ; *comp.* Cass. req. 11 mai 1931, Proux c. Préau et Jeunehomme, *Ann.*, 1938, p. 122 : rechercher, pour distinguer le modèle du brevet, « si le but poursuivi a été ... un perfectionnement industriel, un résultat de fond et non la création « d'une forme nouvelle » est une appréciation du juge du fait qui ne dénature pas ses conclusions.

## SECTION V

**Du caractère industriel en droit comparé.**

**284.** — Nous avons traité jusqu'à présent d'une première condition de brevetabilité : l'existence d'un résultat industriel ou, plus correctement, d'un effet technique. Cette condition de brevetabilité est exigée dans la plupart des pays étrangers mais elle se présente sous une forme un peu différente, comme nous allons le voir.

§ 1<sup>er</sup>. — *Pays anglo-saxons.*

**285. De l' « utility ».** — En Grande-Bretagne, comme aux Etats-Unis, l'invention doit posséder ce qu'on appelle l' « utility » ; cette expression est synonyme de « résultat industriel » (1), mais le choix de ce vocable est fâcheux car il a entraîné les Anglo-Saxons à rechercher l'utilité dans son sens habituel ; en d'autres termes, l'invention brevetable doit être « *useful* ». C'est ainsi qu'une machine dangereuse ne serait pas brevetable (2).

Aux Etats-Unis, des appareils de cambriolage tels que des pinces-monseigneur, nuisant à la communauté au lieu de lui rendre service, ne pourraient faire l'objet d'un brevet valable.

Il a même été jugé qu'un brevet ne devait pas être délivré pour un appareil visant le traitement de certaines maladies car la publication de la description dans laquelle étaient exposées des théories médicales aurait pu décevoir le public qui aurait pu légitimement croire que ces théories avaient été approuvées par le gouvernement : « or elles pourraient, était-il dit dans le

(1) *H. L.*, 26 juill. 1887, *The Badische Anilin und Soda Fabrik c. Levinstein*, 4, *R. P. C.*, pp. 449 à 462. L'avantage pécuniaire et commercial n'a rien à voir avec l'invention. L'inutilité réside dans le fait que le résultat cherché n'est pas atteint.

(2) Décision d'une *Queen's Bench Court*, 15 juill. 1885, *Easterbrook c. Great Western Railway Co*, 2, *R. P. C.*, p. 201. Il s'agissait d'un dispositif de commande de signaux de chemin de fer dont le fonctionnement défectueux risquait de provoquer des accidents.

« jugement, se révéler par la suite comme étant fausses (1) ».

L'auteur américain Walker admettait encore, dans les premières éditions de son ouvrage, que les procédés, destinés à rendre l'air irrespirable, ne devraient pas être brevetables ; il est inutile de dire que les procédés de fabrication de gaz asphyxiants sont pourtant parfaitement brevetables aux Etats-Unis, comme dans tous les Etats.

**286. De l' « *ingenuity* ».** — Les Anglo-Saxons exigent encore une autre condition de brevetabilité : les Anglais, en particulier, veulent que l'invention présente une certaine « *ingenuity* » ; autrement dit, elle doit offrir un certain caractère d'ingéniosité. Cette condition supplémentaire est posée principalement, pour les inventions situées à la limite de la brevetabilité, comme par exemple l'emploi nouveau ou le tour de main.

D'après la doctrine et la jurisprudence américaines, l'invention ne doit pas non plus être évidente pour l'homme de l'art ou appartenir « aux choses qui vont sans dire ». Il ne faut pas d'ailleurs confondre la simplicité avec l'évidence pour l'homme de métier. La simplicité, a-t-il été jugé souvent, n'est pas une preuve de la non-existence de l'invention (2).

**287. Du « *mechanical skill* ».** — Les Américains utilisent aus si, pour désigner des inventions non brevetables « qui vont sans dire », l'expression de « *mechanical skill* » : c'est l'adresse que possède tout technicien et que l'on ne doit pas confondre avec l'idée inventive.

La Cour suprême a donné une définition très nette de ce qu'il convient d'entendre par « *mechanical skill* » dans un arrêt connu, très souvent cité (3).

(1) *C. C. A.* (8<sup>e</sup> circuit), 21 oct. 1901, *Malher et autres c. Animarium Co*, 111, *Fed.*, p. 530.

(2) *C. C. A.* (2<sup>e</sup> circuit), 14 déc. 1909, *General Electric Co c. Hill Wright Electric Co*, 174, *Fed.*, p. 996.

(3) *S. C.*, 5 mars 1883, *Atlantic Works c. Edwin L. Brady*, 17, *Otto*, p. 192 ; 23, *O. G.*, p. 1330. On peut lire, dans un des attendus : « le but « poursuivi par les brevets est de récompenser ceux qui font avancer la



Cette notion de « *mechanical skill* » correspond à ce que nous appelons en France l'emploi nouveau, la juxtaposition, le changement de forme ne produisant pas de résultat industriel ou le transport d'industrie, qui n'est pas, en général, brevetable aux Etats-Unis.

Le « *mechanical skill* » doit être apprécié selon l'état de la technique au moment où l'invention a été faite (1), alors qu'en Grande-Bretagne, l'« *utility* » et l'« *ingenuity* » doivent être considérés suivant l'état de la technique au moment de la date de dépôt du brevet.

On peut dire qu'en Grande-Bretagne, comme aux Etats-Unis, le critérium de la brevetabilité réside dans le fait que l'homme de métier doit être contraint de faire œuvre de créateur pour découvrir ce que le breveté a inventé. Si, au contraire, l'invention décrite dans le brevet va de soi pour le technicien, si ce dernier n'a aucun effort à fournir pour faire la même invention, étant donné l'état de la technique au moment du dépôt du brevet pour les Anglais et à la date de la création ou, plus exactement, de la *reduction to practice* pour les Américains, il n'y a pas invention.

Nous voyons que ces conditions de brevetabilité, tout en étant différentes par la forme, sont assez voisines quant au fond.

## § 2. — *Pays germaniques.*

288. Du « *Fortschritt* ». — Le droit allemand formule une condition de brevetabilité analogue lorsqu'il exige que l'invention soit utile, c'est-à-dire qu'elle constitue un progrès technique ou un « *Fortschritt* » contribuant au développement de l'industrie (2).

« technique et la science par des inventions importantes et non pas de  
« rémunérer par un monopole la moindre des innovations insignifiantes,  
« le moindre brin d'idée accessible à tout mécanicien compétent et atta-  
« ché à un travail journalier ».

(1) *C. C.* (Southern District of Ohio, Western Division), 2 avr. 1887, Wilcox c. Bookwalter, 31, *Fed.*, p. 224 ; 39, *O. G.*, p. 1200.

(2) *R. G.*, 9 janv. 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 140 : le progrès technique

**289. De l'« *Erfindungshöhe* ».** — L'invention doit encore révéler la trace d'un effort créateur d'une certaine valeur, d'une « *Erfindungshöhe* » suffisante.

Comme les Américains, les Allemands ont bien soin de préciser qu'il ne faut pas confondre la simplicité de l'invention avec l'absence d'effort créateur ou d'idée inventive.

Il suffit, pour que l'invention soit susceptible d'un droit privatif qu'elle n'aille pas de soi ; une invention est brevetable si, étant donné l'état de la technique au moment de la demande de brevet, un homme de métier doit faire œuvre d'inventeur pour la reconstituer (1).

**290. Droit helvétique.** — En Suisse également, le progrès technique et l'effort créateur constituent des conditions nécessaires de brevetabilité (2).

La doctrine et la jurisprudence distinguent encore, dans ce pays, l'idée créatrice de l'habileté technique non brevetable (*teknische Geschicklichkeit*).

peut résider dans ce fait que des dangers particuliers ont été écartés : *R. G.*, 30 juin 1934, *Mitt.*, 1934, p. 242 ; le progrès technique peut consister en une victoire remportée sur des préjugés techniques relatifs par exemple à la possibilité d'utiliser une matière nouvelle.

(1) *R. G.*, 10 avr. 1935, *Mitt.*, 1935, p. 304, *M. u. W.*, 1935, p. 249. Il a été jugé que le fait d'appliquer à une branche de la technique une solution connue dans une autre branche ne saurait être considéré comme une invention s'il était *naturel d'y penser* ; voir également : *R. G.*, 15 juin 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 442. Il y a invention par contre lorsqu'il s'agit d'un domaine si indépendant et si fermé que l'idée d'y appliquer une solution connue ne pouvait venir à l'esprit d'experts en la matière. Ces deux espèces sont relatives, la première à un emploi nouveau et la seconde à une application nouvelle.

(2) Weidlich et Blum, pp. 59 et 60 ; *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 11 févr. 1930, Sissa S. A. c. Jéquier, *Sem. Jud.*, 52, p. 513. « Pour qu'il y ait invention « brevetable, il faut, d'une part, qu'il y ait idée créatrice et que, d'autre « part, cette idée réalise un progrès technique réel. » *Comp. B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 15 sept. 1917, Firme Lévy fils c. Scheidegger, *B. G. E.*, 43, II, p. 522 ; *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 5 mars 1923, Usine de l'Avanchet S. A. c. Syndicat de la Boucherie de Genève, *B. G. E.*, 49, II, p. 145 ; *B. G.*, (1<sup>re</sup> sect. civ.), 20 janv. 1932, Fr. Sauter A. G. c. Bretscher et Co, *B. G. E.*, 58, II, p. 58.

Il ne faut pas confondre, disent les auteurs suisses, suivant en cela les Américains et les Allemands, le manque d'idée créatrice avec la simplicité de la solution technique. Plus cette dernière est simple, plus elle est intéressante et utile pour la Société.

Comme on le voit, malgré les divergences entre les concepts de brevetabilité dans les différents pays précités, nous retrouvons néanmoins des analogies profondes.

### § 3. — *Pays latins.*

**291. Droit italien.** — En Italie, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 octobre 1859 confère un droit exclusif uniquement pour l'invention d'une découverte *industrielle*. La rédaction de la loi est même curieuse car, est brevetable un produit ou un *résultat industriel*. De même, d'après le décret-loi royal du 13 septembre 1934, est brevetable l'application technique d'un principe scientifique susceptible de déterminer l'obtention de résultats industriels immédiats et, dans ce dernier cas, « le brevet est limité au *résultat* indiqué par l'inventeur ». Il y a là une imperfection de rédaction certaine car il faut entendre par résultats les modes de réalisation du principe théorique.

Quoi qu'il en soit, l'invention doit, comme dans les pays anglo-saxons et germaniques, contribuer à une augmentation d'utilité, c'est-à-dire à un progrès technique (*incremento dell'utilità*) (1).

De plus, il faut que l'invention constitue une création contribuant au progrès de la technique industrielle (2) ou, comme disent les Italiens, une « *contributivo creativo in relazione colla industrialità* ».

Nous terminerons cette étude de droit comparé en disant quelques mots du droit belge où nous sommes en présence de notions différentes.

(1) Ramella, *Trattato di diritto industriale*, ed. 1927, vol. I, n° 40 ; Rotondi, *Lezioni di diritto industriale*, 1933, p. 313. *Comp. Cass.* 4 juill. 1935, *Mass.*, *Foro It.*, 1935, p. 591 ; *Cass.* 10 juill. 1934, *Mon. Trib.*, 1935, p. 47.

(2) Mario Ghiron, *op. cit.*, n°s 130 et s.

**292. De l'utilité.** — Lorsqu'è les Belges parlent d' « utilité », ils entendent, par cette expression, l'existence d'un caractère industriel (1) et, comme en France, peu importe la plus ou moins grande valeur pratique de l'invention (2). L' « utilité » de la doctrine belge se rapproche donc beaucoup plus du caractère industriel exigé par la loi française que de l' « *utility* », dans le sens où l'entendent les Anglo-Saxons.

Cependant, et c'est là où le droit belge se différencie des autres droits, l' « utilité » n'est pas suffisante pour assurer la brevetabilité, même dans le cas où l'objet du brevet est nouveau : il faut encore qu'une certaine originalité vienne, en quelque manière, colorer l'objet et le résultat ; lorsqu'elle se porte sur le résultat, elle prend le nom d'imprévu, d'inattendu (3).

Cette notion d'imprévu est assez diffuse et tout à fait relative, comme le remarque M. Vander Haeghen (4). La prévision des résultats, obtenus par une modification apportée à un objet déterminé, est fonction, en effet, dans de larges proportions, des connaissances techniques et scientifiques du juge ainsi que de son état d'esprit ; c'est ce qui, à notre avis, rend dangereuse l'utilisation de ce critère, pourtant très ingénieux et susceptible de rendre parfois de grands services.

#### § 4. — *Rapprochement avec le concept français.*

**293. Conclusion.** — La différence essentielle, présentée par tous ces critères avec la notion française de brevetabilité, consiste dans leur manque d'objectivité : l'utilité, l'ingéniosité, le progrès technique, le caractère imprévu du résultat et l'originalité sont autant d'éléments subjectifs, laissés à l'arbitraire du magistrat.

En France, au contraire, il suffit qu'il y ait un résultat indus.

(1) Vander Haeghen, nos 74 et 206 ; André, nos 83 et 100.

(2) Trib. civ. Liège, 14 juin 1890, *Jur. Liège*, 1890, p. 240.

(3) C. de Brux., 9 mai 1936, *Ing.-Cons.*, 1936, p. 65 ; *Comp. Potts, op. cit.*, p. 131.

(4) Vander Haeghen, n° 230.



triel quel qu'il soit ou, plus exactement, un effet technique dans le sens où nous l'entendons.

Peu importe la nature de l'effet technique obtenu : il peut être meilleur ou plus mauvais, cela n'influe en rien sur la brevetabilité de l'invention. Peu importent également le mérite de l'invention, son originalité, la grandeur de l'effort créateur développé par l'inventeur et l'importance ou la valeur de son idée inventive.

Enfin, il y a lieu de signaler que, tant en France qu'à l'étranger, il convient d'examiner une deuxième condition de brevetabilité : la nouveauté de l'invention, c'est-à-dire de l'objet du contrat que constitue le brevet.

Nous allons procéder maintenant à l'examen de cette nouvelle condition et de la nullité, sanction de son absence.

Nous rapprocherons la nouveauté de l'exclusivité du droit conféré au breveté et, après avoir montré la nature du lien existant entre ces deux concepts, nous examinerons les autres causes de nullité prévues par la loi de 1844, en laissant de côté, car nous en avons déjà parlé, la nullité pour insuffisance de description et la nullité d'un brevet pris pour une invention consistant en un principe ou une idée théorique ou purement scientifique dont on n'a pas indiqué les applications industrielles (1).

Nous ne reprendrons pas davantage l'examen des nullités prévues aux paragraphes 2 et 4 de l'article 30 de la loi de 1844 et concernant les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toutes espèces, les plans et combinaisons de crédit ou de finance, les découvertes ou applications contraires à la loi, à l'ordre ou à la sûreté publique et aux bonnes mœurs.

**294. Déchéances.** — Nous ne traiterons pas non plus des causes de déchéances que nous n'avons pas estimé devoir rentrer dans le cadre de notre sujet ; elles se réduisent d'ailleurs pratiquement à deux : la première, la déchéance pour défaut de paiement d'une annuité, ne présente pas de difficultés parti-

(1) Cf. *suprà*, nos 160 et s.

culières, tandis que la seconde, la déchéance pour défaut d'exploitation, est en voie de disparition et devrait même être supprimée d'après certains juristes depuis la ratification par la France (loi du 1<sup>er</sup> août 1930) des actes de La Haye (1).

Quant à la déchéance pour introduction en France d'objets, fabriqués à l'étranger et conformes aux objets brevetés, elle ne peut plus jouer que pour les Etats qui ne font pas partie de l'Union ; son champ d'application est donc fort limité.

(1) *Consult.* C. de Lyon, 29 mars 1933, *Mon. jud.* Lyon, 27 nov. 1934, *Ann.*, 1933, p. 249, Cass. req. 18 janv. 1938, Sté Verreries Souchon Neuvesel et autres c. Hollandsche Glas en Metaal Bank et autres, *Gaz. Pal.*, 1938, n° 4, p. 515 et Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> Ch.), Sté Tootal c. Sté France Asiatic Textiles, 8 mars 1938, *Gaz. Pal.*, 1938.1, p. 802. On peut lire dans les attendus du jugement les lignes suivantes : « il suffit de se référer « expressément à celui (l'historique) qui figure dans les actes de la conférence réunie à La Haye du 8 octobre au 6 novembre 1925 (Berne) au » sobre exposé, très objectif, inséré dans les motifs du jugement du tribunal de première instance de Lyon du 11 mai 1932 (Journal « *La Loi* » du 10 juin) et à l'avis autorisé d'un éminent délégué de la France à la « Conférence de La Haye qui a depuis rapporté à la Chambre des députés « le projet de loi portant approbation des conventions signées à La Haye, « avis publié le 1<sup>er</sup> novembre 1932 (Paris, 1934, Imprimerie Desfossés, « 13, quai Voltaire) ». La référence faite par le jugement à la consultation de M. Marcel Plaisant, ancien délégué de la France à la Conférence de La Haye, ne peut que renforcer la valeur des attendus.

---

## CHAPITRE VI

### De la nullité pour défaut de nouveauté.

---

#### SECTION I<sup>re</sup>

##### Définition de la nouveauté.

**295.** — Avant de parler de la nullité pour défaut de nouveauté, dont nous avons indiqué dans la première partie le fondement juridique (1), il nous paraît indispensable de préciser ce qu'il convient d'entendre par « nouveauté » d'une invention ou d'une découverte.

**296. Définition légale.** — La loi française du 5 juillet 1844 définit la nouveauté dans son article 31 : « Ne sera pas réputée « nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en « France ou à l'étranger, et antérieurement à la date de dépôt « de la demande, aura reçu une *publicité suffisante pour pouvoir « être exécutée.* »

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires et, en particulier, au rapport de Philippe Dupin, devant la Chambre des députés, on y lit : « une des conditions essentielles (pour la validité du « brevet) est que l'invention soit *nouvelle*, c'est-à-dire qu'elle « n'ait reçu, ni en France ni ailleurs, soit par la voie de l'impres- « sion, soit par toute autre manifestation extérieure, une *publi- « cité suffisante pour pouvoir être exécutée* ».

La définition donnée par la loi est donc très claire et se suffit presque à elle-même.

(1) Cf. *suprà*, n<sup>os</sup> 94 à 115.

La publicité destructive de nouveauté doit satisfaire à deux conditions :

1<sup>o</sup> Que cette publicité soit antérieure à la demande de brevet arguée de nullité.

2<sup>o</sup> Que la publicité ait été suffisante pour rendre possible l'exécution de l'invention.

Il y a lieu de remarquer, à cet égard, qu'il n'est pas indispensable, d'après la loi, que le public ait nécessairement connu l'invention, il suffit qu'il ait *pu* en prendre connaissance. Ainsi le seul fait qu'une invention ait été décrite, avant le dépôt, dans une publication disparue, dont un seul exemplaire se retrouve dans une bibliothèque publique, suffirait pour rendre nul le brevet demandé après la date de cette publication. Il importe peu que l'on puisse démontrer que l'exemplaire en question n'a jamais été demandé par un lecteur ; le seul fait que cet exemplaire a pu être consulté sur demande suffit, selon les termes et l'esprit de la loi, pour déterminer la nullité du brevet.

**297. Principe de la nouveauté absolue.** — La loi de 1844 ne fait pas de différence, en ce qui concerne l'effet du défaut de nouveauté, entre la publication, antérieurement au dépôt, dans un ouvrage imprimé et la divulgation par usage antérieur audit dépôt. C'est une innovation vis-à-vis de l'ancienne loi de 1791 d'après laquelle la nullité pour défaut de nouveauté résultant d'un usage antérieur ne constituait qu'une exception opposable au breveté par des personnes poursuivies en contrefaçon.

De plus, on applique en France le principe, appelé par certains spécialistes « *principe de la nouveauté absolue* », d'après lequel l'invention doit être nouvelle, non seulement en France, mais encore dans tous les pays étrangers quels qu'ils soient. Si dans un pays quelconque, même très éloigné comme le Japon ou la Chine, l'invention a fait, avant le dépôt du brevet en France, l'objet d'une communication, d'une publicité telle que le public ait pu en prendre connaissance, le brevet est nul pour défaut de nouveauté.



**298. Droit comparé.** — Ce principe de la nouveauté absolue est adopté par certains pays comme l'Italie (1) mais il n'en est pas de même dans d'autres, parmi lesquels se trouvent la Grande-Bretagne et la Suisse. Dans ces derniers Etats est appliqué le système de la nouveauté relative ou de la territorialité, se manifestant par le fait que la publication ou l'usage antérieurs ne font obstacle à la délivrance du brevet ou ne détruisent sa validité que s'ils ont lieu dans le pays même.

Certaines législations étrangères opèrent également une distinction entre la publication imprimée et les autres modes de divulgation tels que l'exploitation, l'usage, la mise en vente ou l'exposition, etc.... Cette distinction a pour effet que seule la publication dans un ouvrage imprimé détruit la nouveauté, en quelque lieu du globe qu'elle se produise, alors que la divulgation par usage antérieur, par vente ou exposition, ne détruit la nouveauté que si elle s'effectue dans le pays même : c'est le cas de l'Allemagne et des Etats-Unis.

#### § 1<sup>er</sup>. — *De la publicité.*

**299.** — En France aucune forme spéciale n'est exigée par la loi pour la publicité.

**300. I. Du document constituant antériorité et de son interprétation.** — Pour qu'une antériorité soit destructive de nouveauté il faut qu'elle comporte une description assez précise et détaillée pour qu'un homme du métier puisse exécuter l'invention en utilisant une telle description.

On retrouve là une condition analogue à celle exigée pour la validité d'une description de brevet. Dans les deux cas l'homme de l'art doit pouvoir exécuter l'invention, au seul examen de l'antériorité, sans faire effort et sans être contraint de devenir inventeur.

(1) Voir, art. 17 du décret-loi royal n° 1602 du 13 septembre 1934, décret publié mais non encore en vigueur ; voir également la loi encore applicable du 10 janvier 1928, *Prop. Ind.*, 1928, p. 146.

Si l'homme de métier est obligé de développer un effort inventif, pour reconstituer l'invention avec l'antériorité qu'il a sous les yeux, cette invention n'est pas dans le domaine public ; par suite, une antériorité ne peut être opposable à un brevet, visant une invention déterminée, qu'à la condition de comprendre les mêmes éléments que ceux de l'invention brevetée, groupés de la même façon et en vue du même résultat.

Une invention n'est jamais, en effet, complètement originale ; elle est toujours le résultat d'une application nouvelle de moyens connus, à condition d'envisager cette expression dans un sens très large ainsi que nous l'avons indiqué dans la première partie. En conséquence l'indication du moyen ou de la combinaison utilisé par l'inventeur ne suffit pas au technicien pour être renseigné sur la nature véritable de l'invention : il faut encore que l'homme du métier connaisse le rôle, ou l'effet technique du moyen ou encore, le résultat industriel recherché par l'inventeur.

Nous retrouvons l'association intime entre le moyen et le résultat industriel, entre l'invention et le problème dont elle est la solution.

Telle est la raison pour laquelle, comme le dit la jurisprudence, l'antériorité doit être compacte ou de toutes pièces (1). Elle doit être appréciée « dans son ensemble ». Cette expression est utilisée très souvent par le magistrat à propos des antériorités de combinaisons (2).

(1) C. de Paris, 8 févr. 1894, Cass. 11 janv. 1895, *Ann.*, 1895, p. 76 ; C. de Paris, 18 juin 1926, Obus Stokes, *Ann.*, 1926, p. 241 ; C. de Paris, 17 mai 1923, Esnault Pelterie, manche à balai, *Ann.*, 1927, p. 15 ; voir Pouillet, n° 401 ; Nougier, n° 488 ; Blanc, p. 463 ; Rendu et Delorme, n° 319 ; Allart, n° 57 *bis* ; Massius, nos 1094 et 1095.

(2) Trib. civ. Lille, 2 déc. 1930 et sur appel C. de Douai, 16 févr. 1932, Drieux c. Van Steenkiste, *Ann.*, 1932, p. 244 ; C. de Paris, 19 janv. 1932, Terry c. Mortagne, *Ann.*, 1932, p. 211 ; Cass. civ. 4 mai 1932, C<sup>ie</sup> des Lampes c. Lévy-Monnier et C<sup>o</sup>, *Ann.*, 1932, p. 307 ; Trib. civ. Nancy, 15 juin 1933 et sur appel C. de Nancy, 31 janv. 1934, Gobel et fils c. P. Léonard et fils, *Ann.*, 1935, p. 116. Voir encore C. de Paris, 17 févr. 1937, Tavernier, Devienne, Gérard Maurice, et autres... et Min. publ. c. Caillot (*inédit*). On peut relever dans les considérants les lignes suivantes : « Considérant qu'il n'est pas sans intérêt de rappeler, à l'occasion tant du « brevet Lane que des catalogues Vimeux et B. H. V. que, pour qu'une

Pour apprécier la valeur d'une antériorité, la doctrine et la jurisprudence conseillent souvent de se poser la question suivante : l'objet décrit dans le document constituant antériorité pourrait-il être considéré comme une contrefaçon dans le cas où, au lieu d'être antérieur au brevet auquel on le compare, il lui serait postérieur ?

On comprend aisément l'esprit d'un tel critère car, pour apprécier la contrefaçon, il faut reconnaître l'identité d'objet et de résultat industriel, c'est-à-dire, pour nous, l'identité d'objet et de cause, entre l'invention brevetée et l'objet argué de contrefaçon.

De même, pour interpréter un document susceptible de constituer antériorité, il y a lieu de rechercher l'identité d'objet et de cause, entre l'invention divulguée dans le document et celle qui fait l'objet du brevet auquel la dite antériorité est opposée.

**301. II. Date certaine de l'antériorité.** — Pour qu'un document puisse constituer antériorité à un autre, il faut encore qu'il ait date certaine avant la date du dépôt.

Signalons une formule particulièrement nette et complète, adoptée, le 14 octobre 1935, par le tribunal civil de la Seine et d'après laquelle ne peuvent établir la divulgation prétendue d'une invention brevetée que des documents ayant date certaine à l'époque des faits de divulgation, c'est-à-dire avant la prise du brevet ; il est « de jurisprudence, était-il dit dans un des attendus, que des attestations, qui ne sont pas appuyées par des factures ou des documents ayant date certaine, ne peuvent constituer des antériorités opposables à un brevet d'invention qui est un titre délivré par l'autorité ministérielle auquel provision est due (1). »

« antériorité soit opposable, il est indispensable qu'elle porte non pas seulement sur l'un des moyens décrits au brevet mais intégralement sur tous les moyens objets du brevet allégué ; considérant qu'aucun des nouveaux documents soumis à la cour ne comporte l'ensemble des éléments caractéristiques du brevet Caillot et ne saurait donc aussi pour ce motif être retenu comme antériorité susceptible de lui être opposable. »

(1) Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> Ch.), 14 oct. 1935, Société Gazoline Products C<sup>o</sup>

Il y a lieu de préciser, en ce qui concerne la date de l'antériorité, que lorsque le document constituant antériorité est un brevet étranger publié le même jour que la demande de dépôt du brevet français, il faut tenir compte du décalage horaire existant parfois entre l'heure du lieu de publication de la patente étrangère et celle de Paris (1).

## § 2. — *De la divulgation.*

**302. Définition.** — Peu importe l'auteur de la publicité ou de l'usage antérieur ; que ce soit l'inventeur ou un tiers, l'effet en est le même sur la validité du brevet (2). Mais, il convient d'entendre plus spécialement par divulgation la publicité émanant de son auteur alors que l'antériorité est une publicité qui est le fait d'un tiers.

**303. I. Exploitation ou usage avant dépôt.** — L'exploitation commerciale avant le dépôt du brevet constitue divulgation (3).

Inc. c. Sté Wolf Carburol A. G. A. Borsig et Raffineries de Pétroles du Nord, *Ann.*, 1936, p. 146, C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 26 juill. 1937 (*inédit*). L'arrêt confirme le jugement en ce qui concerne la date certaine des documents. Voir également : Pouillet, nos 378 et s., nos 397 et s. ; C. de Paris, 11 mai 1904, *Ann.*, 1904, p. 113 ; C. de Paris, 13 juill. 1931, *Gaz. Trib.*, 12 juill. 1932 ; voir encore C. de Paris (13<sup>e</sup> Ch. corr.), 17 févr. 1937, Tavernier, Devienne, Gérard, Maurice et autres et le Min. publ. c. Caillot (*inédit*). De cette dernière espèce, il résulte que des affidavits n'offrent aucune garantie suffisante d'exactitude, que la cour ne saurait se contenter d'avis superficiels de cette nature pour apprécier des détails techniques délicats en matière de contrefaçon, qu'enfin des attestations de cette nature ne sauraient être opposées comme antériorités à un brevet d'invention délivré par l'autorité ministérielle.

(1) C. de Paris, 5 mars 1891, Cass. civ., 8 mai 1894, Sté des Téléphones c. Journaux et autres (Brevet Edison), *Ann.*, 1895, p. 156. La patente américaine qui n'a été rendue publique que le jour du dépôt de la demande de brevet français ne peut être invoquée comme antériorité, l'heure de Washington étant en retard de cinq heures sur celle de Paris. Le dépôt de la demande a été nécessairement effectué en France avant qu'on ait pu y connaître la patente américaine.

(2) Allart, n° 53.

(3) Cass. req. 10 déc. 1928, Brès, *Ann.*, 1929, p. 41.



La vente, en particulier, constitue une divulgation lorsqu'elle est antérieure au dépôt du brevet (1).

Toutefois, il peut se faire, s'il s'agit d'un brevet de procédé, que l'examen du produit obtenu ne révèle pas le procédé de fabrication ; en ce cas il n'y a pas divulgation. C'est l'application du principe, résultant de l'article 31 de la loi de 1844 et d'après lequel la publicité antérieure à la demande de brevet doit avoir été suffisante pour en permettre l'exécution (2).

**304. II. Essais.** — Enfin l'exploitation antérieure au dépôt n'invalide le brevet qu'à la condition de ne pas avoir été secrète ou confidentielle. Des essais présentant un caractère confidentiel, effectués par exemple dans l'enceinte même de l'usine, en dehors de la présence de techniciens étrangers, ne constituent pas divulgation (3). Il a encore été jugé que des essais faits par l'Etat avant la prise d'un brevet ne peuvent entraîner la nullité de ce dernier étant donné leur caractère secret ; en conséquence, l'Etat ne peut arguer de cette prétendue divulgation pour exproprier l'inventeur sans lui payer d'indemnité (4).

La jurisprudence, dans l'ensemble, tend à être de plus en plus favorable au breveté et admet assez difficilement la preuve de la divulgation par essais antérieurs au dépôt de la demande (5).

(1) Cass. req. 2 juill. 1924, *Ann.*, 1927, p. 257.

(2) Cass. req. 3 nov. 1926, Séraphin, plaques pour la conservation des insectes, *Ann.*, 1927, p. 265.

(3) Pouillet, nos 388 et s. et nos 391 et s.

(4) C. de Paris (1<sup>re</sup> Ch.), 1<sup>er</sup> mars 1935, *Ann.*, 1936, p. 143, sur pourvoi Cass. req. Tossiza et Moreau c. Etat français (ministère de la Marine), 5 mai 1936, *D. H.* 1936.1, p. 314 ; comp. *R. G.*, 24 janv. 1934, *R. G. Z.*, vol. 150, n° 20, p. 95 ; *Mitt.*, 1934, p. 68 ; *R. G.*, 6 juin 1934, *M. u. W.*, 1934, p. 328. Il n'y a pas d'utilisation publique antérieure quand l'administration militaire essaye des projectiles lumineux ou des appareils de T. S. F.

(5) C. de Dijon, 11 déc. 1916, Pioche c. Villame, *Ann.*, 1936, p. 123. La divulgation n'a pas été admise malgré des essais effectués avant dépôt sur un modèle unique de machine, en présence d'un acquéreur éventuel du brevet, de quelques sommités de l'Administration forestière accompagnées de quelques employés et ouvriers aidant au fonctionnement de la machine ; C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 26 juill. 1937, Prés. M. Barjot, Raffine-

Nous signalons, en particulier, un arrêt de la cour de Paris en date du 10 décembre 1935 que nous examinerons plus spécialement dans la section suivante (1). Néanmoins, malgré la tendance précitée, il importe d'être prudent en matière d'essais et expériences réalisées avant dépôt.

### 305. III. De la participation de l'inventeur à une exposition.

— L'exposition de l'invention dans un local, où le public et les techniciens ont accès, suffit pour entraîner la nullité du brevet, à moins que l'inventeur n'ait obtenu un certificat de garantie pour une exposition reconnue en France ; ce certificat lui donne un délai d'un an à dater de l'ouverture de l'exposition, pendant lequel il pourra prendre un brevet valable, quelle que soit la date

ries de Pétroles du Nord c. Gazoline Products Co (*inédit*) : « des essais « publics, a dit la cour, peuvent, aussi bien qu'une exploitation industrielle, faire perdre à une découverte son caractère de nouveauté si la « mise au point de l'objet du brevet a été assez avancée pour que celui-ci « puisse être reproduit dans ses principes essentiels et ses éléments caractéristiques ». La divulgation n'a pas été admise par la cour, les attestations versées au débat sous forme d'affidavits notariés ainsi que les brochures apportées ayant été considérées insuffisantes, tant en ce qui concerne leur contenu que leur date, pour ruiner la validité du brevet. Voir encore C. de Milan, 9 mai 1933, Est. Isoldi-Rizzi et Co. c. Tavecchia et Adamoli, *Riv. della Prop. Ind. ed Int.*, 1933, p. 291. La connaissance de l'invention de la part des ouvriers qui la réalisent n'enlève pas le caractère de nouveauté si les ouvriers qui ont connu le secret de l'invention par nécessité ne la dévoilent pas.

(1) C. de Paris, 10 déc. 1935, Société Minimax c. Société Amdyco Corporation, Prés. M. Gallardo Marino et plaidoiries de Mes Ch. Lyon-Caen et G. Chabaud, *Ann.*, 1936, p. 119. La divulgation a été rejetée par la cour malgré une démonstration faite par l'intimé et prouvée par deux affidavits, en présence d'un groupe important de personnes, y compris des fonctionnaires du corps des pompiers (il s'agissait d'une contrefaçon d'un appareil extincteur d'incendie, producteur de mousse) ; dans les considérants de la Cour nous relevons une affirmation qui apparaît pour la première fois, semble-t-il, en jurisprudence et qui est une nouvelle manifestation de la tendance protectrice de nos tribunaux pour le breveté. La caractéristique de la divulgation, a-t-il été jugé, est « d'être faite « avec une publicité suffisante pour permettre la réalisation de l'invention et de révéler chez l'inventeur un *abandon* et l'intention de la laisser « tomber dans le domaine public ».

de dépôt, dans cet intervalle d'un an. Autrement dit, pour les expositions reconnues par le gouvernement, l'inventeur qui a demandé et obtenu un certificat de garantie peut exposer son invention sans craindre la nullité de son brevet, à condition de le déposer dans ledit délai d'un an.

## SECTION II

### **De la divulgation pendant un délai prédéterminé avant dépôt.**

**306. Tendances de la jurisprudence française.** — Nous avons indiqué précédemment le sens dans lequel la jurisprudence française évolue de plus en plus en ce qui concerne la divulgation résultant des essais effectués par l'inventeur, avant le dépôt de sa demande de brevet. Nous avons signalé, tout particulièrement, un arrêt de la cour de Paris en date du 10 décembre 1935 (1).

Dans cette espèce, la cour malgré la présentation faite par Me Charles Lyon-Caen d'une manière très nette et très vigoureuse de la thèse classique, a exigé chez l'inventeur, une volonté ou, tout au moins, une intention d'abandon, de renonciation à son droit, pour pouvoir admettre la divulgation. La caractéristique de la divulgation, était-il dit dans un des attendus déjà cités par nous dans une note en bas de page, est « d'être faite « avec une publicité suffisante pour permettre la réalisation de « l'invention et de révéler chez l'inventeur un *abandon et l'intention de la laisser tomber dans le domaine public.* »

**307. Influence du droit allemand.** — Il y a là un rapprochement à faire, à notre avis, avec l'esprit de la nouvelle loi allemande du 5 mai 1936, d'après laquelle une divulgation du fait de l'inventeur, pendant un délai de six mois avant le dépôt de la demande, n'est pas destructive de nouveauté, à moins que

(1) C. de Paris, 10 déc. 1935, Sté Minimax c. Sté Amdyco Corporation, Plaidoiries de Mes Ch. Lyon-Caen et G. Chabaud, *Ann.*, 1936, p. 119.

cette divulgation ne soit le résultat d'une renonciation de l'inventeur à son droit, c'est-à-dire d'un véritable *abandon* de sa demande.

La doctrine reconnaît en effet que, si l'inventeur allemand a fait connaître son invention, sciemment et sans réserves, avant le dépôt de la demande, l'invention est bien tombée dans le domaine public (1). Il n'en serait pas de même au contraire si la divulgation n'avait pas été vraiment voulue par l'inventeur, si elle était, en quelque manière, en rapport avec sa propre activité inventive ou si elle était nécessitée par la nature même des essais que l'inventeur s'est vu contraint de réaliser, avant le dépôt de la demande, dans le but de mettre au point son invention.

**308. Emprunt à la législation américaine.** — Nous reconnaissons le libéralisme américain dans cet esprit protecteur de l'inventeur. C'est le législateur des Etats-Unis qui, le premier, a accordé à l'inventeur un délai de deux ans avant le dépôt de sa demande, délai pendant lequel il était à l'abri de toute divulgation provenant de son fait ou même du fait d'un tiers, la nouveauté ne pouvant être détruite ni par publication, ni par usage public. Le législateur allemand a suivi la voie où se sont engagés les Américains.

Le but d'une telle disposition est de favoriser l'inventeur en lui permettant de créer dans les meilleures conditions, de laisser mûrir son invention convenablement, de telle sorte que la collectivité, lorsqu'elle contracte avec l'inventeur, lui concède un monopole en échange d'une invention mieux établie, susceptible d'être utilisée dans de meilleures conditions. L'inventeur américain, en effet, n'est pas pressé ; il peut prendre son temps pour faire des essais. Il a la faculté d'exploiter, dès le début, son invention et il la met au point au cours de cette première exploitation ; il peut également essayer les possibilités du marché qui s'offre à lui, soumettre son invention à des capitalistes, sans crain-

(1) *Prop. Ind.*, 1937, p. 98, 2<sup>e</sup> col.



dre la nullité du brevet qui lui sera accordé ultérieurement. Signalons à ce propos, qu'aux Etats-Unis, l'invention doit être mise en pratique avant d'effectuer le dépôt ; ce n'est qu'après cette mise en pratique appelée *reduction to practice* que commence le délai de deux ans, avant la fin duquel l'invention devra être déposée, sous peine de se voir refuser la protection.

Cette conception libérale trouve son écho dans les conférences internationales ainsi que dans certains congrès internationaux récents ; elle est adoptée également au Canada et, dans une mesure moindre il est vrai, par le décret-loi italien du 13 septembre 1934 non encore en vigueur (1).

**309. I. Conférence de Londres (1<sup>er</sup> mai-2 juin 1934).** — A la Conférence de Londres de 1934, parmi les propositions soumises par divers pays et ne figurant ni au programme de la Conférence ni parmi les vœux déposés par les congressistes et les assemblées, se trouvaient des propositions émanant respectivement des Etats-Unis, de l'Italie et des Pays-Bas et tendant à introduire, dans la Convention, un article nouveau relatif aux communications ou publications faites antérieurement au dépôt.

Les Etats-Unis et l'Italie préconisaient, indépendamment du délai de priorité prévu par l'article 4 de la Convention, un délai de douze mois au cours duquel la demande ne pourrait être affectée ni invalidée par lesdites communications ou publications ; les Pays-Bas proposaient un délai de six mois seulement.

Les trois propositions furent renvoyées à une sous-commission puis à un comité d'études qui ne purent parvenir à un accord. Le délai envisagé avait été réduit, au cours de cette étude, à six mois.

Le vœu n° VII (2) de la Conférence de Londres, s'inspirant

(1) Art. 18 du décret-loi royal du 13 sept. 1934 : une divulgation du fait de l'inventeur par des notes ou des mémoires publiés dans les actes de sociétés ou d'académies scientifiques nationales légalement reconnues n'invalident pas le brevet demandé ultérieurement pourvu que le dépôt ait lieu dans les douze mois qui suivent la publication.

(2) Actes de Londres, p. 592 : la Conférence a émis le vœu que « les

de la conception américaine, a tenu compte, dans une certaine mesure, des propositions discutées au cours de la Conférence, en préconisant un délai spécial pendant lequel la communication et l'usage de l'invention, par son auteur, ne ruineraient pas la validité du brevet demandé ultérieurement ; mais il a édicté un report de compétence car, au lieu de se placer sur le plan international, il a renvoyé la réforme aux législations internes des divers pays.

**310. II. Congrès de Berlin (1<sup>er</sup>-6 juin 1936).** — Au Congrès de Berlin (1) le vœu concernant la question 8 était favorable au principe d'après lequel l'inventeur pourrait divulguer son invention, au cours d'un certain délai avant sa demande de brevet, sans que cette divulgation soit opposable à la validité du brevet déposé ultérieurement, mais à la condition que cette réforme fût incorporée dans la Convention d'Union. Le délai proposé était de six mois et le congrès fut d'avis que l'inventeur ou ses ayants-cause pourraient fonder un *droit de priorité* basé sur la divulgation, pourvu que cette divulgation ait été notifiée à l'Administration compétente du pays où elle aurait eu lieu, le point de départ de la priorité étant la date de la notification. Ce vœu résume l'état d'esprit général.

Indiquons simplement que les rapports favorables au principe du délai de protection avant dépôt étaient ceux présentés au nom des groupes allemands, français, hongrois, italiens, luxembourgeois, tchécoslovaques ; le délai proposé en général par tous ces rapports était de six mois.

« futures réformes des lois nationales sur la protection industrielle des  
« pays de l'Union s'inspirent de l'idée de la protection des intérêts des  
« inventeurs, en tenant compte des propositions discutées dans la pré-  
« sente Conférence, notamment en ce qui concerne les inventeurs em-  
« ployés, et la nécessité d'un *délai* pendant lequel la communication et  
« l'usage de l'invention par son auteur n'empêchent pas la délivrance et  
« n'entraînent pas l'invalidité du brevet demandé par lui, ultérieure-  
« ment ».

(1) *Annuaire de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle*, n° 6, 2<sup>e</sup> série, 1937.

Étaient hostiles à l'adoption d'un tel principe : le groupe autrichien et le groupe anglais. Le rapport autrichien mettait en évidence les difficultés considérables d'application, aussi bien dans les législations nationales qu'en droit international. Le groupe anglais fit remarquer également, avec beaucoup de bon sens, le danger considérable présenté par l'admission d'une zone de neutralisation antérieure au dépôt, telle qu'elle est déjà adoptée au Canada et aux Etats-Unis d'une part, et en Allemagne d'autre part.

**311. III. Liaison avec la protection provisoire aux expositions.** — La tendance que nous venons de dégager s'est manifestée encore dans deux récents congrès : l'un national (1), l'autre international, qui se sont tenus à Paris au cours de l'exposition de 1937 (2).

Dans le premier de ces congrès, à l'occasion d'un rapport présenté sur le remplacement du certificat de garantie par un brevet provisoire, M. G. Chabaud, après une intervention de M. Fernand-Jacq, tint à souligner qu'à son avis l'inventeur participant à une exposition ne devait être soumis à aucune formalité ou, tout au moins, à un minimum de formalités, pour obtenir une protection provisoire. Son système, exposé au cours du deuxième congrès, consistait tout d'abord à instaurer, par une modification apportée à l'article 11 de la Convention de Paris, un délai de priorité spécial de six mois à partir du jour de l'introduction du produit à l'exposition. Cette mesure était inspirée des travaux des Conférences de Madrid et de Rome ainsi que de ceux du Bureau international de Berne. De plus, les communications ou publications émanant de l'auteur de l'invention dans les *six mois précédant* l'introduction à l'exposition, de même que celles

(1) 6<sup>e</sup> Congrès national de la fédération des associations françaises d'inventeurs et d'artistes industriels, tenu à Paris à l'Office national de la propriété industrielle du 21 au 24 juill. 1937.

(2) 6<sup>e</sup> Congrès international de la fédération internationale des associations d'inventeurs et d'artistes industriels, tenu à Paris, du 26 au 29 juill. 1937 (voir *Bull. off. prop. ind.*, 4 nov. 1937, pp. 129 à 155).

auxquelles il se livrerait ultérieurement dans le délai de priorité spécial de six mois après cette introduction ne feraient pas obstacle à la délivrance d'un brevet valable. Cette proposition a été appuyée par M. A. Vaunois, et elle a été adoptée sans modification sensible par le Congrès international (1).

Le pont ainsi jeté entre les deux congrès marque bien la nécessité de se placer sur le plan international, comme on l'avait d'ailleurs senti au Congrès de Berlin.

D'autre part, dans le rapport présenté par M. G. Chabaud au Congrès international, s'est dessinée l'union entre la question de la protection de l'inventeur au cours des expositions et celle de la divulgation de son propre fait, pendant un délai prédéterminé avant le dépôt. Ces questions sont, en effet, connexes puisque l'exhibition à une exposition constitue, sans aucun doute, une divulgation.

**312. IV. Congrès de Prague (6 au 11 juin 1938).** — La question a été reprise au récent Congrès de Prague.

**313. A. Rapports.** — La plupart des rapports, présentés par les groupes des divers pays ayant participé au Congrès, étaient favorables à l'adoption d'un délai de neutralisation de six mois avant dépôt.

(1) Le Président du Congrès international, M. A. Vaunois, a émis l'avis que la loi française du 13 avril 1908, qui a organisé d'une manière définitive la protection des produits exposés, devrait disparaître. Mais par quoi la remplacer ? Il faut chercher, d'après M. Vaunois, une solution consistant à protéger tous les inventeurs au cours d'une période appropriée précédant la prise de leurs brevets. « Or, disait le savant juriste, ce n'est pas seulement l'exposition mais la période préparatoire d'une exposition qui constitue une divulgation antérieure. Ceux qui présentent leurs inventions à une exposition doivent donc être protégés non seulement pendant la durée de l'exposition mais encore pendant une certaine période préparatoire que l'on peut évaluer à six mois. De plus, il est nécessaire que cette protection soit reconnue à l'étranger. » Telles sont les idées émises par un grand spécialiste français à un congrès national récent. Elles venaient à l'appui de la proposition présentée par M. G. Chabaud au Congrès international.



Dans le rapport présenté au nom du groupe français, il a été précisé que ce délai spécial était un *délai de priorité*, indépendant du délai de la Convention et partant de la divulgation faite par l'inventeur ou par son ayant-cause ou encore par des tiers, tenant directement ou indirectement le renseignement de l'inventeur ou de son ayant cause, pourvu que cette divulgation ait été notifiée à l'administration du pays où elle a eu lieu, comme il avait été précisé au Congrès de Berlin de 1936.

De plus, autre condition déclarée indispensable par le groupe français, la réforme préconisée devait être incorporée dans la Convention d'Union ; une telle solution est tout à fait complète et, bien que difficile d'application, paraît donner satisfaction à tous ceux qui ont pris à cœur la défense des intérêts des inventeurs.

Il convient également de remarquer que la liaison était faite, dans le rapport du groupe français, avec un projet de modification de l'article 11 de la Convention de Paris, article concernant la protection temporaire internationale à l'occasion des expositions. A cet égard, le vœu proposé par le rapporteur s'inspirait, dans une certaine mesure, du vœu émis par le VI<sup>e</sup> Congrès international de la fédération internationale des associations d'inventeurs et d'artistes industriels.

Étaient opposés à l'adoption du délai de six mois deux rapports : ceux du groupe britannique et du groupe belge. Les raisons invoquées dans le rapport britannique sont sensiblement les mêmes que celles mises en avant au Congrès de Berlin.

La proposition anglaise était particulièrement nette : « le « groupe anglais estime que la proposition de sauvegarder la « validité d'un brevet contre les effets de la divulgation par « l'inventeur lui-même, avant le dépôt de la demande de brevet, « fera plus de mal que de bien à l'inventeur et qu'elle sera contraire aux intérêts des tiers et donnera lieu à des difficultés « insurmontables en législations nationale et internationale et « s'oppose, unanimement, à une telle proposition et à l'introduction dans le texte de la Convention de tout article qui la « contiendrait. »

Dans le premier rapport belge, M. Coppieters de Gibson a mis également en lumière, d'une manière très claire, le fait que la nouveauté était la condition essentielle de brevetabilité, fondement de toutes les législations sur les brevets d'invention. Il en a déduit la conséquence que l'adoption par le Congrès de Prague de la résolution émise au Congrès de Berlin entraînerait un bouleversement complet de la loi nationale belge ainsi qu'une réforme totale apportée à la Convention d'Union, fondée également sur la notion de nouveauté. La conclusion du premier rapport belge préconisait donc le statu quo.

**314. B. Discussion et vote.** — Au cours de la discussion, M. Coppieters de Gibson a d'ailleurs cherché à faire adopter par le Congrès un vœu en faveur du statu quo pur et simple. C'est là, dit-il, « l'intérêt *bien compris* de l'inventeur que nous recherchons ».

M. Davidson, au nom du groupe hollandais, s'est rangé également dans les rangs de l'opposition mais le groupe français, vigoureusement épaulé par son éloquent président M<sup>e</sup> G. Maillard et soutenu par les Anglais et les Américains, est parvenu à faire adopter les trois premières résolutions qu'il avait proposées, avec une majorité de 45 voix contre 15. Le soutien apporté à la proposition française par M. W. Jarratt, secrétaire de la *Trade Marks, Patents and Designs Federation*, qui a parlé au nom du groupe anglais, est d'autant plus intéressant qu'il était en opposition avec la teneur du rapport présenté par son groupe. Les trois premières résolutions précitées ne sont autres que les deux premiers alinéas, votés par le Congrès de Berlin mais complétés par une précision concernant la nature de la divulgation.

Par contre, les autres résolutions ont été rejetées à l'unanimité ; la question des droits de priorité qui pourraient être attachés à la divulgation ainsi que le problème de l'extension à l'article 11 (protection aux expositions) de dispositions analogues ont été renvoyés pour examen à un prochain congrès.

Il nous paraît que ce léger recul, par rapport au texte voté à Berlin et qui associe le droit de priorité à la divulgation, provient

de la résistance manifestée, plus particulièrement, par M. Coppieters de Gibson. La tendance, jusqu'à présent croissante, qui s'est développée dans les divers congrès et conférences internationaux en faveur d'un délai de six mois avant dépôt, protégeant l'inventeur contre toute divulgation ou publication résultant de son fait ou de celui des tiers, semble avoir été freinée, d'une manière d'ailleurs fâcheuse, à notre avis, car, si l'on désire vraiment protéger l'inventeur et plus particulièrement le savant, pour des raisons plus sentimentales que juridiques, comme l'a fait remarquer M. D. Casalonga, il y a lieu de le faire, d'une manière complète, en donnant une date certaine à la divulgation et en lui attachant un droit de priorité.

Si ces deux conditions qui étaient l'essence de la proposition française ne sont pas insérées dans le texte d'une convention et ensuite dans les législations nationales, il est préférable de se maintenir au statu quo. Le vœu de principe adopté par le Congrès de Prague nous paraît donc incomplet et par suite dangereux (1).

(1) Voici le texte des résolutions votées : « 1<sup>o</sup> le Congrès est favorable  
« au principe d'après lequel l'inventeur pourra divulguer son invention  
« au cours d'un certain délai avant sa demande de brevet, sans que cette  
« divulgation soit opposable à la validité du brevet déposé ultérieure-  
« ment, mais à la condition que cette réforme soit incorporée dans la  
« Convention d'Union.

« 2<sup>o</sup> Il est d'avis qu'il y a lieu d'autoriser dans le délai qui sera fixé,  
« et pour lequel il propose six mois, tous les modes de divulgation, c'est-  
« à-dire toute communication et tout usage de l'invention.

« 3<sup>o</sup> Le Congrès précise que, par divulgation de l'invention non oppo-  
« sable à la validité du brevet déposé ultérieurement, il faut entendre, non  
« seulement la divulgation faite par l'inventeur lui-même, mais encore  
« la divulgation faite par l'ayant cause de l'inventeur ou par des tiers qui  
« tiendraient directement ou indirectement leurs renseignements de l'in-  
« venteur ou de son ayant cause.

« En ce qui concerne la question des droits de priorité qui pourraient  
« être attachés à une divulgation et la question de l'extension à l'arti-  
« cle 11 (protection aux expositions) de dispositions analogues, le Con-  
« grès décide d'en renvoyer l'examen à un prochain congrès.

« Il est toutefois spécifié que les dispositions ci-dessus reproduites sous  
« les chiffres 1, 2, 3 ne seront pas remises en discussion. »

**315. V. Application du concept de cause.** — L'instauration d'un délai de neutralisation avant dépôt est donc une conception juridique difficile à mettre en œuvre. De plus, elle fait échec au grand principe d'après lequel le monopole accordé à l'inventeur constitue la récompense du service qu'il rend à la collectivité, en lui permettant de connaître son invention, grâce à la divulgation officielle qu'il en fait dans la description de sa demande (1).

En d'autres termes, admettre qu'une divulgation du fait de l'inventeur, avant le dépôt de son brevet, puisse ne pas rendre invalide le contrat, passé ultérieurement entre cet inventeur et la collectivité, est en contradiction formelle avec le principe de causalité et avec l'application du concept de cause : l'obligation de la Société n'a plus, en effet, de cause si l'invention n'est pas nouvelle au moment du dépôt, quel que soit l'auteur de la publicité, quel que soit l'intérêt apparent pour l'inventeur d'être protégé contre une divulgation nécessitée par la mise au point de son invention.

La nouveauté, dont la définition est donnée par la loi de 1844, constitue, en France, le fondement de la notion de brevetabilité. Il convient donc d'être très prudent lorsque l'on s'attaque aux bases de notre législation.

**316. VI. Des difficultés pratiques résultant de l'adoption d'un délai de neutralisation avant dépôt.** — Notre opposition, à la tendance moderne, est fondée non seulement sur des idées théoriques mais encore sur des raisons pratiques résidant essentiellement dans l'impossibilité :

- 1<sup>o</sup> De prouver facilement la priorité d'invention ;
- 2<sup>o</sup> De faire adopter à tous les pays un droit de priorité spécial et uniforme avant le dépôt.

**317. A. Difficulté de faire la preuve de la priorité d'invention.** — Comme l'a fait remarquer, à notre avis avec beaucoup de sens et de raison, le rapport présenté au nom du groupe anglais au

(1) Voir *Prop. Ind.*, 1937, p. 98.



Congrès de Berlin, comment déterminer avec précision la date du brevet autrement que par la méthode européenne consistant à fixer le moment, l'heure et la minute à laquelle l'inventeur a déposé la description de son invention dans un bureau de brevets?

Il suffit de penser aux difficultés innombrables que l'on rencontre aux Etats-Unis, pour faire valoir ses droits en justice, à la complication et aux frais considérables entraînés par les procédures dites *d'interférence* et destinées à déterminer la priorité d'invention, pour savoir ce qu'il en coûte en finale à l'inventeur lorsqu'on s'écarte de la règle suivie habituellement par le législateur européen ; la procédure d'interférence, indispensable pour déterminer quel est le premier inventeur, présente l'inconvénient de faire durer les procès et elle nécessite l'introduction du serment qui nous paraît tout à fait dangereux en ces matières techniques.

Déjà en 1915, aux Etats-Unis d'Amérique, certaines grosses sociétés se livraient à des manœuvres indélicates, en achetant en quelque sorte les faux serments et en recrutant pour leurs bureaux de brevets les anciens fonctionnaires du *Patent Office* de Washington (1).

Toutes ces difficultés n'ont fait qu'augmenter aux Etats-Unis depuis la guerre et, si l'Etat américain est, en apparence, très libéral et très protecteur pour l'inventeur, il lui est, en pratique, peu favorable car ce dernier est sans défense envers les grands trusts et les capitalistes, du fait des difficultés innombrables qui hérissent non seulement le procès en contrefaçon mais surtout la procédure d'*interférence* (2). Un tel exemple ne nous paraît pas devoir être suivi.

**318. B. Difficulté de faire adopter par les législations internes des divers pays un délai de priorité uniforme avant dépôt.** — D'autre part, beaucoup de pays ne consentiront jamais à l'introduction d'un nouveau délai de priorité, d'une durée uniforme, dans la convention internationale.

(1) *Hearings before the Committee on Patents*, 1915, 27, p. 109.

(2) K. Michaelis. Paris, 1935, pp. 20 et s.

Dans ces conditions les inventeurs des pays qui auront introduit ce délai de priorité dans leur législation interne risqueront de voir invalider pour défaut de nouveauté, par suite de leur propre divulgation dans leur pays, les brevets qu'ils auront demandés et obtenus dans les pays qui n'auront pas mis en accord leur loi intérieure avec la Convention d'Union modifiée.

C'est ainsi qu'actuellement un grand nombre de brevets américains, pris en Europe, sont invalidés par des divulgations effectuées par l'inventeur, aux Etats-Unis. En Amérique, en effet, l'inventeur qui se fie au délai de protection de deux ans se croit à l'abri de toute nullité et il est souvent victime de son ignorance des lois des autres pays.

Les difficultés que nous trouvons à nous placer sur le plan international, tant en ce qui concerne la protection provisoire au cours d'une exposition (puisque même avec l'article 11 actuel de la Convention d'Union, il n'est pas certain que le droit de priorité puisse se fonder sur le certificat de garantie accordé en France par la loi de 1908), qu'en ce qui concerne l'instauration d'un délai de protection de l'inventeur avant dépôt, sont de même nature que celles rencontrées pour instaurer une protection internationale de la propriété scientifique.

Les raisons profondes sont les mêmes : étant donné la différence des concepts juridiques adoptés par les législateurs des divers pays, il n'est pas possible, actuellement du moins, de résoudre ces questions par des modifications apportées à des conventions internationales. Il faut, au préalable, unifier les législations nationales avant de pouvoir se porter sur un autre plan. Mais, il nous paraît dangereux de faire évoluer le droit dans le sens d'une unification faite au détriment non seulement des nécessités pratiques mais encore du droit.

---

## CHAPITRE VII

### De l'exclusivité du droit d'exploitation conféré au breveté.

---

#### SECTION 1<sup>re</sup>

##### **De l'antériorité constituée par un brevet non délivré.**

**319. Le dépôt ne constitue pas publicité.** — Nous avons indiqué dans le chapitre précédent qu'un brevet étranger, ayant fait l'objet d'une publicité, ou simplement susceptible d'être connu du public, avant le dépôt du brevet dont on examine la validité, pouvait constituer une antériorité.

Il en serait de même pour un brevet français, délivré antérieurement, car la doctrine et la jurisprudence admettent unanimement qu'un brevet français peut faire antériorité, à partir de la publicité dont la délivrance est accompagnée.

Mais le simple dépôt d'une demande de brevet ne constitue pas la publicité nécessaire aux yeux de la loi pour rendre l'invention exécutable, conformément aux termes de l'article 31 de la loi de 1844, puisque seuls des fonctionnaires de l'Office national de la propriété industrielle ou des employés de l'imprimerie nationale peuvent avoir connaissance du texte du brevet (1).

**320. Position du problème.** — Supposons deux inventeurs

(1) Cass. civ. 17 déc. 1873, *D. P.* 1874.1, p. 199 ; Cass., 21 janv. 1891, *Ann.*, 1892, p. 128 ; Cass. crim., rej. 30 nov. 1894, Delmas c. Laffitte, *Ann.*, 1895, p. 104.

français ayant pris chacun successivement un brevet pour la même invention, à des dates telles que le deuxième ait été déposé à un moment où la première demande n'avait encore fait l'objet d'aucune publicité. Pour préciser les conditions d'une pareille hypothèse, assez rare en pratique, nous admettrons que le premier brevet a été demandé avec ajournement de la délivrance à un an ; celle-ci, comme cela arrive souvent, s'est produite treize mois à partir du dépôt. C'est entre le douzième et le treizième mois, par suite à un moment où la première demande était encore secrète, que le deuxième inventeur a pris un brevet pour la même invention. Ce dernier brevet sera-t-il valable ?

D'après les développements précités, comme la première demande n'a pas été accordée et n'a pas fait l'objet de la publicité accompagnant la délivrance, le deuxième brevet ne peut pas être déclaré nul pour défaut de nouveauté ; en conséquence, il doit être pleinement valable.

Cependant, le problème ainsi posé, dont nous venons d'indiquer une solution, mérite d'être examiné plus attentivement car certains esprits soutiennent que le deuxième brevet fait échec au monopole du premier inventeur breveté et viole, par suite, l'article premier de la loi de 1844 (1).

On sait, en effet, que, suivant cet article, un brevet d'invention confère à son titulaire un *droit exclusif* d'exploitation ; ce que l'on traduit parfois en disant que le brevet constitue un monopole.

### 321. Lien entre le problème posé et le concept de cause. —

Or, ainsi que nous l'avons indiqué dans la première partie, le motif, déterminant l'inventeur à contracter avec la Société, est le désir de posséder un titre, lui assurant un droit exclusif.

(1) Parmi les juristes les plus qualifiés qui soutiennent cette thèse, nous signalons M. A. Mosticker, Président de la Compagnie des ingénieurs experts près le tribunal civil de la Seine. D'après ce dernier, il ne peut pas exister sur deux têtes différentes deux monopoles pour la même invention et le brevet second en date doit pouvoir être annulé comme contraire aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1844.



Cette exclusivité n'est autre que la cause de l'obligation du breveté, de même que la nouveauté est la cause de l'obligation de la Société.

Nous voyons ainsi le lien unissant le problème envisagé à la notion de cause et par suite à la brevetabilité.

Dès maintenant on peut concevoir que l'absence d'exclusivité, c'est-à-dire le manque de cause, est susceptible d'être sanctionnée par une nullité.

Avant de donner la solution que nous préconisons, nous tenons à indiquer rapidement l'état d'esprit de la doctrine et de la jurisprudence devant le problème que nous nous sommes posé.

### § 1<sup>er</sup>. — *Doctrine.*

**322.** — La doctrine ne voit pas la question sous l'angle de l'exclusivité ; elle la considère du point de vue de la nouveauté qui constitue un concept distinct quoique voisin. Cela entraîne des solutions peu cohérentes.

**323.** — *Opinion de Pouillet.* — C'est ainsi que Pouillet donne des solutions contradictoires sur la possibilité, pour un brevet, de faire antériorité à un autre brevet.

Après avoir déclaré que, lorsque deux brevets sont pris pour la même invention à des dates différentes, le premier en date primait l'autre (1), il se hâte d'ajouter que le second breveté a un titre radicalement nul « tout au moins si son brevet a été « pris après que celui du premier a été *livré à la publicité* ou dans « l'année de celui-ci (art. 48) ». Pouillet semble donc se rattacher à la thèse habituelle de la Cour de cassation d'après laquelle il faut uniquement tenir compte de l'article 34, c'est-à-dire de la nouveauté.

Puis l'auteur change d'opinion un peu plus loin, au n° 409, lorsqu'il s'agit d'un brevet étranger n'ayant pas reçu de publicité : « Ne doit-on pas dire, écrit-il, que la publicité existe dès l'instant « du dépôt de la demande ? Dans le temps matériellement néces-

(1) Pouillet, n° 406.

« saire à l'expédition du titre, le brevet sera, dès ce moment « même, livré à la curiosité publique ; c'est à ce moment que « se forme le contrat entre l'inventeur et la Société. »

Il y a là une affirmation qui nous paraît contestable. Le contrat, comme nous l'avons montré (1), se forme au moment de la signature de l'arrêté ministériel, constituant titre, puisque c'est à ce moment seulement qu'il y a acceptation par la Société de l'offre faite par l'inventeur en déposant sa demande.

Il ne faut pas confondre le caractère rétroactif de la protection avec la publicité, ainsi que le fait remarquer si justement le professeur Escarra, dans un travail d'interprétation des articles 30 et 31 de la loi de 1844, paru dans les *Annales de droit commercial* (2). L'effet rétroactif du dépôt prévu par l'article 8 de la loi de 1844 a simplement pour conséquence l'existence rétroactive de l'*exclusivité* du droit d'exploitation au jour de ce dépôt, mais la publicité prévue par l'article 31 ne peut provenir, en France, que de la délivrance : la doctrine et la jurisprudence sont formelles dans ce sens, comme nous l'avons indiqué (3).

**324. Thèse de la paralysie.** — Plus loin, n° 412 *bis*, Pouillet ou plus exactement ses continuateurs, affirment que, lorsque le premier brevet est valable, le second le sera également s'il a été demandé avant la publication du premier ; il sera néanmoins *primé* par le premier et, tant que ce dernier subsiste, « *paralysé* entre les mains de son possesseur », c'est-à-dire que le breveté second en date ne pourra exploiter son invention pendant toute la durée du premier brevet. Mais le brevet second ressuscitera à la disparition du premier, disparition résultant, soit d'une déchéance pour défaut de paiement d'une annuité, soit de l'expiration normale de sa durée. C'est une protection de l'exclusivité de la jouissance ou de l'exploitation de l'invention du premier breveté.

Telle est la théorie de la paralysie que les auteurs des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> édition de Pouillet ont développée dans le cas du brevet fran-

(1) Cf. *suprà*, n° 73.

(2) *Ann. dr. comm.* Paris, 1937, n° 1, p. 14.

(3) Cf. *suprà*, n° 319 et la note.

çais, pris dans l'intervalle de priorité d'un brevet français postérieur, demandé par un autre inventeur pour la même invention, avec invocation de priorité d'une demande étrangère antérieure et identique au premier brevet.

Comme nous le voyons, les conceptions de Pouillet sont assez flottantes, sur ce point, et il importe d'examiner l'opinion de quelques autres auteurs.

**325. Thèse de G. Huard.** — Huard est peut-être un des rares juristes ayant aperçu le lien entre le manque d'exclusivité du droit conféré au premier breveté et la nullité éventuelle du brevet second délivré à un autre inventeur pour la même invention (1).

Il estime, en effet, que la disposition édictée par l'article premier de la loi implique que « tous les brevets, obtenus au mé-  
« pris du *droit exclusif* de l'inventeur et de ses ayants droit,  
« doivent être déclarés nuls » ; mais Huard ne s'est pas très bien rendu compte de la différence qu'il convient d'apporter entre le défaut de nouveauté et le manque d'exclusivité en tant que causes de nullité, car il justifie, par le manque de nouveauté du brevet second, le fait qu'une invention ne peut être brevetée deux fois.

Cette confusion se retrouve encore chez Huard, lorsqu'il affirme que le second brevet ne doit pas être invalidé pour *défaut de nouveauté*, quand le premier brevet est nul. « Le *défaut de nouveauté* de l'invention, dit-il alors, découle uniquement du « droit exclusif appartenant au premier breveté ; si ce droit « n'existe pas on chercherait en vain une raison d'invalider le « second brevet ». Il y a là une affirmation incompréhensible qui tient précisément à la confusion signalée précédemment.

**326. Thèse d'Allart.** — Allart, après avoir affirmé très nettement que la simple demande ne constituait pas divulgation (2), est d'avis que, lorsqu'il s'agit de deux inventeurs distincts de-

(1) G. Huard, pp. 196 et s. et t. II, n° 243.

(2) Allart, n° 55 *bis*.

mandant un brevet pour une même découverte, dans le cas où le premier brevet est valable, le second tombe parce que, dit-il, « il ne peut exister, en même temps, deux brevets pour une même invention ». De plus, selon Allart, le second brevet doit tomber, non seulement au regard du premier breveté, mais encore de tout le monde.

**327. Opinion générale de la doctrine.** — Couhin (1) enfin, tout à fait formel, exprime l'opinion d'après laquelle il faut seulement considérer s'il y a eu publicité ou non, quel que soit le cas envisagé.

De cet examen rapide de la doctrine on peut conclure qu'en France, tout au moins, la doctrine est partagée sur la question envisagée lorsqu'il s'agit de brevets accordés à des inventeurs différents, mais il est admis unanimement qu'un même inventeur peut prendre successivement plusieurs brevets valides pour la même invention, à condition bien entendu qu'il n'y ait pas eu divulgation ou publicité, entraînant la chute dans le domaine public des brevets postérieurs à cette divulgation.

## § 2. — *Jurisprudence.*

**328. Indécision apparente.** — La jurisprudence sur cette question est, en apparence seulement, assez contradictoire.

Toutefois, la Cour de cassation est nettement orientée dans le sens de la non admission, comme antériorité, d'un brevet non délivré. Elle affirme que les causes de nullité sont de droit étroit ; seul, doit venir en ligne de compte l'article 31 de la loi de 1844 et on ne saurait voir, en conséquence, une divulgation dans l'accomplissement en France, par l'inventeur, des formalités prescrites par la loi (2).

(1) Couhin, t. II, p. 280.

(2) *Ann. dr. comm.*, n° 1, 1937, pp. 4 à 11, article du professeur Escarra et *jur. cit.* ; Cass. civ. 17 déc. 1873, *D. P.* 1874.1, p. 199 ; Cass. req. 21 janv. 1891, brevet Laffitte, *Ann.*, 1892, p. 128 (p. 142), voir note Mettetal ; Cass. crim. 30 nov. 1894, brevet Laffitte, *Ann.*, 1895, p. 104 ;



La jurisprudence des cours et tribunaux ne présente pas la même tenue que celle de la Cour de cassation. On trouve des arrêts et des jugements qui reconnaissent, pour des raisons diverses, la possibilité, pour un brevet non délivré, de faire antériorité à un brevet postérieur, demandé, pour la même invention, par le même inventeur ou par des inventeurs différents (1).

**329. I. Jurisprudence favorable à la thèse du brevet non délivré constituant antériorité.** — Dans un arrêt de la cour de Paris, en date du 27 mars 1934 (2) il s'agissait d'un même inventeur qui avait déposé un premier brevet le 23 novembre 1923, puis une addition à ce brevet le 13 mai 1924 et, enfin, un second brevet le 6 mars 1925 avant la délivrance du certificat d'addition. Il est à remarquer, en plus, que le brevet du 6 mars 1925 était la reproduction du certificat d'addition du 13 mai 1924.

La cour a jugé que le second brevet était nul, pour des motifs assez curieux. Le juge se bornait, en effet, à déclarer nul le second brevet pour cette raison que, s'il était valable, il bénéficierait d'une durée supérieure à quinze ans.

Il y a là, comme le fait remarquer le Professeur Escarra, dans son interprétation des articles 30 et 31 de la loi de 1844 (3), une confusion entre l'invention et le brevet qui en est le titre. Si l'invention peut, dans certains cas, soit par l'effet du droit de priorité prévu par l'article 4 de la Convention d'Unien, soit par le délai de six mois, prévu par la loi de 1908 pour la protec-

C. de Rennes, 25 juill. 1889, brevet Laffitte, *Ann.*, 1892, p. 130 ; C. de Toulouse, 29 déc. 1894 (sur renvoi), brevet *Laffitte*, *Ann.*, 1895, p. 103 C. d'Orléans, 21 janv. 1896 (sur renvoi), *Ann.*, 1896, pp. 59 et s. Dans ce dernier arrêt, il s'agissait de brevets déposés successivement par deux inventeurs, alors que dans les trois premiers arrêts de la Cour de cassation il s'agissait d'un même inventeur.

(1) Trib. civ. Lyon, 10 nov. 1905, Galland c. Mortier, *Mon. Jud. Lyon*, 5 déc. 1906, *Ann.*, 1907.2, p. 17.

(2) Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> Ch.), 19 janv. 1932 et C. de Paris, 27 mars 1934, Male-Fosse et Sté Male-Fosse c. Sté Gomez frères, *Ann.*, 1934, pp. 382 et 390 ; voir note Fernand-Jacq, p. 383.

(3) *Ann. dr. comm., op. cit., loc. cit.*

tion temporaire aux expositions, se voir attribuer une durée de protection supérieure à quinze ans, il n'en est pas de même pour le titre même du brevet qui a toujours les quinze années visées par la loi.

Notons également un autre arrêt de la cour de Paris, en date du 21 juillet 1930 (1) ; cet arrêt est relatif au cas de deux inventeurs différents, mais il s'agit d'un brevet étranger retenu comme antériorité à un brevet français en vertu du droit de priorité de la Convention d'Union. Nous étudierons cette espèce ultérieurement (2).

**330. II. Jurisprudence contraire.** — La jurisprudence récente semble ne pas devoir suivre les deux arrêts précités de la cour de Paris.

Elle se refuse à prononcer la nullité du brevet second lorsqu'il a été accordé à l'inventeur titulaire du brevet premier en date visant la même invention. Un arrêt de la cour d'Amiens du 26 juillet 1938, confirmant un jugement du tribunal civil de Soissons du 23 mars 1937, déclare : « aucune de ces actions « (l'action en nullité et l'action en déchéance dirigées contre « deux brevets appartenant à l'intimée) n'est exercée et ne saurait être admise, la nullité de brevets pris par un inventeur « ne pouvant, aux termes d'une jurisprudence constante, à « défaut d'un texte qui la prévoit et contrairement aux termes « exprès et formels de l'article 31 de la loi du 5 juillet 1844, résulter de ce que *pour la même invention*, sans qu'elle ait dans l'intervalle reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée, « le même inventeur aurait pris une minute ou un jour auparavant un précédent brevet dont la déchéance a été postérieurement encourue, faute de paiement des annuités » (3).

(1) C. de Paris, 21 juill. 1930, prés. M. Bondoux, après plaidoiries de Mes Georges Maillard et André Taillefer, Sté des Ets Ducretet c. L. Lévy, *Ann.*, 1931, p. 249.

(2) Cf. *infra*, n° 373.

(3) Trib. civ. Soissons, 23 mars 1937, C. d'Amiens (1<sup>re</sup> Ch.), 26 juill. 1938, Sté M... c. Sté S... (*inédit*).

Dans cette espèce la cour a également rejeté la théorie juridique qu'elle avait émise dans l'arrêt du 27 mars 1934, critiqué justement par le professeur Escarra. Voici l'attendu repoussant la thèse d'après laquelle la nullité du brevet second résulterait d'une prolongation illégale de la durée du brevet : « considérant... « que c'est uniquement à l'effet de chaque *brevet* que, dans ses « termes très précis, l'article 4 de la loi du 5 juillet 1844 a imposé « la durée maxima de la protection légale de quinze années ; « que cette durée maxima de protection n'est imposée à l'*inven-* « *tion* elle-même par aucun texte précis puisqu'aussi bien la « législation française actuelle permet des combinaisons qui « aboutissent à la protection d'une invention supérieure à quinze « années, notamment dans les articles 11 et 18 de la loi du 5 juillet 1844 ».

Dans une affaire, concernant les mêmes brevets appartenant au même inventeur, la jurisprudence s'est encore prononcée dans ce sens (1).

D'autre part, dans une espèce où étaient en jeu quatre brevets, dont deux appartenant au même inventeur et les autres à des brevetés différents, le tribunal civil de la Seine a refusé de prononcer la nullité des brevets seconds en date, ne faisant ainsi aucune différence entre le cas du même inventeur et celui de deux inventeurs différents (2).

Dans ses attendus, le tribunal a décidé que le cas de nullité proposé, dans l'espèce la coexistence de deux brevets pour la même invention, n'avait pas été prévu dans les cas de nullité édictés limitativement par la loi. M. l'avocat de la République Perrier qui a pris des conclusions a formulé également l'opinion « que la question était la même que les brevets appartenissent

(1) Trib. civ. d'Yvetot, 13 janv. 1938, Sté M... c. Sté F... (*inédit*). On peut lire dans un des attendus « que la loi ne fait pas résulter la nullité « d'un brevet d'invention de l'existence d'un brevet plus ancien ayant le « même objet mais seulement de la publicité qu'a pu recevoir le premier « brevet ». Cet attendu est général et semble concerner indistinctement le cas du même inventeur et celui de deux inventeurs différents.

(2) Trib. civ. Seine, 20 déc. 1937, prés. Lansier, Sté T... c. Sté B... (*inédit*).

« à un même breveté ou à deux brevetés différents ». L'argumentation du ministère public était fondée sur la nature limitative des cas de nullité prévus par la loi de 1844 (1).

Signalons enfin un arrêt de la cour de Lyon du 13 janvier 1937 (2) concernant le cas de deux brevetés différents. Dans cette espèce, la cour s'est refusée à assimiler à une divulgation l'accomplissement des formalités de dépôt du brevet premier en date. Elle n'a pas voulu prononcer, de ce chef, la nullité d'un brevet demandé postérieurement pour la même invention.

Il résulte de ce qui précède que la jurisprudence n'opère pas de distinction entre le cas du même inventeur et celui de deux inventeurs différents. La raison en est peut-être que les motifs d'annulation invoqués ont presque toujours été tirés des articles 30 et 31 de la loi de 1844 et jamais de l'article premier.

### § 3. — *De l'exclusivité considérée comme la cause de l'obligation du breveté.*

**331. Du manque d'exclusivité.** — Nous avons déjà indiqué au début du présent chapitre que l'inventeur ne s'est lié avec la collectivité qu'en vue d'obtenir un monopole temporaire d'exploitation ou, comme dit l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1844, « un *droit exclusif* d'exploiter ».

L'exclusivité du droit conféré par le brevet a pour effet que le breveté doit être le seul à avoir le droit d'exploiter et à jouir des prérogatives attachées à ce droit. En particulier, il doit être le seul à pouvoir poursuivre en contrefaçon des tiers qui feraient échec à la libre jouissance de son invention.

(1) L'Avocat de la République n'a pas manqué de citer la note de Pouillet en bas de l'arrêt de la Cour de Paris en date du 15 mars 1894, *Prop. ind.*, 1894, p. 59, *Ann.*, 1894, p. 194. Il a rappelé les articles déjà signalés de MM. Escarra, Mettetal et Fernand-Jacq. Il a repoussé également l'argument tiré de la fraude à la loi qui résulterait d'une prolongation abusive accordée à l'invention.

(2) C. de Lyon, 13 janv. 1937, prés. M. Villeminot, conclusions de M. Damour, Avocat-Général, Tournier c. 1<sup>o</sup> Héritiers Mouthe, 2<sup>o</sup> Brun et fils, *Ann.*, 1938, p. 70.



Cette exclusivité est la cause de l'obligation principale du breveté et il en résulte que cette obligation tombe lorsque l'exclusivité fait défaut au moment du dépôt du brevet ou lorsqu'elle disparaît postérieurement à ce dépôt.

L'absence d'exclusivité du droit privatif du breveté est tout d'abord la conséquence de l'accord par l'Etat à un autre inventeur, avant le dépôt précité, d'un brevet portant sur la même invention.

L'exclusivité peut encore disparaître postérieurement à la formation du contrat lorsque l'Etat délivre un second brevet à un autre inventeur pour la même invention ; le premier breveté n'est plus en effet le seul à avoir le droit d'exploiter librement et de poursuivre en contrefaçon.

En résumé, il ne peut plus y avoir exclusivité lorsqu'il y a plus d'un brevet délivré pour le même objet à des inventeurs différents car on ne peut concevoir plusieurs monopoles reposant sur des têtes différentes et concernant la même invention.

On pourrait donc croire que lorsque l'Etat délivre deux brevets pour la même invention, à des inventeurs différents, seul un des deux brevets doit subsister, le deuxième restant sans effet par application du principe de causalité, d'après lequel l'obligation du breveté tombant par manque d'exclusivité, c'est-à-dire par manque de cause, tout le contrat doit tomber.

Si l'on admet, en effet, comme en droit civil, que la cause traduit ou justifie l'interdépendance entre les obligations issues d'un même acte synallagmatique, il suffit qu'une seule des contreprestations fasse défaut pour que le contrat puisse être annulé. Mais, quel brevet devra subsister ? Pour choisir le breveté qui bénéficiera du monopole, il convient de faire appel au *principe de priorité*. Que faut-il entendre par là ?

**332. I. Du principe de priorité.** — Pour savoir auquel des deux brevetés il convient de conférer le monopole, il y a lieu, d'après M. Percerou (1), de faire appel à l'idée directrice de la

(1) J. Percerou, *Cours de droit commercial complémentaire*, 1936-1937, p. 277.

loi de 1844, d'après laquelle doit être protégé par un brevet celui qui, le *premier*, a fait connaître l'invention à la Société ; c'est ce qu'on appelle le principe de priorité ; telle était la pensée formulée dans l'article 2 du décret impérial du 25 janvier 1807 d'après lequel « la priorité d'invention, dans le cas de contestations entre *deux brevetés*, pour le même objet, est acquise à celui qui, le *premier*, a fait, au secrétariat de la préfecture du département de son domicile, le dépôt de pièces exigé par l'article 4 de la loi du 7 janvier 1791 ».

La loi de 1844 nous paraît avoir conservé l'esprit de l'ancienne législation de 1791. Par suite, lorsqu'elle règle la question de la priorité dans son article 7 en prescrivant qu'un procès-verbal constate chaque dépôt, en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces, il convient, à notre avis, d'appliquer cette disposition, uniquement à deux brevetés différents, malgré l'imprécision de la loi à cet égard.

### 333. Du fondement et de l'effet du principe de priorité. —

En résumé, on peut expliquer et justifier le principe, dit de priorité, par le désir de sauvegarder l'exclusivité du droit conféré au breveté premier en date.

Autrement dit, ce principe est fondé sur le concept de cause, en envisageant cette dernière du point de vue du breveté ; l'impossibilité pour deux brevets, appartenant à des titulaires différents, de coexister, est expliquée uniquement par la nature du monopole que constitue le droit au brevet, monopole qui ne peut se partager sur deux têtes différentes.

Le principe de priorité vient dire ensuite : « parmi ces monopoles, qui ne peuvent vivre simultanément, j'en élis un : ce sera le premier en date ».

**334. Application du principe de priorité au cas de deux inventeurs différents.** — Logiquement, l'application du principe de priorité peut donc seulement trouver place pour deux inventeurs différents.

Remarquons, à cet égard, que, dans l'article 2 précité du décret

impérial du 25 janvier 1807, la priorité d'invention était bien tranchée entre *deux brevets*.

Le principe de priorité ne doit pas empêcher un même inventeur de prendre successivement plusieurs brevets valides pour la même invention, à condition, bien entendu, qu'il n'y ait pas eu de divulgation ou de publicité entraînant la chute dans le domaine public des brevets postérieurs à cette divulgation (1).

Des développements précités, résulte que le concept de cause nous a permis de simplifier la mise en équation du problème posé en tête de ce présent chapitre, puisqu'il n'y a plus à s'occuper du cas où les deux brevets sont pris par le même inventeur.

Cette distinction, qu'il convient d'opérer entre le cas de deux inventeurs différents et celui où il s'agit d'un même inventeur, n'a pas été observée jusqu'à présent en France ; il en a été de même à l'étranger.

### 335. Des effets du principe de priorité en droit comparé. —

Alors que, logiquement, la priorité n'est nullement une cause de nullité mais fixe, comme son nom l'indique, un ordre de préférence en choisissant le brevet qui doit subsister, le législateur étranger admet, en général, que le principe de priorité accorde la possibilité d'annuler un brevet postérieur en date, délivré pour la même invention que celle du premier brevet. Avec ce concept juridique, c'est la date de dépôt du premier brevet qui détermine le moment à partir duquel le premier breveté peut demander l'annulation de tous les brevets postérieurs pris pour la même invention.

**336. A. Droit allemand.** — En particulier la loi allemande du 5 mai 1936 pose le principe qu'un seul brevet doit être accordé pour chaque invention (2).

(1) C. de Paris, 15 mars 1894, brevet Laffitte, *Ann.*, 1894, p. 194.

(2) Paragr. 4, alinéa 2 de la loi allemande du 5 mai 1936 : « Toutefois « une demande postérieure ne donne pas droit à la délivrance d'un brevet « si l'invention fait l'objet d'un brevet *délivré* en vertu d'une demande « *antérieure*. » Voir également : « *Kommentär zum Patentgesetz* », par Lutter, 1936, p. 99 et Klauer et Möhring, *Patentgesetz*, 1937, p. 133.

La dérogation à ce principe est sanctionnée par une action en nullité, pour identité, prévue dans l'alinéa 2 du paragraphe 13 de la loi. D'après ce paragraphe, un breveté peut, en effet, demander la nullité d'un brevet postérieur, pris pour la même invention, en intentant une action en nullité spéciale, appelée « *Identität-Nichtichkeitsklage* » et différente, quant à ses conditions de recevabilité, de l'action en nullité pour défaut de nouveauté.

Une telle action est fondée sur le *principe de priorité*, malgré la reconnaissance, par la nouvelle loi allemande, du droit privatif à l'inventeur et non plus au déposant (1). C'est ainsi que, d'après Pietzcker et Seligsohn, un breveté peut demander la nullité d'un brevet postérieur déposé pour la même invention, motif pris de ce qu'il possède une *priorité* antérieure (2). De même, des auteurs modernes, comme Klauer et Möhring, disent dans leur ouvrage : « par contre, ce droit (le droit absolu et exclusif « du breveté) s'évanouit vis-à-vis de ceux que l'on appelle les « doubles inventeurs et qui ont fait indépendamment l'un de « l'autre la même invention ; entre eux l'emporte, conformément « au paragraphe 3, dernier alinéa, celui qui a déposé le *premier* « l'objet de l'invention (3) ».

Les solutions suivantes montrent aussi que l'action en nullité pour identité est justifiée par l'effet de la priorité :

a) Lorsque des brevets, accordés pour la même invention, résultent d'une même demande originelle, par exemple par division, ces brevets subsistent et on ne peut intenter contre eux une action, fondée sur l'alinéa 2 du paragraphe 13 de la loi, car « aucun d'eux n'est *antérieur* à l'autre » (4). C'est bien l'application de la priorité.

(1) D'après le paragraphe 3 de la loi du 5 mai 1936, si plusieurs personnes ont fait une déclaration de dépôt, indépendamment les unes des autres, le droit au brevet appartient à celle qui dépose la première sa demande ; c'est l'affirmation du principe de priorité.

(2) Pietzcker, *Patentgesetz*, p. 218, paragr. 11 ; Seligsohn, *Patentgesetz*, 1932, pp. 545 et s.

(3) Klauer et Möhring, *op. cit.*, p. 121.

(4) P. A., 27 avr. 1905 (cité par Lutter, *Kommentär zum Patentgesetz*, 1936, p. 99). P. M. Z. Bl., 1905, p. 227.



b) De plus, si l'action en nullité pour identité était fondée, comme elle devrait l'être à notre avis, sur l'idée de monopole, la coexistence de plusieurs demandes, pour le même objet au nom du même titulaire, serait possible, mais elle ne pourrait subsister si des demandes, prenant rang à partir de la même date, par exemple par l'effet de la Convention d'Union, appartenaient à des inventeurs différents ; or, précisément dans ce cas, il est admis que ces demandes peuvent coexister « puisqu'aucune « d'elles n'est *antérieure* à l'autre » (1).

La nullité du brevet second en date est donc bien justifiée, en Allemagne, comme un effet du droit de priorité et non comme la sanction du manque d'exclusivité du droit conféré au premier breveté.

**337. B. Droit suisse.** — Les conceptions suisses et allemandes sont très voisines. L'article 16 de la loi fédérale est ainsi formulé : « Art. 16. — Le brevet sera déclaré par le juge nul et de nul « effet... si l'invention forme l'objet d'un autre brevet valable « *délivré en suite d'une demande antérieure* ; demeurent réservées « les dispositions des articles 36 et 37 (les articles 36 et 37 ont « été remplacés par la loi fédérale sur les droits de priorité rela- « tifs aux brevets d'invention et aux dessins et modèles indus- « triels du 3 avril 1914) ».

Nous retrouvons là une disposition analogue à celle du paragraphe 13, al. 2, de la loi allemande : on peut annuler un brevet identique à un brevet déjà délivré pour la même invention, même si le brevet premier en date n'a pas été publié au moment du dépôt postérieur. L'action en nullité spéciale, prévue par l'article 16 de la loi fédérale, est fondée, comme en droit allemand, sur l'application du principe de priorité.

Cependant, la doctrine suisse reconnaît que le fondement de l'action en nullité précitée réside bien dans le concept de monopole. On peut lire, en effet, dans l'ouvrage de Weidlich et Blum (2)

(1) P. A., 10 févr. 1905 (cité par Lutter, *Kommentär zum Patentgesetz*, 1936, p. 99). P. M. Z. Bl., 1905, p. 120.

(2) Weidlich et Blum, *Das schweizerische Patentrecht*, t. I, p. 292.

les lignes suivantes : « Le fait que deux brevets identiques ne  
 « peuvent exister l'un à côté de l'autre, ou que, ce qui a déjà  
 « fait l'objet une première fois d'un brevet, ne peut pas être de  
 « nouveau enlevé à la collectivité, réside dans la nature du droit  
 « au brevet qui constitue *un monopole*. »

Il nous semble regrettable que, malgré cette intuition correcte du fondement juridique de l'action en nullité précitée, la doctrine ni la jurisprudence n'aient opéré de distinction entre le cas où des brevets identiques appartiennent au même inventeur et celui où ils sont pris par des inventeurs différents.

La confusion entre ces deux cas résulte de ce fait que la nullité du brevet second en date est bien considérée par la jurisprudence comme un effet *du droit de priorité* et non comme la sanction du manque d'exclusivité du droit conféré au premier breveté.

Nous signalons, à cet égard, un passage particulièrement net, d'un arrêt du tribunal fédéral suisse (1) : « *l'effet de priorité* d'une  
 « demande antérieurement déposée se manifeste, conformément  
 « à l'article 16, alinéa 5, de la loi fédérale, même lorsque le dépôt  
 « du brevet postérieur a été effectué par *la même personne*, et  
 « cet effet subsiste encore lorsque le brevet antérieur a fait l'objet,  
 « ultérieurement, d'une déchéance fondée sur un motif quelcon-  
 « que ».

On voit l'impossibilité, en Suisse, pour un même inventeur d'être titulaire de plusieurs brevets pour la même invention. Cette impossibilité est justifiée par l'effet de la priorité.

Nous tenons encore à citer un autre passage de ce même arrêt. dans lequel l'erreur juridique se développe : « cette conception  
 « est la conséquence nécessaire du principe de *priorité* qui, par  
 « son essence, exclut la résurrection de la brevetabilité d'une  
 « invention déjà brevetée, indépendamment de la personne du  
 « demandeur et du sort du brevet originaire, parce que le pou-  
 « voir de créer un monopole est épuisé par le premier brevet...  
 « Un brevet originairement valable, déchu cependant posté-

(1) *B. G.* (1<sup>re</sup> sect. civ.), 2 avr. 1931, Brenneisen c. Kuhn, *B. G. E.*, 57, II, p. 237.

« riurement, pourrait être opposé à un brevet concernant la « même invention ».

La thèse de la doctrine suisse a été suivie par certains spécialistes français, pour faire adopter en France le concept d'après lequel un brevet peut faire antériorité à un autre brevet, dès sa demande de dépôt, quelle que soit la personnalité du demandeur, bien que ce brevet n'ait pas subi de publicité avant la date de dépôt du deuxième brevet et même si ce brevet a fait l'objet d'une déchéance, par exemple, pour défaut de paiement d'annuité.

Si le premier brevet est déchu, a-t-on dit, le brevet est tombé dans le domaine public et, comme on ne peut pas retirer au domaine public ce qu'on lui a donné, puisque le droit de créer un monopole est épuisé par l'accord d'un premier brevet, il n'est plus possible au brevet second de subsister.

Il y a là tout d'abord une confusion entre le titre et l'invention, le premier seul, tombant dans le domaine public. Mais c'est surtout une méconnaissance complète du fondement du principe de priorité ; nous n'insisterons pas davantage sur ce point.

**338. C. Droit belge.** — La loi belge du 25 mai 1854 formule dans son article 25 : « Art. 25. — Un brevet d'invention sera « déclaré nul par les tribunaux dans le cas où l'objet pour lequel « il a été accordé aura été *antérieurement breveté* en Belgique ou « à l'étranger... Ces dispositions seront appliquées, le cas échéant, « aux brevets de perfectionnement. »

Il en résulte qu'un brevet belge antérieur, encore en vigueur, constitue bien antériorité à un brevet postérieur, pris pour la même invention, même si le premier brevet n'a pas encore été publié.

En Belgique le fondement réel du principe de priorité paraît avoir été aperçu par certains auteurs. En particulier d'après André (1), le législateur belge se serait placé au point de vue de l'exclusivité des droits conférés au breveté par le brevet d'inven-

(1) André, *Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle*. Bruxelles, 1899, p. 354.

tion, lorsqu'il a organisé, dans l'article 25 de la loi de 1854, la possibilité pour un brevet belge non publié de constituer une antériorité à un brevet postérieur, pris pour la même invention. Cette origine juridique de l'action en nullité, prévue par l'article 25 précité, ne semble pas avoir échappé à M. Vander Haeghen qui écrit dans son ouvrage (1) à propos du sens qu'il convient d'accorder aux mots « antérieurement breveté en Belgique » de la loi belge : « étant donné qu'on ne peut admettre que la « même invention soit protégée en Belgique par deux brevets « valables au profit de deux personnes, le sens de ces mots ne « peut prêter à confusion. Tout brevet belge antérieur peut être « constitutif d'antériorité. Il est indifférent, au point de vue « antériorité, que ce brevet antérieur soit ou non encore en vi-  
« gueur. »

L'auteur paraît donc distinguer le cas de deux inventeurs différents de celui du même inventeur et il en déduit les mêmes conclusions à propos du brevet étranger qui agit de la même manière qu'un brevet belge, en tant qu'antériorité (2). Cependant la jurisprudence et la doctrine belges n'ont pas tiré toutes les conséquences du fondement juridique qu'elles ont attribué à l'action en nullité dont les conditions de recevabilité sont fixées par l'article 25 de la loi belge.

(1) G. Vander Haeghen, *op. cit.*, t. I, 1936, p. 227, n° 424.

(2) C. de Brux., 27 avr. 1904. *Pas.*, III, p. 206 ; Cass. belge, 8 juill. 1926, *Pas.*, 1927, I, p. 41. Il a été jugé que la date à partir de laquelle le brevet constitue antériorité n'est pas nécessairement celle à laquelle le brevet a été accordé à l'étranger ; cette date sera, au contraire, celle de la demande si, en vertu de la loi nationale, le brevet étranger rétroagit à la date de dépôt. De même, nous signalons un autre arrêt d'après lequel une demande de brevet allemand déposée au Patentamt constitue antériorité opposable à toute demande portant sur la même invention, dès le lendemain du dépôt, même si la demande postérieure a été déposée en Belgique avant l'accord du brevet par le Patentamt ; C. de Brux., 15 juin 1928, *Ing.-Cons.*, 1928, p. 91 ; en sens contraire : C. de Brux., 9 mars 1935, *Ing.-Cons.*, 1935, p. 115, *Prop. Ind.*, 1937, p. 198 ; en réalité, comme le reconnaissent d'ailleurs les spécialistes belges, il règne une certaine incertitude sur la question de savoir quelle date il convient d'affecter à une demande étrangère.



En fait, la jurisprudence belge, à l'instar des jurisprudences suisse et allemande, n'opère pas de distinction entre le cas de deux inventeurs différents et celui où il s'agit du même inventeur.

**339. Conclusion.** — De cet examen rapide de droit comparé, il résulte qu'en général un même demandeur ne peut déposer valablement plusieurs brevets pour la même invention.

En France, certains esprits, faisant application d'idées analogues, considèrent comme une solution non juridique le dépôt, pourtant parfaitement valable, d'après la majorité de la doctrine et de la jurisprudence, de plusieurs brevets successifs, par le même inventeur, pour la même invention (1).

On peut expliquer de semblables conceptions par la confusion faite parfois entre le principe de priorité, tel que nous l'avons défini et étudié, et la priorité unioniste (prévues par l'article 5 de la Convention d'Union de 1883, révisée en dernier lieu à La Haye) telle qu'elle est interprétée à l'étranger.

**340. II. Du droit de priorité unioniste.** — Ce droit de priorité spécial, qui a pris naissance au sein du Congrès international de la propriété industrielle, tenu à Paris du 5 au 17 septembre 1878, diffère en effet profondément de la priorité dont nous avons fait application en droit français.

Pour comprendre la nature particulière de ce droit, il importe de rechercher le but poursuivi par les promoteurs de cette disposition (2).

(1) Voir C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 27 mars 1934, *Male-Fosse et Sté Male-Fosse c. Ets Gomez frères*, *Ann.*, 1934, p. 382, note Fernand-Jacq, p. 383. Dans cette note, M. Fernand-Jacq se montre partisan du système adopté par la Cour de Paris. C'est, dit-il, le premier déposant qui acquiert (sauf le cas de fraude démontrée) le monopole conféré par la loi au moyen du brevet ; le principe qui domine la matière des brevets est, tant en France qu'à l'étranger, la *priorité*. *Comp. B. G.*, 2 avr. 1891, *Bull. off. prop. ind.*, 1931, p. 87 ; *Comp.* également note de Pouillet sous arrêt de la Cour de Paris, 15 mars 1894, *Ann.*, 1894, p. 194 et note Mettétal, *Ann.*, 1892, p. 141.

(2) Dans le projet élaboré par la section française de la commission permanente, instituée pour poursuivre la réalisation de l'Union interna-

**341. De sa rétroactivité concernant uniquement la nouveauté.** — Le but essentiel était de remédier aux inconvénients suivants : un inventeur désireux de déposer son brevet dans un grand nombre de pays a, en général, besoin d'un certain délai, à partir du premier dépôt dans le pays d'origine, pour remplir les formalités nécessaires à l'obtention d'autres brevets dans les pays de l'Union ; de plus, entre le brevet d'origine et le ou les brevets postérieurs qu'il veut prendre dans les autres pays, l'inventeur peut désirer procéder à des essais, afin de constater si son invention vaut la peine d'être exploitée et est susceptible d'intéresser des capitalistes. Il ne faut donc pas que de tels essais ou l'envoi de modèles à des acheteurs éventuels puissent constituer divulgation dans d'autres pays de l'Union.

Pour ces deux raisons principales, il fallait protéger l'inventeur, breveté dans le pays d'origine, contre les faits de publicité ou de divulgation qui auraient pu prendre naissance, antérieure-

tionale pour la protection de la propriété industrielle, l'utilité du droit de priorité à instituer était motivée comme suit : « Toutes les législations reconnaissent le principe de la territorialité des brevets d'invention : les brevets n'ont d'effet que sur le territoire du pays où ils ont été délivrés.

« La disposition dont il s'agit ne modifierait aucunement cette règle, son but est seulement de remédier à un grave inconvénient qui a été souvent signalé.

« Un inventeur, s'il veut jouir partout d'un *droit exclusif* d'exploitation, peut réclamer des brevets dans tous les pays, mais son droit est rendu parfois illusoire, en raison de la règle, admise par toutes les lois, selon laquelle, pour être valablement brevetée, une invention ne doit pas avoir été rendue publique, antérieurement au dépôt de la demande de brevet.

« Après la prise d'un brevet dans un pays, il faut nécessairement qu'un temps, plus ou moins long, s'écoule avant que l'inventeur puisse remplir les formalités voulues pour en obtenir un autre dans un pays différent. Si, dans cet intervalle, l'invention est rendue publique, il y a des Etats dans lesquels elle cesse d'être réputée nouvelle et elle ne peut plus y être garantie par un brevet valable... Pour écarter cet obstacle, on propose de décider que le dépôt d'une demande de brevet dans un des pays de l'Union sera attributif de *priorité d'enregistrement dans tous les autres*. De cette façon, l'inventeur n'aura pas à craindre qu'on lui oppose la publicité qu'aurait reçue postérieurement son invention. Il jouira de tous les avantages qu'il obtiendrait s'il avait simultanément effectué le dépôt de sa demande de brevet dans tous les pays de l'Union. »

ment au dépôt du ou des brevets pris dans d'autres pays de l'Union. L'article 4 de la Convention de Paris a, en conséquence, organisé un délai de priorité de douze mois pendant lequel le breveté est protégé, puisqu'avant l'expiration de ce délai, le dépôt, ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, ne peut être invalidé pour des faits accomplis dans l'intervalle et notamment par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, ou encore par la mise en vente du dessin ou du modèle.

Le droit de priorité unioniste est ainsi étroitement uni à la notion de nouveauté ; on peut même dire qu'il a un effet rétro-actif au jour du dépôt de la première demande, régulièrement déposée dans un pays de l'Union, *en ce qui concerne la nouveauté*, puisque tout se passe, pour le breveté premier en date, comme si tous les dépôts opérés par lui dans les divers pays de l'Union avaient été effectués le même jour, c'est-à-dire à l'époque du dépôt de la première demande.

**342. Quid de la nullité du brevet intercalaire ?** — On comprend ainsi que l'on puisse être tenté de considérer la première demande, à laquelle remontent la ou les demandes postérieures, en ce qui concerne la nouveauté, comme susceptible de constituer antériorité vis-à-vis de demandes déposées, dans le délai de priorité, pour la même invention par un inventeur différent ou par un même inventeur, lorsque ce dernier n'invoque pas la priorité. On attribue alors à la priorité un effet destructif de nouveauté ou, si l'on préfère, créateur de nullité. En général, d'ailleurs, le brevet intercalaire est déposé après la publication de la demande d'origine de telle sorte qu'il est nul pour défaut de nouveauté si l'on applique les prescriptions posées par la loi française. Mais il ne devrait pas en être de même si la demande d'origine n'a fait l'objet d'aucune publicité.

Tout naturellement encore, on applique les mêmes idées lorsqu'il s'agit de brevets français ou, plus généralement, de brevets déposés dans un même pays par des nationaux.

On conçoit alors que certains esprits aient été enclins à ad-

mettre l'impossibilité de protéger la même invention par deux brevets déposés successivement par le même inventeur, sous prétexte que le premier constitue *antériorité* vis-à-vis du second. Une telle interprétation adoptée dans certains pays et même en France, en particulier dans des jugements du tribunal civil de la Seine du 30 juillet 1912 et du 1<sup>er</sup> mai 1931 (1) doit, à notre avis, être rejetée car le droit de priorité unioniste, ayant essentiellement pour but de garantir le brevet déposé ultérieurement dans les pays unionistes contre des faits de publicité ou de divulgation qui seraient advenus à l'intérieur du délai de douze mois, ne peut pas entraîner comme conséquence la nullité d'un brevet, pris par un tiers, dans le délai de priorité, pour la même invention. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement (2) mais, dès maintenant, nous tenons à signaler que la nullité du brevet intercalaire, admise en général à l'étranger pour les motifs que nous avons indiqués plus haut (effet de la priorité), n'est pas fondée juridiquement, si l'on s'en tient aux termes et à l'esprit de la Convention d'Union, telle qu'elle a été modifiée en 1925 à La Haye.

(1) Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> ch.) Brown-Boveri c. C<sup>ie</sup> d'Electricité de l'Ouest Parisien et Schneider et C<sup>ie</sup>, 30 juill. 1912 (*inédit*). Voici l'attendu : « Il « convient de considérer les conventions envisagées comme ayant créé « une fiction légale faisant *rétroagir* le brevet pris dans le délai imparti « et dans un des Etats de l'Union à la date du brevet pris dans son « pays par l'inventeur. Qu'ainsi le texte envisagé n'a point pour effet « de créer en France une cause de nullité de brevet, non prévue par la « loi du 5 juillet 1844, puisque l'effet de la fiction ci-dessus précisée est « d'enlever le *caractère de nouveauté* à l'objet similaire des brevets qui « ont pu être pris entre les dates des dépôts des deux demandes de brevets formées par l'inventeur étranger... Quant à la recevabilité de l'antériorité tirée du brevet Lamme, que le brevet dont il s'agit, doit être « réputé pris en France le 24 septembre 1901, soit antérieurement au « brevet base de la poursuite. Qu'il échet donc de conclure à la nullité, « pour défaut de nouveauté de ce dernier brevet » ; Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> ch.), brevet Le Gô, Pignot et Sté Goumy c. Creveau, 1<sup>er</sup> mai 1931 (*inédit*). Il a été jugé dans cette espèce qu'il ne saurait exister et être admis deux brevets valables pour la même invention ; que le second en date ne saurait être mainrenu, qu'il perd toute valeur au regard du premier.

(2) Cf. *infra*, sect. II, nos 363 et s.



§ 4. — *Des possibilités d'application pratique du concept de cause à la protection de l'exclusivité du droit conféré au breveté.*

343. — Nous avons indiqué précédemment (1) quel était, d'après nous, le fondement juridique du principe de priorité qui a pour effet d'attribuer le monopole au premier breveté. Il en résulte que le brevet, déposé postérieurement, pour la même invention, par un autre inventeur, ne doit pas subsister, vis-à-vis du premier, même si ce dernier n'a pas encore été publié au moment du dépôt du second.

344. I. Du caractère social du brevet d'invention. — Mais le premier breveté est un tiers par rapport au second et il ne devrait pas pouvoir s'immiscer dans les rapports conventionnels établis entre le second breveté et la collectivité ; il semble donc qu'il ne puisse demander à des tribunaux de déclarer le deuxième brevet nul par suite du manque d'exclusivité du droit conféré au second breveté, bien qu'il ait un intérêt certain à voir protéger l'exclusivité de son propre droit.

Nous signalons, à cet égard, que, dans un arrêt de la cour de Poitiers du 20 décembre 1932, il a été posé en principe que la délivrance des brevets d'invention en France constituait bien un acte de gouvernement mais non un acte public. C'était un acte privé n'engageant en rien le gouvernement français puisque la concession du brevet est faite sans examen préalable et sans aucune garantie (2).

(1) Cf. *suprà*, n° 333.

(2) C. de Poitiers, 20 déc. 1932, Evence Coppée c. Usines de Melle, *Ann.*, 1933, p. 113. On peut lire dans les *attendus* : « La loi du 5 juillet 1844 n'a d'autre but que d'assurer aux inventeurs, pour un temps limité, quinze ans au maximum, les bénéfices et avantages de leurs inventions. Que c'est là un intérêt d'ordre essentiellement privé et que les considérations contraires qu'on a pu faire valoir sous la Révolution et au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont plus de raison d'être aujourd'hui... il importe assez peu à la collectivité française, s'agissant de brevets demandés à quelques jours d'intervalle, que ce soit l'un ou l'autre qui ait la priorité. »

Or une telle thèse a été formellement repoussée par la Cour de cassation dans l'arrêt du 21 janvier 1936, que nous avons commenté dans la première partie de cet ouvrage (1).

Le caractère d'ordre public qui n'est que la traduction de la fonction sociale du brevet d'invention est certain, en matière d'action en nullité ou en déchéance de brevet ; il domine toute la loi de 1844 et il doit entraîner la possibilité, non seulement pour le premier breveté, mais pour tous les tiers, de demander la nullité d'un brevet faisant échec au monopole du premier inventeur breveté et violant, par là même, l'article premier de la loi de 1844.

**345. II. De son caractère aléatoire.** — Cependant, si l'on revient aux idées, émises par nous au début de cet ouvrage, et si l'on se souvient de l'importance, sur la formation et sur les effets du contrat que constitue le brevet d'invention, de l'obligation assumée par la collectivité et de sa cause, la nouveauté, on comprend pourquoi l'obligation du breveté est, en quelque sorte, masquée et effacée par celle de la Société ; cela tient au caractère aléatoire du brevet car la cause de ce dernier est la cause de l'obligation de la Société, partie prépondérante.

Le manque de cause du brevet se confond avec l'absence d'aléa : or, la perte de l'exclusivité du droit d'exploitation conféré au breveté n'entraîne nullement la disparition de l'aléa du contrat et, par suite, la chute du brevet. En effet, le second breveté, dont le monopole n'est plus exclusif, étant donné l'existence du brevet accordé antérieurement par l'Etat au premier inventeur, ne peut plus exploiter son invention pendant toute la durée du premier brevet ; il est « paralysé », comme disent les continuateurs de Pouillet, mais son exploitation arrêtée peut reprendre, après l'expiration du monopole concédé au premier inventeur. On ne peut donc pas dire que tout espoir de gain ait disparu pour le second breveté. Par suite, c'est principalement la nature aléa-

(1) Cass. civ. 21 janv. 1936 et C. de Limoges (renvoi), 22 déc. 1936, Sté Les Usines de Melle c. Sté Evence Coppée et C<sup>ie</sup>. Cf. *suprà*, partie I, chap. II, n° 91.

toire du brevet d'invention qui fait obstacle à l'application du concept de cause et à sa conséquence : la nullité du brevet second.

Nous serions alors contraints dans cette hypothèse d'adopter la solution proposée par Pouillet : « la thèse de la paralysie », et de reconnaître la possibilité de la coexistence de deux monopoles portant sur la même invention et reposant sur deux têtes différentes.

**346. De la possibilité de faire reculer les effets du caractère aléatoire.** — Cependant, nous avons vu qu'en droit civil la jurisprudence atténue les effets du caractère aléatoire d'un contrat en admettant, dans certains cas, la rescision pour lésion (1). De même, en propriété industrielle, la jurisprudence n'a pas hésité à prononcer, dans un certain nombre d'espèces, la résolution judiciaire d'un contrat de cession pour manque de cause, lorsque le brevet, objet de la cession, était nul ou déchu (2).

En fait, la jurisprudence, partagée entre le désir d'appliquer le droit commun de la résolution judiciaire des contrats et celui de refuser cette application à un contrat aléatoire, est encline à adopter un compromis entre les deux tendances, en prononçant la résiliation à la place de la résolution, de manière à respecter les droits acquis du cédant (3).

Ces solutions montrent bien l'état d'esprit du magistrat. Dans ces conditions, la jurisprudence pourra-t-elle appliquer le concept de cause, de la manière précitée, en déclarant la nullité du brevet second ?

Si la jurisprudence ne s'est pas, jusqu'à présent, nettement orientée dans ce sens, c'est, sans doute, parce que la question n'a jamais été posée devant elle, en invoquant le manque de cause résultant de la violation de l'article premier de la loi de 1844.

Dans des espèces récentes (4) la nullité du brevet second n'a

(1) Cf. *suprà*, n° 48.

(2) Cf. *suprà*, n° 81.

(3) Cf. *suprà*, n° 82.

(4) Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> Ch.), 20 déc. 1937, Sté T... c. Sté B... (*inédit*) ;

pas été déclarée parce que l'article 31 de la loi de 1844 ne jouait pas, le brevet premier en date n'étant pas publié à la date du dépôt du second. Une telle nullité n'aurait pas alors été prévue par la loi de 1844. Or, selon une jurisprudence et une doctrine bien assises, les nullités sont, dans notre matière, de droit étroit et l'on ne saurait y ajouter. Tel fut le motif repoussant la nullité du brevet second.

Une semblable argumentation ne nous paraît pas convaincante, car la loi de 1844 prévoit formellement, *dans son article premier*, que le droit du breveté doit être exclusif. Ce serait donc violer la loi de ne pas respecter cette exclusivité.

La mise en œuvre de la loi de causalité, en propriété industrielle, n'étant que l'application du droit commun des contrats, il est naturel de penser que le législateur n'a pas jugé utile d'insérer expressément, dans le texte de la loi, une notion théorique de justice et d'équité à laquelle il faisait implicitement allusion dans l'article premier.

La jurisprudence pourrait donc déclarer nul le brevet second, en invoquant l'article premier de la loi, interprété suivant les règles du droit commun des contrats.

**347. III. Solution législative.** — Néanmoins, si l'on se reporte aux travaux préparatoires, on constate que le législateur de 1844 cherchait véritablement à garantir à l'inventeur la *libre jouissance* de son exploitation.

La solution extraite par nous du texte de l'article premier ne serait donc pas conforme à son esprit.

**348. De l'exclusivité de l'exploitation.** — Nous avons porté notre attention sur l'expression « droit exclusif » mais il semble plus naturel de mettre l'accent sur l'exclusivité de *l'exploitation*. La seule sanction de la perte de cette exclusivité serait alors

Trib. civ. d'Yvetot, 13 janv. 1938, Sté M... c. Sté F... (*inédit*) ; Trib. civ. Soissons, 23 mars 1937, C. d'Amiens, 26 juill. 1938, Sté M... c. Sté S... (*inédit*).



l'exercice, par le breveté, du droit de poursuivre en contrefaçon ceux qui troublent sa jouissance.

Dans ces conditions, le titulaire du brevet second en date, pris pour la même invention par un autre inventeur, ne trouble pas la jouissance du premier breveté, s'il ne se livre à aucune exploitation. Son brevet est pleinement valable et il doit pouvoir conserver, cumulativement avec le premier breveté, le droit de poursuivre des tiers en contrefaçon.

**349. De la disposition de l'article 19.** — Cette solution, qui paraît être celle des continuateurs de Pouillet, semble encore justifiée par la rédaction de l'article 19 de la loi de 1844, d'après lequel la loi interdit l'exploitation d'un brevet pris par un tiers « pour une découverte, invention ou application se rattachant « à l'objet d'un autre brevet ». La loi prévoit également dans cet article que le titulaire du brevet primitif ne peut pas davantage exploiter le perfectionnement objet du nouveau brevet.

Il y a là une paralysie réciproque, sanctionnée par la possibilité pour les deux brevetés de se poursuivre mutuellement en contrefaçon.

La disposition de l'article 19 permet donc la coexistence d'un brevet principal et d'un brevet de perfectionnement postérieur au premier et, *a fortiori*, d'un brevet identique pris pour la même invention par un autre inventeur, l'identité constituant le cas limite du rattachement ; cela semble en contradiction avec le principe interdisant l'existence simultanée de deux monopoles sur des têtes différentes.

Cette contradiction n'est cependant qu'apparente car on devrait pouvoir donner au breveté cumulativement le droit de demander la nullité du brevet second et celui d'invoquer le bénéfice de l'article 19 s'il ne désire pas intenter d'action en nullité.

La disposition de l'article 19 est néanmoins révélatrice de la pensée du législateur de 1844.

En conséquence, étant donné l'esprit de la loi de 1844, tel que nous venons de le dégager, nous croyons préférable à une solu-

tion jurisprudentielle une solution législative par laquelle le législateur modifierait la loi, en introduisant expressément dans l'article 30 la cause de nullité, incluse implicitement dans l'article premier actuel.

**350. De l'amendement qu'il convient d'apporter au texte du dernier projet de loi.** — Le dernier projet de loi prévoit, dans son article 39, remplaçant l'article 30 de la loi de 1844, la nullité du brevet second en date lorsque le premier brevet, pris pour la même invention, n'a fait encore l'objet d'aucune publication, mais il ne distingue pas entre le cas de deux inventeurs différents et celui du même inventeur ; l'article 39, al. 1, est ainsi conçu : « Art. 39. — Seront nuls et de nul effet les brevets délivrés dans « les cas suivants : 1<sup>o</sup> Si la découverte, invention ou application « n'est pas nouvelle ou *si la demande a déjà fait l'objet d'un brevet « français ou d'un certificat d'addition demandé antérieurement.* »

Nous proposons, pour approprier ce texte au fondement causaliste de la nullité particulière spécifiée dans le deuxième membre de l'alinéa 1<sup>er</sup>, de le modifier en lui donnant la forme suivante : « Art. 39. — Seront nuls et de nul effet les brevets « délivrés dans les cas suivants : 1<sup>o</sup> Si la découverte, invention « ou application n'est pas nouvelle ou si la demande a déjà fait « l'objet d'un brevet français ou d'un certificat d'addition *déposé « antérieurement par un autre demandeur.* »

**351. Du conflit entre un brevet délivré par le gouvernement français et un brevet accordé par une administration étrangère.** — Comme on le voit, nous avons envisagé uniquement le brevet français, comme étant susceptible de servir de base à l'action en nullité pour manque d'exclusivité, étant donné le principe de territorialité des brevets d'invention.

Il n'est pas possible, en effet, d'intenter une pareille action, en se fondant sur un brevet accordé par un gouvernement étranger ; par exemple, un brevet délivré par le *Patent Office* britannique ne permettra pas à son titulaire de demander la nullité d'un brevet français, demandé postérieurement pour le même

objet, à moins, bien entendu, que ce brevet britannique ait été publié avant le dépôt du brevet français ; mais il s'agirait alors d'une nullité pour défaut de nouveauté.

**352. Avantages de la solution législative, — sa liaison avec la suppression de l'article 18.** — La solution législative que nous venons d'indiquer nous paraît de nature à sauvegarder, d'une manière complète et équitable, les droits et les prérogatives du breveté en lui accordant, en plus de l'action en contrefaçon dont il peut toujours disposer, une arme nouvelle : l'action en nullité pour défaut d'exclusivité.

Il y aurait d'ailleurs lieu de relier cette solution à la suppression, prévue par le projet de loi, de l'article 18 de la loi de 1844 car la nullité, sanction de la violation de cet article, sans faire complètement double emploi avec l'action en nullité pour manque d'exclusivité, rendrait néanmoins cette action un peu superfétatoire. Nous en reparlerons lorsque nous étudierons la disposition édictée par l'article 18 (1) mais, dès maintenant, nous pouvons indiquer que le paragraphe 7 de l'article 30, renvoyant audit article 18, prévoit la nullité *totale* du brevet pris contrairement aux dispositions de ce dernier, alors que la nullité pour manque d'exclusivité pourrait être *partielle*, lorsque l'identité entre les deux demandes de brevets successives n'est pas complète.

**353. IV. Droit comparé.** — Il semble intéressant de faire observer qu'il ne serait pas possible, en général, d'intenter en Allemagne une action en nullité *partielle* « pour identité », comme nous allons le montrer en étudiant les conditions de recevabilité de l'« *Identität-Nichtigkeitsklage* ».

**354. A. Droit allemand.** — Pour reconnaître si l'action en nullité pour identité est recevable, la doctrine et la jurisprudence allemandes recherchent s'il y a identité entre la première et la seconde demande.

(1) Cf. *infra*, nos 382 et 383.

**355. De la nature de l'identité.** — Par identité, il y a lieu d'entendre, la similitude d'idée inventive ou d'*Erfindungsge-danke* (1).

Or, l'idée inventive comprend à la fois le problème et le moyen général ou ce que les Allemands appellent la solution de principe (*Lösungsprinzip*).

Il doit donc y avoir identité de moyen et de résultat entre les deux demandes successives ; si le résultat ou le problème à résoudre n'est pas le même, l'action en nullité est repoussée (2).

Le magistrat ou l'examineur recherche également si les inventions appartiennent à des catégories différentes mais ce critère n'est pas absolu. C'est ainsi que la jurisprudence allemande estime qu'il n'y a pas identité entre un brevet de procédé et un brevet de dispositif ou de produit ; mais, si la description d'un procédé comporte nécessairement la description du dispositif destiné à le mettre en œuvre, c'est-à-dire s'il y a inséparabilité entre le procédé et le dispositif, ce dernier ne pourra pas faire l'objet d'une demande postérieure (3).

**356. Des équivalents.** — On peut tenir compte de la notion d'équivalent pour apprécier l'identité. Mais, par équivalent, il faut comprendre ce que les Allemands appellent les équivalents techniques (*technische ou glatte Aequivalente*, *R. G.*, 10 déc. 1930, *Mitt.*, 1931, p. 29 ; Pietzcker, p. 196), c'est-à-dire des moyens produisant la même fonction technique que ceux qu'ils remplacent et dont la substitution peut être réalisée, sans effort créateur, par l'homme du métier (4).

**357. De la dépendance.** — L'action en nullité pour identité ne pourrait pas être intentée contre une demande postérieure constituant simplement un perfectionnement du brevet déposé

(1) Klauer et Möhring, *op. cit.*, pp. 134 et 135.

(2) *R. G.*, 29 juin 1929, *Bl.*, 1929, p. 207 ; *R. G.*, 13 avril 1935, *M. u. W.*, 1935, p. 317.

(3) Klauer et Möhring, *op. cit.*, p. 137.

(4) Klauer et Möhring, *op. cit.*, p. 138.



antérieurement. Il ne faut pas confondre, en effet, en droit allemand, des demandes « identiques » avec des demandes « dépendantes » (*abhängige Patente*).

Une demande « dépend » d'un brevet accordé antérieurement lorsqu'il est impossible de l'exploiter sans tomber sous la loi du brevet premier en date. Son titulaire pourrait simplement être paralysé dans son exploitation par une action en cessation ou *Unterlassungsklage* intentée par le premier breveté (1). Mais une semblable demande ne pourrait pas être déclarée nulle, conformément aux dispositions du paragraphe 13, al. 2 de la loi, et le premier breveté ne pourrait pas s'opposer à l'accord, par le Patentamt, d'une pareille demande, en invoquant le paragraphe 4, al. 2.

Comme exemple de dépendance, nous signalons le cas d'un brevet délivré pour une combinaison de moyens dont certains éléments font l'objet d'un brevet antérieur. On comprend, dans ces conditions, que le premier breveté ne puisse demander la nullité, même partielle, du brevet de combinaison puisqu'il y a, non pas identité, mais *rattachement*.

**358. De l'identité partielle.** — De plus, comme nous l'avons montré en étudiant la combinaison nouvelle de moyens connus, cette dernière, pour être protégeable, doit produire un résultat unitaire, différent des fonctions techniques de chacun de ses éléments (2). Il résulte de l'indivisibilité de la combinaison que, si l'on trouve, dans une demande antérieure, un élément de cette combinaison, ce moyen élémentaire ne produira pas le même résultat que celui qu'il permettrait d'obtenir lorsqu'il était combiné avec les autres moyens de la combinaison précitée. Il ne pourra donc pas y avoir identité partielle, à la fois entre le moyen et le résultat (3).

(1) Consulter, F. Lehmann, *Die abhängige Erfindung*, 1931 ; voir également Klauer et Möhring, n° 16, p. 186.

(2) Cf. *suprà*, n° 236.

(3) Klauer et Möhring, pp. 137 et 138 ; *P. A.*, 17 déc. 1932, *Mitt.*, 1933, p. 27.

Il n'en serait pas de même, suivant l'opinion des spécialistes et en particulier du Dr Ing. Ruschke, si les éléments, au lieu d'être combinés, étaient simplement juxtaposés, dans le sens où on l'entend en Allemagne et en général à l'étranger ; on pourrait alors concevoir qu'il y ait identité partielle concernant des éléments de cette juxtaposition. L'identité partielle pourrait également, semble-t-il, être admise entre moyens équivalents de combinaisons brevetées (1).

Comme on le voit, les raisons qui font repousser en Allemagne l'action en nullité partielle sont spéciales à ce pays et ne se retrouvent d'ailleurs pas en Suisse et en Belgique où, ainsi que nous l'avons montré, le législateur a organisé une action en nullité analogue à l'*Identität-Nichtigkeitsklage*.

**359. Des différences séparant respectivement les actions en nullité, pour identité et pour défaut de nouveauté.** — D'après l'ingénieur-conseil Ruschke, pour reconnaître l'identité entre deux demandes successives, déposées pour la même invention, l'examineur et le magistrat allemands appliquent les mêmes règles que pour apprécier la similitude entre une demande d'origine et la demande postérieure, déposée en invoquant la priorité unioniste ou la priorité spéciale concernant la protection temporaire aux expositions, ou encore pour comparer le texte de la demande déposée avec celui de sa publication éventuelle, parue

(1) Lutter, *Patentgesetz*, 1936, p. 104. En principe, il ne peut y avoir identité que lorsqu'il s'agit d'un simple équivalent, c'est-à-dire lorsque les moyens envisagés se comportent, dans leur ancienne comme dans leur nouvelle fonction, comme ayant le même effet pour des hommes de métier. Par contre, lorsque le brevet antérieur vise une combinaison alors que le brevet postérieur concerne un élément de cette combinaison, le *Reichsgericht* admet l'identité, si l'élément de la combinaison constitue par lui-même une invention nouvelle et brevetable... Dans le cas inverse d'un brevet antérieur se rapportant à un élément d'une combinaison brevetée ultérieurement, selon l'interprétation du *Reichsgericht*, le brevet portant sur la combinaison pourrait être accordé en laissant le soin à la juridiction compétente d'apprécier son étendue en cas de litige. Voir *G. R. U. R.*, 1930, p. 1009.

dans le délai de six mois (1) prévu dans le paragraphe 2 de la nouvelle loi allemande.

On comprend alors la confusion, faite parfois d'une manière inconsciente par le magistrat ou même par l'examineur, entre l'action en nullité pour identité et l'action en nullité pour défaut de nouveauté lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen comparatif de la demande constituant antériorité.

Et cependant l'action en nullité pour identité diffère nettement de l'action en nullité pour défaut de nouveauté telle qu'elle est prévue par l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 13 de la loi.

Pour examiner la recevabilité de l'action en nullité pour défaut de nouveauté, il faut en effet tenir compte de tout ce qui est susceptible d'anticiper l'invention, c'est-à-dire du titre, de la description et des revendications de la demande antérieure formant publication.

Au contraire, pour porter un jugement sur la recevabilité de l'action en nullité pour identité, il convient d'examiner uniquement le contenu des revendications, éclairées éventuellement par la description.

Comme autre différence entre ces deux actions, signalons que l'action en nullité pour identité peut se fonder sur un brevet déchu mais non sur un brevet annulé, censé n'avoir jamais existé, alors qu'un brevet annulé et publié pourrait servir de base à une action en nullité pour défaut de nouveauté.

De plus, il n'y a pas de délai de forclusion pour l'exercice de l'action en nullité pour identité, alors que la loi prévoit une prescription de cinq ans pour l'action en nullité pour défaut de nouveauté.

Enfin, dernière différence, l'action en nullité pour identité peut être intentée sans frais alors qu'il n'en est pas de même pour l'autre action (2).

Les conditions de recevabilité de l'action en nullité pour identité sont intéressantes car elles permettent de se rendre compte

(1) Dr.-Ing. Ruschke, *Fragen zur Neuheits-Schonfrist*, *Mitt.*, 1937, n° 10, pp. 271 et 272. Voir également G. Pinzger, *G. R. U. R.*, 1936, p. 406.

(2) Klauer et Möhring, *op. cit.*, p. 139, n° 4.

des modalités d'application en France de l'action en nullité prévue dans le projet de loi. Ces conditions sont assez voisines de celles en usage en Suisse et en Belgique et relatives à des actions analogues.

Nous avons déjà indiqué le fondement juridique des solutions suisse et belge ; nous tenons maintenant à préciser les conditions de recevabilité de ces actions telles qu'elles ont été fixées dans des pays sans examen.

**360. B. Droit suisse.** — Les conditions de recevabilité de l'action prévue dans l'article 16 de la loi fédérale sont très voisines de celles posées en droit allemand pour l'« *Identitäts-Nichtigkeitklage* ».

L'examen de l'identité doit se faire, comme en Allemagne, uniquement par la comparaison des objets des deux brevets, c'est-à-dire de leurs revendications ; il n'y a pas à tenir compte de l'étendue de la protection, étendue qui se distingue de l'objet du brevet limité par les revendications (1).

Enfin, l'identité s'apprécie par la similitude des moyens et des résultats (2) ; par contre, à la différence du droit allemand, l'utilisation, par le breveté second en date, de l'idée inventive du premier breveté ou d'équivalents de cette idée inventive, équivalents qui ne dépendent pas directement du premier brevet, ne pourrait servir de base à une action en nullité mais seulement à une action en dépendance.

Comme en Allemagne, il n'y a pas identité lorsque les brevets appartiennent à des catégories différentes. Un brevet de procédé ne peut pas être considéré comme identique à un brevet de dispositif. Mais, il y a lieu d'apporter un tempérament à cette conception lorsque le procédé est inséparable du dispositif destiné à le mettre en œuvre, c'est-à-dire lorsque la description du procédé ne peut être faite sans que l'on ait à décrire le dispositif.

Signalons encore la possibilité en droit suisse de demander une

(1) *Comp. Dr Pinzger, De la distinction entre « l'objet » et « l'étendue » d'un brevet d'invention en Allemagne, Ann., 1937, p. 281.*

(2) Voir Weidlich et Blum, *op. cit.*, t. I, pp. 292 et 293.



nullité partielle ; il est dit, en effet, dans l'article 16 : « Si la cause  
« de nullité n'a trait qu'à une partie de l'invention brevetée,  
« le brevet sera limité en conséquence à condition que l'unité  
« de l'invention reste sauvegardée. »

**361. C. Droit belge.** — Comme en droit suisse et en droit allemand, il est nécessaire d'examiner le contenu des revendications pour apprécier l'identité entre la demande antérieure non publiée et la demande postérieure ; ce contenu peut d'ailleurs être interprété à l'aide de la description et des dessins.

Rappelons que, tandis que par application du principe de territorialité, le droit suisse ne tient pas compte des brevets antérieurs étrangers, c'est-à-dire délivrés par un bureau d'examen étranger avant le dépôt, en Suisse, d'un autre brevet pour la même invention, les Belges considèrent que le brevet étranger se comporte, en tant qu'antériorité, de la même manière qu'un brevet belge.

**362. V. Du jeu de la Convention d'Union.** — Jusqu'à présent, nous avons examiné l'antériorité éventuelle constituée par un brevet français non délivré, sans nous préoccuper du jeu de la Convention d'Union de Paris qui fait remonter la nouveauté de l'invention à la date de dépôt de la première demande dans un pays de l'Union, ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire rapidement, lors de la distinction établie par nous entre le principe de priorité et la priorité unioniste, telle qu'elle résulte du texte révisé à La Haye en 1925.

Il serait intéressant de savoir si le concept de cause ne peut pas trouver application en l'occurrence, en ce qui concerne la validité de ce que nous avons appelé, comme le faisait le regretté Me Tailleur, « le brevet intercalaire », c'est-à-dire le brevet français, pris par un tiers dans le délai de priorité d'un autre brevet français, déposé postérieurement pour la même invention, mais remontant à une date antérieure par l'effet de la Convention. Ce nouveau problème se rattache à la brevetabilité, comme nous allons le montrer, par l'intermédiaire du concept de cause, cette

dernière étant considérée sous l'aspect de l'exclusivité du droit du premier breveté.

## SECTION II

### **De l'antériorité constituée par un brevet remontant, par l'effet de la Convention d'Union, à la date de dépôt de la demande d'origine étrangère.**

#### § 1<sup>er</sup>. — *Doctrine.*

**363. Position du problème.** — Nous rappelons que, conformément aux dispositions de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, révisée à La Haye le 6 novembre 1925, l'inventeur qui a fait régulièrement le dépôt d'une demande de brevet dans un pays de l'Union jouit, pour effectuer les autres dépôts dans les autres pays de l'Union, d'un délai de priorité de douze mois à partir du dépôt de sa demande (1).

Le problème qui se pose est alors le suivant : il peut arriver qu'un brevet français *B* soit pris par un inventeur *b*, par exemple le 15 août 1938, dans l'intervalle de priorité d'un autre brevet *C*, demandé par un inventeur *c* le 1<sup>er</sup> janvier 1939 pour la même invention et remontant, quant à ses effets, à la date

(1) Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, révisée à La Haye, le 6 novembre 1925.

ART. 4. — *a)* Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention... dans l'un des pays contractants, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, *d'un droit de priorité* pendant les délais déterminés ci-après ;

*b)* En conséquence le dépôt ultérieur, opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation... ;

*c)* Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention... Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande dans un pays de l'Union ; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai. Si le dernier jour du délai est un jour férié légal dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

du dépôt de la demande d'origine *A*, déposée le 1<sup>er</sup> janvier 1938, dans un pays de l'Union, par l'inventeur *c* ; le brevet *B* se trouve compris entre les brevets *A* et *C*. D'après la Convention d'Union, le brevet *B* ne peut pas invalider le brevet *C* qui lui est postérieur, que ce brevet *B* ait subi ou non une publication du fait de l'inventeur ou du fait des tiers (1). Mais quel sera le sort de ce brevet français *B* vis-à-vis du brevet *A* qui lui est antérieur ou, plus exactement, vis-à-vis du brevet *C*, qui remonte fictivement à la date de dépôt du brevet *A* ?

Il y a deux cas à envisager :

1<sup>o</sup> Le brevet d'origine étrangère *A* est délivré et a fait l'objet d'une publicité antérieure au dépôt, en France, du brevet *B*. Dans ce cas, conformément aux principes généraux, posés par les articles 30 et 31 de la loi de 1844, la doctrine et la jurisprudence admettent la nullité du brevet *B* pour défaut de nouveauté.

2<sup>o</sup> Le brevet *A* n'est pas délivré ou n'a pas encore subi de publicité suffisante pour en permettre l'exécution ; il est, par exemple, resté au secret, suivant la loi du pays où il a été demandé. Dans ce cas, lorsque la Convention ne joue pas, c'est-à-dire lorsque la priorité prévue par l'article 4 n'a pas été invoquée, la doctrine est unanime pour reconnaître la validité du brevet *B* (2). Mais il n'en est pas de même dans le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire lorsqu'on fait intervenir la priorité.

**364. Thèse de la paralysie.** — En reprenant l'exemple précité, d'après les continuateurs de Pouillet, le brevet *B* n'est pas nul mais simplement paralysé ; c'est la solution indiquée pour des brevets français dans la section précédente. La paralysie du brevet intercalaire *B* se traduit par l'impossibilité pour son titulaire *b* d'exploiter son invention pendant la durée du brevet *C*. La

(1) C. de Paris, 28 janv. 1930, *Hutchinson c. Gentilhomme*, *Ann.*, 1933, p. 129. On ne peut pas opposer au breveté en France des faits de divulgation postérieurs au dépôt du brevet d'origine pris dans un autre pays de l'Union en vertu des conventions internationales.

(2) Pouillet, n° 409 ; Allart, n° 55 ; Huard, t. II, p. 83 ; Couhin, t. II, n° 275.

sanction d'une exploitation réalisée par *b* est la poursuite en contrefaçon intentée par *c*. Mais, si le brevet français *C* encourt une déchéance et vient à disparaître, le brevet intercalaire *B* reprend tout son effet et ressuscite.

Cette solution résulte de l'interprétation correcte de la Convention de Paris révisée à La Haye, d'après laquelle le brevet français *C* ne rétroagit pas dans ses effets à la date du brevet étranger *A* correspondant. Le brevet *C* ne part que de la date à laquelle il a été demandé et, dans la mesure où l'on peut parler de rétroactivité, ce brevet remonte uniquement, *en ce qui concerne la nouveauté*, à la date de dépôt de la demande d'origine *A*. Le breveté français *b* doit pouvoir également, malgré la paralysie de ses droits, poursuivre des tiers en contrefaçon, mais cette conséquence n'a pas été indiquée dans l'ouvrage de Pouillet.

**365. Thèse de la nullité.** — Une thèse opposée a pris naissance, celle de la nullité du brevet intercalaire *B*.

Un ancien auteur, Huard, estime que le brevet pris dans l'intervalle de priorité doit être annulé, mais il fonde son argumentation sur un motif incorrect : la publicité résultant du simple dépôt d'une demande étrangère.

D'après cet auteur, la publicité est réputée complète dès le dépôt du brevet étranger et elle entraîne la nullité du brevet français pris dans l'intervalle, pour défaut de nouveauté. Cette thèse ne peut pas être retenue.

D'autres juristes, par contre, et en particulier le regretté Me Taillefer, ont soutenu que le brevet étant un monopole ne saurait appartenir qu'à l'inventeur désigné par son droit de priorité comme étant le premier en date (1).

Selon Taillefer, le dépôt français rétroagit d'une manière complète à la date de la demande d'origine et *annule* tous les brevets pris dans l'intervalle de priorité.

Telle est la solution qui, comme nous le verrons, paraît être

(1) Plaidoirie de Me Taillefer dans l'arrêt de la cour de Paris (4<sup>e</sup> Ch.) du 21 juillet 1930. Sté des Ets Ducretet c. Lucien Lévy, *Ann.*, 1931, p. 249, *Prop. Ind.*, 1931, p. 161.



adoptée par la jurisprudence récente. Elle offre un seul défaut : celui de ne pas être en accord avec le texte de La Haye qui ne prévoit, en aucune manière, la rétroactivité complète des effets du brevet français à la date de dépôt de la demande d'origine.

**§ 2. — De la portée du droit de priorité,  
telle qu'elle résulte des Actes de Londres.**

**366. Suppression de la réserve des droits des tiers.** — La thèse de la rétroactivité paraît justifiée par la nouvelle rédaction de l'article 4 de la Convention d'Union tel qu'il a été adopté à Londres.

La réserve du droit des tiers a été, en effet, supprimée et la lettre B complétée d'une manière qui entraîne pratiquement la nullité du brevet intercalaire. La lettre B est ainsi formulée : « B. — En conséquence, le dépôt antérieurement opéré dans l'un  
« des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais,  
« ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle,  
« soit notamment par un autre dépôt, par la publication de l'in-  
« vention ou son exploitation, par la mise en vente de dessins  
« ou de modèles, par l'emploi de la marque et *ces faits ne pour-*  
« *ront faire naître aucun droit de tiers, ni aucune possession per-*  
« *sonnelle*. Les droits acquis par des tiers avant le jour de la  
« première demande qui sert de base au droit de priorité sont  
« réservés par l'effet de la législation intérieure de chaque pays  
« de l'Union. »

Cette nouvelle rédaction est conforme au texte porté au programme de la Conférence de Londres et elle est analogue à celle visée par le programme de la Conférence de La Haye (1).

La phrase : « et ces faits ne pourront faire naître aucun droit de tiers, ni aucune possession personnelle » n'a pas été modifiée par le comité d'étude dont la création a été décidée par la deuxième sous-commission à laquelle avait été renvoyée, pour examen, la

(1) Voir Actes de La Haye, pp. 232 à 233.

proposition, relative au droit de priorité et aux conditions d'exercice de ce droit.

Les délégations de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la France, des Pays-Bas, du Mexique et de la Chambre de commerce internationale ont fortement appuyé la proposition du programme.

Les délégations du Japon et de la Tchécoslovaquie se sont prononcées, au contraire, contre la suppression de la réserve du droit des tiers.

### 367. Opposition de la Tchécoslovaquie — son fondement. —

Il y a lieu cependant de signaler que, si la Tchécoslovaquie a indiqué son désir de ne pas voir supprimer les mots : « sous réserve des droits des tiers », elle s'est cependant réservé de modifier son attitude au cas où son point de vue n'aurait pas triomphé à la Conférence.

Dans les motifs de la contre-proposition formulée par la Tchécoslovaquie concernant la lettre A de l'article 4, l'administration tchécoslovaque reconnaissait que l'interprétation, suivant laquelle le droit de priorité n'empêcherait pas un tiers d'obtenir un titre de propriété industrielle valable, en vertu d'une demande déposée dans l'intervalle de priorité, était inadmissible parce que, disait-elle, « le titulaire du droit de priorité « et le tiers posséderaient chacun un *droit exclusif* de portée « égale ».

L'administration tchécoslovaque n'était donc pas complètement opposée à l'esprit qui a animé les rédacteurs du programme de la Conférence. Elle a été simplement entraînée à déposer la contre-proposition précitée, par suite du paragraphe 9 de la loi tchécoslovaque sur les brevets d'invention, d'après lequel un droit de possession personnelle était reconnu au premier exploitant de bonne foi. Elle estimait donc juste de reconnaître au titulaire du brevet intercalaire, sinon un droit exclusif, du moins un droit de possession personnelle de portée assez restreinte.

### 368. Exposé des motifs. — Au rapport général de la Commis-

sion de rédaction, le texte concernant la lettre B de l'article 4, mis aux voix par division, a été adopté dans ses diverses parties par la sous-commission avec des majorités variables en recueillant pour l'ensemble 14 suffrages contre 3 et 11 abstentions.

Par ailleurs, le texte proposé par le programme du Bureau international, mis également aux voix, a obtenu une majorité de 21 voix contre 3 et 5 abstentions.

En conséquence, la commission de rédaction a soumis le texte du programme à la commission générale en réservant la proposition du comité d'études qui aurait été substituée au texte du programme dans le cas où, reprise, elle aurait réuni l'unanimité.

Finalement la lettre B de l'article 4 a été adoptée à la deuxième séance plénière à l'unanimité moins 6 abstentions (Cuba, Danemark, Ville libre de Dantzig, Mexique, Portugal, Tchécoslovaquie).

Le texte ainsi adopté et comportant l'adjonction, dont nous avons parlé précédemment, a pour but, non seulement d'empêcher l'*invalidation* par des faits survenus dans l'intervalle de priorité du brevet déposé dans le pays du deuxième dépôt, mais encore d'éviter la naissance d'un droit quelconque ou d'une possession personnelle qui constituerait une limitation considérable du droit exclusif du breveté unioniste. « Il est inadmissible, en effet, lit-on dans l'exposé des motifs et propositions de la Conférence de Londres, que la jurisprudence de certains pays tende à permettre aux tiers d'acquérir un brevet qui réduirait à néant le bénéfice du droit de priorité. » Cette jurisprudence ne peut donc être comprise que dans la mesure où elle concerne le droit d'exploiter personnellement l'invention, droit que certains pays reconnaissent à ceux qui ont utilisé l'invention avant le dépôt de la première demande.

La validité du brevet intercalaire semble bien, en effet, en toute équité, contraire au fonctionnement même du droit de priorité ; mais il importe de préciser que si tel est l'esprit du texte de Londres, ce n'est pas celui des textes adoptés antérieurement.

Quoi qu'il en soit, l'exposé des motifs des Actes de la Confé-

rence de Londres montre bien le but de la rédaction proposée et adoptée.

**369. Arrêt de la Cour des brevets de Budapest.** — Nous signalons encore, à cet égard, que le Bureau international de Berne a critiqué et rappelé dans l'exposé précité une décision hongroise (1) d'après laquelle le brevet intercalaire ne devait pas être invalidé malgré que le premier déposant eût revendiqué son droit de priorité en temps utile.

Dans cette espèce, l'opposant avait émis l'opinion que la priorité unioniste devait interdire à un tiers d'obtenir, dans l'intervalle de priorité de son brevet, l'accord d'une demande portant sur le même objet : « il y aurait, disait-il, d'une part, une collision « inévitable et, d'autre part, un affaiblissement du *droit exclusif* « de nature à le rendre illusoire » ; il fondait son argumentation sur des décisions antérieures de la cour royale. Néanmoins, cette dernière a rejeté l'opposition en admettant la parfaite validité du brevet intercalaire. En pareil cas, on se trouvait alors en présence d'un brevet délivré à deux personnes pour la même invention.

De tels arrêts, dit le Bureau international de Berne dans l'exposé des motifs, rendent « le droit de priorité absolument illusoire ». On ne peut pas indiquer plus nettement la portée actuelle du droit de priorité tel qu'il résulte du nouveau texte de Londres.

### § 3. — *Justification par le manque de cause de la nullité du brevet intercalaire.*

**370. Rétroactivité de l'exclusivité et de la nouveauté.** — On peut justifier juridiquement, en droit français, la portée du nouveau texte international qui aurait dû être ratifié depuis longtemps par notre gouvernement.

(1) Cour des brevets de Budapest, arrêt du 25 février 1929, *Prop. Ind.*, 1930, p. 258. *Österreichisches Patentblatt*, n° 5, 15 mai 1929, p. 111.



La suppression de tout droit des tiers, comportant celle du droit de poursuivre en contrefaçon, peut être analysée comme une mesure protectrice de l'exclusivité du droit du breveté unioniste ; par suite on peut considérer que l'exclusivité du droit, conféré au breveté unioniste par le dépôt de son brevet français, remonte rétroactivement à la date de dépôt de la demande d'origine étrangère.

La durée et les effets de son droit exclusif prendront bien naissance uniquement à partir de la date de dépôt du brevet français mais, par le jeu de la Convention d'Union, tout se passera, pour le breveté unioniste, en ce qui concerne la *nouveauté et l'exclusivité*, comme s'il avait effectué tous ses dépôts dans les divers pays de l'Union au jour du dépôt de sa demande d'origine ; dans ces conditions, la nullité des brevets intercalaires, pris par d'autres inventeurs pour la même invention, résulte du manque d'exclusivité, c'est-à-dire de l'absence de cause.

**371. Liaison, par l'intermédiaire du concept de cause, entre le plan national et le plan international.** — Ainsi se trouve réalisée l'unité législative entre les deux plans national et international, par l'intermédiaire de la notion de cause, qui justifie à la fois le texte du projet de loi, tel que nous avons suggéré de le modifier, et le nouvel article 4 de la Convention d'Union.

La ratification du texte, adopté à Londres, devrait donc être suivie, sinon d'une modification législative apportée à la loi de 1844, du moins d'un changement d'orientation de la jurisprudence française qui pourrait s'appuyer dans l'avenir sur l'article 1<sup>er</sup> de la loi actuelle.

#### § 4. — *Jurisprudence.*

**372. I. Jurisprudence antérieure à la ratification des Actes de Londres.** — Dès avant la ratification des Actes de la Conférence de Londres, la jurisprudence française a d'ailleurs cherché, semble-t-il, à réaliser en droit interne les réformes qui n'ont abouti qu'en 1934 à Londres.

Dans un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 3 avril 1908, a été posé le principe de la nullité du brevet français, pris par un tiers dans l'intervalle de priorité, bien que le brevet étranger, opposé au brevet français par la fiction de la Convention, fût secret à la date du dépôt de ce brevet français (1).

Ce même tribunal, dans deux autres affaires, a affirmé l'effet rétroactif de la fiction légale créée par l'article 4 de la Convention d'Union et en a déduit, comme conséquence, la nullité des brevets intercalaires, pour défaut de nouveauté (2).

Nous n'insisterons pas sur un arrêt récent de la Cour de cassation (3) qui n'est pas très net et paraît plutôt confirmer la thèse des continuateurs de Pouillet.

**373. Arrêt Bondoux.** — Par contre, nous nous arrêterons sur un arrêt de la cour de Paris qui s'est déclarée franchement en faveur de la thèse opposée (4).

(1) Trib. civ. Seine, Oerlikon c. Mertz, 3 avr. 1908, *Gaz. Pal.*, 1908.1, p. 550 « Lorsqu'une invention a été brevetée d'abord dans un pays signataire de la Convention internationale d'Union, par exemple en Allemagne, le 8 septembre 1905, puis en France, pendant le délai de priorité prévu par cette convention, par exemple le 10 juillet 1906, le brevet pris en France par un tiers, pendant le même délai, le 4 avril 1906, doit être déclaré nul, encore que le brevet étranger qu'on lui oppose fût secret à cette dernière date. »

(2) Trib. civ. Seine, (3<sup>e</sup> Ch.) Brown-Boveri c. C<sup>ie</sup> d'Electricité de l'Ouest et Schneider et C<sup>ie</sup>, brevet Lamme, 30 juill. 1912 (*inédit*). Nous rappelons l'attendu déjà cité (cf. *suprà*, n<sup>o</sup> 341) : « Il convient de considérer les conventions envisagées comme ayant créé une fiction légale faisant *rétroagir* le brevet pris dans le délai imparti et dans un des Etats de l'Union, à la date du brevet pris dans son pays par l'inventeur. Qu'ainsi le texte envisagé n'a point pour effet de créer en France une cause de nullité de brevet, non prévue par la loi du 5 juillet 1844, puisque l'effet de la fiction ci-dessus précisée est d'enlever le caractère de nouveauté à l'objet similaire des brevets qui ont pu être pris entre les dates de dépôt des deux mandes de brevets formées par l'inventeur étranger... » *Comp. Trib. civ. Seine* (3<sup>e</sup> Ch.), Pignot et Sté Goumy et C<sup>ie</sup> C. Creveau, 1<sup>er</sup> mai 1931 (*inédit*).

(3) Trib. corr. Seine, 25 févr. 1914, C. de Paris, 18 mai 1920 et Cass. crim. 4 juin 1921, Houdaille c. Lacoste et Trioux et note de Fernand-Jacq, *Ann.*, 1924, p. 121.

(4) C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 21 juill. 1930, Sté des Ets Ducretet c. Lucien

Il a été jugé dans cette espèce que le brevet Siemens et Halske, remontant en Allemagne par l'effet de la Convention d'Union au 18 juin 1918, devait faire échec, s'il en constituait une antériorité technique, au brevet Lévy du 1<sup>er</sup> octobre 1918, en privant Lévy du droit d'exercer, en vertu de son brevet, des poursuites en contrefaçon contre des tiers.

De même le brevet français Day du 31 mars 1921, rétroagissant au 17 juillet 1916 (date du brevet pris aux Etats-Unis), par suite des répercussions exercées sur la Convention de 1883 par la législation spéciale de guerre des Etats-Unis (*Nolan Act* du 3 mars 1921, portant référence aux conditions prévues par les articles 307 et 308 du Traité de Versailles), devait faire échec, à condition de l'antérioriser techniquement, à l'un des brevets Lévy, d'une manière telle que, quels que fussent les droits acquis par Lévy, du fait de la prise de son brevet dans le délai de priorité, ce dernier ne pouvait, en aucun cas, avoir conservé le droit d'exercer des poursuites en contrefaçon.

Voici les attendus essentiels de l'arrêt : « considérant qu'il « résulte de cette convention (la Convention du 20 mars 1883, « modifiée à Washington en 1911) que le brevet, pris dans le « pays du deuxième dépôt par un second inventeur entre le pre-  
« mier et le deuxième dépôts effectués dans deux pays de l'Union  
« par le premier inventeur, *perd toute valeur* au regard du premier  
« inventeur à partir du deuxième dépôt effectué par ce dernier,  
« par suite du *droit de priorité qui fait remonter les effets du*  
« *deuxième à la date du premier* ; qu'à partir du second dépôt,  
« le premier inventeur a un droit privatif à l'exploitation de l'in-  
« vention et a, par suite, *seul le droit de poursuivre les contrefac-*  
« *teurs...* considérant que si les articles précités du traité de  
« Versailles (les articles 307 et 308) ont modifié certaines moda-  
« lités d'application de la Convention de 1883, ils n'ont pas modi-  
« fié les principes établis par cette convention ; qu'en maintenant  
« au second déposant les droits qu'il a acquis de bonne foi pendant  
« les délais prorogés du droit de priorité, l'article 308... *ne lui a*

Lévy, Président M. Bondoux, plaidoiries de MM. Georges Maillard et André Taillefer, *Ann.*, 1931, p. 249.

*« pas conféré le pouvoir d'exercer concurremment avec le titulaire du brevet, c'est-à-dire avec le premier déposant ayant usé du droit de priorité, les droits attachés à la propriété du brevet et notamment les droits de poursuivre les contrefacteurs (1) ».*

**374. Nullité du brevet intercalaire.** — D'après Taillefer, cet arrêt devait être de nature à fixer la jurisprudence sur le sort du brevet intercalaire en frappant ce dernier d'une nullité radicale et définitive. Bien plus, si l'on s'en tient aux termes utilisés par l'avocat général dans ses conclusions, la cour aurait dû déclarer l'inexistence du brevet précité et non pas simplement sa nullité : « N'est-ce pas, disait, en effet, le ministère public, le premier inventeur que les rédacteurs de la convention de 1883 ont entendu protéger et protéger seul ? N'est-ce pas à lui seul que l'on a remis, je le répète, le monopole exclusif, le monopole qui écarte tous les brevets sauf, bien entendu, ce droit personnel, ce droit restreint qu'ont les inventeurs de bonne foi ?... Messieurs, je le répète, le brevet est un monopole et il ne peut pas exister deux brevets pour la même invention... Ah, Messieurs, nous ne sommes pas en présence des cas d'annulation prévus par la loi de 1844, nous sommes en présence, et cela revient au même, d'un brevet qui, cessant par le jeu du droit de priorité d'être le premier en date, cesse évidemment d'exister et il cesse d'exister à l'égard des tiers, il ne saurait plus être invoqué contre eux, il ne peut plus être la base de poursuites en contrefaçon. »

Sans aller plus loin dans l'exposé des arguments invoqués par l'avocat général en faveur de sa thèse, nous nous contenterons d'indiquer que, dans l'arrêt Bondoux, la cour de Paris, en écou-

(1) Consulter au sujet de l'interprétation qu'il convient de donner de la réserve consacrée par l'art. 308 du traité de Versailles un arrêt récent : C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 16 juill. 1934, Cass. req. 28 avr. 1938, C<sup>ie</sup> générale de T. S. F. c. Etb Grammont et C<sup>ie</sup> Thomson-Houston. *Gaz. Pal.*, 1938.1, p. 204 ; V. plus particulièrement le rapport de M. le conseiller Bondoux qui précise nettement que la réserve de l'art. 308 doit être interprétée d'une manière plus large que la réserve prévue par l'art. 4 de la Convention d'Union de 1883.



tant la voix du ministère public, a pris position en faveur de la thèse opposée à celle de Pouillet ; la cour a admis la rétroactivité complète des effets du droit de priorité à la date de dépôt de la première demande d'origine, par une interprétation nouvelle du texte de la Convention d'Union tel qu'il a été modifié à La Haye ; elle en a tiré cette conséquence en contradiction avec le texte de La Haye mais en accord avec celui de Londres que le premier inventeur breveté devait seul posséder les droits et avantages attachés au brevet et par suite le droit de poursuivre les contrefacteurs puisque c'était lui le titulaire du monopole.

En résumé, selon l'arrêt Bondoux le brevet intercalaire est nul, d'une nullité absolue, par suite de la prétendue rétroactivité non admise, comme on le sait, par les partisans de la thèse de la paralysie.

**375. II. Orientation de la jurisprudence après la ratification des Actes de Londres.** — Après la ratification par la France, la nullité du brevet intercalaire qui n'est pas juridique, sous l'empire des Actes de La Haye, le devient et à un double titre, comme nous l'avons indiqué, puisqu'elle est en accord avec un texte international et avec la loi de 1844, envisagée sous l'angle du concept de cause, à condition d'écarter les effets du caractère aléatoire du brevet d'invention.

Mais il y a lieu de bien préciser que, même dans cette hypothèse, la rétroactivité, pour employer l'expression utilisée dans l'arrêt précité, n'est jamais complète : elle est uniquement relative à la nouveauté et à l'exclusivité.

Cette nullité particulière est prévue dans certains pays et plus particulièrement dans les pays germaniques tels que l'Allemagne et la Suisse.

#### § 5. — *Droit comparé.*

**376. I. Droit allemand.** — La priorité unioniste a maintenant en Allemagne trois effets :

1<sup>o</sup> En ce qui concerne la nouveauté, le droit de priorité remonte au dépôt de la demande d'origine première en date ;

2<sup>o</sup> La demande d'origine première en date sert de support au droit de priorité et le titulaire de cette demande peut réclamer l'annulation des brevets intercalaires, en se fondant sur le paragraphe 4, al. 2, de la loi du 5 mai 1936 (1). Mais les effets et la durée du droit exclusif du breveté unioniste partent toujours de la date de dépôt de sa demande allemande ;

3<sup>o</sup> La nouvelle loi, dans son paragraphe 7, al. 3, applique la disposition prévue dans le nouvel article 4 de la Convention d'Union révisée à Londres, disposition d'après laquelle les tiers, même de bonne foi, ne peuvent plus invoquer le bénéfice d'une possession personnelle ayant pris naissance dans l'intervalle de priorité.

Cependant la jurisprudence a toujours tendance, moins qu'autrefois il est vrai, à protéger les tiers de bonne foi et leurs ayants cause (2).

On voit que le législateur allemand, sinon la jurisprudence, a adhéré entièrement à l'esprit des Actes de Londres.

**377. II. Droit suisse.** — La doctrine suisse admet que les demandes de brevets déposées dans les pays de l'Union, avec invocation de la priorité fondée sur une demande d'origine prise également dans un pays de l'Union, doivent être considérées comme si elles avaient été déposées à la date de dépôt de ladite demande.

En ce qui concerne la portée du droit de priorité prévu par l'article 4 de la Convention, la doctrine suisse estime qu'il faut distinguer deux effets :

1<sup>o</sup> les brevets intercalaires, déposés par un tiers pour la même invention dans l'intervalle de priorité d'une demande suisse postérieure en date, mais antérieure par l'effet de la Convention,

(1) Klauer et Möhring, *op. cit.*, p. 352.

(2) Klauer et Möhring, *op. cit.*, pp. 193 et 194. Voir *R. G.*, 26 avr. 1933, *M. u. W.*, 1933, p. 362.

doivent être considérés comme *sans valeur juridique* ou comme *inexistants* ;

2° en ce qui concerne la nouveauté, telle qu'elle est définie par l'article 4 de la loi fédérale, il convient de considérer la date de dépôt de la demande d'origine et non la date de dépôt de la demande suisse correspondante.

Les auteurs Weidlich et Blum disent, dans leur ouvrage : « Parmi deux brevets suisses concernant la même invention, est « valable juridiquement celui qui bénéficie de la date de priorité « antérieure étrangère, bien que ce brevet ait une date de dépôt « suisse postérieure (1). »

En conséquence, en droit suisse comme en droit allemand, le brevet de priorité unioniste remonte, par suite de l'invocation de la priorité, en ce qui concerne la nouveauté, à la date de dépôt de la demande d'origine et le titulaire de ce brevet peut demander la nullité du brevet intercalaire pris pour la même invention dans l'intervalle de priorité.

**378. Points de départ de la durée et des effets du brevet unioniste.** — Ajoutons que la durée du brevet unioniste, tant en Suisse qu'en Allemagne et dans la plupart des pays y compris la Grande-Bretagne depuis le 1<sup>er</sup> août 1938 (2), part de sa date de dépôt et non de celle de la demande d'origine.

Il devrait en être de même pour les effets du brevet ; cependant, en Suisse, il n'est pas possible de poursuivre en contrefaçon avant que le brevet ne soit délivré (3). De plus, un tiers qui fabrique de bonne foi le produit objet de l'invention entre la date de

(1) Weidlich et Blum, *op. cit.*, t. II, p. 527.

(2) Selon le *Patents and Designs Act*, 1907-1932, sect. 91, sous-sect. I, un brevet britannique, revendiquant la priorité d'une demande étrangère, partait de la date de dépôt de cette dernière demande, en ce qui concernait la durée de la protection en Grande-Bretagne ; cette solution était contraire à l'esprit de la Convention d'Union. Depuis le 1<sup>er</sup> août 1938, date d'entrée en vigueur du nouveau *Convention Act* de 1938, les seize ans d'un brevet britannique unioniste partent de sa date de dépôt en Grande-Bretagne.

(3) Weidlich et Blum, *op. cit.*, t. I, p. 190.

dépôt et la délivrance du brevet unioniste peut continuer sa fabrication après la délivrance dudit brevet sans pouvoir être inquiété par le breveté.

Remarquons, incidemment, qu'il n'en serait pas ainsi en France, étant donné l'effet rétroactif particulier prévu par l'article 8 de la loi de 1844 d'après lequel les effets du brevet, qui prend juridiquement naissance à l'époque de sa délivrance, remontent au jour du dépôt. En Allemagne également, d'après le paragraphe 30, al. 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1936, le droit au brevet remonte, quant à ses effets, au dépôt, bien que le breveté ne puisse intenter des poursuites en contrefaçon qu'à partir de la mise à l'inspection publique ou « *Bekanntmachung* » de sa demande. Le demandeur allemand acquiert, en effet, à partir de cette dernière date un droit provisoire lui permettant de poursuivre ; mais, comme en France, il peut recourir contre des tiers pour des faits de contrefaçon, postérieurs au dépôt de la demande et antérieurs à la mise à l'inspection publique, alors qu'en Suisse il y a lieu de faire une réserve pour le fabricant qui a exploité de bonne foi avant la délivrance, ainsi que nous l'avons indiqué.

**379. Conclusion.** — En résumé, si l'on adopte le langage des rédacteurs de l'arrêt Bondoux, les effets du brevet unioniste suisse ne remontent pas complètement à la date de dépôt de la première demande. La rétroactivité concerne uniquement la nouveauté et la priorité ; nous serions tentés de dire la nouveauté et l'exclusivité : ce serait alors la solution que nous préconisons.

Le lien réunissant l'exclusivité à la nouveauté n'est autre que le concept de cause et il paraît naturel que la rétroactivité de la nouveauté entraîne celle de l'exclusivité. Sous une autre forme, il y a rétroactivité de la cause du brevet unioniste sous ses deux aspects : nouveauté et exclusivité ; mais le droit d'exploitation et le droit de poursuivre en contrefaçon ne peuvent prendre naissance qu'à la date de formation du contrat, dans le pays où on les invoque.

---



## CHAPITRE VIII

### De la cause de nullité prévue par l'article 18 de la loi du 5 juillet 1844.

---

#### **380. Protection du droit exclusif du breveté premier en date.**

— La cause de nullité, édictée par l'article 30, al. 7, et d'après laquelle un brevet est nul ou de nul effet, s'il a été obtenu contrairement aux dispositions de l'article 18, se rattache étroitement à la cause de nullité dont nous avons parlé au précédent chapitre.

L'article 18 dispose en effet : « nul autre que le breveté ou ses ayants droit ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui a fait l'objet d'un brevet primitif. Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour un changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée pourra, dans le cours de la dite année, former une demande qui sera transmise et restera déposée *sous cachet* au ministère de l'agriculture et du commerce... »

L'article 18, auquel renvoie l'article 30, est conçu dans un esprit de protection du droit exclusif du breveté premier en date mais cette protection n'est pas la même que celle prévue implicitement, comme nous l'avons montré, par l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1844. Elle diffère également de la mesure protectrice de l'exploitation du breveté premier en date, telle qu'elle est organisée par l'article 19.

La sanction prévue par l'article 30, al. 7, est la nullité absolue d'un brevet de perfectionnement ou d'une addition qui se rat-

tache simplement à l'objet d'un brevet premier en date et qui, pris dans l'année, courant à partir de la date de dépôt de ce dernier, n'aura pas été déposé sous pli cacheté.

Cette nullité a été établie, manifestement, pour privilégier l'inventeur par rapport aux tiers. Il fallait empêcher qu'un tiers vînt perfectionner une invention qui venait d'être brevetée et enlever ainsi, par sa promptitude, à l'auteur véritable de l'invention, le temps d'achever ses essais et la mise au point de son idée.

D'autre part, il a paru nécessaire au législateur de 1844 de donner une préférence au premier inventeur pour les perfectionnements qu'il déposerait lui-même, dans un certain délai, après la date de dépôt de son premier brevet.

C'est la disposition prévue par le dernier alinéa de l'article 18 d'après lequel : « le breveté principal aura la *préférence* pour les « changements, perfectionnements ou additions pour lesquels il « aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet. »

**381. Liaison entre les articles 18 et 19.** — Pour bien mettre en évidence le jeu de l'article 18 qui doit être examiné en liaison avec celui de l'article 19, nous allons prendre un exemple : supposons qu'un inventeur *a* dépose en France un brevet *A*, le 1<sup>er</sup> janvier 1939. Le 15 août 1939, un inventeur *b* dépose un brevet *B* qui se rattache par son objet au brevet *A*.

Si le brevet *B* est déposé à découvert, comme ce dépôt a été effectué pendant le délai d'un an, courant à partir de la date de dépôt du brevet *A*, il est nul, d'une nullité absolue.

Si ce brevet a été déposé sous pli cacheté, conformément aux prescriptions de l'article 18, deux cas peuvent se présenter :

1<sup>o</sup> le premier inventeur *a* ne dépose aucun brevet de perfectionnement ou certificat d'addition entre le 1<sup>er</sup> janvier 1939 et le 1<sup>er</sup> janvier 1940. Dans ce cas, le brevet *B* est valable mais, par application de l'article 19, il reste sous la dépendance du brevet *A*, c'est-à-dire que, pendant toute l'existence du brevet *A*, premier en date, l'inventeur *b* ne pourra pas exploiter son brevet et,

réciroquement, le premier inventeur *A* ne pourra pas exploiter le perfectionnement faisant l'objet du brevet *B*. Cette paralysie, comme nous l'avons dit, (1) ne doit pas nécessairement faire obstacle, logiquement, à la possibilité pour *A* de demander la nullité partielle du brevet *B* pour violation de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1844 et, selon nous, pour manque de cause, cette solution étant adoptée, nous le répétons, à condition d'écarter les effets du caractère aléatoire du brevet.

2<sup>o</sup> le premier inventeur *a* dépose dans le courant de l'année un perfectionnement *C* pour le même objet que le brevet *B*. Pour fixer les idées, nous supposerons que ce brevet *C* a été déposé le 15 décembre 1939, c'est-à-dire postérieurement au dépôt du brevet *B*. D'après le dernier alinéa de l'article 18, qui donne au breveté principal *a*, premier en date, la préférence sur l'inventeur *b* pour les perfectionnements qu'il dépose dans le délai d'un an, c'est-à-dire pour le brevet *C* en l'occurrence, le brevet *B* pourra être revendiqué par *a* comme étant sa propriété ; cela revient, en fait, à dire que ce brevet pourra être annulé par les tribunaux, seuls juges des contestations entre le tiers perfectionneur et l'inventeur qui entend se prévaloir de l'article 18 (2).

A l'examen de ces solutions, érigées toutes en faveur du privilège du premier inventeur, on pourrait croire que seul ce premier inventeur devrait se prévaloir des dispositions de l'article 18 ; la nullité prévue par cet article serait alors relative (3).

Mais l'article 30 met la nullité de l'article 18 sur le même plan

(1) Cf. *suprà*, n<sup>o</sup> 349.

(2) Pouillet, n<sup>o</sup> 167 ; Mainié, 1023 ; Huard, t. I, p. 149 ; Massius, n<sup>o</sup> 543. Voir Trib. civ. Bordeaux, 30 oct. 1933, C. de Bordeaux (1<sup>re</sup> Ch.), 7 mars 1935, Dailloux c. Roger (*inédit*). Le brevet Dailloux déposé à découvert dans l'année du brevet, pris en France par Roger le 30 mars 1923, a été déclaré nul par la cour, comme ayant été déposé contrairement aux dispositions de l'article 18. Voici l'attendu : « attendu que Roger avait pris « le brevet de son invention le 30 mars 1923 ; que Dailloux ne pouvait « en conséquence avant le 30 mars 1924 déposer sa demande de brevet « de perfectionnement que sous pli cacheté ; que ne s'étant pas conformé « à cette prescription son brevet est nul ».

(3) Malapert et Forni, n<sup>o</sup> 561.

que les autres. La doctrine et la jurisprudence admettent que tous les tiers peuvent se prévaloir de cette nullité qui est alors absolue.

**382. Les nullités pour violation des articles 18 et 1<sup>er</sup> font-elles double emploi ?** — Quoi qu'il en soit, la cause de nullité prévue par l'article 18 rend sans grand effet, en France, la nullité pour violation de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1844, nullité sur laquelle nous nous sommes étendus dans le chapitre précédent.

En effet, un brevet français est, en général, délivré en France avant le délai d'un an de l'article 18 et c'est seulement dans le cas où le demandeur a invoqué l'ajournement à un an que la délivrance du brevet peut se produire après le délai précité.

**383. Chevauchement de leurs domaines d'application.** — Cependant, nous rappelons la différence séparant ces deux actions en nullité et signalée précédemment (1) : la nullité prévue par l'article 18 est totale (2), c'est-à-dire qu'elle entraîne la nullité du brevet de perfectionnement en son entier ; elle est plus sévère que la nullité prévue pour la violation de l'article 1<sup>er</sup> qui se traduirait, selon nous, par une nullité partielle lorsqu'il y aurait identité partielle entre les deux demandes successives. Il serait désirable d'éviter tout chevauchement entre ces deux actions.

**384. Difficultés d'application de l'article 18.** — D'autre part, la solution de l'article 18 est critiquée, à juste titre, par toute la doctrine car elle donne lieu à des abus manifestes. Dès 1854, d'ailleurs, une circulaire ministérielle disait : « l'article 18 n'a plus servi qu'à faire naître des prétentions exagérées chez les uns et à décourager les autres ».

Parmi les difficultés d'application de l'article 18 signalons une première question qui n'a pas encore été tranchée : l'invocation de l'ajournement à un an de la délivrance d'un brevet d'invention

(1) Cf. *suprà*, n° 352.

(2) Cass. req. 10 nov. 1928, *Gentilhomme c. Sté The Klaxon Co Ltd.* et autres, *Ann.*, 1938, p. 119.



et le maintien au secret, consécutif à cet ajournement, peuvent-ils être considérés comme équivalant au dépôt du brevet sous pli cacheté ? Pouillet est de cet avis. Mais, si l'on s'en tient à la lettre des textes, le dépôt sous pli cacheté doit seul écarter la nullité de l'article 18.

Autre question : peut-on invoquer l'article 18 en prenant, comme point de départ du délai, la date du dépôt d'un certificat d'addition ou d'un brevet de perfectionnement à un autre brevet principal ? La doctrine estime que le perfectionnement d'un perfectionnement ne peut pas faire l'objet du privilège établi par l'article 18 pour les perfectionnements d'une *invention principale* ; c'est, en effet, au breveté principal que la loi accorde son droit de préférence (1).

Enfin, indiquons que le brevet, base du droit de préférence accordé par l'article 18, doit être valide. Il ne pourrait servir de fondement à un droit de préférence s'il était annulé. Il n'en serait pas de même, d'après nous, s'il était simplement déchu car il aurait existé légalement jusqu'au jour où sa déchéance a été prononcée par les tribunaux.

**385. De la suppression de l'article 18 dans le dernier projet de loi.** — Pour éviter toutes les difficultés précitées il suffirait de supprimer l'article 18, comme cela est prévu dans le dernier projet de loi.

Mais l'avantage de cette suppression réside, principalement pour nous, dans ce fait qu'il n'y aurait plus de chevauchement entre cette action en nullité et celle fondée sur le manque d'exclusivité.

Cette simplification et cette unification désirables des solutions, prévues par notre loi interne, mettraient en harmonie le droit international avec notre droit national comme il serait indispensable de le faire après la ratification par la France des Actes de Londres.

**386. Du rattachement.** — Par la suppression de cet article 18,

(1) Pouillet n° 174 ; Allart, n° 47.

on évitera également les discussions sur la question de savoir ce qu'il faut entendre par le rattachement du brevet de perfectionnement au brevet principal. Il n'y aura plus alors à apprécier l'existence d'un lien plus ou moins serré entre les deux brevets ; il suffira d'examiner les éléments de ressemblances entre l'objet et le résultat industriel de chacun de ces deux brevets.

Actuellement, on admet en doctrine et en jurisprudence que le perfectionnement doit se rattacher à l'idée-mère du brevet principal mais, pratiquement, la nature du lien entre le perfectionnement et le brevet principal est une question d'espèce à faire trancher par le juge du fait. Le même problème se pose lorsqu'il s'agit d'examiner si un certificat d'addition se rattache au brevet principal qu'il complète.

Nous allons étudier cette question dans le chapitre suivant.

---

## CHAPITRE IX

### De la nullité d'un certificat d'addition pour défaut de rattachement au brevet principal.

---

**387. Origine fiscale de la nullité pour défaut de rattachement, sa liaison avec la fraude.** — D'après l'article 30, al. 7, de la loi du 5 juillet 1844 : « seront également nuls et de nul effet les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal ».

Toute la difficulté réside dans la compréhension de ce qu'il convient d'entendre par le rattachement unissant le certificat au brevet.

Mais, avant de montrer les diverses théories émises à ce sujet, nous tenons à indiquer quel a pu être le but du législateur en édictant cette cause de nullité.

Il semble bien que la préoccupation de ce dernier ait été purement fiscale (1).

D'autre part, le rattachement à la fraude apparaît à la lecture des travaux préparatoires. Philippe Dupin, dans le rapport qu'il présentait devant les Chambres, disait en effet : « Les sévérités de la loi sont dues encore à la *fraude*... aux certificats menteurs d'additions ou de perfectionnements qui, n'ayant aucun rapport avec l'invention dotée d'un brevet principal, auraient pour effet de constituer de véritables brevets sans en supporter les charges. »

(1) Couhin, *op. cit.*, t. II, p. 302 : « la loi de 1844 en édictant la cause de nullité que nous étudions a obéi à une préoccupation *purement fiscale*... les travaux préparatoires ne nous semblent pouvoir laisser place à aucun doute sur ce point ».

La nullité prévue par la loi rentre alors dans le cadre des nullités pour fraude, ce qui se rattache, dans une mesure assez faible il est vrai, à la notion de cause, si l'on admet que la fraude doive rentrer elle-même dans le sein de la cause.

Nous n'insisterons pas sur l'origine de cette nullité ; nous avons voulu simplement mettre en lumière le lien causal réunissant entre elles les diverses causes de nullité.

**388. I. Critères proposés par la doctrine pour déterminer l'existence du rattachement.** — Selon certains auteurs, il faut qu'il y ait rattachement réel mais ce critère, comme nous l'avons vu, manque de précision (1).

Pour Allart (2) l'objet du certificat doit pouvoir être compris sous le titre donné au brevet principal. Cette identité de titre ne nous paraît pas indispensable.

D'autres auteurs, dont Couhin (3), estiment que, pour qu'il y ait rattachement, il doit y avoir identité du résultat ou du produit industriel obtenu. Couhin associe d'ailleurs l'identité de résultat industriel à l'identité de titre. Cette doctrine est précise et intéressante à notre point de vue car l'identité de résultat industriel ou de produit industriel, c'est-à-dire l'identité de caractère industriel, n'est autre chose que l'identité de cause lorsqu'on assimile ce concept au but commun visé par les parties au contrat que constitue le brevet d'invention.

Si nous écartons l'identité de titre qui ne nous paraît nullement décisive, nous voyons que le critère proposé par Couhin prend un caractère causaliste.

(1) Pouillet, n° 482.

(2) Allart, n° 43.

(3) Couhin, *op. cit.*, t. II, p. 301. « La loi exige uniquement que l'objet « du certificat se « rattache » au brevet principal. Or, n'est-il pas évident « que les découvertes qui *tendent au même but*, c'est-à-dire à l'obtention, « soit du *même produit*, soit du *même résultat industriel*, qu'une découverte « préexistante, se « rattachent » à cette découverte ? Ces découvertes « peuvent être dûment garanties, selon nous, par un simple certificat « d'addition mais, à une condition toutefois, c'est que ces découvertes « rentrent dans le titre adopté dans le brevet principal. » *Comp.* également p. 303, dernier paragr.



**389. II. Jurisprudence.** — En réalité, la jurisprudence, dans de nombreuses décisions, a déclaré valable un certificat d'addition bien qu'il conduisit à un produit différent de celui ayant fait l'objet du brevet principal (1). Dans ces espèces, les produits différents étaient obtenus par des procédés analogues et ils se rattachaient à une même *idée-mère*.

**390. De l'identité d'idée-mère.** — L'identité d'idée-mère, comme critère du rattachement, semble être celui adopté par la jurisprudence mais cette dernière est assez indécise et le rattachement est une question de fait que les tribunaux jugent souverainement, en dehors de tout contrôle de la Cour de cassation.

Parfois la jurisprudence envisage le rattachement par rapport à l'objet même du brevet (2).

Dans un jugement du tribunal civil de Nancy, confirmé par un arrêt de la cour d'appel de cette même ville (3), le rattachement s'est manifesté par l'identité d'idée-mère.

Dans ses attendus, le tribunal de Nancy disait « qu'on retrouvait dans l'addition l'idée essentielle du brevet ». La question de rattachement, avait estimé également le tribunal, était une question de pur fait qui devait être résolue dans un sens littéral, « la triple expression : « changements, perfectionnements, additions », se retrouvant dans l'article 16 et impliquant par conséquent une définition très large de la notion de rattachement, « de relation avec le brevet (*Dalloz Rép. Prat.*, nos 167 et 169) ». La cour de Nancy sur appel a confirmé en déclarant dans un attendu : « il n'est pas douteux que l'on retrouve dans l'addition « la combinaison caractéristique essentielle du brevet. »

La difficulté de donner un critère, précis et facile à mettre en

(1) C. de Paris, 18 nov. 1856, *Ann.*, 1857, p. 111 ; Cass. req. 5 janv. 1858, *Ann.*, 1858, p. 241 ; C. de Paris, 25 févr. 1864 ; Cass. rej. 31 mars 1865, *Ann.*, 1865, p. 402.

(2) Trib. civ. Seine (3<sup>e</sup> Ch.), 19 janv. 1932 et C. de Paris (4<sup>e</sup> Ch.), 27 mars 1934, *Male-Fosse et Sté Male-Fosse c. Ets Gomez frères*, *Ann.*, 1934, p. 382.

(3) Trib. civ. Nancy, 15 juin 1933, C. de Nancy, 31 janv. 1934, *Ets Gobel fils c. Sté des Anc. Ets Prosper Léonard et fils*, *Ann.*, 1935, p. 116.

application, provient précisément du caractère hybride de la notion d'idée-mère qui constitue ce que l'on pourrait appeler un motif causal, en adoptant la terminologie de M. Josserand et, de plus, un motif plus près de l'objet du brevet que de sa cause.

La jurisprudence ne juge pas le rattachement par l'identité d'objet et de résultat industriel, c'est-à-dire par identité d'objet et de cause, car le rattachement se transformerait alors en identité complète.

La solution jurisprudentielle paraît plus nuancée ; elle se contente de l'identité d'idée-mère lorsque cette dernière a été vraiment déterminante : c'est, par exemple, l'idée de combiner entre eux plusieurs éléments dont la réunion donne, seule, à l'invention son caractère de nouveauté ; dans ce cas, peu importe qu'il y ait ou non identité de résultat.

Si, au contraire, l'idée-mère rentre dans la classe des applications nouvelles de moyens connus, si cette idée consiste à transporter un objet connu, d'une industrie dans une autre, différente de la première, ou s'il s'agit de faire jouer à un moyen connu un rôle différent de celui qu'il remplissait auparavant, la considération du résultat devient prépondérante et la jurisprudence recherche la similitude entre les résultats obtenus. En d'autres termes, la jurisprudence envisage l'identité d'idée-mère quand l'idée inventive peut être séparée facilement du résultat industriel. Dans le cas contraire, c'est indifféremment la similitude d'idée inventive ou de résultat qui assure le rattachement.

Telle est, croyons-nous, la conception de la jurisprudence. Elle s'explique par l'examen inconscient des éléments immatériels du brevet d'invention, c'est-à-dire, des éléments à caractère proprement causal.

On reconnaît également que le critère, préconisé par nous, pour séparer l'application nouvelle de la combinaison nouvelle et consistant à rechercher si l'idée inventive ou l'idée-mère peut être confondue avec l'effet technique dans le sein de la notion de but ou de cause, peut servir, dans le cas présent, à déterminer l'existence du rattachement en distinguant précisément l'application de la combinaison.

**391. De la nullité du certificat d'addition se rattachant à un brevet nul.** — L'arrêt précité de la cour de Nancy est encore intéressant à un autre point de vue : il met en évidence le fait que les tribunaux peuvent prononcer la nullité d'un certificat d'addition quand il se rattache à un brevet nul.

Il a toujours été admis que la nullité du brevet principal entraînait celle du certificat d'addition qui en était l'accessoire. Pour employer la belle expression de Pouillet (1) : « dès que le « brevet est atteint d'un vice, ce vice, quel qu'il soit, frappe du « même coup le certificat d'addition. Le brevet c'est l'arbre ; « le certificat d'addition c'est la branche ; mort l'arbre, morte la « branche. »

En conséquence, d'après Pouillet, si le brevet principal est frappé partiellement de nullité, le certificat d'addition se trouve atteint de la même nullité s'il ne se rattache au brevet principal que par la partie dans laquelle celui-ci est annulé.

Cette conception n'a pas toujours été adoptée par la jurisprudence ancienne qui avait tendance à n'admettre la nullité du certificat que lorsque le brevet auquel il se rattachait était nul en totalité. La jurisprudence récente a suivi l'opinion très logique de Pouillet, opinion qui résulte d'ailleurs de l'examen des textes. En particulier, l'arrêt de la cour d'appel de Nancy précité précise, dans un de ses *attendus* : « que le certificat d'addition est « nul quand il se rattache à des inventions distinctes qui sont « elles-mêmes nulles. »

(1) Pouillet, n° 154.

---

## CHAPITRE X

### Du titre frauduleux.

---

**392. Législation.** — La loi de 1844 dans son article 30, al. 5, et le projet de révision dans son article 39, frappent de nullité un brevet demandé sous un titre qui « indique frauduleusement « un objet autre que le véritable objet de l'invention ».

**393. Rattachement au concept de cause par la notion de fraude.** — Le but de cette cause de nullité est, comme celle étudiée au chapitre précédent : le désir d'éviter une fraude. C'est uniquement par l'intermédiaire de la notion de fraude à la loi, que cette cause de nullité se rattache au concept de cause. La liaison avec ce concept est donc très éloignée et nous donnerons simplement de brèves indications sur cette cause de nullité qui n'offre pas d'ailleurs un gros intérêt pratique.

**394. Doctrine.** — D'après la doctrine, il faut non seulement que le titre ne se rapporte pas à l'invention décrite mais encore que la fausseté du titre soit intentionnelle, qu'elle présente un caractère frauduleux (1).

**395. Jurisprudence.** — La jurisprudence recherche l'existence ou l'absence d'une intention frauduleuse pour accepter ou rejeter cette cause de nullité (2).

(1) Pouillet, n° 455 ; Nouguié, n° 563 ; Allart, n° 305 ; Mainié, n° 1834.

(2) Cass. 9 févr. 1853, *D. P.* 1853.1, p. 94 ; C. de Paris, 1<sup>er</sup> déc. 1863 et Cass. req. 8 mars 1865, *D. P.* 1866.1, p. 262 ; C. de Paris, 1<sup>er</sup> juill. 1870, Agnellet (tissus Diamantis), *S.* 1870.2, p. 266 ; C. de Bordeaux, 26 déc. 1904 (Fabre), *Ann.*, 1907.1, p. 243.



## CHAPITRE XI

### De l'usurpation.

---

**396. Pas de sanction légale.** — A cette notion de fraude on pourrait être tenté de rattacher l'usurpation d'une invention. Cette usurpation est sanctionnée simplement par une action en subrogation aux droits du breveté usurpateur, action intentée par le véritable inventeur.

La loi de 1844 n'édicte aucune règle à cet égard ; les auteurs ont donc appliqué les principes du droit commun et la jurisprudence a suivi.

Nous signalons une espèce d'après laquelle le légitime inventeur pourrait attaquer en nullité, comme le ferait tout autre tiers, le brevet usurpant l'invention (1).

**397. Fondement, sur la notion de fausse cause, de la nullité édictée par le projet de loi.** — Cette action en nullité pourrait être fondée, d'après nous, sur la fausseté de la cause de l'obligation du breveté usurpateur. Si la jurisprudence évolue dans le sens que nous avons indiqué dans les chapitres précédents et si elle admet la nullité du brevet second en date pour manque de cause, elle pourrait également admettre la nullité de ce même brevet pour fausse cause.

L'article 5 du projet de réforme institue d'ailleurs au profit de l'inventeur une double action en nullité ou en subrogation du brevet concernant une découverte qui lui aurait été usurpée (2).

(1) Trib. civ. de la Seine, 9 déc. 1864, Cordier, *Gaz. Trib.*, 23 déc. 1864.

(2) Art. 5 du projet de réforme : « *Toute fausse déclaration donne ouverture à une action en nullité ou en subrogation du brevet.* »

## Conclusion générale.

---

398. I. **Unité du concept de cause.** — Au cours de l'étude faite par nous de la brevetabilité, envisagée sous l'angle du concept de cause, nous avons été amenés à considérer la cause sous des aspects en apparence fort différents : la nouveauté de l'objet, son caractère industriel, l'effet technique, le résultat industriel et même l'exclusivité du droit conféré au breveté.

Il peut paraître étonnant que ce concept réunisse plusieurs acceptions aussi différentes.

En droit civil également, des auteurs, dont Planiol, ont remarqué la dualité du concept de cause qui paraît agir tantôt comme un élément de validité du contrat et tantôt comme un élément d'exécution.

Nous avons cherché à montrer, au cours d'un historique très succinct, que l'on pouvait unifier le concept de cause en l'envisageant comme synonyme du but visé par les contractants, but qui se rapproche de l'objet en se confondant avec l'aléa ou le risque, lorsque le contrat présente un caractère aléatoire.

De même, en propriété industrielle, les aspects divers du concept de cause peuvent se fondre en un seul : le but visé par les parties et qui a été déterminant pour faire naître le lien de droit.

La diversité apparente du concept de cause résulte de ce qu'un acte juridique, comme d'ailleurs un acte de volonté, n'est pas un, comme nous l'avons montré lorsque nous avons cherché à donner une analyse psychologique de la pensée créatrice de l'inventeur et lorsque nous avons étudié le caractère complexe du résultat industriel.

Un acte juridique est passé en vue d'un certain nombre de buts plus ou moins lointains.

**399. La nouveauté.** — Le but le plus immédiat, le premier qui se présente à l'esprit pour déterminer les contractants à se lier entre eux est, en propriété industrielle, avons-nous dit, la nouveauté de l'objet ; c'est la cause de l'obligation de la Société qui n'accorde un monopole à l'inventeur qu'à la seule condition d'avoir la révélation d'une nouveauté, d'un secret qui ne lui appartient pas déjà.

Si l'invention n'est pas nouvelle, la cause de l'obligation de la Société disparaît, le contrat n'a plus de base, il doit tomber.

**400. L'exclusivité.** — L'obligation du breveté a également une cause : il demande un brevet pour avoir un monopole, c'est-à-dire pour être le seul à exploiter et à pouvoir exploiter.

Nous avons indiqué les conséquences du manque d'exclusivité du droit conféré au breveté lorsqu'on ne tient pas compte du caractère aléatoire du brevet d'invention.

En fait, dans l'état actuel de notre législation, le but immédiat est vraiment la cause de l'obligation de la Société ; c'est, pour le moment du moins, la nouveauté et non pas l'exclusivité du droit privatif dont l'absence doit entraîner des conséquences juridiques.

**401. L'effet technique.** — Mais il existe encore un but plus lointain, voulu par les deux parties à la fois : c'est le résultat ou le produit industriel ou, plus exactement, le caractère industriel du résultat ou du produit obtenu, c'est-à-dire le premier résultat, l'effet technique ou la qualité immatérielle dont l'obtention est le véritable appât qui a déterminé la Société et l'inventeur à contracter.

En droit civil, dans la théorie classique tout au moins, le motif ou le but ultime que se propose d'atteindre chaque contractant et qui varie avec l'individu, ne doit pas rentrer dans le cercle juridique du contrat et pourtant, si l'on prend l'exemple d'une

constitution de dot, peut-on dire que le désir de gratifier, l'*animus donandi*, cause des actes à titre gratuit, soit vraiment le seul motif juridique dont il faille tenir compte ?

Celui qui constitue une dot à un futur époux cherche avant tout à faciliter son mariage et à procurer des ressources au nouveau ménage. La cause n'est plus alors l'*animus donandi*, le désir de gratifier, mais bien le désir de venir en aide aux futurs époux.

De même, un fondateur, qui donne au gratifié un bien, avec charge de l'affecter à la fondation d'une œuvre d'utilité publique, se préoccupe, en général, beaucoup moins d'enrichir le gratifié donataire ou légataire que de perpétuer ou de développer l'œuvre qu'il désire fonder.

L'*animus donandi*, dans ces deux cas, prend figure de moyen pour atteindre un but plus éloigné qui devient la cause véritable, alors que l'on pourrait croire que ce but éloigné n'est qu'un motif dont il n'y aurait pas lieu de tenir compte juridiquement.

Le but, même s'il n'est pas immédiat, comme l'a d'ailleurs indiqué M. Josserand, doit rentrer dans le cercle juridique du contrat et dans le concept de cause. M. Capitant, lui-même, n'a pas hésité à y faire pénétrer ce qu'il appelle le but commun poursuivi par les contractants.

Or, si la notion de but commun paraît difficile à saisir en droit civil, comme l'a fait remarquer notamment M. Ripert, il n'en est pas de même en notre matière où le produit ou résultat industriel est vraiment un but commun poursuivi par les deux contractants. En fait, en tenant compte du caractère aléatoire du brevet d'invention, le but commun qui constitue la cause est plutôt le caractère industriel, c'est-à-dire l'effet technique ou le résultat le plus proche de l'objet, après la nouveauté (1).

En résumé, tant en propriété industrielle qu'en droit civil, on peut donc unifier le concept de cause en le présentant comme le *but* plus ou moins lointain, *immédiat* et *médiat* visé par les parties à ce contrat très particulier que constitue le brevet d'invention.

(1) Cf. *suprà*, nos 125, 126 et s.



**402. II. Utilité du concept de cause.** — Nous avons cherché à dégager l'utilité du plan de cet ouvrage : il nous a permis de montrer que pour reconnaître la brevetabilité d'une invention, il fallait s'assurer que le brevet la concernant avait *un objet et une cause*, c'est-à-dire visait un moyen ou une combinaison de moyens et un but. Pas d'objet, pas de contrat, bien entendu ; mais surtout pas de but, pas davantage de contrat.

**403. Portée d'un brevet d'invention.** — Pour reconnaître la portée d'un brevet, il faut encore examiner le but poursuivi par les parties et il convient parfois de faire appel à la notion d'idée inventive, intermédiaire entre les concepts de cause et d'objet, car c'est un motif déterminant qui, par son caractère immatériel, rentre parfois dans le concept de cause et, souvent également, dans l'objet du contrat.

Plus simplement, des magistrats, protecteurs du breveté, peuvent admettre que l'idée inventive est brevetable, en elle-même, quelle que soit l'application qui en est faite ou la façon dont on l'a mise en œuvre, à moins, bien entendu, que les modes opératoires dont on se sert pour l'appliquer, ne soient pas trop différents et à condition, toutefois, qu'elle puisse être confondue avec l'effet technique cherché.

Là encore, pour savoir s'il fallait tenir compte de ce motif causal particulier que constitue l'idée inventive prise en elle-même, nous avons fait appel à la notion de nouveauté qui nous a permis de donner une règle de conduite au magistrat dans l'appréciation parfois délicate de l'étendue d'un brevet.

Enfin nous avons indiqué l'application que l'on pouvait en faire à une réglementation possible du droit du savant sur ses découvertes et inventions.

**404. La théorie de la cause, technique de secours.** — Comme en droit civil, le concept de cause nous a permis de donner des solutions imprégnées de morale et d'équité et la théorie de la cause, au sujet de laquelle nous n'avons cherché, en aucune manière, à prendre parti, nous a paru être une technique de secours,

empreinte de pragmatisme et susceptible de faire régner un peu plus d'équité, dans les rapports contractuels très particuliers qui unissent l'inventeur à la collectivité, en justifiant des solutions jusqu'alors plus pratiques que juridiques.

Nous croyons d'ailleurs n'avoir pas, en cela, contrevenu à l'esprit même du législateur de 1844 qui a envisagé le brevet d'invention, si l'on s'en tient aux paroles de Philippe Dupin, comme « un contrat sous la loi et la foi duquel le génie de l'invention « révèle à la Société ses précieuses découvertes. Le problème « à résoudre se réduit à savoir si les conditions du contrat sont « équitables, c'est-à-dire si la Société s'est montrée assez recon- « naissante envers l'inventeur et si les intérêts du pays sont suffi- « samment protégés ».

C'est sous l'égide de l'équité que le brevet d'invention a été placé par le législateur de 1844.

Le concept de cause, selon la belle formule de M. Maury, est « la traduction juridique d'un principe supérieur d'équité », et il doit être le fondement de la propriété industrielle de même que la bonne foi, un des aspects de la justice, domine le droit tout entier comme l'avaient remarqué les Romains qui avaient élevé à la *Fides* une statue à côté de celle de Jupiter olympien.

---

Vu : le Président de la thèse,

J. PERCEROU.

Vu : le Doyen,

Pour le Doyen : l'Assesseur,

LÉVY-ULLMANN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

## PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

---

Nous avons employé les abréviations les plus usitées en France et dans les divers pays.

### A titre d'exemples :

*C. C. A* (3<sup>e</sup> circuit), 4 févr. 1898, 84 *Fed.* 972, 975 signifie : Arrêt d'une cour d'appel (3<sup>e</sup> circuit) en date du 4 février 1898, volume 84, pages 972 et 975 de la revue américaine *Federal Reporter*.

*R. G.*, 7 déc. 1935, *G. R. U. R.* 1936, p. 247 signifie : Arrêt du *Reichsgericht* en date du 7 décembre 1935, page 247 (année 1936) de la revue de l'Association allemande pour la protection de la propriété industrielle « *Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht* ».

*C. A.*, 4 nov. 1935, 9 *R. P. C.*, p. 516, signifie : Décision d'une cour britannique statuant en appel, en date du 4 novembre 1935, volume 9, page 516 de la revue *Report of Patent Cases*.

|                                     |                                                                            |
|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| <i>Allart</i> .....                 | Allart (H.), Traité théorique et pratique des brevets d'invention ((t. I). |
| <i>Ann.</i> .....                   | Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire.            |
| <i>Ann. dr. comm.</i> .....         | Annales de droit commercial et industriel.                                 |
| <i>B. G.</i> .....                  | Arrêt du tribunal fédéral suisse.                                          |
| <i>B. G. E.</i> .....               | Recueil des arrêts du tribunal fédéral suisse.                             |
| <i>Bl.</i> .....                    | Reichsgesetzblatt (Allemagne).                                             |
| <i>Blanc</i> .....                  | Blanc, L'inventeur breveté.                                                |
| <i>Boll. della Prop. Int.</i> ..... | Bulletin de la propriété intellectuelle (Italie).                          |
| <i>Bull. crim.</i> .....            | Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle.  |
| <i>Bull. Off. Prop. Ind.</i> .....  | Bulletin officiel de la propriété industrielle.                            |
| <i>C. A.</i> .....                  | Décision d'une cour d'appel britannique.                                   |
| <i>Cass.</i> .....                  | Arrêt de la Cour de cassation.                                             |
| <i>C. C.</i> .....                  | Décision d'une Circuit Court (Etats-Unis).                                 |
| <i>C. C. A.</i> .....               | Décision d'une Circuit Court of Appeal (Etats-Unis).                       |
| <i>C. E.</i> .....                  | Conseil d'Etat.                                                            |

|                                |                                                                                                                                 |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Comp.</i> .....             | Comparer.                                                                                                                       |
| <i>D.</i> .....                | Digeste de Justinien au vi <sup>e</sup> siècle.                                                                                 |
| <i>D. H.</i> .....             | Recueil hebdomadaire Dalloz.                                                                                                    |
| <i>D. P.</i> .....             | Recueil périodique Dalloz.                                                                                                      |
| <i>Ex parte</i> .....          | Décision rendue au cours de la délivrance d'un brevet (en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis).                                   |
| <i>Fed.</i> .....              | Federal Reporter (Etats-Unis).                                                                                                  |
| <i>F. P. C.</i> .....          | Fisher's Patent Cases (Etats-Unis).                                                                                             |
| <i>Gaz. Pal.</i> .....         | Gazette du Palais.                                                                                                              |
| <i>Gaz. Trib.</i> .....        | Gazette des Tribunaux.                                                                                                          |
| <i>G. R. U. R.</i> .....       | Revue de l'Association allemande pour la protection de la propriété industrielle «Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht ». |
| <i>H. L.</i> .....             | Décision de la Chambre des Lords.                                                                                               |
| <i>Huard</i> .....             | Huard (G.), Traité de la propriété intellectuelle.                                                                              |
| <i>Ing. Cons.</i> .....        | Revue de droit intellectuel (L'Ingénieur-Conseil) ; paraît mensuellement depuis 1911, Bruxelles.                                |
| <i>Jur. Liège</i> .....        | La jurisprudence de la cour d'appel de Liège et de son ressort. Paraît depuis 1888, Liège.                                      |
| <i>J. W.</i> .....             | Revue « Juristische Wochenschrift » (Allemagne).                                                                                |
| <i>Klauer et Möhring</i> ..... | Klauer et Möhring, Patentgesetz.                                                                                                |
| <i>La Loi</i> .....            | Journal « La Loi ».                                                                                                             |
| <i>L. R.</i> .....             | Law Reports (Grande-Bretagne).                                                                                                  |
| <i>Macomber</i> .....          | Macomber (W.), The fixed law of patents (Etats-Unis).                                                                           |
| <i>Macr. P. C.</i> .....       | Macrory's Patent Cases (Grande-Bretagne).                                                                                       |
| <i>Mainié</i> .....            | Mainié, Nouveau traité des brevets d'invention.                                                                                 |
| <i>Massius</i> .....           | Massius, Traité des brevets d'invention.                                                                                        |
| <i>Mitt.</i> .....             | Recueil du Verband des ingénieurs-conseils allemands.                                                                           |
| <i>M. u. W.</i> .....          | Revue « Markenschutz und Wettbewerb » (Allemagne).                                                                              |
| <i>Nouguier</i> .....          | Nouguier (L.), Des brevets d'invention et de la contrefaçon.                                                                    |
| <i>Oe. Pbl.</i> .....          | Oesterreichisches Patentblatt (Allemagne).                                                                                      |
| <i>O. G.</i> .....             | Gazette officielle du Patent Office américain.                                                                                  |
| <i>P. A.</i> .....             | Décision du Patentamt allemand.                                                                                                 |
| <i>Pand. belges</i> .....      | Pandectes périodiques belges.                                                                                                   |
| <i>Pas.</i> .....              | Pasicrisie : Recueil général de la jurispru-                                                                                    |



|                                      |                                                                                            |
|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                      | dence des cours et tribunaux de Belgique.                                                  |
| <i>Picard et Olin</i> .....          | Picard et Olin, Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle.          |
| <i>P. M. Z. Bl.</i> .....            | Revue « Blatt für Patent, Muster und Zeichenwesen » (Allemagne).                           |
| <i>Pouillet</i> .....                | Pouillet, Traité théorique et pratique des brevets d'invention et des secrets de fabrique. |
| <i>Prop. Ind.</i> .....              | La Propriété Industrielle. Revue mensuelle du Bureau international. Berne.                 |
| <i>R. D. P.</i> .....                | Revue du droit public et de la science politique.                                          |
| <i>Rendu et Delorme.</i> .....       | Rendu et Delorme, Traité pratique de droit industriel.                                     |
| <i>Renouard</i> .....                | Renouard, Traité des brevets d'invention.                                                  |
| <i>Riv. della Prop. Int. ed Ind.</i> | Revue de la Propriété intellectuelle et industrielle (Italie).                             |
| <i>R. G.</i> .....                   | Arrêt du Reichsgericht (Allemagne).                                                        |
| <i>R. G. Z.</i> .....                | Recueil officiel des décisions du Reichsgericht rendues au civil (Allemagne).              |
| <i>Robinson</i> .....                | Robinson (W.), The law of patents for useful inventions (Etats-Unis).                      |
| <i>R. P. C.</i> .....                | Report of Patent Cases (Grande-Bretagne).                                                  |
| <i>R. O.</i> .....                   | Recueil officiel (Suisse).                                                                 |
| <i>S.</i> .....                      | Sirey.                                                                                     |
| <i>S. C.</i> .....                   | Arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis.                                                   |
| <i>Sem. Jud.</i> .....               | Semaine Judiciaire (Suisse).                                                               |
| <i>Z. H. G.</i> .....                | Jugement du tribunal de commerce de Zurich.                                                |
| <i>U. S.</i> .....                   | Recueil des arrêts de la Cour Suprême des Etats-Unis d'Amérique.                           |
| <i>W. P. C.</i> .....                | Webster Patent Cases (Grande-Bretagne).                                                    |

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- ACTES de la Conférence réunie à Londres du 1<sup>er</sup> mai au 2 juin 1934.  
ACTES de la Conférence réunie à La Haye le 6 novembre 1925.  
ACTES de la Conférence réunie à Washington le 2 juin 1911.  
ALLART (H.). — *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, 3<sup>e</sup> édition, Rousseau, 1911.  
BÉDARRIDE (J.). — *Commentaire des lois sur les brevets d'invention*, Paris, 1869.  
BERGSON (H.). — *La pensée et le mouvant*, Paris, 1934.  
BLANC. — *L'inventeur breveté*, 3<sup>e</sup> édit., Cosse, 1852.  
BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Traité des obligations*.  
CAHEN (A.) et LYON-CAEN (L.). — *De la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle*, Paris, 1885.  
CAPITANT (H.). — *De la cause des obligations*, Paris, 1923, 3<sup>e</sup> édit., 1927.  
CAPITANT (H.) et COLIN (A.). — *Cours élémentaire de droit civil français* (3 vol.), 8<sup>e</sup> édit., 1934.  
CHABAUD (G.). — *La protection légale des dessins et modèles*, Paris, 1931.  
CHEVRIER. — *Essai sur l'histoire de la cause dans l'obligation*, 1925.  
CLUNET. — *Etude sur la Convention internationale*, Paris, 1887.  
COUHIN (C.). — *La propriété industrielle, artistique et littéraire*, 2 vol., Paris, 1894-1898.  
DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation de doctrine et de jurisprudence*, 44 vol. in-4<sup>o</sup>, 1844-1869, supplément 19 vol. in-4<sup>o</sup>, 1887-1897.  
DALLOZ. — *Répertoire pratique de législation et de jurisprudence*.  
DEMOGUE (R.). — *Traité des obligations en général*, 7 vol. parus, 1912-1933.  
DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, 31 vol. in-8<sup>o</sup>; 8 éditions différentes de 1845 à 1896.  
DOMAT (Jean). — *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, 2 vol. in-1<sup>o</sup>. Editions nombreuses de 1639 à 1777.  
FERNAND JACQ. — *L'œuvre de la Conférence de La Haye*, Paris, 1926. (voir aussi PLAISANT et FERNAND JACQ).  
— *Manuel pratique de la propriété industrielle et commerciale*, Paris, 1914.  
GREFFE (P.) et CASALONGA (A.). — *Traité des dessins et des modèles*, 2<sup>e</sup> édit.; Dalloz, Paris, 1937.

- HUARD (A.). — *Répertoire de législation et de jurisprudence en matière de brevets d'invention*, Paris, 1863.
- HUARD (G.). — *Traité de la propriété intellectuelle*, 2 vol. in-8°, 1903-1906.
- JOSSEPRAND (L.). — *Les mobiles dans les actes juridiques du droit privé*, Paris, 1928.
- *De l'esprit des droits et de leur relativité*, Dalloz, 1927.
- LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, Paris, 1858. Nouvelle édition en 7 vol., 1885.
- LÉVY-BRUHL. — *Cours de droit romain* professé à la Faculté de droit de Paris en 1934-1935.
- LÉVY-ULLMANN. — *Le système juridique de l'Angleterre*, 1928.
- LOIRÉ. — *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*. Recueil des discussions et travaux parlementaires de nos Codes, 31 vol. in-8°, Paris, 1829-1832.
- MAILLARD (G.). — *La propriété industrielle, littéraire et artistique au point de vue administratif*, Paris, 1906.
- MAINIÉ. — *Nouveau traité des brevets d'invention*, 2 vol. in-8°, 1896.
- MALAPERT et FORNI. — *Nouveau commentaire des lois sur les brevets d'invention*, Paris, 1879.
- MASSIUS. — *Traité des brevets d'invention*, Paris, 1931 (Juris-classeur).
- MOUREAUX (R.) et WEISMANN (Ch.). — *Traité des brevets d'invention*, Dalloz, Paris, 1926.
- NOUGUIER (L.). — *Des brevets d'invention et de la contrefaçon*, in-8°, Paris, 1858.
- OUDOT. — *Premiers essais de philosophie du droit*, 1846.
- PERCEROU (J.). — *Cours de droit commercial complémentaire* professé à la Faculté de droit de Paris, 1936-1937.
- *Bulletin d'études législatives*, Paris, 1903.
- PERCEROU et THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, Paris, 1925.
- PICARD (A.). — *Précis de brevetabilité*, Paris, Dunod, 1928.
- PILLET et CHABAUD (G.). — *Le régime international de la propriété industrielle*, Paris, 1911.
- PLAISANT (M.). — *L'Œuvre de la Conférence de Washington*, Paris, 1913.
- *Rapports à la Chambre des Députés sur le projet de loi sur les brevets d'invention*, n° 1690 du 9 juin 1925, n° 3017 du 15 juin 1926, n° 4106 du 10 mars 1927.
- PLAISANT (M.) et FERNAND JACQ. — *Les brevets d'invention en droit international* (3<sup>e</sup> édit.), Paris, 1931.
- *Le nouveau régime international de la propriété industrielle* (La Conférence de La Haye), Paris, 1909.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil* (3 vol.), 1938 (Collaboration de M. G. RIPERT).
- PLANIOL et RIPERT, avec le concours de P. ESMEIN. — *Traité pratique de droit civil français*, t. VI. Obligations, 1<sup>re</sup> partie. Paris, 1930.
- POTHIER. — *Œuvres annotées* par M. BUGNET, 2<sup>e</sup> édit. Paris, 1861-1862.
- POUILLET (E.). — *Traité théorique et pratique des brevets d'invention et des*

- secrets de fabrique*, 6<sup>e</sup> édit., par TAILLEFER et CLARO, Paris, 1915, Marchal et Godde.
- RENOUARD. — *Traité des brevets d'invention*, 3<sup>e</sup> édit., in-8°, 1865.
- RENDU et DELORME. — *Traité pratique de droit industriel*, in-8°, 1855.
- RIPERT (G.). — *La règle morale dans les obligations civiles*, 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1935.
- SUMIEN. — *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*, 4<sup>e</sup> édit., Paris, 1937.
- VAUNOIS (A.). — *Des dessins et modèles de fabrique*, Paris, 1898.

## THÈSES

- ALLART. — *Des brevets d'invention*, Paris, 1877.
- CAPITANT (R.). — *L'impératif juridique*, Paris, 1928.
- DUBREUIL. — *Des mobiles dans les contrats*, Lyon, 1919.
- ESCAUDÉ. — *Causes de nullité et déchéance des brevets*, Bordeaux, 1906.
- GOUNOT. — *Le principe d'autonomie de la volonté*, Dijon, 1912.
- HAMEL. — *La cause dans les libéralités*, Paris, 1920.
- IONASCO (R.). — *Les récentes destinées de la théorie de la cause dans les obligations*, Paris, 1921.
- KAHN (R.). — *La notion de l'aléa dans les contrats*, Paris, 1925.
- LE GRAND (L.). — *Etude économique de la propriété industrielle*, Paris Sirey, 1937.
- LUCAS (L.). — *Volonté et cause*, Dijon, 1918.
- MAURY. — *Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français* (2 vol.), Toulouse, 1920.
- MISSOL. — *L'assurance contrat d'adhésion et le problème de la protection de l'assuré*, Paris, 1934.
- RÉVÉREND. — *La cause et le motif dans les contrats et dans les libéralités*, Paris, 1930.
- VEDEL (G.). — *Essai sur la notion de cause en droit administratif français*, Toulouse, Sirey, 1934.

## AUTEURS ÉTRANGERS

- ANDRÉ (A.). — *Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle*, Bruxelles, 2 vol., 1899.
- ANSPACH et COPPIETERS. — *Dessins et modes industriels*, Bruxelles, 1 vol. in-8°, 1905.
- BODDA (P.). — *La nozione di « causa giuridica » della manifestazione di volontà nel diritto amministrativo*, Turin, 1933.
- CAMMEO. — *Corso di diritto amministrativo*.
- COPPIETERS DE GIBSON (D.). — *Nouveau traité des dessins et modèles* (Extrait des « Nouvelles »), Bruxelles, 1936.
- DABIN (J.). — *La théorie de la cause*, thèse Liège, 1919 (récemment rééditée).
- *Les récentes destinées de la théorie de la cause des obligations*, Belgique Judiciaire, 1929.

- DANME (F.) et LUTTER (R.). — *Das deutsche Patentrecht, ein Handbuch für Praxis und Studium*, 3<sup>e</sup> édit., Berlin, 1925.
- DELLER (A. W.). — *Principles of Patent Law for the Chemical and Metallurgical Industries*, New York, 1931.
- DERICHSWEILER (W.). — *Handbuch zum schweizerischen Patentrecht*, 1934.
- DU BOIS-REYMOND. — *Erfindung und Erfinder*, Berlin, 1906.
- FISCHER (W.). — *Neues Recht der Technik* (Extrait de la revue *Werft-Reederei-Hafen*, cahier 20), Hambourg, 1936.
- GHIRON (M.). — *Corso di diritto industriale*, 2 vol., Rome, 1937.
- HOFFMANN (W.). — *Das Recht des Erfinders*, Leipzig, 1936 (Extrait de la revue « *Juristische Wochenschrift* », cahier 5).
- IHERING. — *Le but dans le droit*, traduction de MEULENAERE sous le titre « L'Evolution du droit ».
- *L'esprit du droit romain*, traduction MEULENAERE.
- ISAY (H.). — *Patentgesetz und Gesetz betreffend den Schutz von Gebrauchsmustern*, 6<sup>e</sup> édit., Berlin, 1932.
- JAMES (W.). — *Le pragmatisme*, traduction LE BRUN.
- *Précis de Psychologie* (traduit par BAUDIN et BERTIER), 7<sup>e</sup> édit., Paris, 1927.
- KLAUER et MÖHRING. — *Patentgesetz*, 1937, Berlin, éditeur Franz Wahlen.
- LADAS. — *International Protection of Industrial Property*, Howard University Press, Cambridge 1930, traduction française par A. CONTE, Paris, 1933.
- LEHMANN (P.). — *Die abhängige Erfindung*, 1931.
- LUTTER. — *Kommentär zum Patentgesetz*, 10<sup>e</sup> édit., 1936.
- LUZZATTO (E.). — *Trattato generale delle Privative Industriali*, 3 vol., Milan, 1914.
- MACOMBER (W.). — *The fixed law of patents*, Boston, 1909.
- MICHAELIS (K.). — *Le droit américain des brevets d'invention*, 2<sup>e</sup> édit. allemande, traduction du professeur A. A. PILENCO, Paris, A. Pedone, 1935.
- MÜLLER (E.). — *Chemie und Patentrecht*, 1928.
- PICARD et OLIN. — *Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle*, Paris, 1869.
- PIETZCKER. — *Kommentär zum Patentgesetz*, 1929.
- POTTS. — *Patent and Chemical Research*, Londres, University Press of Liverpool, 1921.
- RAMELLA (A.). — *Trattato della Proprietà Industriale*, 2 vol., 1927.
- ROBB. — *Patent Essentials*, 2<sup>e</sup> édit., 1928.
- ROBINSON (W.). — *The law of patents for useful inventions*, 1890.
- RUSCHKE (H.). — *Die « elektrische Schaltung » als Gegenstand des gewerblichen Rechtsschutzes*, Leipzig, 1934.
- SELIGSOHN (A.). — *Patentgesetz und Gesetz betreffend den Schutz von Gebrauchsmustern*, 7<sup>e</sup> édit., Berlin, 1932.



- TERRELL (T.) et TERRELL (C.). — *The law and practice relating to letters patent for inventions*, 8<sup>e</sup> édit., revue par J. R. JONES, SWEET et MAXWELL Ltd., Londres, 1934.
- VANDER HAEGHEN (G.). — *Ce qui peut faire l'objet d'un brevet d'invention*, Liège, 1916.
- *Les inventions mécaniques et le principe des équivalents*, Bruxelles, 1918.
- *Le droit intellectuel* (3 vol. parus), Bruxelles, éditeur Ferdinand Larcier, 1936-1937.
- VITTA. — *Diritto amministrativo*, 1933.
- WALKER (A.). — *Text-book of the Patent Laws of the United States*, 7<sup>e</sup> édit. revue par A. W. DELLER (4 vol.), New York, 1937.
- WEIDLICH et BLUM. — *Das schweizerische Patentrecht*, 2 vol., Berne, 1934.

## REVUES FRANÇAISES

- Annales de droit commercial.*
- Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire.*
- Annuaire de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle.*
- Bulletin de la Chambre de commerce internationale.*
- Bulletin criminel de la Cour de cassation.*
- Bulletin de la Société d'études législatives.*
- Bulletin de législation comparée.*
- Bulletin officiel de la Propriété industrielle.*
- CLUNET. — *Journal de droit international privé.*
- DALLOZ. — *Recueil périodique et critique.*
- *Recueil hebdomadaire.*
- Gazette judiciaire et commerciale de Lyon.*
- Gazette du Palais.*
- Gazette des Tribunaux.*
- Journal du droit industriel, artistique et littéraire* (de 1899 à 1903), dirigé par ALLART et LE PELLETIER.
- La Loi.*
- Moniteur judiciaire de Lyon.*
- Propriété industrielle (La).*
- Revue générale des assurances terrestres.*
- Revue pratique de droit industriel*, publiée par Michel PELLETIER.
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*

## REVUES ÉTRANGÈRES

- Belgique judiciaire*, paraît depuis 1842 (Belgique).
- Bundesgerichts-Entscheidungen* (Suisse).
- Bollettino della Proprietà Intellettuale* (Italie).
- Federal Reporter* (Etats-Unis).

- Fisher's Patent Cases* (Etats-Unis).  
*Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht* (Allemagne).  
*Hearings before the Committee on Patents* (Etats-Unis).  
*Ingénieur-Conseil* (L') (Belgique).  
*Jurisprudence de la Cour d'appel de Liège et de son ressort* (La), paraît depuis 1888, Liège.  
*Juristische Wochenschrift* (Allemagne).  
*Law Reports* (Grande-Bretagne).  
*Macrory's Patent Cases* (Grande-Bretagne).  
*Mitteilungen vom Verband Deutscher Patentanwälte* (Allemagne).  
*Markenschutz und Wettbewerb* (Allemagne).  
*Official Gazette of the United States Patent Office* (Etats-Unis).  
*Pandectes périodiques belges*.  
*Pasicrisie* : recueil général de la jurisprudence des cours et tribunaux de Belgique.  
*Propriété industrielle* (La), revue mensuelle du Bureau international, Berne.  
*Reichsgesetzblatt* (Allemagne).  
*Rivista della Proprietà Intellettuale ed Industriale* (Italie).  
*Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen* (Allemagne).  
*Report of Patent Cases* (Grande-Bretagne).  
*Recueil officiel* (Suisse).  
*Semaine judiciaire* (Suisse).  
*Reports of the Supreme Court of the United States* (Etats-Unis).  
*Webster Patent Cases* (Grande-Bretagne).
-

# TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE

## I. — DROIT FRANÇAIS

|          |                  |                                            |        |
|----------|------------------|--------------------------------------------|--------|
|          |                  | 1837                                       |        |
| 21 févr. | Cass. civ. rej.  | <i>S.</i> , 1837, 1. 186.....              | (1) 62 |
|          |                  | 1839                                       |        |
| 13 févr. | Cass. civ.       | <i>Rép. Dalloz</i> , 1847, p. 576, n° 61.. | 84     |
| 18 mai   | C. d'Amiens      | <i>Rép. Dalloz</i> , 1847, p. 576, n° 61.. | 84     |
| 27 mai   | Cass. req. rej.  | <i>S.</i> , 1839, 1, p. 677.....           | 64     |
|          |                  | 1841                                       |        |
| 27 nov.  | C. de Douai      | <i>Rép. Dalloz</i> , 1847, p. 578, n° 63.. | 84     |
|          |                  | 1844                                       |        |
| 20 mai   | Cass. req.       | <i>Rép. Dalloz</i> , 1847, p. 578, n° 63.. | 84     |
|          |                  | 1848                                       |        |
| 4 févr.  | Cass. crim.      | <i>D. P.</i> , 1848, 5, p. 35.....         | 109    |
| 18 mai   | Cass. crim. rej. | <i>D. P.</i> , 1848, 5, p. 35.....         | 109    |
|          |                  | 1849                                       |        |
| 7 août   | Cass. req.       | <i>D. P.</i> , 1849, 1, p. 245.....        | 63     |
|          |                  | 1850                                       |        |
| 20 nov.  | C. de Paris      | Blanc p. 462.....                          | 162    |
|          |                  | 1853                                       |        |
| 9 févr.  | Cass. civ.       | <i>D. P.</i> , 1853, 1, p. 94.....         | 310    |

(1) Les chiffres renvoient aux pages.

## 1855

|                      |                  |                                    |     |
|----------------------|------------------|------------------------------------|-----|
| 1 <sup>er</sup> déc. | Cass. rej.       | <i>Ann.</i> , 1856, p. 42.....     | 163 |
| 14 déc.              | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1856, p. 108.....    | 203 |
| 31 déc.              | Cass. civ.       | <i>D. P.</i> , 1856, 1, p. 17..... | 39  |

## 1856

|           |             |                                     |     |
|-----------|-------------|-------------------------------------|-----|
| 21 févr.  | C. de Paris | <i>Ann.</i> , 1856, p. 80.....      | 88  |
| 15 mars   | Cass. crim. | <i>Ann.</i> , 1856, p. 97.....      | 152 |
| 16 juill. | Cass. req.  | <i>D. P.</i> , 1857, 1, p. 283..... | 39  |
| 18 nov.   | C. de Paris | <i>Ann.</i> , 1857, p. 111.....     | 307 |

## 1858

|         |            |                                     |     |
|---------|------------|-------------------------------------|-----|
| 5 janv. | Cass. req. | <i>Ann.</i> , 1858, p. 241.....     | 307 |
| 10 mars | Cass. civ. | <i>D. P.</i> , 1858, 1, p. 100..... | 219 |
| 15 juin | Cass. req. | <i>Ann.</i> , 1860, p. 371.....     | 62  |

## 1859

|           |                  |                                |    |
|-----------|------------------|--------------------------------|----|
| 22 juill. | Trib. civ. Rouen | <i>Prop. Ind.</i> , n° 93..... | 72 |
|-----------|------------------|--------------------------------|----|

## 1861

|         |              |                                     |     |
|---------|--------------|-------------------------------------|-----|
| 2 févr. | C. de Paris  | <i>Ann.</i> , 1861, p. 77.....      | 62  |
| 22 avr. | Cass. req.   | <i>D. P.</i> , 1861, 1, p. 422..... | 62  |
| 17 mai  | C. de Paris  | <i>Ann.</i> , 1861, p. 235.....     | 156 |
| 6 août  | C. de Colmar | <i>Ann.</i> , 1862, p. 215.....     | 182 |
| 13 déc. | C. de Lyon   | <i>Ann.</i> , 1863, p. 296.....     | 149 |

## 1862

|                      |                  |                                 |          |
|----------------------|------------------|---------------------------------|----------|
| 1 <sup>er</sup> mars | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1862, p. 215..... | 182, 190 |
| 13 août              | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1863, p. 296..... | 149      |

## 1863

|                      |             |                                 |          |
|----------------------|-------------|---------------------------------|----------|
| 2 févr.              | Cass. req.  | <i>Ann.</i> , 1863, p. 81.....  | 155, 156 |
| 4 mai                | C. de Douai | <i>Ann.</i> , 1864, p. 249..... | 182      |
| 1 <sup>er</sup> déc. | C. de Paris | <i>inédit</i> .....             | 310      |

## 1864

|                      |                  |                                       |     |
|----------------------|------------------|---------------------------------------|-----|
| 2 janv.              | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1864, p. 249.....       | 182 |
| 25 févr.             | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1865, p. 402.....       | 307 |
| 1 <sup>er</sup> avr. | C. E.            | <i>Ann.</i> , 1864, p. 436.....       | 203 |
| 9 déc.               | Trib. civ. Seine | <i>Gaz. Trib.</i> , 23 déc. 1864..... | 311 |

## 1865

|          |              |                                     |        |
|----------|--------------|-------------------------------------|--------|
| 9 janv.  | C. de Rennes | <i>Ann.</i> , 1865, p. 226.....     | 87     |
| 12 janv. | Cass. crim.  | <i>Ann.</i> , 1865, p. 230.....     | 79, 85 |
| 8 mars   | Cass. req.   | <i>D. P.</i> , 1866, 1, p. 262..... | 310    |

|                        |                  |                                             |          |
|------------------------|------------------|---------------------------------------------|----------|
| 28 mars                | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1867, p. 323.....             | 212      |
| 30 mars                | C. d'Amiens      | <i>Ann.</i> , 1865, p. 233.....             | 86       |
| 31 mars                | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1865, p. 402.....             | 307      |
| 14 août                | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1865, p. 368.....             | 194      |
| 29 nov.                | Cass. civ. rej.  | <i>D. P.</i> , 1866, 1, p. 27.....          | 24       |
| 1866                   |                  |                                             |          |
| 21 juill.              | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1867, p. 251.....             | 211      |
| 26 nov.                | C. de Rouen      | <i>Ann.</i> , 1868, p. 260.....             | 117      |
| 21 déc.                | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1867, p. 251.....             | 211      |
| 1867                   |                  |                                             |          |
| 20 mars                | C. de Paris      | <i>Bull. crim.</i> , 1867, n° 190, p. 317.. | 195      |
| 15 juill.              | Cass. civ. rej.  | <i>Ann.</i> , 1867, p. 321.....             | 169      |
| 10 août                | Cass. crim. rej. | <i>Bull. crim.</i> , 1867, n° 190, p. 317.. | 195      |
| 27 déc.                | Cass. crim. rej. | <i>D. P.</i> , 1868, 1, p. 416.....         | 149      |
| 1868                   |                  |                                             |          |
| 8 févr.                | C. de Lyon       | <i>Ann.</i> , 1871, p. 19.....              | 126      |
| 27 avr.                | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1868, p. 260.....             | 117      |
| 22 mai                 | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1869, p. 137.....             | 127      |
| 24 juill.              | C. de Paris      | <i>inédit.</i> .....                        | 64       |
| 27 nov.                | C. de Paris      | <i>Bull. crim.</i> , 1869, n° 103.....      | 195      |
| 1869                   |                  |                                             |          |
| 7 avr.                 | Cass. civ. rej.  | <i>Ann.</i> 1869, p. 146.....               | 117      |
| 30 avr.                | Cass. crim. rej. | <i>Bull. crim.</i> , 1869, n° 103, p. 167.. | 195      |
| 25 mai                 | Cass. req.       | <i>Ann.</i> 1869, p. 393.....               | 64       |
| 11 nov.                | C. de Lyon       | <i>Ann.</i> , 1871, p. 85.....              | 194      |
| 1870                   |                  |                                             |          |
| 3 mars                 | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1872, p. 312.....             | 217      |
| 1 <sup>er</sup> juill. | C. de Paris      | <i>S.</i> , 1870, 2, p. 266.....            | 310      |
| 1871                   |                  |                                             |          |
| 31 juill.              | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1871, p. 85.....              | 194      |
| 1872                   |                  |                                             |          |
| 10 juin                | C. de Douai      | <i>Ann.</i> , 1874, p. 148.....             | 182      |
| 19 juill.              | C. de Lyon       | <i>Ann.</i> , 1872, p. 337.....             | 212      |
| 1873                   |                  |                                             |          |
| 17 déc.                | Cass. civ. rej.  | <i>D. P.</i> , 1874, 1, p. 199.....         | 249, 254 |



## 1874

|          |                  |                                 |          |
|----------|------------------|---------------------------------|----------|
| 20 févr. | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1874, p. 148..... | 182      |
| 20 juin  | C. de Nancy      | <i>Ann.</i> , 1877, p. 31.....  | 211, 213 |

## 1875

|                      |                  |                                             |     |
|----------------------|------------------|---------------------------------------------|-----|
| 24 mars              | Cass. civ. rej.  | <i>D. P.</i> , 1875, 1, p. 294.....         | 169 |
| 1 <sup>er</sup> juin | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1876, p. 52.....              | 62  |
| 10 juin              | C. de Paris      | <i>inédit</i> .....                         | 195 |
| 24 déc.              | Cass. crim. rej. | <i>Bull. crim.</i> , 1875, n° 362, p. 703.. | 195 |

## 1876

|         |                  |                                             |          |
|---------|------------------|---------------------------------------------|----------|
| 5 janv. | Cass. civ. rej.  | <i>Ann.</i> , 1877, p. 31.....              | 211, 213 |
| 16 juin | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1877, p. 350.....             | 126      |
| 30 déc. | Cass. crim. rej. | <i>Bull. crim.</i> , 1876, n° 268, p. 523.. | 167      |

## 1877

|        |                |                                |     |
|--------|----------------|--------------------------------|-----|
| 6 juin | C. de Bordeaux | <i>Ann.</i> , 1878, p. 33..... | 117 |
|--------|----------------|--------------------------------|-----|

## 1878

|         |                  |                                 |     |
|---------|------------------|---------------------------------|-----|
| 5 janv. | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1878, p. 33.....  | 117 |
| 26 déc. | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1879, p. 246..... | 119 |

## 1879

|         |             |                                 |     |
|---------|-------------|---------------------------------|-----|
| 25 nov. | C. d'Amiens | <i>Ann.</i> , 1881, p. 114..... | 196 |
|---------|-------------|---------------------------------|-----|

## 1881

|         |             |                                 |          |
|---------|-------------|---------------------------------|----------|
| 30 mars | Cass. req.  | <i>Ann.</i> , 1881, p. 114..... | 194, 196 |
| 24 mai  | Cass. civ.  | <i>Ann.</i> , 1881, p. 170..... | 167      |
| 25 nov. | Cass. crim. | <i>Ann.</i> , 1882, p. 134..... | 167      |

## 1882

|         |            |                                 |     |
|---------|------------|---------------------------------|-----|
| 21 mars | Cass. req. | <i>Ann.</i> , 1882, p. 234..... | 109 |
|---------|------------|---------------------------------|-----|

## 1883

|          |             |                                 |          |
|----------|-------------|---------------------------------|----------|
| 17 févr. | C. de Paris | <i>Ann.</i> , 1884, p. 109..... | 163      |
| 18 déc.  | Cass. civ.  | <i>Ann.</i> , 1885, p. 321..... | 126, 169 |

## 1884

|        |             |                                 |     |
|--------|-------------|---------------------------------|-----|
| 29 mai | C. d'Amiens | <i>Ann.</i> , 1885, p. 324..... | 126 |
|--------|-------------|---------------------------------|-----|

## 1885

|         |                     |                                 |     |
|---------|---------------------|---------------------------------|-----|
| 4 mai   | Cass. civ. rej.     | <i>Ann.</i> , 1885, p. 324..... | 126 |
| 30 juin | Trib. civ. Bordeaux | <i>Ann.</i> , 1886, p. 49.....  | 191 |

|           |                             |                                              |
|-----------|-----------------------------|----------------------------------------------|
| 1889      |                             |                                              |
| 27 févr.  | C. de Paris                 | <i>Ann.</i> , 1890, p. 231..... 128          |
| 25 juill. | C. de Rennes                | <i>Ann.</i> , 1892, p. 130..... 255          |
| 1890      |                             |                                              |
| 19 juin   | Trib. civ. Toulouse         | <i>Gaz. Trib. midi</i> 6 juill. 1890.... 198 |
| 1891      |                             |                                              |
| 21 janv.  | Cass. req.                  | <i>Ann.</i> , 1892, p. 128..... 249. 254     |
| 5 mars    | C. de Paris                 | <i>Ann.</i> , 1895, p. 156..... 234          |
| 22 avr.   | C. de Lyon                  | <i>Ann.</i> , 1892, p. 43..... 149           |
| 29 déc.   | C. de Paris                 | <i>Ann.</i> , 1893, p. 69..... 155           |
| 1893      |                             |                                              |
| 28 mars   | Cass. req.                  | <i>Ann.</i> , 1893, p. 188..... 62           |
| 20 avr.   | C. d'Agen                   | <i>Ann.</i> , 1893, p. 164..... 167          |
| 1894      |                             |                                              |
| 8 févr.   | C. de Paris                 | <i>Ann.</i> , 1895, p. 76..... 232           |
| 27 févr.  | Cass. req.                  | <i>Ann.</i> , 1894, p. 166..... 155          |
| 2 mars    | Cass. crim.                 | <i>Ann.</i> , 1894, p. 178..... 167          |
| 15 mars   | C. de Paris                 | <i>Ann.</i> , 1894, p. 194.. 258, 261, 267   |
| 8 mai     | Cass. civ. rej.             | <i>Ann.</i> , 1895, p. 156..... 234          |
| 30 nov.   | Cass. crim. rej. (Laffitte) | <i>Ann.</i> , 1895, p. 104..... 249, 254     |
| 30 nov.   | Cass. crim. rej. (Caillat)  | <i>Ann.</i> , 1895, p. 107..... 169          |
| 29 déc.   | C. de Toulouse (renvoi)     | <i>Ann.</i> , 1895, p. 103..... 255          |
| 1895      |                             |                                              |
| 11 janv.  | Cass. rej.                  | <i>Ann.</i> , 1895, p. 76..... 232           |
| 19 déc.   | Cass. crim.                 | <i>D. P.</i> , 1896, 1, p. 165..... 167      |
| 1896      |                             |                                              |
| 21 janv.  | C. d'Orléans (renvoi)       | <i>Ann.</i> , 1896, p. 59..... 255           |
| 1897      |                             |                                              |
| 25 mai    | Cass. crim.                 | <i>Ann.</i> , 1897, p. 332..... 188, 211     |
| 15 juill. | C. de Limoges (renvoi)      | <i>Ann.</i> , 1897, p. 332..... 188, 211     |
| 1900      |                             |                                              |
| 6 juill.  | Cass. crim.                 | <i>Ann.</i> , 1903, p. 104..... 152          |
| 1901      |                             |                                              |
| 11 janv.  | Cass. crim.                 | <i>Ann.</i> , 1903, p. 248..... 118          |
| 5 juill.  | C. E.                       | <i>Ann.</i> , 1904, p. 63..... 200           |
| 26 juill. | C. de Paris                 | <i>Ann.</i> , 1902, p. 109..... 152          |

## 1902

|          |                  |                                 |     |
|----------|------------------|---------------------------------|-----|
| 17 janv. | Cass. crim. rej. | <i>Ann.</i> , 1903, p. 109..... | 152 |
|----------|------------------|---------------------------------|-----|

## 1903

|         |             |                                 |     |
|---------|-------------|---------------------------------|-----|
| 14 mars | C. de Rouen | <i>Ann.</i> , 1903, p. 248..... | 118 |
|---------|-------------|---------------------------------|-----|

## 1904

|         |                |                                    |     |
|---------|----------------|------------------------------------|-----|
| 21 mars | C. de Dijon    | <i>Ann.</i> , 1904, p. 230.....    | 128 |
| 11 mai  | C. de Paris    | <i>Ann.</i> , 1904, p. 113.....    | 234 |
| 26 déc. | C. de Bordeaux | <i>Ann.</i> , 1907, 1, p. 243..... | 310 |

## 1905

|         |                 |                                          |     |
|---------|-----------------|------------------------------------------|-----|
| 10 nov. | Trib. civ. Lyon | <i>Mon. Jud. Lyon.</i> , 5 déc. 1906.... | 255 |
|---------|-----------------|------------------------------------------|-----|

## 1907

|         |                                        |                                   |     |
|---------|----------------------------------------|-----------------------------------|-----|
| 18 déc. | C. de Paris corr. (9 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1908, 1, p. 19..... | 103 |
|---------|----------------------------------------|-----------------------------------|-----|

## 1908

|          |                                        |                                       |          |
|----------|----------------------------------------|---------------------------------------|----------|
| 15 janv. | C. de Paris corr. (9 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1908, 1, p. 19.....     | 103      |
| 3 avr.   | Trib. civ. Seine                       | <i>Gaz. Pal.</i> 1908, 1, p. 550..... | 292      |
| 9 avr.   | Cass. crim. rej.                       | <i>Ann.</i> , 1911, 1, p. 10.....     | 103, 211 |

## 1910

|         |             |                                        |     |
|---------|-------------|----------------------------------------|-----|
| 13 oct. | C. de Paris | <i>Ann.</i> , 1915-1919, 1, p. 59..... | 191 |
| 26 oct. | Cass. req.  | <i>S.</i> , 1912, 1, p. 337.....       | 33  |

## 1912

|           |                                       |                                    |          |
|-----------|---------------------------------------|------------------------------------|----------|
| 28 févr.  | Trib. comm. Nantes                    | <i>Ann.</i> , 1913, 1, p. 223..... | 62       |
| 30 juill. | Trib. civ. Seine (3 <sup>e</sup> ch.) | <i>inédit</i> .....                | 270, 292 |

## 1913

|         |                  |                                        |     |
|---------|------------------|----------------------------------------|-----|
| 7 févr. | C. E.            | <i>Ann.</i> , 1913, 1, p. 321.....     | 198 |
| 26 juin | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1915-1919, 1, p. 59..... | 191 |
| 29 nov. | Trib. civ. Seine | <i>Ann.</i> , 1915-1919, 2, p. 16..... | 198 |

## 1914

|          |                   |                                      |          |
|----------|-------------------|--------------------------------------|----------|
| 20 janv. | C. de Douai       | <i>Ing. Cons.</i> , 1920, p. 57..... | 119      |
| 25 févr. | Trib. corr. Seine | <i>Ann.</i> 1924, p. 121.....        | 191, 292 |

## 1916

|         |             |                                 |     |
|---------|-------------|---------------------------------|-----|
| 11 déc. | C. de Dijon | <i>Ann.</i> , 1936, p. 123..... | 235 |
|---------|-------------|---------------------------------|-----|

## 1918

|           |             |                                         |     |
|-----------|-------------|-----------------------------------------|-----|
| 25 juill. | C. de Paris | <i>Ing. Conseil.</i> , 1920, p. 93..... | 119 |
|-----------|-------------|-----------------------------------------|-----|

|                      |                  |                                               |
|----------------------|------------------|-----------------------------------------------|
| 1920                 |                  |                                               |
| 18 mai               | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1924, p. 121..... 292           |
| 26 juill.            | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1921, 1, p. 149..... 62         |
| 18 oct.              | Cass. req.       | <i>S.</i> , 1922, 1, p. 20..... 169           |
| 1921                 |                  |                                               |
| 4 juin               | Cass. crim.      | <i>Ann.</i> , 1924, p. 121..... 292           |
| 1922                 |                  |                                               |
| 20 janv.             | C. E.            | <i>R. D. P.</i> , 1922, p. 81..... 47         |
| 1923                 |                  |                                               |
| 17 mai               | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1927, p. 15..... 232            |
| 20 juin              | Trib. civ. Seine | <i>Ann.</i> , 1925, p. 50..... 184            |
| 29 juin              | Trib. civ. Seine | <i>Ann.</i> , 1923, 1, p. 330..... 192        |
| 1 <sup>er</sup> déc. | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1926, 1, p. 74..... 184         |
| 1924                 |                  |                                               |
| 4 avr.               | Cass. crim.      | <i>Ann.</i> , 1925, p. 104..... 183           |
| 2 juill.             | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1927, p. 257..... 235           |
| 27 déc.              | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1925, p. 58..... 184            |
| 1925                 |                  |                                               |
| 13 janv.             | C. de Limoges    | <i>Gaz. Trib.</i> , 1925, 2, p. 697..... 41   |
| 10 févr.             | Cass. req.       | <i>D. H.</i> , 1925, p. 137..... 63           |
| 1926                 |                  |                                               |
| 18 juin              | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1926, 1, p. 241..... 184, 232   |
| 3 nov.               | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1927, p. 265..... 235           |
| 1927                 |                  |                                               |
| 18 févr.             | Trib. civ. Seine | <i>inédit</i> ..... 95                        |
| 1928                 |                  |                                               |
| 8 mars               | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1928, p. 101..... 192           |
| 10 nov.              | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1938, p. 119..... 302           |
| 3 déc.               | C. de Nîmes      | <i>D. H.</i> , 1929, p. 138..... 63           |
| 10 déc.              | Cass. req.       | <i>Ann.</i> , 1929, p. 41..... 234            |
| 1929                 |                  |                                               |
| 18 mars              | C. de Paris      | <i>Ann.</i> , 1929, p. 293..... 196           |
| 25 juill.            | Trib. civ. Seine | <i>Ann.</i> , 1938, p. 74..... 128, 191       |
| 24 déc.              | Cass. civ. rej.  | <i>Ann.</i> , 1933, p. 104..... 159, 167, 168 |

## 1930

|           |                                  |                                 |               |
|-----------|----------------------------------|---------------------------------|---------------|
| 28 janv.  | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1933, p. 129..... | 285           |
| 3 févr.   | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1930, p. 107..... | 149, 212      |
| 6 mars    | Trib. civ. Seine                 | <i>Ann.</i> , 1933, p. 206....  | 95, 126, 196  |
| 26 mars   | C. de Paris                      | <i>inédit</i> .....             | 95, 100       |
| 17 juin   | C. de Paris                      | <i>Ann.</i> , 1937, p. 176..... | 129           |
| 21 juill. | C. de Paris                      | <i>Ann.</i> , 1931, p. 249....  | 256, 286, 292 |
| 2 déc.    | Trib. civ. Lille                 | <i>Ann.</i> , 1932, p. 233..... | 232           |
| 26 déc.   | C. E.                            | <i>S.</i> , 1931, 3, p. 45..... | 47            |

## 1931

|                      |                                       |                                             |          |
|----------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------|----------|
| 15 janv.             | C. de Dijon                           | <i>Rev. gén. assur. terr.</i> , p. 557..... | 41       |
| 19 févr.             | C. de Dijon                           | <i>Ann.</i> , 1933, p. 291.....             | 71       |
| 1 <sup>er</sup> mai  | Trib. civ. Seine (3 <sup>e</sup> ch.) | <i>inédit</i> .....                         | 270, 292 |
| 8 mai                | C. de Lyon (1 <sup>re</sup> ch.)      | <i>Ann.</i> , 1933, p. 201.....             | 149, 169 |
| 11 mai               | Cass. req.                            | <i>Ann.</i> , 1938, p. 122.....             | 220      |
| 1 <sup>er</sup> juin | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)      | <i>Ann.</i> , 1938, p. 74.....              | 128, 192 |
| 13 juill.            | C. de Paris                           | <i>Gaz. Trib.</i> , 12 juill. 1932.....     | 234      |
| 22 juill.            | Trib. civ. Versailles                 | <i>inédit</i> .....                         | 196      |
| 28 déc.              | C. de Paris                           | <i>Ann.</i> , 1933, p. 121.....             | 149      |

## 1932

|          |                                       |                                 |          |
|----------|---------------------------------------|---------------------------------|----------|
| 19 janv. | C. de Paris                           | <i>Ann.</i> , 1932, p. 211..... | 232      |
| 19 janv. | Trib. civ. Seine (3 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1934, p. 382..... | 255, 307 |
| 16 févr. | C. de Douai                           | <i>Ann.</i> , 1932, p. 244..... | 232      |
| 4 mai    | Cass. civ. rej.                       | <i>Ann.</i> , 1932, p. 307..... | 232      |
| 18 juin  | Trib. civ. Seine                      | <i>inédit</i> .....             | 191      |
| 14 déc.  | Cass. civ. rej.                       | <i>Ann.</i> , 1933, p. 100..... | 190      |
| 20 déc.  | C. de Poitiers                        | <i>Ann.</i> , 1933, p. 113..... | 271      |

## 1933

|          |                                       |                                                |          |
|----------|---------------------------------------|------------------------------------------------|----------|
| 16 janv. | Trib. civ. Seine (3 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1933, p. 222.....                | 152      |
| 21 janv. | C. de Paris                           | <i>Ann.</i> , 1933, p. 206.....                | 126, 196 |
| 20 févr. | Cass. req.                            | <i>Ann.</i> , 1933, p. 146. 95, 100, 167, 191, | 215      |
| 8 mars   | Trib. civ. Seine                      | <i>inédit</i> .....                            | 196      |
| 29 mars  | C. de Lyon                            | <i>Ann.</i> , 1933, p. 249.....                | 228      |
| 4 avr.   | C. de Paris                           | <i>inédit</i> .....                            | 196      |
| 26 mai   | Trib. civ. Seine                      | <i>Ann.</i> , 1936, p. 111.....                | 163, 191 |
| 30 mai   | Cass. req.                            | <i>Gaz. Pal.</i> , 22 sept. 1933.....          | 63       |
| 13 juin  | Trib. civ. Seine                      | <i>Ann.</i> , 1933, p. 330.....                | 167, 192 |
| 15 juin  | Trib. civ. Nancy                      | <i>Ann.</i> , 1935, p. 116.....                | 232, 307 |
| 29 juin  | Cass. req.                            | <i>Ann.</i> , 1935, p. 78.....                 | 65       |
| 30 oct.  | Trib. civ. Bordeaux                   | <i>inédit</i> .....                            | 301      |
| 6 déc.   | Trib. civ. Seine                      | <i>La Loi</i> , 27 déc. 1933.....              | 119      |



## 1934

|           |                                  |                                               |           |     |
|-----------|----------------------------------|-----------------------------------------------|-----------|-----|
| 31 janv.  | C. de Nancy.                     | <i>Ann.</i> , 1935, p. 116.....               | 232,      | 307 |
| 6 févr.   | Cass. req.                       | <i>Ann.</i> , 1935, p. 77.....                | 65        |     |
| 13 févr.  | Cass. req.                       | <i>Ann.</i> , 1935, p. 76.....                | 211       |     |
| 27 mars   | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1934, p. 382..                  | 255, 267, | 307 |
| 7 mai     | Cass. req.                       | <i>Ann.</i> , 1935, p. 53.....                | 65        |     |
| 29 mai    | C. de Paris                      | <i>Ann.</i> , 1937, p. 176.....               | 128       |     |
| 16 juill. | C. de Paris                      | <i>Ann.</i> , 1934, 1, p. 377.....            | 294       |     |
| 18 juill. | Trib. civ. Bressuire             | <i>inédit</i> .....                           | 150,      | 170 |
| 24 oct.   | Cass. civ.                       | <i>Rev. gén. assur. terr.</i> , 1935, p. 265. | 41        |     |

## 1935

|                      |                                       |                                                            |           |     |
|----------------------|---------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------|-----|
| 22 janv.             | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)      | <i>Ann.</i> , 1938, p. 101.....                            | 191       |     |
| 30 janv.             | Trib. civ. Seine                      | <i>Ann.</i> , 1937, p. 212.....                            | 219       |     |
| 26 févr.             | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)      | <i>Ann.</i> , 1935, p. 291.....                            | 181       |     |
| 1 <sup>er</sup> mars | C. de Paris (1 <sup>re</sup> ch.)     | <i>Ann.</i> , 1936, p. 143.....                            | 235       |     |
| 7 mars               | C. de Bordeaux (1 <sup>re</sup> ch.)  | <i>inédit</i> .....                                        | 301       |     |
| 12 mars              | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)      | <i>Ann.</i> , 1936, p. 111.....                            | 163,      | 191 |
| 3 avr.               | Cass. civ.                            | <i>Ann.</i> , 1937, p. 176.....                            | 129       |     |
| 19 juin              | Trib. corr. Lyon                      | <i>Jur. class. comm.</i> (brevets d'invention) n° 749..... | 65        |     |
| 18 juill.            | C. de Colmar                          | <i>Prop. Ind.</i> , 1936, p. 126.....                      | 119       |     |
| 30 juill.            | Cass. civ. rej.                       | <i>Ann.</i> , 1937, p. 131.....                            | 119       |     |
| 30 juill.            | Trib. civ. Compiègne                  | <i>Ann.</i> , 1938, p. 79.....                             | 129       |     |
| 14 oct.              | Trib. civ. Seine (3 <sup>e</sup> ch.) | <i>Ann.</i> , 1936, p. 146.....                            | 233       |     |
| 5 nov.               | C. de Poitiers                        | <i>Ann.</i> , 1937, p. 133....                             | 150, 159, | 170 |
| 10 déc.              | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)      | <i>Ann.</i> , 1936, p. 119.....                            | 236,      | 237 |

## 1936

|           |                                         |                                     |           |     |
|-----------|-----------------------------------------|-------------------------------------|-----------|-----|
| 21 janv.  | Cass. civ.                              | <i>Ann.</i> , 1938, p. 64.....      | 71,       | 272 |
| 3 mars    | Cass. req.                              | <i>Ann.</i> , 1937, p. 175.....     | 196       |     |
| 5 mai     | Cass. req.                              | <i>D. H.</i> , 1936, 1, p. 314..... | 235       |     |
| 17 juill. | C. de Paris (13 <sup>e</sup> ch. corr.) | <i>Ann.</i> , 1937, p. 223.....     | 219       |     |
| 16 nov.   | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)        | <i>Ann.</i> , 1937, p. 162....      | 164, 181, | 191 |
| 22 déc.   | C. de Limoges (renvoi)                  | <i>Ann.</i> , 1938, p. 64.....      | 71, 72,   | 272 |

## 1937

|           |                                         |                                       |           |     |
|-----------|-----------------------------------------|---------------------------------------|-----------|-----|
| 13 janv.  | C. de Lyon                              | <i>Ann.</i> , 1938, p. 70.....        | 258       |     |
| 10 févr.  | C. de Paris                             | <i>Gaz. Trib.</i> , 12 août 1937..... | 191       |     |
| 15 févr.  | C. de Paris                             | <i>Ann.</i> , 1937, p. 212.....       | 219       |     |
| 17 févr.  | C. de Paris (13 <sup>e</sup> ch. corr.) | <i>inédit</i> .....                   | 192, 232, | 234 |
| 23 mars   | Trib. civ. Soissons                     | <i>inédit</i> .....                   | 256,      | 274 |
| 26 juill. | C. de Paris (4 <sup>e</sup> ch.)        | <i>inédit</i> .....                   | 234,      | 235 |
| 9 déc.    | C. de Paris                             | <i>inédit</i> .....                   | 191       |     |
| 20 déc.   | Trib. civ. Seine                        | <i>inédit</i> .....                   | 257,      | 273 |

## 1938

|           |                                       |                                         |          |
|-----------|---------------------------------------|-----------------------------------------|----------|
| 13 janv.  | Trib. civ. d'Yvetot                   | <i>inédit</i> .....                     | 257, 274 |
| 18 janv.  | Cass. req.                            | <i>Gaz. Pal.</i> , 1938, 1, p. 515..... | 228      |
| 21 janv.  | Trib. civ. Seine (3 <sup>e</sup> ch.) | <i>inédit</i> .....                     | 163      |
| 8 mars    | Trib. civ. Seine                      | <i>Gaz. Pal.</i> , 1938, 1, p. 802..... | 228      |
| 28 avr.   | Cass. req.                            | <i>Gaz. Pal.</i> , 1938, 1, p. 204..... | 294      |
| 26 juill. | C. d'Amiens (1 <sup>re</sup> ch.)     | <i>inédit</i> .....                     | 256, 274 |

## II. — DROIT ÉTRANGER

*Allemagne.*

## 1905

|          |       |                                         |     |
|----------|-------|-----------------------------------------|-----|
| 27 avr.  | P. A. | <i>P. M. Z. Bl.</i> , 1905, p. 227..... | 262 |
| 10 févr. | P. A. | <i>P. M. Z. Bl.</i> , 1905, p. 120..... | 263 |

## 1929

|         |       |                                    |     |
|---------|-------|------------------------------------|-----|
| 29 juin | R. G. | <i>Bl.</i> , 1929, p. 207.....     | 278 |
| 23 nov. | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1930, p. 75..... | 134 |

## 1930

|         |       |                                     |     |
|---------|-------|-------------------------------------|-----|
| 12 mars | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1930, p. 369..... | 175 |
| 4 oct.  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1931, p. 24.....  | 175 |
| 10 déc. | R. G. | <i>Mitt.</i> , 1931, p. 29.....     | 278 |

## 1932

|         |       |                                 |     |
|---------|-------|---------------------------------|-----|
| 17 déc. | P. A. | <i>Mitt.</i> , 1933, p. 27..... | 279 |
|---------|-------|---------------------------------|-----|

## 1933

|         |       |                                     |     |
|---------|-------|-------------------------------------|-----|
| 26 avr. | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1933, p. 362..... | 296 |
|---------|-------|-------------------------------------|-----|

## 1934

|          |       |                                        |          |
|----------|-------|----------------------------------------|----------|
| 24 janv. | R. G. | <i>Mitt.</i> , 1934, p. 68.....        | 235      |
| 6 juin   | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1934, p. 328.....    | 235      |
| 30 juin  | R. G. | <i>Mitt.</i> , 1934, p. 242.....       | 174, 224 |
| 22 sept. | R. G. | <i>G. R. U. R.</i> , 1934, p. 732..... | 134      |

## 1935

|          |       |                                      |          |
|----------|-------|--------------------------------------|----------|
| 5 janv.  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 211.....  | 134      |
| 9 janv.  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 140.....  | 174, 223 |
| 25 janv. | R. G. | <i>Prop. Ind.</i> , 1937, p. 11..... | 186, 191 |
| 6 févr.  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 260.....  | 175      |
| 10 avr.  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 249.....  | 175, 224 |
| 13 avr.  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 317.....  | 278      |

|         |       |                                        |     |
|---------|-------|----------------------------------------|-----|
| 11 mai  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 329.....    | 174 |
| 5 juin  | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 368.....    | 134 |
| 15 juin | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 442.....    | 224 |
| 6 sept. | R. G. | <i>M. u. W.</i> , 1935, p. 439.....    | 186 |
| 7 déc.  | R. G. | <i>G. R. U. R.</i> , 1936, p. 247..... | 175 |

*Argentine.*

1938

|          |                                          |                     |     |
|----------|------------------------------------------|---------------------|-----|
| 18 févr. | Décision du Ministre de<br>l'Agriculture | <i>inédit</i> ..... | 208 |
|----------|------------------------------------------|---------------------|-----|

*Belgique.*

1837

|         |             |                                                                |    |
|---------|-------------|----------------------------------------------------------------|----|
| 21 nov. | C. de Brux. | <i>Rép. Dalloz</i> , Brev. d'inv., 1847,<br>n° 68, p. 581..... | 84 |
|---------|-------------|----------------------------------------------------------------|----|

1864

|        |             |                                 |     |
|--------|-------------|---------------------------------|-----|
| 7 mars | C. de Brux. | <i>Pas.</i> , 1864, n° 269..... | 136 |
|--------|-------------|---------------------------------|-----|

1890

|         |                  |                                       |     |
|---------|------------------|---------------------------------------|-----|
| 14 juin | Trib. civ. Liège | <i>Jur. Liège</i> , 1890, p. 240..... | 226 |
|---------|------------------|---------------------------------------|-----|

1902

|          |             |                                         |     |
|----------|-------------|-----------------------------------------|-----|
| 29 janv. | C. de Brux. | <i>Pand. belges</i> , 1902, p. 663..... | 207 |
|----------|-------------|-----------------------------------------|-----|

1904

|         |             |                              |     |
|---------|-------------|------------------------------|-----|
| 27 avr. | C. de Brux. | <i>Pas.</i> III, p. 206..... | 266 |
|---------|-------------|------------------------------|-----|

1906

|        |             |                                 |     |
|--------|-------------|---------------------------------|-----|
| 7 juin | Cass. belge | <i>Ann.</i> , 1906, p. 337..... | 152 |
|--------|-------------|---------------------------------|-----|

1914

|        |             |                              |     |
|--------|-------------|------------------------------|-----|
| 2 avr. | Cass. belge | <i>Pas.</i> , 1, p. 169..... | 214 |
|--------|-------------|------------------------------|-----|

1926

|          |             |                                   |     |
|----------|-------------|-----------------------------------|-----|
| 8 juill. | Cass. belge | <i>Pas.</i> , 1927, 1, p. 41..... | 266 |
|----------|-------------|-----------------------------------|-----|

1928

|         |             |                                      |     |
|---------|-------------|--------------------------------------|-----|
| 15 juin | C. de Brux. | <i>Ing. Cons.</i> , 1928, p. 91..... | 266 |
|---------|-------------|--------------------------------------|-----|

1931

|         |                    |                                |     |
|---------|--------------------|--------------------------------|-----|
| 17 mars | Trib. civ. Louvain | <i>Ann.</i> , 1932, p. 16..... | 119 |
| 3 avr.  | C. de Brux.        | <i>Ann.</i> , 1932, p. 15..... | 119 |

|                    |                                                   |                                                       |
|--------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| 1935               |                                                   |                                                       |
| 9 mars             | C. de Brux.                                       | <i>Ing. Cons.</i> , 1935, p. 115..... 266             |
| 1936               |                                                   |                                                       |
| 9 mai              | C. de Brux.                                       | <i>Ing. Cons.</i> , 1936, p. 65, 170, 214, 226        |
| <i>Danemark.</i>   |                                                   |                                                       |
| 1937               |                                                   |                                                       |
| 14 mai             | Cour Supr. de Copenhague                          | <i>Prop. Ind.</i> , 1938, p. 34..... 65               |
| <i>Etats-Unis.</i> |                                                   |                                                       |
| 1849               |                                                   |                                                       |
| nov. (1)           | C. C. ( <i>Eastern District of Pennsylvania</i> ) | <i>1. F. P. C.</i> , p. 44..... 186                   |
| 1862               |                                                   |                                                       |
| 17 mars            | S. C.                                             | 66. <i>U. S.</i> (1 <i>Black</i> ), p. 427..... 185   |
| 1872               |                                                   |                                                       |
| 25 nov.            | S. C.                                             | 2. <i>O. G.</i> , p. 624..... 132                     |
| 1874               |                                                   |                                                       |
| 5 janv.            | S. C.                                             | 87. <i>U. S.</i> (20 <i>Wallace</i> ), p. 353.... 185 |
| 1876               |                                                   |                                                       |
| déc. (2)           | S. C.                                             | 95. <i>U. S.</i> , p. 187..... 185                    |
| 8 mai              | S. C.                                             | 92. <i>U. S.</i> , p. 347..... 185                    |
| 1877               |                                                   |                                                       |
| 2 mars             | S. C.                                             | 11. <i>O. G.</i> , p. 597..... 132                    |
| 1881               |                                                   |                                                       |
| 28 févr.           | S. C.                                             | 19. <i>O. G.</i> , p. 867..... 133                    |
| 12 déc.            | S. C.                                             | 104. <i>U. S.</i> , p. 310..... 185                   |
| 1882               |                                                   |                                                       |
| 16 janv.           | C. C.                                             | 9. <i>Fed.</i> , p. 905..... 132                      |
| 1883               |                                                   |                                                       |
| 5 mars             | S. C.                                             | 23. <i>O. G.</i> , p. 1330..... 222                   |

(1) Le jour n'est pas mentionné dans le recueil *Fisher's Patent Cases*.

(2) Le jour n'est pas indiqué dans le recueil des arrêts de la Cour suprême.

|          |                                                              |                                 |     |
|----------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------|-----|
|          |                                                              | 1887                            |     |
| 2 avr.   | C. C. ( <i>Southern district of Ohio, Western Division</i> ) | 31. <i>Fed.</i> , p. 224.....   | 223 |
|          |                                                              | 1890                            |     |
| 7 mars   | <i>Ex parte</i>                                              | 50. <i>O. G.</i> , p. 1766..... | 133 |
|          |                                                              | 1895                            |     |
| 7 janv.  | S. C.                                                        | 155. <i>U. S.</i> , p. 608..... | 174 |
| 4 mars   | S. C.                                                        | 156. <i>U. S.</i> , p. 502..... | 174 |
|          |                                                              | 1898                            |     |
| 4 févr.  | C. C. A. (3 <sup>e</sup> circuit)                            | 84. <i>Fed.</i> , p. 972.....   | 174 |
|          |                                                              | 1901                            |     |
| 28 févr. | C. C. A. (8 <sup>e</sup> circuit)                            | 106. <i>Fed.</i> , p. 693.....  | 54  |
| 21 oct.  | C. C. A. (8 <sup>e</sup> circuit)                            | 111. <i>Fed.</i> , p. 530.....  | 222 |
|          |                                                              | 1907                            |     |
| 16 avr.  | C. C. A. (7 <sup>e</sup> circuit)                            | 154. <i>Fed.</i> , p. 358.....  | 54  |
|          |                                                              | 1909                            |     |
| 7 juill. | <i>Ex parte</i>                                              | 148. <i>O. G.</i> , p. 279..... | 185 |
| 14 déc.  | C. C. A. (2 <sup>e</sup> circuit)                            | 174. <i>Fed.</i> , p. 996.....  | 222 |

*Grande-Bretagne.*

|                |                                           |                                     |     |
|----------------|-------------------------------------------|-------------------------------------|-----|
|                |                                           | 1837                                |     |
| (1)            | Décision d'une <i>Court of Exchequer</i>  | 1. <i>W. P. C.</i> , p. 144.....    | 133 |
|                |                                           | 1856                                |     |
| 24 juin        | H. L.                                     | <i>Macr. P. C.</i> , p. 152.....    | 173 |
|                |                                           | 1865                                |     |
| Fév.-juil. (2) | H. L.                                     | 35. <i>L. J. Q. B.</i> , p. 27..... | 173 |
|                |                                           | 1866                                |     |
| 6 déc.         | C. A.                                     | 25. <i>L. R.</i> , p. 399.....      | 173 |
|                |                                           | 1885                                |     |
| 15 juill.      | Décision d'une <i>Queen's Bench Court</i> | 2. <i>R. P. C.</i> , p. 201.....    | 221 |

- (1) Le mois et la date ne sont pas portés sur le recueil *Webster Patent Cases*.  
 (2) La décision a été rendue partiellement en février et en juillet ; la date de l'arrêt n'est pas indiquée dans le Journal des arrêts de la *Queen's Bench division*.



|                       |                                          |                                                                          |     |
|-----------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----|
|                       |                                          | 1887                                                                     |     |
| 26 juill.             | H. L.                                    | 4. <i>R. P. C.</i> , p. 449.....                                         | 221 |
|                       |                                          | 1889                                                                     |     |
| 18 févr.              | C. A.                                    | 6. <i>R. P. C.</i> , p. 243.....                                         | 214 |
| 20 mars               | C. A.                                    | 6. <i>R. P. C.</i> , p. 297.....                                         | 133 |
|                       |                                          | 1890                                                                     |     |
| 1 <sup>er</sup> févr. | C. A.                                    | 7. <i>R. P. C.</i> , p. 63.....                                          | 184 |
|                       |                                          | 1892                                                                     |     |
| 4 nov.                | C. A.                                    | 9. <i>R. P. C.</i> , p. 516.....                                         | 173 |
|                       |                                          | 1896                                                                     |     |
| 25 nov.               | <i>High Court</i>                        | 13. <i>R. P. C.</i> , p. 730.....                                        | 184 |
|                       |                                          | 1897                                                                     |     |
| 8 mai                 | C. A.                                    | 14. <i>R. P. C.</i> , p. 496.....                                        | 184 |
|                       |                                          | 1908                                                                     |     |
| 3 juin                | C. A.                                    | 25. <i>R. P. C.</i> , p. 631 et 657.....                                 | 184 |
|                       |                                          | 1920                                                                     |     |
| 29 nov.               | H. L.                                    | 38. <i>R. P. C.</i> , p. 1.....                                          | 173 |
|                       |                                          | 1928                                                                     |     |
| 9 mars                | C. A.                                    | 45. <i>R. P. C.</i> , p. 153 (182).....                                  | 207 |
|                       |                                          | <i>Hongrie.</i>                                                          |     |
|                       |                                          | 1929                                                                     |     |
| 25 févr.              | Arrêt de la Cour des Brevets de Budapest | <i>Oe. Pbl.</i> , 15 mai 1929, p. 111....                                | 290 |
|                       |                                          | <i>Italie.</i>                                                           |     |
|                       |                                          | 1913                                                                     |     |
| 5 juill.              | Cass. Turin                              | <i>Boll. della Prop. int. ed ind.</i> , 1915, 21, 22, p. 311.....        | 71  |
| 1 <sup>er</sup> déc.  | Cass. Turin                              | <i>Boll. della Prop. int. ed ind.</i> , 1914, IV, 3, 4, p. 135, 136..... | 62  |
|                       |                                          | 1932                                                                     |     |
| 6 mai                 | C. de Turin                              | <i>Riv. della Prop. int. ed ind.</i> , 1932, n° 34, 35.....              | 61  |
| 31 oct.               | C. du Turin                              | <i>Riv. della Prop. int. ed ind.</i> , 1933 p. 228 .....                 | 175 |

|             |                                    |                                                                |          |
|-------------|------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------|
|             |                                    | 1933                                                           |          |
| 9 mai       | C. de Milan                        | <i>Riv. della Prop. int. en ind.</i> , 1933,<br>p. 291.....    | 236      |
|             |                                    | 1934                                                           |          |
| 10 juill.   | Cass.                              | <i>Mon. Trib.</i> , 1935, p. 47.....                           | 225      |
|             |                                    | 1935                                                           |          |
| 4 juill.    | Cass.                              | <i>Mass. Foro. It.</i> , 1935, p. 591....                      | 225      |
|             |                                    | 1937                                                           |          |
| 9 avr.      | C. de Turin                        | <i>Riv. della Prop. int. ed ind.</i> , 1937,<br>n° 88, 93..... | 65       |
|             |                                    | <i>Norvège.</i>                                                |          |
|             |                                    | 1933                                                           |          |
| 3 mai       | Cour suprême d'Oslo                | <i>Prop. Ind.</i> , 1938, p. 9.....                            | 119      |
|             |                                    | <i>Suisse.</i>                                                 |          |
|             |                                    | 1891                                                           |          |
| 2 avr.      | B. G.                              | <i>Bull. off. prop. ind.</i> , 1931, p. 87.                    | 267      |
|             |                                    | 1903                                                           |          |
| 23-24 janv. | B. G. (sect. civ.)                 | <i>R. O.</i> , 29, II, p. 173.....                             | 187      |
|             |                                    | 1904                                                           |          |
| 27 mai      | B. G. (1 <sup>re</sup> sect.)      | <i>Z. R.</i> , III, p. 283 .....                               | 136      |
|             |                                    | 1908                                                           |          |
| 23 juin     | Z. H. G.                           | <i>Z. R.</i> , VIII, p. 194.....                               | 135      |
|             |                                    | 1913                                                           |          |
| 7 juin      | B. G. (1 <sup>re</sup> sect.)      | <i>B. G. E.</i> , 39, II, p. 347.....                          | 135      |
|             |                                    | 1917                                                           |          |
| 17 févr.    | B. G.                              | <i>B. G. E.</i> , 43, II, p. 112.....                          | 187      |
| 15 sept.    | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 43, II, p. 522.....                          | 224      |
|             |                                    | 1918                                                           |          |
| 25 mai      | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 44, II, p. 203.....                          | 174      |
|             |                                    | 1923                                                           |          |
| 5 mars      | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 49, II, p. 145.....                          | 175, 224 |

1930

|          |                                    |                                       |     |
|----------|------------------------------------|---------------------------------------|-----|
| 11 févr. | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>Sem. jud.</i> , 52, p. 513.....    | 224 |
| 5 mars   | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 56, II, p. 148..... | 136 |

1931

|        |                                    |                                       |     |
|--------|------------------------------------|---------------------------------------|-----|
| 2 avr. | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 57, II, p. 237..... | 264 |
|--------|------------------------------------|---------------------------------------|-----|

1932

|          |                                    |                                       |     |
|----------|------------------------------------|---------------------------------------|-----|
| 20 janv. | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 58, II, p. 58.....  | 224 |
| 29 juin  | B. G. (1 <sup>re</sup> sect. civ.) | <i>B. G. E.</i> , 58, II, p. 287..... | 135 |

1933

|       |       |                                     |    |
|-------|-------|-------------------------------------|----|
| 8 mai | Cass. | <i>B. G. E.</i> , 59, I, p. 99..... | 55 |
|-------|-------|-------------------------------------|----|

---

## TABLE DES NOMS DES PARTIES

### A

|                                     |          |
|-------------------------------------|----------|
| Adamoli .....                       | 236      |
| Agnellet .....                      | 310      |
| Amdyco (Sté) .....                  | 236, 237 |
| André (Vve) .....                   | 182, 190 |
| Animarium .....                     | 222      |
| Arpels .....                        | 191      |
| Asselin .....                       | 127      |
| Atlantic Works .....                | 222      |
| Aubry .....                         | 128, 192 |
| Auer (Sté) .....                    | 152      |
| Automatic Weighing Machine Co. .... | 133      |
| Avanchet (Usine de l') ..           | 175, 224 |

### B

|                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| Badische Anilin und Sodafabrik ..... | 221           |
| Basler Glühlampenfabrik ..           | 174           |
| Bausset (de) .....                   | 133           |
| Bayeux (Vve) et Jules Richard .....  | 95, 100       |
| Bayeux (Vve) et Henrard .....        | 167, 191, 215 |
| Bazzi .....                          | 65            |
| Bertre .....                         | 79, 85, 86    |
| Beyaert .....                        | 159, 167, 168 |
| Bibby .....                          | 173           |
| Bihari .....                         | 198           |
| Blanquier .....                      | 211           |
| Bodner .....                         | 65            |
| Boettiger .....                      | 204           |
| Boisselier .....                     | 196           |
| Boisserolles et Joubert ..           | 127           |

|                                            |               |
|--------------------------------------------|---------------|
| Bonnard .....                              | 173           |
| Bookwalter .....                           | 223           |
| Boots Pure Drug Co. ....                   | 207           |
| Bossard (Frères) ...                       | 150, 159, 170 |
| Borsig .....                               | 234           |
| Boucher .....                              | 194, 196, 213 |
| Boucherie de Genève (Syndicat de la) ..... | 175, 224      |
| Bouley .....                               | 39            |
| Brady (E. L.) .....                        | 222           |
| Brearley .....                             | 171           |
| Bremer Torfwerke (Sté) ..                  | 136           |
| Brenneisen .....                           | 264           |
| Brès .....                                 | 234           |
| Bretscher et Co. ....                      | 224           |
| British United Shoe Machinery Co. ....     | 184           |
| Brown Boveri .....                         | 270, 292      |
| Brun et Fils .....                         | 258           |
| Buire .....                                | 65            |
| Bullier .....                              | 128           |
| Bush .....                                 | 173           |

### C

|                                       |               |
|---------------------------------------|---------------|
| Caillat .....                         | 169           |
| Caillot .....                         | 192, 232, 234 |
| Campbell .....                        | 185           |
| Caoutchouc Manufacturé (Sté Le) ..... | 164, 181      |
| Caruelle (Et.) .....                  | 129           |
| Cash Indicator Co. ....               | 174           |
| Cash Register Co. ....                | 174           |
| Cellophane (Sté La) .....             | 119           |
| Charageat .....                       | 128           |

|                               |          |
|-------------------------------|----------|
| Chausson (Sté des Usines)     | 167, 192 |
| Chavent                       | 65       |
| Chemo (Sté)                   | 55       |
| Chrétien                      | 219      |
| Coes                          | 132      |
| Coindet                       | 119      |
| Collins (C <sup>ie</sup> )    | 132      |
| Coppée (Evence). 71, 72, 271, | 272      |
| Coquille                      | 167, 192 |
| Cordier                       | 311      |
| Cormier                       | 211      |
| Couleru                       | 187      |
| Creager                       | 174      |
| Creveau                       | 270, 292 |
| Cuchet                        | 167      |

**D**

|                                       |               |
|---------------------------------------|---------------|
| Dailloux                              | 301           |
| Daniel                                | 212           |
| Daniel (Consorts)                     | 149           |
| Dard (Sté des Et.)                    | 163, 191      |
| Darenne                               | 188           |
| Delachaux                             | 187           |
| Delacourt                             | 152           |
| Delay                                 | 149           |
| Delmas                                | 249           |
| Dennel                                | 163, 191      |
| Depouilly et autres                   | 149           |
| Desouches                             | 117           |
| Despréaux                             | 164, 181      |
| Detaint                               | 129           |
| Deutsche Waffen und Munition Fabriken | 147           |
| Devienne                              | 192, 232, 234 |
| Diamond State Iron Co                 | 174           |
| Dohme                                 | 270           |
| Dreyfus et Reynes                     | 191           |
| Drieux                                | 232           |
| Ducretet (Sté des Et.)                | 256, 286, 292 |
| Dunbar                                | 185           |
| Durand                                | 203           |
| Duterne                               | 191           |

**E**

|             |     |
|-------------|-----|
| Easterbrook | 221 |
|-------------|-----|

|                                                      |          |
|------------------------------------------------------|----------|
| Edison                                               | 214      |
| Electricité de l'Ouest Parisien (C <sup>ie</sup> d') | 270, 292 |
| Esnault Pelterie                                     | 232      |
| Est Isoldi-Rizzi                                     | 236      |
| Etat Français (Ministère de la Marine)               | 235      |

**F**

|                                                      |          |
|------------------------------------------------------|----------|
| Faber                                                | 185      |
| Fabre                                                | 310      |
| Feldmühle (Stickerei)                                | 135      |
| Feutres et Amiantes d'Auvellais et du Nord (Sté des) | 149, 169 |
| Florimond                                            | 88       |
| Fox et autres                                        | 173      |
| Fournier                                             | 184      |
| Franc                                                | 149      |
| France Asiatic Textiles                              | 228      |
| Frioux                                               | 126      |
| Fuller (Henry W.)                                    | 132      |
| Fussell                                              | 184      |

**G**

|                                         |               |
|-----------------------------------------|---------------|
| Gadd et Mason                           | 173           |
| Galland                                 | 255           |
| Garbagnati                              | 62            |
| Garbarini                               | 192           |
| Gaudin                                  | 39            |
| Gault                                   | 117           |
| Gay (Consorts)                          | 119           |
| Gazoline Products (Sté)                 | 233, 236      |
| Générale de T. S. F. (C <sup>ie</sup> ) | 219, 294      |
| General Electric Co                     | 222           |
| Gentilhomme                             | 285, 302      |
| Gérard                                  | 232, 234      |
| Gindrat, Delachaux et C <sup>ie</sup>   | 187           |
| Gobel et Fils (Et.)                     | 232, 307      |
| Godard                                  | 64            |
| Godin                                   | 194, 196      |
| Goethals                                | 129           |
| Goldie                                  | 174           |
| Gomez Frères (Sté)                      | 255, 267, 307 |
| Gould (W. L.)                           | 132           |
| Goumy (Sté)                             | 270, 292      |



|                               |                |                                           |                        |
|-------------------------------|----------------|-------------------------------------------|------------------------|
| Grammont (Et.).....           | 294            | Knight.....                               | 133                    |
| Gratieux.....                 | 103, 211       | Kuhn.....                                 | 264                    |
| Gratieux et Janssens.....     | 103            |                                           |                        |
| Great Northern Railway....    | 173            |                                           |                        |
| Great Western Railway.....    | 221            |                                           |                        |
| Grison .....                  | 87             |                                           |                        |
| Guillet, Frioux et autres.... | 126            |                                           |                        |
|                               |                |                                           |                        |
| <b>H</b>                      |                | <b>L</b>                                  |                        |
| Hailes.....                   | 185            | Lacoste et Trioux.....                    | 292                    |
| Halske.....                   | 174            | Laffitte.....                             |                        |
| Hamoire.....                  | 84             | 167, 249, 254, 255, 258, 261,             | 267                    |
| Harwood.....                  | 173            | Lamblin.....                              | 128, 191, 199          |
| Hauman.....                   | 84             | Lamme.....                                | 292                    |
| Henrard.....                  | 167, 191, 215  | Lampes (C <sup>ie</sup> des).....         | 152, 232               |
| Hera.....                     | 119            | Lampes Luxor (Sté des)....                | 152                    |
| Hill Wright Electric.....     | 222            | Laurent (Et.).....                        | 149, 169               |
| Hirschfeld Frères (Sté)....   | 149            | Laurence.....                             | 119                    |
| Hiss.....                     | 182, 190       | Laville.....                              | 203                    |
| Holland.....                  | 214            | Le Caoutchouc Manufacturé                 |                        |
| Hollandsche Glas en Metaal    |                | (Sté).....                                | 164, 181               |
| Bank.....                     | 228            | Leclercq.....                             | 118                    |
| Horne et Buire.....           | 65             | Lecomte.....                              | 163                    |
| Houdaille.....                | 191, 292       | Le Gô.....                                | 270                    |
| Huber.....                    | 135            | Lelong.....                               | 129                    |
| Hulme.....                    | 186            | Léonard et Fils.....                      | 232, 307               |
| Hutchinson .....              | 285            | Lesieur....                               | 95, 100, 167, 191, 215 |
|                               |                | Leung.....                                | 65                     |
| <b>I</b>                      |                | Levinstein .....                          | 221                    |
| Ighina Fabini (Et.).....      | 175            | Lévy Fils .....                           | 224                    |
| Interchangeable Brake Beam    |                | Lévy (L.).....                            | 256, 286, 292          |
| C <sup>o</sup> .....          | 54             | Lévy, Monnier et C <sup>ie</sup> .....    | 232                    |
| Isoldi-Rizzi.....             | 236            | London General Omnibus Co.                | 173                    |
|                               |                | Longchamp (Casimir) .....                 | 149                    |
| <b>J</b>                      |                | L'Oxygett (Sté). 95, 100, 167,            | 215                    |
| Janssens.....                 | 103            | Lumière.....                              | 200                    |
| Jequier.....                  | 224            |                                           |                        |
| Joly.....                     | 79, 85, 86, 87 |                                           |                        |
| Joubert.....                  | 127            |                                           |                        |
| Journaux.....                 | 234            |                                           |                        |
| Jovignot .....                | 190            |                                           |                        |
| Jupe.....                     | 133            |                                           |                        |
|                               |                |                                           |                        |
| <b>K</b>                      |                | <b>M</b>                                  |                        |
| Kahn.....                     | 65             | Mac Cormick Harvesting C <sup>o</sup> .   | 136                    |
| Klaxon (Sté).....             | 181, 302       | Mac Cullough .....                        | 185                    |
|                               |                | Mairet .....                              | 194                    |
|                               |                | Male Fosse et Sté Male                    |                        |
|                               |                | Fosse.....                                | 255, 267, 307          |
|                               |                | Mahler.....                               | 222                    |
|                               |                | Manc .....                                | 128                    |
|                               |                | Martin Moulet et C <sup>ie</sup> (Sté)... | 128                    |
|                               |                | Mason.....                                | 173                    |
|                               |                | Massy.....                                | 84                     |
|                               |                | Maudet... 95, 100, 167, 191,              | 215                    |
|                               |                | Maurice.....                              | 232, 234               |
|                               |                | Mayor.....                                | 173                    |
|                               |                | Melle (Usines de). 71, 72, 271,           | 272                    |

|                                |               |
|--------------------------------|---------------|
| Mertz.....                     | 292           |
| Meunier.....                   | 117           |
| Meyers .....                   | 185           |
| Mézard .....                   | 39            |
| Milwaukee Rubber Work Co. .... | 54            |
| Minimax .....                  | 236, 237      |
| Monnier .....                  | 232           |
| Montagnac (de).....            | 72            |
| Moreau.....                    | 235           |
| Moride.....                    | 126           |
| Mortagne .....                 | 232           |
| Mortera.....                   | 62            |
| Mortier.....                   | 255           |
| Moulet.....                    | 128, 191, 192 |
| Mousseau .....                 | 191           |
| Mouthe.....                    | 258           |
| Müller.....                    | 61            |

**N**

|                                                 |          |
|-------------------------------------------------|----------|
| Nanquette.....                                  | 126, 196 |
| Nationale des Radiateurs (C <sup>ie</sup> ..... | 126, 196 |
| National Hollow Brake Beam Co.....              | 54       |
| Nye.....                                        | 184      |

**O**

|                                                     |     |
|-----------------------------------------------------|-----|
| Oerlikon.....                                       | 292 |
| Olso Light (Sté).....                               | 62  |
| Orion (Sté).....                                    | 135 |
| Ostrum (P.).....                                    | 133 |
| Oxygett (Sté l <sup>r</sup> ) . 95, 100, 167, ..... | 215 |
| Ozouf .....                                         | 163 |

**P**

|                  |          |
|------------------|----------|
| Parignat.....    | 169      |
| Parker.....      | 186      |
| Pascal.....      | 128      |
| Pasel.....       | 170      |
| Penn.....        | 173      |
| Pérille.....     | 167      |
| Peress.....      | 181      |
| Peyer.....       | 55       |
| Philippart ..... | 103, 211 |
| Pickering .....  | 185      |
| Pigeon.....      | 191      |

|                             |          |
|-----------------------------|----------|
| Pignot .....                | 270, 292 |
| Pioche.....                 | 235      |
| Ploncard.....               | 119      |
| Planche.....                | 65       |
| Poliakoff et Stone .....    | 196      |
| Pontedder.....              | 71       |
| Porcher et Winterflood..... | 118      |
| Porrati .....               | 65       |
| Potts .....                 | 174      |
| Pratt .....                 | 133      |
| Préau .....                 | 220      |
| Prodotti Edili (Sté).....   | 61       |
| Proux .....                 | 220      |
| Puget et Et. Laurent... ..  | 149, 169 |

**R**

|                                                 |                   |
|-------------------------------------------------|-------------------|
| Racaud (Ch.).....                               | 150, 159, 170     |
| Radiateurs (C <sup>ie</sup> Nationale des)..... | 126, 196          |
| Raffineries de Pétroles du Nord.....            | 234, 235          |
| Raphael .....                                   | 184               |
| Reckendorfer .....                              | 185               |
| Rees (James).....                               | 132               |
| Renard (Frères) et Franc....                    | 149               |
| Renault (Sté des Usines) 167, .....             | 192               |
| Rey.....                                        | 55, 159, 167, 168 |
| Reynes .....                                    | 191               |
| Richard.....                                    | 95, 100, 211      |
| Roger .....                                     | 301               |
| Routin .....                                    | 162               |
| Roy .....                                       | 188               |
| Royat.....                                      | 183               |
| Rubber Tire Wheel Co.....                       | 54                |
| Rubel Frères .....                              | 191               |

**S**

|                       |     |
|-----------------------|-----|
| Saint-Hilaire .....   | 65  |
| Salomon.....          | 39  |
| Samarue (époux) ..... | 65  |
| Sauter Frères .....   | 224 |
| Schall .....          | 128 |
| Schaller.....         | 191 |
| Schapiro.....         | 128 |
| Scharp.....           | 207 |
| Scheidegger .....     | 224 |

|                                            |     |                                             |     |
|--------------------------------------------|-----|---------------------------------------------|-----|
| Schneider.....                             | 187 | Tootal (Sté).....                           | 228 |
| Schneider et C <sup>ie</sup> ... 187, 270, | 292 | Topart et Goethals.....                     | 129 |
| Schraim (Et.).....                         | 191 | Tossiza et Moreau.....                      | 235 |
| Schwalder et C <sup>ie</sup> .....         | 135 | Tournier.....                               | 258 |
| Schweizerische Eidgenossens-<br>chaft..... | 136 | Trébutien.....                              | 167 |
| Schwob.....                                | 219 | Trépont.....                                | 47  |
| Sears.....                                 | 185 | Trioux.....                                 | 292 |
| Seitz et autres.....                       | 183 | T. S. F. (C <sup>ie</sup> générale de) 219, | 294 |
| Sénac.....                                 | 117 | <b>V</b>                                    |     |
| Séraphin.....                              | 235 | Vance.....                                  | 185 |
| Sharp et Dohme.....                        | 207 | Van Cleef et Arpels (Sté)....               | 191 |
| Siegbartbalken.....                        | 71  | Van Steenkist.....                          | 232 |
| Siemens et Halske.....                     | 174 | Van Wormer.....                             | 184 |
| Sissa (Sté).....                           | 224 | Vermeire.....                               | 84  |
| Stalder (Jacob).....                       | 136 | Verreries Souchon Neuvisel..                | 228 |
| Sternberg (A. W.) et C <sup>ie</sup> ....  | 149 | Veillet.....                                | 191 |
| Sternit (Sté).....                         | 175 | Villame.....                                | 235 |
| Steyer et Winckler.....                    | 152 | Visseaux.....                               | 219 |
| Stickerei Feldmühle.....                   | 135 | <b>W</b>                                    |     |
| Stokes..... 184,                           | 232 | Weissenthaner.....                          | 190 |
| Stone.....                                 | 196 | Wicke (W.).....                             | 133 |
| Souchon Neuvisel (Verreries).              | 228 | Wilcox.....                                 | 223 |
| Swan Electric Light C <sup>o</sup> ....    | 214 | Williams.....                               | 184 |
| <b>T</b>                                   |     | Winckler.....                               | 152 |
| Tavecchia et Adamoli.....                  | 236 | Winterflood.....                            | 118 |
| Tavernier..... 192, 232,                   | 234 | Wolf Carburol (Sté).....                    | 234 |
| Taylor.....                                | 64  | Wood.....                                   | 184 |
| Thomson-Houston (C <sup>ie</sup> fr.)..    | 294 | Wright.....                                 | 184 |
| Téléphones (Sté des).....                  | 234 | <b>Y</b>                                    |     |
| Terry.....                                 | 232 | Yentzer.....                                | 133 |
| Tessié du Motay.....                       | 62  | <b>Z</b>                                    |     |
| Teyssonneau.....                           | 191 | Zalkind.....                                | 196 |
| Thuillier et Aubry.....                    | 128 |                                             |     |

## TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

---

|                                                                                      | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                                                   | 1     |
| Notion de brevetabilité.....                                                         | 1     |
| Caractère de contrat synallagmatique attribué au brevet d'inven-<br>tion .....       | 2     |
| La cause.....                                                                        | 3     |
| Examen de la brevetabilité à l'aide de la notion de cause en droit<br>civil.....     | 4     |
| Caractère aléatoire.....                                                             | 5     |
| Intérêt offert par l'examen du but visé par l'inventeur et la collec-<br>tivité..... | 5     |
| Plan .....                                                                           | 6     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### De la cause.

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Notions historiques sommaires sur la cause<br/>en droit civil</i> ..... | 7  |
| <i>Section Ire.</i> — Du droit romain au Code civil.....                                       | 7  |
| Historique.....                                                                                | 7  |
| I. — Droit romain .....                                                                        | 7  |
| Divers sens du mot « causa ».....                                                              | 8  |
| Les contrats innomés.....                                                                      | 9  |
| Conclusion .....                                                                               | 11 |
| II. — Les canonistes .....                                                                     | 11 |
| III. — Bartole et ses successeurs.....                                                         | 12 |
| IV. — Domat .....                                                                              | 13 |
| V. — De Domat au Code civil.....                                                               | 15 |
| <i>Section II.</i> — Théories modernes.....                                                    | 16 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Théorie classique.....                                                   | 16 |
| I. — Esprit de la théorie classique.....                                                       | 16 |
| Le but lointain.....                                                                           | 18 |
| Le motif et le but.....                                                                        | 18 |

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| II. — Caractéristiques essentielles de la théorie classique.....            | 19 |
| Caractère objectif et psychologique de la notion de cause.....              | 20 |
| III. — La cause et l'objet.....                                             | 20 |
| Le but .....                                                                | 21 |
| § 2. — Critique de la théorie classique par les anti-causalistes .....      | 22 |
| I. — Fausseté de la théorie classique.....                                  | 22 |
| Du principe de causalité.....                                               | 23 |
| Fonction justificative du principe de causalité..                           | 24 |
| II. — Inutilité de la théorie classique.....                                | 25 |
| § 3. — Conception de M. Capitant.....                                       | 26 |
| La cause, but commun visé par les contractants....                          | 26 |
| Du lien de connexité entre les obligations de chaque partie.....            | 26 |
| Critique de la conception de M. Capitant par M. Ripert.....                 | 27 |
| § 4. — Conception de M. Josserand.....                                      | 28 |
| Théorie des mobiles.....                                                    | 28 |
| Le « moi » et le « non-moi ».....                                           | 29 |
| § 5. — Conception de M. Maury.....                                          | 30 |
| La cause ou l'équivalent économique voulu.....                              | 30 |
| § 6. — La cause dans la jurisprudence du droit civil.....                   | 31 |
| De l'annulation des conventions passées en vue d'un but illicite .....      | 31 |
| Recherche du motif déterminant.....                                         | 32 |
| La cause, élément d'exécution du contrat.....                               | 33 |
| § 7. — Conception de M. Demogue.....                                        | 33 |
| Confusion pratique entre la cause et l'objet.....                           | 33 |
| La cause, aspect particulier de l'objet.....                                | 34 |
| La cause et l'intérêt social.....                                           | 35 |
| Utilité de la cause en droit civil.....                                     | 35 |
| Section III. — Des contrats aléatoires.....                                 | 36 |
| Définition .....                                                            | 36 |
| § 1 <sup>er</sup> . — La résolution judiciaire et le principe de causalité. | 37 |
| La résolution judiciaire.....                                               | 37 |
| La cause, élément de validité du contrat.....                               | 38 |
| Lésion.....                                                                 | 39 |
| § 2. — La notion de cause dans les contrats aléatoires ....                 | 39 |
| Confusion entre le manque de cause et l'absence d'aléa .....                | 39 |
| Jurisprudence .....                                                         | 40 |
| Lien étroit entre la cause et l'objet.....                                  | 40 |
| Action de la cause sur la portée du contrat.....                            | 41 |



|                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Conclusion .....                                                                                                          | 41 |
| <i>Section IV. — La notion de cause en droit civil, telle qu'elle paraît se dégager de son évolution historique .....</i> | 42 |
| La cause synonyme de but.....                                                                                             | 42 |
| Rôle de la cause sur l'exécution de la convention .....                                                                   | 43 |
| Influence du caractère aléatoire du contrat..                                                                             | 43 |
| CHAPITRE II. — <i>La notion de cause en dehors du droit civil.....</i>                                                    | 45 |
| <i>Section Ire. — Apparition de la cause dans diverses branches de la science juridique.....</i>                          | 45 |
| I. — Droit pénal.....                                                                                                     | 45 |
| II. — Droit international public.....                                                                                     | 46 |
| III. — Procédure .....                                                                                                    | 46 |
| IV. — Droit administratif .....                                                                                           | 46 |
| Le détournement de pouvoir.....                                                                                           | 47 |
| L'erreur de fait.....                                                                                                     | 47 |
| L'erreur et l'intérêt public.....                                                                                         | 48 |
| La cause-catégorie.....                                                                                                   | 48 |
| V. — Droit comparé.....                                                                                                   | 49 |
| <i>Section II. — La cause en propriété industrielle.....</i>                                                              | 50 |
| § 1 <sup>er</sup> . — La nature juridique du brevet d'invention.....                                                      | 50 |
| I. — Le brevet tel qu'il est défini par la loi de 1844..                                                                  | 50 |
| Le brevet est-il un acte contractuel ?.....                                                                               | 50 |
| Le brevet-contrat.....                                                                                                    | 52 |
| II. — Travaux préparatoires.....                                                                                          | 53 |
| III. — Doctrine .....                                                                                                     | 53 |
| IV. — Droit comparé .....                                                                                                 | 54 |
| § 2. — De la date de formation du contrat que constitue le brevet d'invention.....                                        | 55 |
| Rétroactivité au jour du dépôt.....                                                                                       | 55 |
| § 3. — Des obligations réciproques assumées par chaque partie.....                                                        | 56 |
| Leur objet.....                                                                                                           | 56 |
| Leur cause .....                                                                                                          | 57 |
| § 4. — Du caractère aléatoire du brevet.....                                                                              | 57 |
| Pas d'examen.....                                                                                                         | 57 |
| I. — De la nature de l'aléa inhérent au brevet.....                                                                       | 58 |
| II. — De l'influence du caractère aléatoire du brevet sur le contrat de cession.....                                      | 59 |
| De la résolution judiciaire.....                                                                                          | 60 |
| De la distinction entre vices apparents et vices cachés.....                                                              | 60 |

|                                                                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tendance de la jurisprudence à suivre les règles du droit commun des contrats .....                                    | 62 |
| De la résiliation prononcée par les tribunaux au lieu de la résolution .....                                           | 63 |
| III. — Du contrat de licence .....                                                                                     | 64 |
| Résiliation .....                                                                                                      | 64 |
| IV. — De l'influence du caractère aléatoire sur la non-application de la nullité d'un brevet pour cause illicite ..... | 65 |
| § 5. — Le brevet d'invention et les contrats d'adhésion ....                                                           | 67 |
| Le brevet, contrat d'adhésion .....                                                                                    | 67 |
| Inégalité des parties au contrat .....                                                                                 | 67 |
| De l'atteinte portée au principe de l'autonomie de la volonté .....                                                    | 68 |
| Le principe de l'autonomie de la volonté et le développement de la notion de cause en droit français .....             | 69 |
| § 6. — Caractère social de la cause en propriété industrielle.                                                         | 70 |
| I. — Caractère social et d'ordre public du brevet d'invention .....                                                    | 70 |
| Jurisprudence .....                                                                                                    | 71 |
| II. — Droit comparé .....                                                                                              | 73 |
| III. — Influence du caractère social sur la portée du brevet d'invention .....                                         | 74 |
| § 7. — La nouveauté, son fondement dans la notion de cause .....                                                       | 75 |
| I. — La notion de cause dans la loi et dans les travaux préparatoires .....                                            | 75 |
| Nouveauté et caractère industriel .....                                                                                | 75 |
| La « cause » opposée à l' « effet » .....                                                                              | 76 |
| Exposé des motifs .....                                                                                                | 76 |
| Rapport Barthélémy .....                                                                                               | 77 |
| Rapport Dupin .....                                                                                                    | 77 |
| II. — Doctrine .....                                                                                                   | 78 |
| Des droits acquis par les tiers. ....                                                                                  | 79 |
| La règle de la mutualité des valeurs .....                                                                             | 79 |
| A. — Du manque de cause de l'obligation assumée par la Société .....                                                   | 80 |
| A. Huard reproduit en partie les paroles du rapporteur de la loi de 1844 .....                                         | 81 |
| Renouard rapproche le brevet d'un contrat dont les conditions sont fixées par la loi de 1844 .....                     | 81 |
| Ancienneté et imperfection de l'explication de Philippe Dupin .....                                                    | 82 |

|                                                                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Opinion de M. Percerou.....                                                                                                                  | 82  |
| B. — Du manque de cause de l'obligation assumée<br>par le breveté.....                                                                       | 82  |
| C. — Du manque de nouveauté et de l'absence<br>d'aléa.....                                                                                   | 83  |
| III. — Jurisprudence.....                                                                                                                    | 83  |
| Arrêt Joly.....                                                                                                                              | 85  |
| Arrêt de la Cour d'Amiens.....                                                                                                               | 86  |
| Arrêt de la Cour de Rennes.....                                                                                                              | 87  |
| Conclusion .....                                                                                                                             | 88  |
| § 8. — Le caractère industriel, son fondement dans la no-<br>tion de cause.....                                                              | 89  |
| I. — La loi et les travaux préparatoires.....                                                                                                | 89  |
| L'invention doit appartenir au domaine des faits..                                                                                           | 90  |
| II. — Doctrine.....                                                                                                                          | 91  |
| Inutilité du progrès technique.....                                                                                                          | 92  |
| L'invention doit donner un résultat industriel..                                                                                             | 92  |
| Il est inutile que l'invention soit industrielle, à la<br>fois en ce qui concerne son objet et le résultat<br>qu'elle procure.....           | 93  |
| Fondement du caractère industriel.....                                                                                                       | 93  |
| Caractère complexe du résultat industriel.....                                                                                               | 94  |
| Le caractère industriel, but commun.....                                                                                                     | 94  |
| Du caractère industriel et de la cause.....                                                                                                  | 94  |
| Le manque de caractère industriel et l'absence<br>d'aléa.....                                                                                | 95  |
| III. — Jurisprudence.....                                                                                                                    | 96  |
| A. — L'absence d'effet technique doit être appré-<br>ciée au moment du dépôt.....                                                            | 97  |
| La cause jurisprudentielle.....                                                                                                              | 98  |
| Cas du manque de résultat après dépôt....                                                                                                    | 98  |
| Cas du manque d'effet technique au moment<br>du dépôt.....                                                                                   | 99  |
| B. — Importance de l'examen de l'effet technique.                                                                                            | 99  |
| Recherche de l'effet technique.....                                                                                                          | 100 |
| Examen du résultat, ses inconvénients....                                                                                                    | 101 |
| Intérêt de la considération du concept de<br>cause.....                                                                                      | 102 |
| C. — La mention de la cause dans le brevet n'est<br>pas obligatoire.....                                                                     | 102 |
| Arrêt du diabolos.....                                                                                                                       | 102 |
| Devoir du juge.....                                                                                                                          | 103 |
| D. — Du lien entre le manque de caractère indus-<br>triel et l'impossibilité d'exécution consé-<br>quence de l'insuffisance de description.. | 104 |
| Conclusion .....                                                                                                                             | 105 |

## DEUXIÈME PARTIE

## De la brevetabilité.

|                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Du moyen nouveau</i> .....                                                                                                              | 107 |
| <i>Section I<sup>re</sup>. — Distinction du moyen d'avec le résultat</i> .....                                                                                 | 107 |
| Caractère matériel du moyen et caractère immatériel du résultat.....                                                                                           | 108 |
| Difficulté rencontrée dans la recherche d'un critère objectif, pour distinguer entre le moyen et le résultat.....                                              | 109 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Brevetabilité du moyen.....                                                                                                              | 111 |
| Nouveauté.....                                                                                                                                                 | 111 |
| De l'effet technique.....                                                                                                                                      | 112 |
| § 2. — De l'étendue du domaine d'application d'un brevet portant sur un moyen.....                                                                             | 112 |
| I. — Complexité du résultat industriel.....                                                                                                                    | 112 |
| Lien avec la théorie de la cause en droit civil....                                                                                                            | 113 |
| Distinction entre la volonté juridique et la volonté psychologique.....                                                                                        | 115 |
| II. — Critère du « Comment ? ».....                                                                                                                            | 115 |
| Influence sur l'étendue de la protection.....                                                                                                                  | 116 |
| III. — De l'idée inventive.....                                                                                                                                | 117 |
| Des équivalents.....                                                                                                                                           | 119 |
| IV. — Réunion de l'idée inventive et de l'effet technique dans le sein du concept de cause.....                                                                | 120 |
| L'idée inventive et le motif causal.....                                                                                                                       | 120 |
| V. — La cause-limite.....                                                                                                                                      | 121 |
| La nouveauté-critère.....                                                                                                                                      | 122 |
| <i>Section II. — De la possibilité de protéger par un brevet l'idée ou le principe théorique</i> .....                                                         | 124 |
| § 1 <sup>er</sup> . — De la non-brevetabilité, en France, de l'idée ou du principe théorique, considérés indépendamment de toute application industrielle..... | 124 |
| I. — Législation.....                                                                                                                                          | 124 |
| II. — Doctrine.....                                                                                                                                            | 124 |
| Du principe théorique et du problème posé.....                                                                                                                 | 125 |
| De la portée du brevet concernant un principe théorique dont on a indiqué une application industrielle.....                                                    | 125 |
| III. — Jurisprudence.....                                                                                                                                      | 126 |
| De la portée du brevet concernant un principe théorique.....                                                                                                   | 127 |
| Appréciation des ressemblances.....                                                                                                                            | 127 |

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les différences ne doivent pas être trop accentuées.....                                                                | 128 |
| Rôle prétorien de la jurisprudence.....                                                                                 | 129 |
| IV. — Justification du critère proposé pour distinguer le moyen et l'idée inventive d'avec le résultat.....             | 130 |
| § 2. — De la possibilité de protéger à l'étranger un principe théorique ou un résultat.....                             | 131 |
| Le problème posé et l'effort créateur.....                                                                              | 131 |
| I. — Pays anglo-saxons.....                                                                                             | 132 |
| Grande-Bretagne .....                                                                                                   | 133 |
| II. — Pays germaniques.....                                                                                             | 134 |
| Suisse .....                                                                                                            | 135 |
| III. — Pays latins .....                                                                                                | 136 |
| § 3. — De la protection de la propriété scientifique.....                                                               | 137 |
| I. — Travaux préparatoires .....                                                                                        | 137 |
| II. — Des projets destinés à protéger le droit des travailleurs intellectuels sur leurs découvertes et inventions.....  | 139 |
| A. — Systèmes du droit individuel.....                                                                                  | 139 |
| Projet Barthélémy.....                                                                                                  | 139 |
| Projet de la C. T. I. ....                                                                                              | 140 |
| Projet Ruffini.....                                                                                                     | 140 |
| Projet Marcel Plaisant .....                                                                                            | 141 |
| Projet Richard.....                                                                                                     | 141 |
| Projet présenté en 1931 à l'Académie de Médecine .....                                                                  | 141 |
| B. — Système des récompenses.....                                                                                       | 142 |
| III. — Critique sommaire des divers projets et propositions tendant à organiser la protection des droits du savant..... | 142 |
| IV. — Solution proposée.....                                                                                            | 143 |
| Protection jurisprudentielle du principe théorique.....                                                                 | 145 |
| Application du concept de cause à la protection du droit des savants.....                                               | 145 |
| CHAPITRE II. — <i>Du produit industriel nouveau</i> .....                                                               | 146 |
| Section I <sup>re</sup> . — De la brevetabilité du produit industriel.....                                              | 146 |
| Le produit, but visé par le breveté.....                                                                                | 146 |
| Cause du brevet de produit.....                                                                                         | 146 |
| Caractère industriel du produit.....                                                                                    | 147 |
| I. — Doctrine.....                                                                                                      | 148 |
| II. — Jurisprudence.....                                                                                                | 149 |
| Section II. — De la portée du brevet de produit.....                                                                    | 150 |



|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le produit, résultat du procédé.....                                                                 | 150 |
| Le modèle d'utilité .....                                                                            | 151 |
| De la contrefaçon d'un brevet de produit....                                                         | 151 |
| De la confusion possible entre les qualités et les<br>caractéristiques matérielles.....              | 152 |
| Appropriation particulière du produit.....                                                           | 153 |
| Influence de la nouveauté de l'appropriation<br>sur la portée du brevet.....                         | 153 |
| Le produit doit être une création.....                                                               | 154 |
| <i>Section III. — Du produit de la nature.....</i>                                                   | 155 |
| La découverte.....                                                                                   | 155 |
| Manifestation de la main de l'homme.....                                                             | 156 |
| Des produits agricoles.....                                                                          | 157 |
| <i>CHAPITRE III. — De l'application nouvelle de moyens connus.....</i>                               | 158 |
| Définition .....                                                                                     | 158 |
| De l'application et de la combinaison nouvelle de moyens<br>connus.....                              | 159 |
| Etendue d'application.....                                                                           | 160 |
| Brevetabilité .....                                                                                  | 160 |
| <i>Section Ire. — De l'application nouvelle proprement dite....</i>                                  | 161 |
| Brevetabilité .....                                                                                  | 161 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Distinction entre l'application nouvelle et l'emploi<br>nouveau.....           | 161 |
| I. — Critères proposés .....                                                                         | 161 |
| Jurisprudence des cours et tribunaux.....                                                            | 163 |
| II. — Mise en œuvre du concept de cause pour séparer<br>l'application nouvelle de l'emploi nouveau.. | 164 |
| La différence dans le résultat.....                                                                  | 165 |
| Recherche de l'appropriation.....                                                                    | 166 |
| Jurisprudence de la Cour de cassation .....                                                          | 166 |
| § 2. — Du transport d'industrie .....                                                                | 167 |
| Critères de brevetabilité.....                                                                       | 167 |
| Incertitude de la jurisprudence des cours d'appel..                                                  | 169 |
| De l'originalité et du concept belge.....                                                            | 170 |
| De la notion d'imprévu.....                                                                          | 171 |
| Examen de l'effet technique.....                                                                     | 172 |
| § 3. — Droit comparé.....                                                                            | 172 |
| I. — Pays anglo-saxons .....                                                                         | 172 |
| Etats-Unis.....                                                                                      | 173 |
| II. — Pays germaniques.....                                                                          | 174 |
| III. — Rapprochement avec les concepts latins.....                                                   | 175 |
| <i>Section II. — De la combinaison nouvelle de moyens connus.</i>                                    | 176 |
| Brevetabilité .....                                                                                  | 176 |

|                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1 <sup>er</sup> . — De l'application du concept de cause à la distinction entre la combinaison nouvelle et la juxtaposition ..... | 178 |
| Doctrine.....                                                                                                                       | 178 |
| I. — L'emploi nouveau et la juxtaposition.....                                                                                      | 178 |
| Etendue de la protection.....                                                                                                       | 179 |
| II. — De la combinaison nouvelle.....                                                                                               | 180 |
| Intérêt du concept de cause pour lever les incertitudes de langage de la jurisprudence.....                                         | 182 |
| De l'interaction entre les éléments de la combinaison.....                                                                          | 182 |
| § 2. — Droit comparé.....                                                                                                           | 184 |
| I. — Pays anglo-saxons.....                                                                                                         | 184 |
| Etats-Unis.....                                                                                                                     | 185 |
| La « <i>duplication</i> ».....                                                                                                      | 185 |
| II. — Pays germaniques.....                                                                                                         | 186 |
| Droit helvétique.....                                                                                                               | 186 |
| III. — Pays latins.....                                                                                                             | 187 |
| Belgique .....                                                                                                                      | 188 |
| Conclusion.....                                                                                                                     | 188 |
| § 3. — Jurisprudence française .....                                                                                                | 188 |
| I. — Jurisprudence de la Cour de cassation.....                                                                                     | 188 |
| Arrêt du « <i>polygreffe</i> ».....                                                                                                 | 188 |
| II. — Jurisprudence des cours et tribunaux.....                                                                                     | 191 |
| § 4. — Du procédé .....                                                                                                             | 192 |
| Définition .....                                                                                                                    | 192 |
| Réaction mutuelle entre les phases du procédé....                                                                                   | 193 |
| Brevetabilité .....                                                                                                                 | 193 |
| Ordre de succession des phases.....                                                                                                 | 193 |
| § 5. — De l'interversion des moyens d'une combinaison..                                                                             | 194 |
| Brevetabilité .....                                                                                                                 | 194 |
| Section III. — Du changement de dimensions et de matière..                                                                          | 194 |
| Non-brevetabilité.....                                                                                                              | 194 |
| Caractère inattendu du résultat.....                                                                                                | 195 |
| CHAPITRE IV. — Des inventions contraires à la loi.....                                                                              | 197 |
| Section I <sup>re</sup> . — Des inventions illicites et contraires aux bonnes mœurs.....                                            | 197 |
| I. — Inutilité de distinguer en propriété industrielle entre la cause illicite et l'objet illicite.....                             | 197 |
| Travaux préparatoires .....                                                                                                         | 198 |
| Jurisprudence.....                                                                                                                  | 198 |
| De l'exploitation illicite.....                                                                                                     | 199 |
| II. — Solution préventive .....                                                                                                     | 199 |

|                                                                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Section II. — Des produits pharmaceutiques et des remèdes..</i>                                                                         | 200 |
| Non brevetabilité .....                                                                                                                    | 200 |
| I. — Inutilité de la distinction entre la cause et l'objet.                                                                                | 200 |
| Du procédé de fabrication.....                                                                                                             | 200 |
| Doctrine du Comité technique.....                                                                                                          | 201 |
| Difficulté de la distinction entre les compositions pharmaceutiques ou les remèdes et les produits chimiques, industriels ou alimentaires. | 202 |
| II. — Du projet de loi.....                                                                                                                | 203 |
| III. — Droit comparé .....                                                                                                                 | 204 |
| A. — Pays germaniques.....                                                                                                                 | 204 |
| Droit suisse.....                                                                                                                          | 205 |
| B. — Pays anglo-saxons .....                                                                                                               | 206 |
| Droit britannique.....                                                                                                                     | 206 |
| C. — Pays latins .....                                                                                                                     | 207 |
| Argentine.....                                                                                                                             | 208 |
| Italie.....                                                                                                                                | 209 |
| Conclusion .....                                                                                                                           | 209 |
| CHAPITRE V. — <i>Des inventions dépourvues de caractère industriel..</i>                                                                   | 210 |
| <i>Section I<sup>re</sup>. — De l'insuffisance de description.....</i>                                                                     | 210 |
| I. — Fondement juridique de la nullité pour insuffisance de description.....                                                               | 210 |
| De la dissimulation des moyens.....                                                                                                        | 212 |
| Son fondement.....                                                                                                                         | 213 |
| Droit comparé .....                                                                                                                        | 213 |
| A. — Droit belge.....                                                                                                                      | 214 |
| B. — Droit britannique .....                                                                                                               | 214 |
| II. — Du lien créé par le concept de cause entre les cas de nullité pour manque de caractère industriel .....                              | 215 |
| <i>Section II. — Du tour de main.....</i>                                                                                                  | 216 |
| Non brevetabilité, ses raisons.....                                                                                                        | 216 |
| <i>Section III. — Des plans de finances et de crédit.....</i>                                                                              | 217 |
| Pas de caractère industriel.....                                                                                                           | 217 |
| <i>Section IV. — Des créations de la forme.....</i>                                                                                        | 218 |
| De la propriété artistique.....                                                                                                            | 218 |
| Distinction entre le dessin ou le modèle de fabrique et le brevet d'invention.....                                                         | 219 |
| Le modèle et le produit industriel.....                                                                                                    | 220 |
| <i>Section V. — Du caractère industriel en droit comparé.....</i>                                                                          | 221 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Pays anglo-saxons .....                                                                                              | 221 |
| De l'« <i>utility</i> ».....                                                                                                               | 221 |
| De l'« <i>ingenuity</i> ».....                                                                                                             | 222 |
| Du « <i>mechanical skill</i> ».....                                                                                                        | 222 |

|                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 2. — Pays germaniques.....                                                                              | 223 |
| Du « <i>Fortschritt</i> » .....                                                                           | 223 |
| De l'« <i>Erfindungshöhe</i> ».....                                                                       | 224 |
| Droit helvétique .....                                                                                    | 224 |
| § 3. — Pays latins.....                                                                                   | 225 |
| Droit italien.....                                                                                        | 225 |
| De l'utilité.....                                                                                         | 226 |
| § 4. — Rapprochement avec le concept français.....                                                        | 226 |
| Conclusion .....                                                                                          | 226 |
| Déchéances.....                                                                                           | 227 |
| CHAPITRE VI. — <i>De la nullité pour défaut de nouveauté</i> .....                                        | 229 |
| Section I <sup>re</sup> . — Définition de la nouveauté.....                                               | 229 |
| Définition légale .....                                                                                   | 229 |
| Principe de la nouveauté absolue.....                                                                     | 230 |
| Droit comparé.....                                                                                        | 231 |
| § 1 <sup>er</sup> . — De la publicité .....                                                               | 231 |
| I. — Du document constituant antériorité et de son<br>interprétation .....                                | 231 |
| II. — Date certaine de l'antériorité.....                                                                 | 233 |
| § 2. — De la divulgation .....                                                                            | 234 |
| Définition .....                                                                                          | 234 |
| I. — Exploitation ou usage avant dépôt.....                                                               | 234 |
| II. — Essais.....                                                                                         | 235 |
| III. — De la participation de l'inventeur à une exposi-<br>tion.....                                      | 236 |
| Section II. — De la divulgation pendant un délai prédéter-<br>miné avant dépôt .....                      | 237 |
| Tendance de la jurisprudence française.....                                                               | 237 |
| Influence du droit allemand.....                                                                          | 237 |
| Emprunt à la législation américaine.....                                                                  | 238 |
| I. — Conférence de Londres (1 <sup>er</sup> mai-2 juin 1934) ....                                         | 239 |
| II. — Congrès de Berlin (1 <sup>er</sup> -6 juin 1936).....                                               | 240 |
| III. — Liaison avec la protection provisoire aux exposi-<br>tions.....                                    | 241 |
| IV. — Congrès de Prague (6-11 juin 1938).....                                                             | 242 |
| A. — Rapports.....                                                                                        | 242 |
| B. — Discussion et vote.....                                                                              | 244 |
| V. — Application du concept de cause.....                                                                 | 246 |
| VI. — Des difficultés pratiques résultant de l'adoption<br>d'un délai de neutralisation avant dépôt... .. | 246 |
| A. — Difficulté de la preuve de la priorité d'in-<br>vention.....                                         | 246 |

|                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| B. — Difficulté de faire adopter par les législations internes des divers pays un délai de priorité uniforme avant dépôt..... | 247 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VII. — <i>De l'exclusivité du droit d'exploitation conféré au breveté</i> .....                                             | 249 |
| Section I <sup>re</sup> . — De l'antériorité constituée par un brevet non délivré.....                                               | 249 |
| Le dépôt ne constitue pas publicité.....                                                                                             | 249 |
| Position du problème.....                                                                                                            | 249 |
| Lien entre le problème posé et le concept de cause.....                                                                              | 250 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Doctrine.....                                                                                                  | 251 |
| Opinion de Pouillet.....                                                                                                             | 251 |
| Thèse de la paralysie.....                                                                                                           | 252 |
| Thèse de G. Huard.....                                                                                                               | 253 |
| Thèse d'Allart.....                                                                                                                  | 253 |
| Opinion générale de la doctrine.....                                                                                                 | 254 |
| § 2. — Jurisprudence.....                                                                                                            | 254 |
| Indécision apparente.....                                                                                                            | 254 |
| I. — Jurisprudence favorable à la thèse du brevet non délivré constituant antériorité.....                                           | 255 |
| II. — Jurisprudence contraire.....                                                                                                   | 256 |
| § 3. — De l'exclusivité considérée comme la cause de l'obligation du breveté.....                                                    | 258 |
| Du manque d'exclusivité.....                                                                                                         | 258 |
| I. — Du principe de priorité.....                                                                                                    | 259 |
| Du fondement et de l'effet du principe de priorité.....                                                                              | 260 |
| Application du principe de priorité au cas de deux inventeurs différents.....                                                        | 260 |
| Des effets du principe de priorité en droit comparé.....                                                                             | 261 |
| A. — Droit allemand.....                                                                                                             | 261 |
| B. — Droit suisse.....                                                                                                               | 263 |
| C. — Droit belge.....                                                                                                                | 265 |
| Conclusion.....                                                                                                                      | 267 |
| II. — Du droit de priorité unioniste.....                                                                                            | 267 |
| De sa rétroactivité concernant uniquement la nouveauté.....                                                                          | 268 |
| Quid de la nullité du brevet intercalaire ?.....                                                                                     | 269 |
| § 4. — Des possibilités d'application pratique du concept de cause à la protection de l'exclusivité du droit conféré au breveté..... | 271 |
| I. — Du caractère social du brevet d'invention.....                                                                                  | 271 |



|                                                                                                                                                                           |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| II. — De son caractère aléatoire.....                                                                                                                                     | 272        |
| De la possibilité de faire reculer les effets du caractère aléatoire.....                                                                                                 | 273        |
| III. — Solution législative.....                                                                                                                                          | 274        |
| De l'exclusivité de l'exploitation.....                                                                                                                                   | 274        |
| De la disposition de l'article 19.....                                                                                                                                    | 275        |
| De l'amendement qu'il convient d'apporter au texte du dernier projet de loi.....                                                                                          | 276        |
| Du conflit entre un brevet délivré par le gouvernement français et un brevet accordé par une administration étrangère.....                                                | 276        |
| Avantages de la solution législative, sa liaison avec la suppression de l'article 18.....                                                                                 | 277        |
| IV. — Droit comparé.....                                                                                                                                                  | 277        |
| A. — Droit allemand .....                                                                                                                                                 | 277        |
| De la nature de l'identité .....                                                                                                                                          | 278        |
| Des équivalents .....                                                                                                                                                     | 278        |
| De la dépendance.....                                                                                                                                                     | 278        |
| De l'identité partielle .....                                                                                                                                             | 279        |
| Des différences séparant respectivement les actions en nullité pour identité et pour défaut de nouveauté.....                                                             | 280        |
| B. — Droit suisse.....                                                                                                                                                    | 282        |
| C. — Droit belge.....                                                                                                                                                     | 283        |
| V. — Du jeu de la Convention d'Union.....                                                                                                                                 | 283        |
| <i>Section II. — De l'antériorité constituée par un brevet remontant, par l'effet de la Convention d'Union, à la date de dépôt de la demande d'origine étrangère.....</i> | <i>284</i> |
| § 1 <sup>er</sup> . — Doctrine.....                                                                                                                                       | 284        |
| Position du problème.....                                                                                                                                                 | 284        |
| Thèse de la paralysie.....                                                                                                                                                | 285        |
| Thèse de la nullité.....                                                                                                                                                  | 286        |
| § 2. — De la portée du droit de priorité, telle qu'elle résulte des Actes de Londres.....                                                                                 | 287        |
| Suppression de la réserve des droits des tiers.....                                                                                                                       | 287        |
| Opposition de la Tchécoslovaquie, son fondement.....                                                                                                                      | 288        |
| Exposé des motifs.....                                                                                                                                                    | 288        |
| Arrêt de la Cour des brevets de Budapest.....                                                                                                                             | 290        |
| § 3. — Justification par le manque de cause de la nullité du brevet intercalaire .....                                                                                    | 290        |
| Rétroactivité de l'exclusivité et de la nouveauté..                                                                                                                       | 290        |
| Liaison par l'intermédiaire du concept de cause entre le plan national et le plan international ...                                                                       | 291        |
| § 4. — Jurisprudence.....                                                                                                                                                 | 291        |

|                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — Jurisprudence antérieure à la ratification des Actes de Londres .....                                           | 291 |
| Arrêt Bondoux .....                                                                                                  | 292 |
| Nullité du brevet intercalaire.....                                                                                  | 294 |
| II. — Orientation de la jurisprudence après la ratification des Actes de Londres.....                                | 295 |
| § 5. — Droit comparé.....                                                                                            | 295 |
| I. — Droit allemand.....                                                                                             | 295 |
| II. — Droit suisse.....                                                                                              | 296 |
| Points de départ de la durée et des effets du brevet unioniste.....                                                  | 297 |
| Conclusion.....                                                                                                      | 298 |
| CHAPITRE VIII. — <i>De la cause de la nullité prévue par l'article 18 de la loi du 5 juillet 1844</i> .....          |     |
| Protection du droit exclusif du breveté premier en date..                                                            | 299 |
| Liaison entre les articles 18 et 19.....                                                                             | 300 |
| Les nullités pour violation des articles 18 et 1 <sup>er</sup> font-elles double emploi ? .....                      | 302 |
| Chevauchement de leurs domaines d'application.....                                                                   | 302 |
| Difficultés d'applications de l'article 18.....                                                                      | 302 |
| Suppression de l'article 18 dans le dernier projet de loi..                                                          | 303 |
| Du rattachement .....                                                                                                | 303 |
| CHAPITRE IX. — <i>De la nullité d'un certificat d'addition pour défaut de rattachement au brevet principal</i> ..... |     |
| Origine fiscale de la nullité pour défaut de rattachement, sa liaison avec la fraude.....                            | 305 |
| I. — Critères proposés par la doctrine pour déterminer l'existence du rattachement.....                              | 306 |
| II. — Jurisprudence.....                                                                                             | 307 |
| De l'identité d'idée-mère.....                                                                                       | 307 |
| De la nullité du certificat d'addition se rattachant à un brevet nul.....                                            | 309 |
| CHAPITRE X. — <i>Du titre frauduleux</i> .....                                                                       |     |
| Législation.....                                                                                                     | 310 |
| Rattachement au concept de cause par la notion de fraude.                                                            | 310 |
| Doctrine.....                                                                                                        | 310 |
| Jurisprudence.....                                                                                                   | 310 |
| CHAPITRE XI. — <i>De l'usurpation</i> .....                                                                          |     |
| Pas de sanction légale.....                                                                                          | 311 |
| Fondement, sur la notion de fausse cause, de la nullité édictée par le projet de loi.....                            | 311 |

## CONCLUSION GÉNÉRALE

|       |                                                  |     |
|-------|--------------------------------------------------|-----|
| I. —  | Unité du concept de cause.....                   | 312 |
|       | La nouveauté .....                               | 313 |
|       | L'exclusivité .....                              | 313 |
|       | L'effet technique .....                          | 313 |
| II. — | Utilité du concept de cause.....                 | 315 |
|       | Portée d'un brevet d'invention .....             | 315 |
|       | La théorie de la cause, technique de secours.... | 315 |

---



---

2923. — Imprimerie Jouve et Cie 15, rue Racine, Paris. — 11-1938.

---







